

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



RÉCIT
DAVID LAYANI, LE « PETIT POUCE »
QUI A CONQUIS ATOS **PAGES 20 ET 21**

REPORTAGE
EN UKRAÏNE, APRÈS LES DRONES,
DES ROBOTS TUEURS SUR
LE CHAMP DE BATAILLE **PAGES 10 ET 11**



L'accord entre Éric Ciotti et le RN déchire la droite LR

L'annonce par le président de LR d'une alliance électorale avec le RN a déclenché une tempête politique et suscité la réprobation des grands élus de son parti. **PAGES 2 À 8, 16, 17 ET L'ÉDITORIAL**

Sondage : le RN largement en tête aux législatives

Le parti de Jordan Bardella poursuit sa dynamique sondagière après les européennes. Selon notre enquête Ifop-Fiducial, le RN arriverait largement en tête au premier tour des législatives, le 30 juin, avec 35 %

des suffrages. Rassemblés sous une bannière commune, les socialistes, les écologistes, les communistes et les mélenchonistes sont donnés à 25 %, devant le bloc macroniste à 18 %.

PAGE 5

Comment LFI a confisqué le succès de Glucksmann

Lundi soir, les forces de gauche ont conclu un accord de principe pour des candidatures uniques au premier tour des législatives. Une négociation menée sous l'influence des Insoumis, sans associer Raphaël Glucksmann.

La tête de liste PS-Place publique, qui militait contre une nouvelle alliance avec Jean-Luc Mélenchon, se retrouve marginalisée à gauche malgré sa bonne performance électorale aux européennes. **PAGE 6**

L'instabilité politique inquiète les entreprises et les marchés

La dissolution de l'Assemblée nationale et les grandes manœuvres en cours préoccupent les milieux économiques. Quel budget sera voté à l'automne ? Quelles réformes seront engagées ? Alors que l'agence Moody's pointe

une période d'incertitudes qui engendre « un risque de crédit », les taux d'emprunt français se sont encore tendus mardi. Les entreprises s'inquiètent, quant à elles, des programmes économiques du RN et de LFI. **PAGE 7**

ALLOCATIONS

Le régime de l'assurance-chômage plus solide que jamais, la réforme décriée

PAGE 22

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mardi :

La majorité d'Emmanuel Macron peut-elle, selon vous, remporter les élections législatives ?

OUI 17% NON 83%

VOTANTS : 255 811

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Législatives : êtes-vous favorable à un accord électoral entre le RN et LR ?

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

Demi-habiles sur des ruines

La politique n'est pas un jeu, c'est une matière sensible et dangereuse. Une dissolution d'impulsion peut provoquer des dégâts à la chaîne sans que personne puisse arrêter la mécanique de destruction. Nous y sommes. Les ministres zombifiés, les députés dépités, les conseillers désespérés : la majorité avance exsangue dans une bataille qu'elle ne s'attendait pas à mener et qu'elle a de fortes chances de perdre. À gauche, l'esprit manœuvrier des trotskistes l'emporte sur la morale la plus élémentaire : oubliés, les déclarations équivoques sur Israël des Insoumis, l'antisémitisme d'atmosphère qui entache la gauche radicale. Le « nouveau Front populaire » ne s'encombre pas de principes, il veut un maximum de circonscriptions. C'est le génie de la gauche morale : faire des remontrances à la terre entière en plétiinant allègrement les vertus qu'elle professe. À droite, ce sont les retrouvailles avec les grandes déclarations et les querelles microscopiques, les accords signés entre chien et loup et les manifestes signés par une brochette de chefs à plumes. Après des années de silence, Laurent Wauquiez fait sa

rentrée sur une bataille partisane ; après des mois de présidence, Éric Ciotti scelle une alliance que refusent ses grands élus, mais qui enchante ses militants. Au gouvernement, les ministres puisent dans les analogies paresseuses et absurdes : « collaboration », « Munich », « fascisme » pour dénoncer une clarification qu'Emmanuel Macron appelle depuis longtemps de ses vœux et qui se déroule sous nos yeux. Les demi-habiles qui conseillent le chef de l'État se frottent les mains en admirant les effets de sa folle décision : une gauche qui humilie Raphaël Glucksmann, une droite qui s'entredéchire, mais ils ne voient pas qu'ils sont les premières victimes de cette partie de chamboule-tout. Le dépassement voulu par Emmanuel Macron rétrécit comme peau de chagrin, et le clivage gauche-droite, dont le chef de l'État avait prononcé le requiem, renaît sous une forme plus tranchée et plus radicale. Un bloc sous la tutelle de Marine Le Pen, un autre sous celle de Jean-Luc Mélenchon et au milieu coule une majorité. ■

RICHARD MILLE Cup

CLASSIC YACHT RACING

● FALMOUTH
● DARTMOUTH
● COWES
● LE HAVRE

02.06.24

15.06.24

RICHARDMILLECUP.COM

Claire Conruyt
et Emmanuel Gallero

Le patron de LR a provoqué un séisme au sein de la droite en appelant, mardi, à rejoindre Marine Le Pen, sans parvenir à entraîner avec lui les ténors de son parti.

Implosion. Depuis dimanche soir, le chaos fermentait sous le vernis apparent de la droite qui jurait que, malgré tout, elle tiendrait sa ligne d'indépendance. Mais après la double déflagration de son score aux européennes (7,2 %) et de l'annonce présidentielle de la dissolution de l'Assemblée nationale, l'unité des Républicains n'a pas résisté. Sous la pression d'un scrutin législatif anticipé l'obligeant à s'organiser en toute hâte, le parti présidé par Éric Ciotti a révélé au grand jour ses divisions et provoqué une grave crise interne. Finalement, tandis que la gauche s'est félicitée d'avoir bâti un front populaire pour faire barrage à la vague Jordan Bardella, la droite s'est retrouvée confrontée à cette brûlante et lancinante question : faut-il envisager des accords avec le Rassemblement national ?

« Nous avons besoin d'une alliance avec le Rassemblement national », a subitement lâché Éric Ciotti au JT de 13 heures sur TF1, jugeant que « le pays n'a jamais été autant à droite ». Quelques minutes avant, beaucoup chez LR redoutaient sa prise de parole. La veille, le président des Républicains avait lancé à ses députés : « J'en ai marre des contorsions idéologiques pour plaire à quelques-uns. Il faut mettre un terme au pouvoir macroniste. C'est le temps de la clarification. » Cette phrase avait fini par inquiéter plusieurs ténors. Mais visiblement, pour lui, le temps de la clarification était venu.

Après avoir observé l'« alliance contre-nature » de la gauche avec les Insoumis, le patron de la droite s'est finalement laissé convaincre de rejoindre le « bloc des droites », le « bloc national ». Sa position rompt clairement avec la ligne du « ni-ni » (pour « ni Macron, ni Le Pen ») tenue par son parti depuis 2017, et il le sait. « J'ai tenté de garder cet équilibre, mais malgré la magnifique campagne de François-Xavier Bellamy, nous n'avons pas réussi à percer le mur du son », a déploré Éric Ciotti. Selon lui, le constat est sans appel. Les Républicains sont en danger de mort, « trop faibles » pour faire face aux deux blocs « dangereux » entre lesquels son parti est emprisonné : celui du camp présidentiel et celui de la Nupes. « Il faut une alliance avec le RN, c'est le sens de la V^e République », a-t-il souligné, appelant ceux qui « se retrouvent

« Je suis LR, je le reste. Il n'est absolument pas question que je démissionne. (...) Seuls les militants pourraient m'enlever mon mandat »

Éric Ciotti
Président des Républicains

avec les idées et les valeurs de droite » à le suivre sur cette voie. Et de citer quelques premiers soutiens de sa démarche : le président des Jeunes LR, Guilhem Carayon, ainsi que les numéros 2 et 3 de la liste LR aux européennes, Céline Imart et le général Gomart. Selon nos informations, le sénateur Stéphane Le Rudulier, aligné sur Ciotti, serait partant pour aller au combat dans les Bouches-du-Rhône. « Une force va se lever et doit se lever », veut croire le patron de la droite, assurant que « cet accord concernera tout le territoire national » et permettra de « préserver les députés sortants » en leur évitant d'être confrontés à des adversaires RN aux législatives. Sans compter une possible entrée au gouvernement en cas de victoire les 30 juin et 7 juillet prochains, et de la nomination du lèpéniste Jordan Bardella à Matignon.

Au pied de la tour de TF1 et jusque devant le siège de son parti, le patron de la droite a été assailli de questions. Il s'est appliqué à défendre sa position : « Ce que je fais aujourd'hui, ça casse les codes, les tabous... ce ne sont pas des tabous pour les Français. » Quand on l'in-



Éric Ciotti et Jordan Bardella, le 7 mars, quand Emmanuel Macron a reçu les chefs de parti pour évoquer la guerre en Ukraine.

Éric Ciotti assume un accord avec le RN, Les Républicains au bord du divorce

terroge sur la « digue » qu'il aurait brisée, Éric Ciotti fustige un « langage de la gauche » et refuse de croire qu'il y a « 40% de Français inféquentables » dans le pays, se référant au score européen de Jordan Bardella et de Marion Maréchal. Selon lui, le sujet n'est pas le « cordon sanitaire » aux yeux des Français, mais plutôt, la France qui « est en danger ».

Éric Ciotti prend le risque d'ouvrir une crise ouverte au sein de sa propre famille politique en jouant clairement la carte « militante ». « Je suis LR, je le reste. Il n'est absolument pas question que je démissionne. » D'ailleurs, démette Éric Ciotti de son mandat de président des Républicains, comme cela a été immédiatement exigé par plusieurs ténors du parti, n'est guère une opération facile. Le chef de la droite a prévenu lui-même qu'il tenait sa légitimité des « militants » et que si la question de son départ devait être posée, il s'en réferait à leur avis. Techniquement, on explique chez LR que « rien » dans les statuts du mouvement ne s'impose à la

présidence actuelle. Pas plus un bureau politique qu'une réunion du conseil national, lequel n'a de toute façon plus de présidente depuis le départ de Rachida Dati devenue ministre de la Culture du gouvernement Attal.

Mardi après-midi, à l'initiative de Laurent Wauquiez, plusieurs élus étaient à la manœuvre pour réclamer une convocation urgente du bureau politique et acter le départ de Ciotti. Pour sa part, Michèle Tabarot souhaitait organiser une commission d'investiture des mercredi. Dans la tempête, Ciotti n'a pas donné le sentiment de vouloir céder aux pressions immédiates. Et si mardi, nombre de ses collaborateurs étaient sur le point de faire leurs valises (comme le directeur des études du parti, Aurélien Caron), certains n'imaginaient pas son départ avant le dépôt de la liste des candidatures aux législatives. Mardi après-midi dès 15h30, à l'Assemblée, Éric Ciotti était en négociation avec Marine Le Pen. « Une fois acté son accord avec le RN, il est certain que sa situation à la

tête du parti ne sera plus tenable longtemps. Les statuts prévoient que la secrétaire générale Annie Genevard assure l'intérim... », glisse-t-on au siège où, dans la tourmente, le nom de Michel Barnier était parfois évoqué pour assurer cette présidence.

L'annonce a en tout cas fait l'effet d'une bombe, provoquant un déluge d'indignations et d'appels à la démission d'Éric Ciotti, ainsi que des départs précipités. On a vu par exemple le président des Yvelines, Pierre Bédier, quitter la maison LR comme son homologue des Hauts-de-Seine, Georges Siffredi ou encore, le sénateur de Meurthe-et-Moselle, Jean-François Husson. À droite, certains pressent Laurent Wauquiez, le sommant de contenir coûte que coûte le feu allumé par Ciotti. Le même jour, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes confirmait sa candidature aux législatives dans la 1^{re} circonscription de Haute-Loire. En profitant pour vivement dénoncer « tous ceux qui sont en train de s'agiter pour faire des coalitions, des alliances et des petites combinaisons » et refusant « l'impuissance » du macronisme comme « le saut dans l'inconnu du RN ». Dans une tribune publiée parallèlement sur le site du Figaro, plusieurs ténors de la droite, parmi lesquels Laurent Wauquiez mais aussi, Gérard Larcher, François Baroin, Christian Jacob ou encore Bruno Retailleau, ont revendiqué la nécessaire « indépendance » des LR : « Aussi légitimes que soient les motifs de colère, donner un blanc-seing au Rassemblement national serait une profonde erreur qui ajouterait au désordre alimenté depuis des mois par l'extrême gauche et creuserait encore davantage les fractures au sein de notre nation. (...) La position exprimée par Éric Ciotti est une impasse. »

« Une telle décision, si elle était véritablement envisagée, ne peut en aucun cas être prise de manière unilatérale par un seul homme »

Jean-François Copé
Maire LR de Meaux

Lors d'une conférence de presse, Bruno Retailleau a insisté : « La girouette ne peut pas être un idéal politique. » Le patron des sénateurs LR a dénoncé les « petits calculs personnels » en reprochant publiquement à Éric Ciotti d'avoir dissimulé ses intentions lors d'une réunion organisée la veille au Sénat, où étaient notamment présents Gérard Larcher, Annie Genevard et François-Xavier Bellamy. Réunion au cours de laquelle Éric Ciotti est apparu très « mutique ». La tête de liste LR aux européennes a fini par se désolidariser sans toutefois accabler le président de son parti : « Abandonner aujourd'hui nos couleurs serait un choix inutile pour le pays. » Cet autre cadre, découragé, renchérit : « Personne ne soutient Éric Ciotti, il met le feu. Je ne vois pas le risque qu'on avait à défendre notre ligne d'indépendance, au moins jusqu'au premier tour », s'étrangle un ténor.

Sur les réseaux sociaux, une partie de la droite lâche sa colère. « Une telle dé-



De gauche à droite : les ténors Michel Barnier, Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau (ici, le 7 avril 2022, à Lyon) ont revendiqué publiquement l'indépendance des Républicains. BRUNO AMSELLEM/DIVERGENCE



forces LR. « Je ne pourrais accepter de livrer mon pays à un Rassemblement national majoritaire qui le mettrait en péril », averti Gérard Larcher. Les parlementaires l'ont suivi, votant à l'unanimité contre toute alliance avec Emmanuel Macron ou Jordan Bardella, ce mardi.

Au sein du groupe des députés LR, vingt-quatre se sont désolidarisés de la position d'Éric Ciotti. Du côté du président de LR, on laisse entendre qu'une vingtaine de parlementaires seraient prêts à le suivre. Assumant la rupture, le chef de la droite défend son choix en se faisant l'écho d'une demande venue du terrain, selon lui, alors que dans son propre fief des Alpes-Maritimes, le RN de Marine Le Pen comme le parti Reconquête d'Éric Zemmour progressent régulièrement, élection après élection. Sur cinq circonscriptions détenues par la droite dans ce département, les deux les plus exposées seraient la 1^{re} et la 5^e, précisément celles des députés Éric Ciotti et Christelle d'Intino. Dans ces territoires du Sud-Est, certains électeurs peinent parfois à comprendre pourquoi les LR ne tissent pas d'alliances avec le RN ou le parti d'Éric Zemmour, perçus comme plus « déterminés » que LR, notamment sur les questions de sécurité ou d'immigration. À l'issue des européennes, malgré la « belle campagne » conduite par François-Xavier Bellamy, il n'est pas rare d'entendre des élus dépités face à la faiblesse de la résonance des LR auprès des électeurs. « Plus personne ne nous entend », déplorent-ils.

« Je ne pourrais accepter de livrer mon pays à un Rassemblement national majoritaire qui le mettrait en péril »

Gérard Larcher
Président du Sénat

Concernant le nombre de circonscriptions posées sur la table des négociations entre Éric Ciotti et Jordan Bardella, plusieurs chiffres circulaient mardi : de 70 (sources parlementaires) à 160 (sources nicisées). « Son idée est de créer un groupe pivot à l'Assemblée, une sorte d'*Horizons à gauche du RN* », glisse-t-on au Sénat. Parallèlement, des tractations auraient également eu lieu entre la majorité et certains élus LR autour de plusieurs circonscriptions tendues pour la droite.

En observant la déflagration provoquée par Éric Ciotti, un proche du député maralpin se souvient de 2021. Cette année-là, Ciotti se qualifie en tête du premier tour de la primaire présidentielle à droite. Avant de s'effacer au second tour devant Valérie Pécresse. « Il était seul contre tous à l'époque quand on le traitait en coulisses de « petit facho » et ce qu'il fait aujourd'hui est assez courageux parce qu'il prend le risque de sortir les LR d'une position infernale. Et finalement, tous ceux qui le sous-estimaient se sont rendus compte qu'il était majoritaire dans les idées. Sa base n'est pas seulement géographique, elle est aussi politique. » Certains accusent Éric Ciotti de jouer une carte personnelle liée à l'instabilité de son siège de parlementaire dans les Alpes-Maritimes, mais d'autres soutiennent au contraire que l'affaiblissement des macronistes a écarté ce danger. Les défençeurs de Ciotti relatent également un sentiment fortement partagé dans la base militante. C'est la jurisprudence Nupes : beaucoup ne verraient pas au nom de quoi les « alliances séditeuses » avec La France insoumise seraient plus tolérables qu'un accord politique entre LR et le RN. Enfin, ceux qui encouragent Ciotti à tenir bon n'écartent pas une possible influence de sa ligne sur celle du « logiciel Marine Le Pen/Bardella ».

Conscient de la crise politique qu'il a provoquée au sein de son propre parti mardi, en faisant un pas spectaculaire vers le Rassemblement national, Éric Ciotti ose un pari sur l'avenir. À ceux qui parlent de transgression et l'accusent d'avoir enclenché une « opération fatale de fusion-absorption », il se défend en se vantant de sortir son parti d'un « piège mortifère ». « Je reste républicain. Je ne me déjuge pas. Je propose une alliance avec les Français », a insisté le président des LR en sursis. Les 30 juin et 7 juillet prochains, les scrutins législatifs diront aux Républicains ce qu'en pensent les électeurs de droite. ■

Pour Le Pen, une union des droites sans Reconquête

Paul Laubacher

Marine Le Pen a beaucoup réfléchi. Lundi, au lendemain d'une journée historique marquée par l'écrasante victoire du RN aux européennes puis la dissolution surprise de l'Assemblée, la double finaliste de la présidentielle s'est demandé si, après tout, son parti n'était pas capable de remporter une majorité absolue à lui tout seul. Arithmétiquement, peut-être. Mais, politiquement, cela ne correspondrait pas à l'histoire que la nationaliste veut raconter. Dans cette campagne éclair, jusqu'aux législatives des 30 juin et 7 juillet prochains, elle se dit qu'il faut créer un « grand rassemblement ». C'est la dynamique dont le Rassemblement national a besoin pour faciliter la conquête de Matignon. Et puisque la gauche est allée vite pour bâtir un « Front populaire » sur les ruines de la Nupes, la même question s'est rapidement posée au bloc national : avec qui Marine Le Pen veut-elle créer le « rassemblement patriote » qu'elle rêve de construire depuis des années ? Avec qui veut-elle faire alliance ? Moins de 48 heures plus tard, la « candidate naturelle » du RN pour 2027 a le sourire en regardant la télévision. « Nous avons besoin d'une alliance (...) avec le Rassemblement national », lâche le président des Républicains, Éric Ciotti, au « 13 Heures » de TF1. Avant de provoquer aussitôt une intense crise politique au sein de son parti.

Marine Le Pen soutient toujours ceux qui la rejoignent, surtout quand eux prennent des risques pour le faire. Dans une déclaration à l'AFP, la députée du Pas-de-Calais, elle-même en campagne, salue donc « le choix courageux » et « le sens des responsabilités » du patron de la droite. Elle dit espérer « qu'un nombre conséquent de cadres LR le suivent ». Et puis, elle ajoute, consciente qu'une clarification politique est en train de s'opérer à vitesse grand V : « Quarante ans d'un pseudo-cordon sanitaire, qui a fait perdre beaucoup d'élections, est en train de disparaître ». Au Figaro, Jordan Bardella complète en évoquant un moment « historique ». Certes, l'alliance électorale avec Éric Ciotti ne concerne pour l'instant que la soixantaine de députés LR sortants. « Une première étape », dit le président du RN. « Pour le reste, nous discutons. Mon souhait est de bâtir un gouvernement d'union nationale pour servir les Français », explique-t-il. Les futures négociations porteront donc aussi sur les ministères que le jeune loup nationaliste est prêt à céder aux Républicains s'il s'impose à Matignon dans trois semaines. « Il y aura des personnalités qui ne sont pas au RN au gouvernement », prévient un proche du président du RN.

En moins de 48 heures, « tous les murs ont sauté », se félicite un député RN, plutôt tendance souverainiste. Les troupes de Marine Le Pen et de Jordan Bardella réalisent enfin ce pour quoi ils se sont toujours battus : un accord entre la droite traditionnelle dite « de gouvernement », et le « camp national » longtemps marginalisé à « l'extrême droite ». Une bascule rendue possible par un double phénomène : la lente progression du RN dans les urnes, et la convocation précipitée de législatives anticipées. « C'est certain que l'urgence

est un facteur accélérateur et que cela simplifie les prises de décision », résume un proche de Marine Le Pen. « C'est le temps long qui complexifie tout et qui repousse les décisions. Là, il fallait faire des choix très vite sur les circonscriptions, les bulletins de vote, les affiches, la propagande. » Et pour cause, si les partis ont jusqu'à dimanche pour finaliser le dépôt des candidatures, Jordan Bardella entendait boucler les investitures du Rassemblement national dès mardi. Sans négliger la dimension stratégique de ces grandes manœuvres, il ne faut pas sous-estimer non plus le poids des rapports humains. « Marine Le Pen et Éric Ciotti ont de très bonnes relations personnelles », précise un député RN. Cela facilite les prises de contact, et simplifie les discussions sensibles et privées. Cela crée aussi des liens de confiance. « Éric Ciotti est certain que Marine Le Pen décrochera son téléphone s'il l'appelle », dit un cadre mariniste. Le deal historique qu'il a annoncé le président de LR en fin de fruit de deux ans d'institutionnalisation du RN à l'Assemblée nationale : il est plus aisé de s'entendre avec ceux que la stratégie de la cravate a rapprochés de soi.

Confiance rompue

Pour autant, l'union était-elle possible avec tout le monde ? La réponse est non. La dynamique enclenchée par Marine Le Pen laisse trois victimes sur le bas-côté : Marion Maréchal, Éric Zemmour et Sarah Knafo. Dimanche soir, à peine élue eurodéputée sous les couleurs de Reconquête, la tête de liste zemmouriste avait pourtant publiquement appelé à l'union du « camp national ». Des contacts avaient ensuite été noués avec Marine Le Pen et Jordan Bardella, au vu et au su des caméras et des micros postés devant le siège du RN. Durant ce rendez-vous, Marine Le Pen et Jordan Bardella ont posé leurs conditions, et Marion Maréchal a répondu avec ses revendications. Côté RN, l'on a refusé toute alliance avec des personnes avec qui la confiance était rompue - comprendre Éric Zemmour et Sarah Knafo ; et côté Reconquête, l'on a demandé une cinquantaine de circonscriptions pour des candidats qui accepteraient de s'inscrire sur une nouvelle plateforme.

Les discussions se sont poursuivies jusqu'à mardi matin. Avant que le verdict ne finisse par tomber en début d'après-midi, lorsque Jordan Bardella a appelé Marion Maréchal pour lui signifier que l'accord n'aurait pas lieu. Motif invoqué : les nombreuses « résistances internes » à une alliance avec Reconquête ont rendu impossible toute association avec des personnes qui sont, ou ont été, proches d'Éric Zemmour. L'ancien candidat à la présidentielle est jugé trop radioactif au RN. Ce qu'un proche de Marine Le Pen résume sobrement : « Les conditions politiques ne sont pas réunies ; » En apprenant la nouvelle, Marion Maréchal, dépitée, accuse le coup. Dans un communiqué, la nièce de Marine Le Pen dénonce une « décision soudaine et contradictoire avec nos nombreux échanges et travaux préparatoires, (qui) n'est pas à la hauteur des événements et de l'espoir suscité parmi les Français ». « Il y avait un problème de ligne », décrypte un cadre lepéniste. Qui y voit aussi la preuve que Marine Le Pen et le RN ont choisi leur camp, en préférant la notabilisation des LR à la radicalisation de Reconquête. ■



Marion Maréchal, candidate de Reconquête, avait appelé lundi à l'union du « camp national » devant le siège du RN, à Paris. ALAIN JOCARD/AFP



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

De la dissolution à l'implosion, à droite aussi

Tout séisme a ses répliques. En décidant la dissolution de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron n'a pas uniquement déclenché une opération suicide dont ceux qui ont cru en lui seront dans moins d'un mois les premières victimes. Il a provoqué par ricochet l'explosion d'une droite partisane dont il espérait se faire une alliée face au Rassemblement national. La déflagration est venue du président des Républicains lui-même. Par son choix d'une alliance avec le parti lepéniste, Éric Ciotti a suscité la réprobation de la quasi-totalité des dirigeants de LR et la démission de plusieurs élus de son parti.

La fureur contre lui tient en partie à la manière avec laquelle le député de Nice a osé cette transgression. Il a pris une position personnelle alors qu'il exerce la plus haute fonction statutaire, sans informer préalablement qui que ce soit, ni réunir la moindre instance du parti. La volonté d'éviter d'être battu par le RN dans sa circonscription des Alpes-Maritimes est évidente, et le souci de jouer un rôle éventuel en cas d'accession de Jordan Bardella à Matignon implicite. Mais n'est-ce pas le cas de tous les ralliements, qualifiés de « courage » par ceux qui en bénéficient et de « trahison » par ceux qui en pâtissent ?

La transgression de Ciotti n'en renvoie pas moins LR à la question de son avenir. En partant d'un constat : jamais la droite n'a été à ce point majoritaire en France sur le terrain des idées, mais aussi faible sur celui de l'expression partisane : 4,78 % à la dernière présidentielle, 7,25 % à ces européennes et un groupe parlementaire représentant 10 % de l'Assemblée nationale. D'Édouard Philippe en 2017 à Rachida Dati en 2024, nombre de figures LR ont rejoint le camp macroniste. Dans le même temps, personne, jusqu'à Ciotti, n'a rejoint Marine Le Pen. Pourtant, de manière constante, une moitié environ de l'électorat RPR, UMP ou LR s'est toujours dit favorable à des alliances, au minimum locales, avec le FN puis le RN. Ce hiatus entre les décisions des dirigeants et les intentions des électeurs n'a jamais été regardé en face. Peut-être, cela a-t-il aussi permis l'émergence d'Éric Zemmour et la constitution d'un socle que LR n'a pas cherché à récupérer.

Le choix individuel de Ciotti, qui ne sera peut-être pas suivi et qui sera sans doute poussé à la démission de sa présidence du parti, renvoie LR à cette question jusqu'à présent érigée en tabou. La déflagration de la dissolution devrait autoriser l'examen de tous les scénarios, mais l'accélération des événements interdit qu'ils soient étudiés de manière collective et approfondie. Éric Ciotti apparaît donc isolé bien que son choix soit approuvé par une frange non négligeable d'électeurs LR. Beaucoup parmi eux ne comprendront pas que leur parti s'interdise toute alliance à droite au moment où des partis de gauche, que des sujets graves opposent (le regard sur Israël et la Palestine par exemple), n'ont aucune pudeur à sceller un accord électoral.

Le problème de LR est que chaque choix ne peut conduire qu'à l'amputer plus encore. Une alliance avec le RN ferait fuir ceux qui, invoquant les mânes de Chirac, refusent tout accord avec « l'extrême droite ». Une alliance avec la majorité sortante indignera ceux pour qui il y a urgence à tourner la page Macron. Enfin, le choix d'une totale indépendance - option la plus consensuelle parmi les dirigeants - enlèverait LR dans un isolement de plus en plus marginal. La dissolution prive LR du temps qu'il lui aurait fallu pour réfléchir à l'après-Macron ; et le construire. ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME TABARD

DANS LA MATINALE DE DAVID ABIKER

avec LE FIGARO



Loris Boichot et Louis Hausalter

Tandis que ses troupes observent les blocs se reconfigurer, le chef de l'État doit s'exprimer ce mercredi.

« Je reçois des messages me disant soit que le président est un génie, soit qu'il a fait une vraie connerie. » Ce grognard historique d'Emmanuel Macron jongle entre des réactions très contrastées depuis le choc de l'échec du camp présidentiel aux élections européennes et la dissolution de l'Assemblée nationale, dimanche. À l'image de troupes qui ont plongé dans le brouillard et observent, désormais, les plaques tectoniques bouger à sa gauche et à sa droite.

Comment riposter à l'alliance des gauches actée lundi soir ? Comment répondre à la proposition inédite d'accord entre Les Républicains (LR) et le Rassemblement national (RN) formulée par Éric Ciotti, qui a fait imploser son parti ? De nombreux macronistes ont la désagréable impression de ne plus avoir leur destin en main après ce saut dans le vide.

Preuve de cet attentisme, Emmanuel Macron a reporté d'un jour la conférence de presse au cours de laquelle il doit marquer le début de sa campagne pour les élections législatives des 30 juin et 7 juillet. « Il veut voir comment ça évolue. La situation bouge tout le temps », justifiait un cadre de Renaissance. D'abord annoncée pour mardi, la prise de parole présidentielle aura finalement lieu ce mercredi à 11 heures au Pavillon Cambon Capucines, un espace de réception situé dans le 1^{er} arrondissement de Paris. Emmanuel Macron doit dévoiler, sinon un nouveau programme, une « orientation », selon le terme de l'Élysée. Il prévoit un propos liminaire d'une vingtaine de minutes, selon son entourage, avant de répondre aux questions des journalistes pendant plus d'une heure.

À l'Élysée, transformé depuis dimanche en QG de campagne improvisé, on veut croire que la « clarification » du paysage politique peut être profitable. « L'alliance de la gauche avec LFI comme celle de Ciotti avec le RN vont sûrement faire bouger les lignes », parle un expert des élections de la majorité. « Le but, c'est d'avoir trois blocs, en radicalisant les deux autres », glisse un proche d'Emmanuel Macron. Et de se présenter dès le premier tour comme le camp raisonnable et « républicain », en dénonçant d'un côté la présence de La France insoumise dans l'union de la gauche, de l'autre le RN et ses nouveaux satellites.

Sauf que, selon la citation attribuée au chancelier Bismarck, dans un système à trois, il faut être l'un des deux. C'est là que des stratèges macronistes entendent réactiver la logique binaire de l'affrontement avec le RN, en misant sur les mécontentes de la gauche. « Du point de vue de l'idéologie et de la gouvernance, le bloc central est identifié et celui d'extrême droite aussi, théorise l'un d'eux. Le bloc de gauche, lui, ne l'est pas : ils s'insul-



Le président Emmanuel Macron, entouré du premier ministre, Gabriel Attal, et du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, le 17 mai. LUDOVIC MARIN/AFP

Le camp Macron joue sa survie face à la recomposition en cours

taient il y a encore trois jours ! Et quel'un qui a voté pour Raphaël Glucksmann est aujourd'hui cocufié, puisqu'il se retrouve à permettre la réélection de Louis Boyard, Mathilde Panot ou Rachel Keke », autant de députés mélanchonistes faisant figure de repoussoir pour la gauche sociale-démocrate.

Dans l'entourage présidentiel, on veut donc croire que d'anciens électeurs macronistes ayant fui vers la liste Glucksmann aux européennes reviendront à la maison. Permettant ainsi à des candidats de la majorité de passer l'étape du premier tour. Sorti mardi matin du mutisme qu'il observait depuis dimanche, Gabriel Attal a lui aussi, devant les députés Renaissance, particulièrement pris la gauche pour cible. Admettant une « décision soudaine » du président, le premier ministre a lancé : « Tous les partis parlent d'eux et de tambouille. Nous devons parler des Français. » Il a fustigé « l'accord indigne » conclu entre Insoumis, Écologistes, communistes et socialistes, lesquels seraient « allés à la soupe ».

La majorité compte aussi marteler l'enjeu crucial de ce deuxième scrutin en un mois, dont dépendra le choix du futur premier ministre et de son gouverne-

ment. « Dimanche, le peuple s'est prononcé sur le niveau européen. Mais, maintenant, la question aux législatives, c'est : souhaitez-vous vraiment qu'un gouvernement RN mette en place sa politique au niveau national ? », dramatise le patron des sénateurs macronistes, François Patriat.

Intenses négociations

Emmanuel Macron espère donc rester au centre du jeu. « J'y vais pour gagner ! », a-t-il affirmé au Figaro Magazine, en assumant d'avoir « créé une élection intermédiaire pour clarifier la situation ». Mais, exactement comme avant les européennes, ils sont très peu dans son camp à partager son optimisme. « C'est cata », lâchait un député Renaissance sortant en regardant les premières projections des instituts de sondage.

C'est que le vote sanction des européennes a fait éclater au grand jour l'affaiblissement du macronisme électoral. « Le centre s'est effondré. On est dans une situation où la gauche est contrôlée par Mélenchon, mais n'est pas d'espérance majoritaire, et une droite complètement contrôlée par Le Pen, observe le député MoDem sortant Jean-Louis Boulrangues. Mais on ne revient pas au

clivage gauche-droite, on arrive au clivage extrême gauche-extrême droite. »

Face à ces mouvements telluriques, les responsables du camp présidentiel préparent eux aussi leurs alliances. À commencer par le parti d'Édouard Philippe, Horizons, qui réclame de nombreuses investitures et entend organiser des accords locaux avec des représentants de LR. Mardi sur BFMTV, l'ex-premier ministre a appelé à former une « nouvelle majorité » et fustigé le « calcul personnel » d'Éric Ciotti. « Après cette déflagration totale, cet effondrement des Républicains, Édouard Philippe a la capacité et la responsabilité d'accueillir ceux qui ne se reconnaissent plus dans cette folie de LR. On doit reconstruire la droite républicaine autour de lui », juge le député sortant (Horizons) Alexandre Vincendet.

Dans l'état-major du parti « philippiste », les stratèges estiment que plusieurs élus LR sortants « modérés » ne doivent pas se voir opposer de candidats macronistes, comme Virginie Duby-Muller (Haute-Savoie), Nicolas Forissier (Indre), Philippe Gosselin (Manche), Jean-Louis Thiériot (Seine-et-Marne) et Julien Dive (Aisne). Secrétaire général adjoint de Renaissance, le ministre de l'Écono-

mie, Bruno Le Maire, appelle lui aussi à « faire une place dans notre majorité à tous les élus et militants LR qui refusent la collaboration », comme il l'a écrit sur X. Dans certains cas, des binômes titulaires suppléants LR-Horizons sont envisagés. Lors d'un bureau exécutif mardi soir, Renaissance devait réinvestir plusieurs de ses parlementaires sortants, et les kits de campagne à destination des candidats devaient être disponibles.

D'autres investitures sont attendues, mais elles font l'objet d'intenses négociations entre les alliés Stéphane Séjourné (Renaissance), François Bayrou (MoDem) et Édouard Philippe (Horizons), qui se sont à nouveau retrouvés autour d'Emmanuel Macron et Gabriel Attal à l'Élysée, mardi midi. Lors de ces pourparlers, Philippe s'est opposé à la reconduction d'une « bannière commune » derrière laquelle se rangeraient les représentants de la majorité, le système en vigueur avec la coalition Ensemble des précédentes législatures. Avant d'enfoncer le clou sur BFMTV : « Ça ne suffira pas de reproduire ce périmètre et cette façon de faire. » Ses candidats seront étiquetés Horizons. Une campagne ensemble, mais séparément. ■

La majorité s'en remet à Attal pour « démacroniser » la campagne

Tristan Quinault-Maupoli et L. B.

À quelques rues du Palais de l'Élysée, au pavillon Cambon, Emmanuel Macron doit entrer de plain-pied dans la campagne électorale qu'il a soudainement déclenchée en dissolvant l'Assemblée nationale. Une décision unilatérale et inconsiderée, selon ses propres troupes, qui cachent de moins en moins leur agacement contre les choix de leur champion. Autant dire que la conférence de presse présidentielle, qui doit définir la stratégie de la majorité en vue des législatives des 30 juin et 7 juillet prochains, soulève plus d'inquiétudes que d'attentes. Les députés, désabusés, n'en demandaient pas tant, comprenant que le chef de l'État, devenu impopulaire, ne serait plus celui qui favorisera leur élection en 2017. Mais une figure repoussoir pour beaucoup d'électeurs.

Même ses principaux alliés prennent leurs distances avec une trop forte implication élyséenne. « Je ne suis pas sûr pour être honnête, qu'il soit complète-

ment sain que le président de la République fasse une campagne législative », a déclaré mardi sur BFMTV l'ancien premier ministre Édouard Philippe. Quant au centriste François Bayrou, président du Mouvement démocrate (MoDem), il plaide pour « démacroniser » la campagne, ce qu'il a fait savoir lundi après-midi aux cadres de son parti, comme l'a révélé Politico. Le mot ne vient pas de n'importe qui, mais du premier aller du président de la République. Le centriste, partisan d'une « refondation de la vie politique », juge que « l'objet n'est pas la majorité présidentielle ». Mais une union nationale contre le Rassemblement national (RN). « Macron pense qu'il est une solution au problème, mais c'est fini. Dans la crise politique que l'on vit, il y a le rejet de Macron, estime un centriste. Il faut qu'une nouvelle offre politique surgisse. »

Sur le terrain, de nombreux députés sortants du camp présidentiel affirment qu'ils ne mettront pas Emmanuel Macron au premier plan. Ni sur leurs tracts, ni sur leurs affiches. « On n'a qu'une carte à jouer : la proximité avec nos concitoyens », explique le député

MoDem Bruno Millienne. Il sait que, « pour beaucoup de citoyens, ce n'est pas un avantage de le mettre sur nos affiches ». « Ce qui n'empêche pas qu'économiquement, philosophiquement, on le suit », précise-t-il. « Il n'y a pas de réalité uniforme, on a tous des territoires très différents. Il faut que chacun - et je suis sûr que le président de la République

« Emmanuel Macron génère une colère venue de nulle part »

Une ministre

le prend très bien - mène la campagne en fonction de son territoire », explique pour sa part la députée Renaissance de la Sarthe, Julie Delpech.

Ces pas de côté sont autant de signes de la rupture de confiance inédite entre le chef de l'État et ses troupes, qui trouvent injuste sa décision. « Je sais aussi que c'est brutal pour vous », a relevé mardi matin Gabriel Attal devant les députés Renaissance, alors que le premier ministre a été lui-même pris de court par cette annonce. Face à lui, plu-

sieurs parlementaires ont demandé au chef du gouvernement de mener la campagne en première ligne. « C'est toi qui incarnes l'avenir, le positif, la jeunesse, c'est toi qui dois mener cette campagne et parler en notre nom », a déclaré l'ancienne ministre Nadia Hai. « Les tranches sur les affiches, ça doit être lui », enchérit le député Renaissance Stéphane Buchou.

Déjà lors de la campagne des européennes, l'omniprésence d'Emmanuel Macron dans la dernière ligne droite provoquait le malaise parmi les siens. « Il génère une colère venue de nulle part », s'inquiétait une ministre, qui prônait sa discrétion à la faveur du premier ministre, « notre meilleur produit sur l'étagère ». Un sénateur madré qui a rejoint Horizons résumait de façon plus tranchée et fort peu diplomatique : « Macron ? C'est radioactif ! »

Alors qu'elle tenait récemment une réunion publique dans le 16^e arrondissement de Paris, Aurore Bergé avait été directement interrogée par une militante. Fidèle macroniste depuis 2016, l'intéressée rapportait à la ministre de l'Égalité femmes-hommes ses difficul-

tés à tendre des tracts avec la photo du président. En conseillant de laisser plus de place à la candidate Valérie Hayer. « Il ne faut pas avoir honte, lui a répondu l'éluée des Yvelines, sinon il y aura un double effet. Nos électeurs qui nous reprocheraient de ne pas assumer et ceux qui ne sont pas nos électeurs qui nous reprocheraient d'avoir honte ». « J'adorerais vivre dans un pays avec des fontaines d'eau pétillante mais la réalité est un peu différente et c'est normal que les gens parfois vous disent non », concluait-elle.

« La cour autour de Macron est très forte, il se coupe des réalités », se désole un maire macroniste d'une grande ville, agacé quand le président de la République reporte la faute d'une campagne ratée sur son gouvernement, ses parlementaires et son parti. Mais Paul Midy (Renaissance), reparti en campagne dans l'Essonne pour y être réélu député, veut encore croire que les macronistes « ont besoin » du président « pour gagner » ces législatives « et continuer à transformer la France dans les trois prochaines années ». Une voix de plus en plus rare en 2024. ■

Législatives : le RN largement en tête, la gauche deuxième, la macronie au bas du podium

John Timsit

L'enquête Ifop-Fiducial pour « Le Figaro », LCI et Sud Radio, publiée mardi, confirme les rapports de force des européennes.

D'une élection à l'autre. Deux jours après la dissolution surprise, enclenchée à la suite des européennes, le paysage politique se recompose à vitesse grand V. En vue des législatives anticipées, convoquées les 30 juin et 7 juillet prochains, l'heure est déjà aux grandes manœuvres au sein des états-majors. Mais, à la différence du 9 juin, un scrutin proportionnel à un tour dans une circonscription nationale unique, ce sont cette fois 577 petites élections qui vont avoir lieu, dans autant de circonscriptions.

Si Emmanuel Macron refuse d'extrapoler les résultats de dimanche - « Il ne faut pas regarder les scores par circonscription à l'aune de ceux des européennes », a-t-il confié au Figaro Magazine -, il n'en demeure pas moins que les rapports de force observés ce week-end pourraient s'amplifier dans trois semaines. C'est ce que révèle le sondage Ifop-Fiducial pour Le Figaro, LCI, et Sud Radio : l'étude confirme que le Rassemblement national arriverait largement en tête à l'échelle du pays avec 35 % des voix au premier tour. Autrement dit, le parti nationaliste ferait deux fois mieux qu'en 2022, où il avait recueilli 18,68 % des suffrages, avant de décrocher près de 90 députés.

« Pas de sursaut républicain »

« En 2022, le RN a gagné plus de la moitié de ses duels face à la Nupes. Aujourd'hui, il devrait en gagner au moins les deux tiers », juge François Kraus, directeur du pôle politique et actualités de l'Ifop, alors que les gauches se sont une nouvelle fois unies. Rassemblés sous une bannière commune baptisée « Front populaire », les socialistes, les écologistes, les communistes et les mélenchonistes sont donnés à 25 %. En dépit des nombreuses fractures internes, notamment sur les

questions internationales (Ukraine, Gaza), la nouvelle coalition PS/PCF/EELV/LFI ferait aussi bien que la Nupes il y a deux ans (25,66 %).

Affaibli et secoué par la défaite, le camp Macron finirait sur la dernière marche du podium (18 %), en chute libre par rapport à 2022 (25,75 %). Seul motif de réconfort pour Renaissance, le MoDem et Hori-

zons : ils regagneraient un peu de terrain par rapport à Valérie Hayer, en améliorant son score de 3,5 petits points. « Il n'y a pas de sursaut républicain en faveur de la majorité présidentielle », indique François Kraus, alors que l'exécutif semble enfermé dans sa mauvaise dynamique.

Réalisée entre lundi et mardi, l'enquête a été bouclée avant le séisme provo-

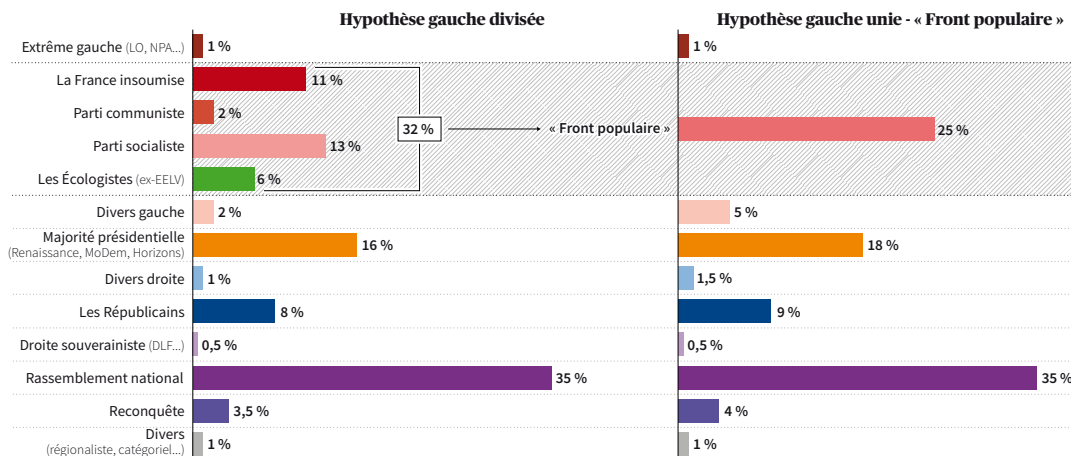
qué par Éric Ciotti, qui a annoncé à la surprise générale une « alliance » entre Les Républicains et le Rassemblement national. En attendant que les conséquences de ce tremblement de terre soient mesurées dans l'opinion, la droite était en tout cas donnée à 9 %. Soit un peu mieux que le résultat de François-Xavier Bellamy (7,25 %) aux européen-

nes. Quant à Reconquête, à qui le RN a adressé une fin de non-recevoir, il peine à exister : le parti d'Éric Zemmour est crédité de 4 % seulement.

À dix-neuf jours des élections, la tectonique politique actuelle rend difficile toute projection en sièges, ce qui entretient le mystère sur les contours de la majorité qui sortira des urnes. ■

Après les élections européennes, le RN continue sur sa dynamique

QUESTION : Si dimanche prochain se déroulait le premier tour des élections législatives pour élire votre député(e), ici dans votre circonscription, pour lequel des candidat(e)s suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



Étude réalisée par Ifop-Fiducial pour LCI, Le Figaro et Sud Radio. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 089 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 1 205 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 10 au 11 juin 2024. La marge d'erreur s'établit, selon le score visé, entre 1,4 et 3,1 points.

ifop FIDUCIAL LCI SUD RADIO LE FIGARO

Cette vague Bardella qui a déferlé sur la France des campagnes

Éric de La Chesnais

Plus de 9 communes sur 10 ont placé le RN en tête des élections européennes dimanche. La vague Bardella a déferlé sur la France des campagnes. « Le pouvoir d'achat, l'immigration et le système de santé ont fait partie des sujets le plus importants mis en avant par les électeurs avant d'aller voter, rappelle Eddy Fougier, politologue spécialiste du monde rural. Il est par ailleurs difficile de ne pas lier la contestation agricole des derniers mois avec le vote RN de dimanche ». Selon un sondage réalisé en avril par Réussir Agra et le Cevipof, 26 % des agriculteurs avaient l'intention de voter pour le RN lors de ce scrutin contre 14 % à Renaissance et autant pour LR. Une tendance qui s'est confirmée dans les urnes.

Exemple dans l'Aude, département touché par l'abandon des terres et la faiblesse des revenus agricoles - notamment viticoles. RN y a fait une percée de plus de 9 points et confirmé son ancrage avec 40,57 % des voix. « Le monde agricole a voté massivement RN, car il n'est pas satisfait des solutions retenues par le gouvernement pour mettre fin à la crise actuelle », affirme Jean-Philippe Rives, viticulteur et céréalier de 77 ans qui cherche un successeur. Ces réponses sont sous-dimensionnées. Il nous faut un plan Marshall, avec des solutions adaptées à la spécificité de nos territoires. Face à la rareté de l'eau, il faudrait nous aider à développer des cultures plus résilientes, tel l'olivier. Mais nos faibles revenus nous empêchent d'investir. Il faudrait aussi favoriser l'élevage ovin, cela débroussaillerait les pâtures abandonnées et réduirait les risques d'incendie », ajoute le syndicaliste de la Coordination rurale.

Ailleurs, le mécontentement des paysans a fait basculer certains départements historiquement à gauche. Ainsi, en Dordogne, le RN arrive en tête avec 34,74 %, très loin devant le PS

(14,51 %). « Cette fois-ci, je n'ai pas hésité à voter RN contre Macron, car il a dégradé notre système de santé, ne s'occupe pas de la sécurité des Français et de la situation des agriculteurs », explique Didier (*), éleveur bovin retraité. C'est un beau parleur, mais les actes ne suivent pas. Par ailleurs, l'Europe a été un désastre pour l'agriculture avec des charges et des contraintes environnementales qui ont fortement augmenté et des revenus qui ont stagné à cause de la concurrence internationale ».

Autre exemple, les Côtes-d'Armor, où la liste RN arrive en tête avec 28,21 % des voix, soit 9 points de plus qu'en 2019, devant le PS (17,62 %) et Renaissance (16,60 %). Du jamais-vu en Bretagne jusque-là plutôt hermétique au RN. « C'est un coup sur la tête. Je n'attendais pas à ce que le RN, une famille politique que j'exècre, arrive en tête avec un si grand écart. Dans mon village, l'écart est même de 11 points. La gauche doit se remettre en question. Elle n'a pas entendu

« Cette fois-ci, je n'ai pas hésité à voter RN contre Macron, car il a dégradé notre système de santé, ne s'occupe pas de la sécurité des Français et de la situation des agriculteurs »

Didier Éleveur bovin retraité

et compris les raisons de la grogne des agriculteurs au début de l'année, rapporte David (*), maraîcher et syndicaliste agricole de « la Conf ». Les paysans veulent vivre de leur travail, dans un contexte économique de plus en plus difficile, où les accords de libre-échange l'emportent sur le revenu des agriculteurs. Or l'on prône la voie de l'agroécologie alors que le versement des aides bio se fait attendre. »

Dans les Landes, autre terre traditionnellement socialiste, Jordan Bardella est arrivé largement en tête (30,56 %) devant le candidat PS (17,14 %). Certains, désabusés, ont pré-

féré s'abstenir. « Pour la première fois de ma vie, je n'ai pas voté. De toute façon, cela n'aurait pas changé grand-chose. Le personnel politique traditionnel n'a pas mes suffrages. J'aurais voté Georges Renard-Kuzmanovic, souverainiste de gauche, confie Thierry Vignolles, éleveur de canards gras à Perquie. Dans ma commune qui vote d'habitude à gauche à 70 %, Glucksmann (28,49 %) n'a qu'une voix d'avance sur Bardella (27,91 %). Pour les législatives, notre député PS sortant est contre l'agrovoltaïsme, alors que de nombreux paysans comptent dessus pour améliorer leurs revenus, et je ne vois pas de figure de proue qui puisse représenter le RN. »

À Saint-Étienne-de-Lugdarès en Ardèche, le RN a supplanté LR avec 39,15 % des voix. « Je suis surpris par

l'ampleur du vote pour Jordan Bardella, car dans notre village c'était la droite sociale catholique qui arrivait toujours en tête, constate Olivier (*), dont l'ancienne ferme est aujourd'hui une résidence secondaire. Les jeunes sont venus gonfler le score de Bardella, car ils se sentent plus proches de lui. De leur côté, les personnes âgées ont le sentiment d'être totalement oubliées des métropoles. Pour se faire soigner, certains doivent faire une heure de voiture pour aller à l'hôpital. Pour les spécialistes, c'est encore plus loin, c'est à Saint-Étienne dans la Loire, à 1h50 par la route ». Pour les législatives, ce sympathisant LR veut que son parti reste fidèle à ses engagements sans céder à la tentation d'une alliance avec le RN.

En Mayenne, un autre département de droite, la liste du RN atteint 31,5 %

des suffrages devant la régionale de l'étape, Valérie Hayer de Renaissance (14,7 %). « Je voulais voter Jordan, mais Marion me plaît aussi. Pour qu'elle ait 5 % et des élus, j'ai voté pour elle, commente Didier (*), éleveur laitier sur la commune nouvelle de Montsûrs, qui a voté à 34,22 % pour le RN et à 5,26 % pour Reconquête. Il n'y a pas que les agriculteurs qui ne se sentent pas considérés par le pouvoir actuel. L'usine Guisard située à Sablé, spécialisée dans la fabrication de cabines de tracteurs et engins de pulvérisation agricoles, vient d'être rachetée par un fonds de pension qui va délocaliser la production en Pologne. C'est tous les sous-traitants et leurs salariés qui vont trinquer. L'Europe libérale ne les a pas protégés. » ■

(*) Les prénoms ont été changés.

SFAX OUTLET

A LE PLAISIR DE VOUS CONVIER AUX

VENTES EXCEPTIONNELLES

HOMMES ET FEMMES

Franck Namani

DU JEUDI 13 JUIN AU SAMEDI 15 JUIN 2024
DE 10H À 19H

10 RUE DE SONTAY - 75016 PARIS

à 2 minutes à pied de la station Victor Hugo et du parking Indigo Victor Hugo

Programme, circonscriptions... après l'accord de principe à gauche, le plus dur commence

Pierre Lepelletier

Répartition des circonscriptions, programme et choix de la personnalité pour prétendre au poste de premier ministre... Les négociations battent leur plein à gauche pour confirmer le rassemblement promis.

Croix de bois, croix de fer, les socialistes le promettaient : s'allier avec Jean-Luc Mélenchon, plus jamais ! C'est pourtant précisément ce que le PS et le reste de la gauche ont acté lundi soir en s'accordant sur le principe d'un « nouveau Front populaire ». Pour tenter d'éviter le pire début juillet, avec une potentielle victoire du RN aux élections législatives anticipées, les principaux partis ont fait en vingt-quatre heures table rase de mois et de mois de tensions. « Comme au lendemain de la présidentielle de 2022 je l'avais proposé, je le répète : il faut jeter la rancune à la rivière ! Sinon quoi ? La vendetta sans fin ? Il faut chercher sans cesse le moyen d'avancer », a écrit Jean-Luc Mélenchon sur son blog lundi. La veille, l'Insoumis ironisait encore sur ces « méchantes langues qui, tout d'un coup, se ravissent des horreurs qu'elles ont pu dire auparavant et qui se demandent comment faire ». Voilà tout ce petit monde de retour autour d'une même table.

Une première fumée blanche s'est échappée lundi soir, depuis le siège des Écologistes où les principaux responsables de gauche s'étaient enfermés depuis des heures. Alors que la nuit venait de tomber sur Paris, tous sont allés annoncer la bonne nouvelle aux nombreux militants qui occupaient la rue des Petits-Hôtels (10^e). « Nous l'avons fait. Nous sommes tombés d'accord sur le fait de travailler à des candidatures uniques dans toutes les circonscriptions », annonçait Marine Tondelier, la secrétaire nationale des Écologistes. « Nous avions la volonté de partir ensemble dans cette bataille pour proposer une alternative à la politique d'Emmanuel Macron et combattre l'extrême droite raciste », a ajouté Manuel Bompard, le coordinateur national de LFI.

Si un léger espoir renaît chez les élec-

teurs de gauche, le plus dur reste malgré tout à faire. Les discussions se sont poursuivies toute la journée de mardi. Au cœur des débats : le projet commun, bien sûr, mais aussi l'épineuse répartition des circonscriptions ainsi que le choix de la personnalité pour porter la campagne. Les Insoumis n'ont pas eu le culot de ressortir du placard les affiches « Mélenchon premier ministre » de l'alliance de la Nupes. Dès dimanche soir, socialistes, écologistes et communistes avaient prévenu qu'ils ne « s'aligneraient » plus derrière le chef de LFI tant il serait, à leurs yeux, devenu le « pire » candidat pour représenter la gauche. Lancé par Raphaël Glucksmann au « 20 Heures » de France 2 lundi soir, le ballon d'essai pour propulser Laurent Berger a également été immédiatement dégonflé. L'ancien secrétaire général de la CFDT n'a même pas donné suite...

Mais l'essentiel est ailleurs. Au pied du mur, ces artisans du « nouveau Front populaire » vont surtout devoir regagner en crédibilité pour convaincre les Français. Comment expliquer qu'ils sont aujourd'hui d'accord sur quasiment tout après avoir conclu qu'ils ne l'étaient sur presque plus rien ? Ces derniers mois, à l'occasion de la campagne des élections européennes, les divergences ont été exposées au grand jour. Sur le volet international, les socialistes, les écologistes et les communistes n'ont par exemple cessé de reprocher aux Insoumis de ne pas avoir qualifié le Hamas d'« organisation terroriste » après l'attaque du 7 octobre en Israël. À l'inverse, Rima Hassan, nouvelle eurodéputée LFI, répétait que les socialistes appartenaient à une « gauche coloniale » pour ne pas utiliser le terme de « génocide » à l'encontre du peuple gazaoui.

Même sujet pour le retour à la retraite à 60 ans. Totem de LFI, avalé par le reste de la gauche en position de faiblesse lors de l'accord de la Nupes après le dé-



Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste (au centre), prend la parole aux côtés des représentants des partis de gauche, lundi soir, au QG des Écologistes, à Paris, après leur accord pour un « nouveau Front populaire ».

sastre de la présidentielle, la mesure n'a pas été soutenue par Raphaël Glucksmann lors des européennes. « Ce ne sera pas 60 ans de façon universelle », avait tranché la tête de liste des socialistes mi-mai sur France 3. Mais dès lundi matin, Olivier Faure semblait pourtant la recycler. « Je suis favorable à ce que l'âge légal soit de 60 ans pour l'ensemble des Français », a assuré le premier secrétaire du PS, prévenant cependant que « la durée de cotisation » ne sera « pas la même pour tout le monde ». Funambulesque. Les discussions devaient donc aboutir sur un compro-

« Nous demandons pour notre part une discussion sur la réalité territoriale des circonscriptions et des personnalités en présence capable de battre l'extrême droite »

Un cadre socialiste au cœur des négociations

mis où aucun parti ne devait donner le sentiment... de se compromettre.

Se tenait en parallèle l'ardente négociation pour la répartition des circonscriptions. L'exercice, toujours périlleux, est généralement sans surprise : comme au poker, seuls les plus stratèges tirent leur épingle du jeu. Très vite, Jean-Luc Mélenchon et les siens se sont fixés comme mission de déjouer la tentation du reste de la gauche de les « corneriser ». Avant même le scrutin européen, socialistes, écologistes, communistes et

même quelques frondeurs LFI - François Ruffin en première ligne - planchaient déjà sur une nouvelle union, à distance du noyau dur mélenchoniste, dans la perspective de 2027.

Dès le début des négociations, la petite délégation Insoumise, proche du chef, a donc mis une proposition sur la table. L'idée : acter le nouveau rapport de force en faisant la somme des voix de chaque candidat de gauche à l'élection présidentielle de 2022 avec celles de chaque liste de gauche aux dernières européennes. Sur le papier, ce scénario permettrait aux Insoumis de conserver leur leadership (plus de dix millions de voix cumulées, quatre millions pour le PS, trois millions pour les Verts, un peu plus de 1 million pour le PCF). De quoi franchement agacer les négociateurs socialistes qui ne veulent pas s'abaisser à des « calculs d'apothicaire ». « Nous demandons pour notre part une discussion sur la réalité territoriale des circonscriptions et des personnalités en présence capable de battre l'extrême droite », rapporte un cadre socialiste au cœur des négociations. Comprendre : mieux vaut une candidature PS que LFI dans les circonscriptions où le risque d'une victoire du RN est élevé.

Autre point en cours de discussion mardi : la protection, et donc la reconduction automatique, ou non, des quelque 151 députés de l'ex-intergroupe de la Nupes. Quelques situations tendues posent question. Par exemple, que faire du cas d'Adrien Quatennens, député LFI de la 1^{re} circonscription du Nord, qui avait reconnu avoir donné une « gifle » à son ex-épouse, en septembre 2022 ? À l'époque, le reste de la gauche avait dénoncé la mauvaise gestion de

l'affaire par les Insoumis qui n'avaient pas exclu leur ancien coordinateur national, très proche de Jean-Luc Mélenchon. « La question de son investiture se pose », prévenait dès dimanche soir la députée écologiste Sandrine Rousseau sur BFMTV. « Ça va être un sujet », confirmait un des négociateurs mardi en fin d'après-midi.

En parallèle des négociations, la direction socialiste devait gérer un autre front mardi soir. Le conseil national du parti se réunissait au siège, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), et un certain nombre d'opposants à Olivier Faure, hostiles à une alliance avec LFI, compétaient bien se faire entendre. En amont, ils déplorant que le premier secrétaire n'ait pas davantage profité de la dynamique enclenchée par Raphaël Glucksmann (13,83 %) pour constituer une nouvelle force-pivot à gauche. « C'était une chance pour la gauche, et donc pour la France... », regrette un élu socialiste.

Principal adversaire interne, Nicolas Mayer-Rossignol refusait, lui, une candidature unique de la gauche dans chaque circonscription, défendant plutôt des « accords techniques » là où le risque d'une victoire RN est fort. Le maire de Rouen souhaite par exemple que des candidats socialistes se présentent à Paris face aux députés sortants Insoumis, telles Sophia Chikrou, Danièle Obono ou Danielle Simonnet. Gage rassurant pour la direction : Carole Delga, une des principales opposantes d'Olivier Faure, a elle dit « oui » à un « « Front populaire » ouvert et le plus large possible », bien qu'elle rappelle n'avoir « jamais cédé ni aux sirènes macronistes ni aux sirènes mélenchonistes ». ■

Comment Raphaël Glucksmann, spectateur impuissant, a été mis hors jeu

Richard Flurin

Pour Raphaël Glucksmann, c'est un peu les montagnes russes. Le double candidat aux élections européennes, qui avait tout juste sauvé les meubles en 2019 en endossant une première fois la bannière socialiste (6,19 %), est devenu cinq ans plus tard l'une des surprises de la campagne. En recueillant 13,83 % des voix dimanche, il a relevé le défi d'inverser le rapport de force à gauche à la faveur

du PS, arrivé quatre points devant La France insoumise (9,89 %). À quelques jours des résultats, porté par de bons sondages, il s'épanchait déjà sur l'avenir de la social-démocratie, qu'il imaginait sans Jean-Luc Mélenchon et son noyau dur d'Insoumis. « Nous n'avons pas le même rapport au monde ou à la vérité », attaqua dans nos colonnes celui qui ne cesse de se dépeindre en « garant d'un cap clair à gauche ».

Moins d'une semaine plus tard, le voilà spectateur impuissant d'une nouvelle alliance entre le PS, LFI, et les autres

formations de gauche, scellée à la va-vite lundi soir en vue des élections législatives anticipées du 30 juin et du 7 juillet. Le « nouveau Front populaire » ressemble furieusement à la Nupes, qui a éclaté en octobre dernier. Comme si la campagne des européennes, marquée par des attaques d'une rare violence, notamment des Insoumis contre Raphaël Glucksmann, n'avait été qu'une parenthèse. Le désaveu est total pour le candidat social-démocrate, qui reste malgré tout soutenu par une partie du PS, dont Anne Hidalgo et Hélène Geoffroy. « Il est hors jeu, tranche un socialiste. Le jeu des appareils a repris le dessus, et quand vous n'êtes pas dans l'appareil, vous pesez que dalle en politique. »

« Une erreur insupportable »

Débarqué, le troisième homme des européennes a tenté de surfer sur sa notoriété en s'invitant lundi soir au JT de 20 heures de France 2, en plénines négociations des partis de gauche, qui n'avaient toujours pas topé à cette heure-là. « Je pense qu'il y a une figure de la société civile qui est capable d'apaiser, qui est l'antithèse du

président actuel, qui ne jouera pas avec les institutions, qui réconciliera les Français, qui portera un projet de justice sociale et d'écologie. Oui, je pense à Laurent Berger », déclare Raphaël Glucksmann, espérant sans doute créer l'électrochoc. Il n'en a rien été : la proposition n'a même pas été reprise par les cadres socialistes. L'ex-secrétaire général de la CFDT, en première ligne lors de la bataille contre la réforme des retraites au printemps 2023, n'a du reste toujours pas réagi à l'appel surprise de l'eurodéputé. Aux dernières nouvelles, la vie politique ne l'intéresse pas et il s'est bien gardé de soutenir qui ce soit aux européennes.

Dans la salle des négociations, où se nouait le nouvel accord de coalition, le microparti de Raphaël Glucksmann, Place publique, était représenté par sa coprésidente, Aurore Lalucq. Cette dernière a fini par signer le bref communiqué annonçant le « nouveau Front populaire », donnant le sentiment de l'approuver, avant de rétro-pédaler, en déclarant sur X que « ce n'est pas un accord, juste une ouverture de discussion ». Trop tard. L'entourage de Raphaël

Glucksmann a regretté mardi matin qu'Aurore Lalucq soit allée seule, horrifié de constater l'escamotage des exigences de Place publique. Le plus proche conseiller de l'eurodéputé, Pierre-Natanaël Bussière, a rejoint la table des négociations mardi après-midi.

« La signature de ce communiqué constitue une erreur insupportable », regrette l'un des artisans de la campagne des européennes, qui a décidé de claquer la porte lundi soir après la « déstabilisation » de l'accord PS-LFI. « Il s'est fait avoir par le PS », analyse, dépité, cet intellectuel de gauche. Un socialiste, opposant interne à Olivier Faure, en convient : « Glucksmann a été instrumentalisé pour récupérer une partie de l'électorat Macron. Paris réussit. Maintenant, ils n'en ont plus besoin. » L'un des enjeux pour le PS est de rester ancré à l'Assemblée nationale face à la possible vague mariste le 7 juillet prochain. « À l'annonce de la dissolution dimanche soir, quelle a été la première pensée d'Olivier Faure ? Si j'ai un candidat LFI face à moi, je suis mort », résume un ancien collaborateur du premier secrétaire. ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

L'instabilité politique inquiète les patrons

Anne de Guigné, Ivan Letessier et Cécile Crouzel

Aucun dirigeant d'entreprise n'a encore osé prendre la parole depuis la dissolution. Mais nombreux ont, en fait, plus peur de l'arrivée au pouvoir de la gauche radicale que de celle du Rassemblement national.

« Emmanuel Macron joue avec le feu, c'est désespérant. » Attablé, ce mardi midi, à La Rotonde, le restaurant parisien préféré du président de la République, ce directeur général d'un groupe coté à la Bourse de Paris ne décolère pas. Comme la plupart de ses collègues du CAC 40, il est toujours en état de sidération, deux jours après la dissolution de l'Assemblée nationale et la convocation d'élections législatives les 30 juin et 7 juillet. « C'est un choc terrible, les patrons sont assommés, confie un très bon connaisseur du capitalisme français. Ceux qui pensaient avoir une relation privilégiée avec Macron ont découvert qu'ils comptaient pour rien. »

Au-delà de la blessure d'ego, c'est surtout la perspective de voir Jordan Bardella parader lors du défilé du 14 juillet et lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques qui inquiète nombre de dirigeants d'entreprise. « D'ici là, une bombe sociale aura peut-être explosé, poursuit notre convive de La Rotonde. Quelle image donnera-t-on aux sponsors de Paris 2024 ? »

Même les rares à comprendre la décision d'Emmanuel Macron redoutent ses conséquences. « La dissolution était sans doute la seule option politique possible pour le président de la République, assure le patron d'une banque d'affaires. Mais elle ouvre une période d'incertitudes : il n'est pas sûr que cela arrange les choses, cela risque même de les compliquer. Les investisseurs et les entreprises sont avant tout sensibles aux réformes, en particulier fiscales. Or, après les législatives, on risque d'avoir soit une salve de réformes dogmatiques, soit un pays complètement ingouvernable. » Et un autre conseil de dirigeants d'abonder : « Les investisseurs étrangers sont les plus inquiets. Ils comprennent bien que, Choisissez France, c'est terminé. Cela change immédiatement l'image de la France. »

Pour les patrons français, l'incertitude est encore plus grande. « Un nombre significatif de dirigeants se rendent compte qu'ils ne connaissent pas bien le programme du Rassemblement national et encore moins ses femmes et hommes qui pourraient demain arriver au pouvoir, souligne Arnaud Dupui-Castères, patron du cabinet Vae Solis. Mais leur sentiment est que l'arrivée au pouvoir du RN ne sera pas bonne pour le business. »

« Il est difficile de savoir ce que le RN fera s'il arrive au pouvoir, souligne le représentant d'une organisation professionnelle. Ils ont dit beaucoup de choses différentes, notamment dans leur programme en 2022, mais ils n'imaginaient alors pas qu'ils pouvaient gouverner. » Toutefois, certains points connus inquiètent. « Chez le RN, un des points du programme qui ennuie le plus, c'est l'arrêt de l'immigration, assure un lobbyiste. Certains secteurs, comme le BTP, ne peuvent fonctionner sans immigration. » Le possible coup de frein aux politiques environnementales et le recul sur l'intégration européenne posent aussi problème. « Sortir du marché européen de l'électricité en promettant une baisse de 20 % des



Patrick Martin, patron du Medef, lors de l'audition des candidats aux européennes, le 18 avril, à Paris. LIONEL GUERICOLAS / MPP / CRYSTAL PICTURES

prix ? La France est interconnectée avec ses voisins, on importe de l'électricité une trentaine de jours par an. Sortir de ce marché d'un coup de baguette magique me paraît une vue de l'esprit », assène le dirigeant d'un géant de l'énergie.

« Les grands patrons ont envie de s'exprimer publiquement, assure un bon connaisseur du capitalisme français. Ils sont contre le RN pour des raisons économiques, persuadés que son programme est nocif pour leur groupe, et beaucoup par conviction personnelle. » Le 1^{er} mars, Ross McInnes, président du conseil d'administration de Safran, s'était exprimé à titre personnel, déclarant que le RN « n'a aucun programme économique, aucune cohérence sur les sujets sociaux. C'est un dangereux mélange de Nicolas Maduro et de Liz Truss ». Mais, depuis la dissolution, aucun grand patron n'a pris la parole, même si l'icône claque banquier d'affaires Matthieu Pigasse ose se poser en s'opposant : « Nous entrons dans le chaos, une société fracturée dans un monde fragmenté, dans lequel le pire est possible. Il ne faut ni se compromettre ni transiger avec le RN et ses idées, jamais. Il faut construire une alternative aux extrêmes, sociale et solidaire, ouverte et universaliste. »

Sous couvert d'anonymat, un patron des télécoms cingle : « Marine Le Pen ne comprend rien à l'économie, mais alors rien du tout. » En fait, les grands patrons hésitent à prendre la parole publiquement. Les dirigeants d'entreprise vendant des produits ou services à destination du grand public et celles employant un nombre important d'ouvriers et d'employés sont obligés de prendre en compte que, avec un RN recueillant 31 %

des suffrages, une bonne partie de leurs clients et salariés votent pour le parti de Marine Le Pen. La sortie de Michel Édouard Leclerc illustre bien cette prudence : « La situation politique actuelle n'affecte pas la vie économique, à ce stade, assure le porte-parole de l'entreprise. Il y a un décalage entre le nombre de pages dans les journaux, les commentaires, la dramaturgie et la réceptivité plutôt sereine des collaborateurs dans les magasins ainsi qu'au niveau des sièges. »

« Les investisseurs étrangers sont les plus inquiets. Ils comprennent bien que Choisissez France, c'est terminé. Cela change immédiatement l'image de la France »

Un conseil de dirigeants

Beaucoup considèrent que c'est à l'Afep, au Medef et à la CPME de se prononcer. Ce que ces dernières ont fait en pesant leurs mots au truchement et en visant toutes les propositions radicales, quelle que soit la couleur politique. « Certains proposent des mesures économiques contraires à ces objectifs (retour à la retraite à 60 ans ou 62 ans, indexation automatique des salaires sur l'inflation, nationalisation des autoroutes, des banques et des industries dites stratégiques, sortie du nucléaire ou de l'énergie éolienne...) qui se traduiraient inmanquablement par une nouvelle dégradation de nos finances publiques et par des hausses d'impôt pour les ménages et les entreprises », écrit le Medef

mardi. Le syndicat représentant les PME, la CPME, prend le soin de rappeler que « nul n'échappera au principe de réalité » et qu'il est « essentiel de continuer la décarbonation de notre économie et de persévérer sur la voie de la transition énergétique ». Pour ces instances non plus, le sujet n'est pas si simple, le vote RN s'étant développé chez les chefs d'entreprise. Marine Le Pen et Jordan Bardella y ont été reçus pour débattre. Sauf par l'Afep, association regroupant les 100 plus grandes entreprises. Une ligne de moins en moins évidente en interne.

En fait, c'est la ligne économique de Mélenchon qui inquiète le plus les grands et petits patrons. « Les chefs d'entreprise ont plus peur d'une gauche radicale hors de contrôle et dogmatique que du Rassemblement national », résume le directeur général d'un grand groupe. « Du coup, les dirigeants ne comprennent pas pourquoi la majorité actuelle les appelle à se prononcer contre le programme du RN, et pas contre celui de LFI », souligne un conseil de dirigeants d'entreprise.

Jusqu'à maintenant, ils étaient bien peu nombreux, dans les milieux d'affaires parisiens, à avoir pris contact avec des cadres ou des élus du Rassemblement national. « Une petite minorité se dit qu'ils doivent, dans leurs responsabilités, faire la démarche de mieux les connaître et d'établir des contacts, ce qu'ils ne faisaient pas avant », confie Arnaud Dupui-Castères. Certains conseils en relations publiques leur déconseillent. « C'est le Rassemblement national qui aura besoin des entreprises, pas l'inverse », assure Julien Vaulpré, le patron de Taddeo. « Si le RN

arrive au pouvoir, nous devons apprendre à travailler avec lui, comme nous avons dû le faire au début des années 1980, lorsque l'attelage socialo-communiste est arrivé aux responsabilités, à une époque où le PS était plus éloigné des questions de défense qu'il ne l'est aujourd'hui », déclare, de son côté, un industriel de l'armement.

Mardi, le rendement de l'obligation souveraine à dix ans continuait de progresser. La dissolution a porté l'écart entre le taux d'emprunt français à dix ans et l'allemand au plus haut depuis 2020, signe manifeste de défiance envers Paris. Les agences de notation partagent ce sentiment. Après la sanction de Standard & Poor's, la France ne repassera pas sous leur griffe avant l'hiver prochain. Mais l'exercice ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. Le gouvernement actuel avait décidé de concentrer sur le budget 2025 l'essentiel des efforts à venir pour redresser la trajectoire des finances publiques. Jusqu'à 20 milliards d'économies bleuettes évoquées. La dissolution vient geler les discussions amorcées depuis janvier. Le prochain gouvernement héritera d'une situation explosive. Aura-t-il les moyens et la volonté de redresser la barre ? Les analystes en doutent. Dans un communiqué, paru lundi, l'agence Moody's note que l'instabilité politique « engendre un risque de crédit ». Sa petite concurrente européenne, l'agence Scope, souligne que « le résultat des élections législatives sera central pour déterminer la capacité du président Macron à tenir l'agenda budgétaire de la France ». L'agence rappelle que, d'ici à 2027, 50 milliards d'euros d'économies doivent être identifiés. ■

Entre appels à manifester et méfiance, les syndicats avancent divisés

Thomas Engrand

Après plusieurs heures de réunion lundi soir, les numéros un des huit organisations syndicales (CGT, FO, CFTD, CFTC, CFE-CGC plus Unsa, FSU et Solidaires) ont préféré quitter le siège de la CGT, porte de Montreuil, par la petite porte, loin des journalistes. Tous avaient prévu de se réunir de longue date pour parler de la nouvelle réforme de l'assurance-chômage. Cela avant que le programme ne soit percuté par la dissolution de l'Assemblée nationale, annoncée dimanche soir par le chef de l'État. L'occasion, espèrent certains, de faire émerger une intersyndicale contre le RN, comme celle qui s'était formée un an et demi plus tôt contre la réforme des retraites.

Las, très vite l'idée d'une déclaration commune a été abandonnée. Trois organisations ont d'emblée fait savoir qu'elles ne se joindraient à aucune déclaration politique. En l'occurrence, Force ouvrière (FO), la CFE-CGC et la CFTC, respectivement 3^e, 4^e et 5^e plus gros syndicats de France. Malgré tout, les cinq centrales restantes ont publié un communiqué à 22 heures, appelant à « manifester le plus largement possible ce week-end ». Le document était accompagné d'une longue liste de revendications, allant de la hausse des salaires à l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage en passant par le retour de la retraite à 62 ans. « C'est à nous de prendre en main notre destin en occupant la rue et les urnes », a justifié mardi matin Sophie Binet, numéro un de la CGT, au micro de France Inter.

L'initiative a immédiatement obtenu le soutien de l'ensemble des partis de gauche (PS, PCF, Écologistes et LFI). Pourtant, le document n'appelle pas à la création d'une union des gauches comme le demandait la centrale radicale dans un communiqué envoyé dès lundi matin. Elle y accusait le président de la République de « porter la première responsabilité » de la montée en puissance du parti frontiste et estimait que « l'unité de la gauche est indispensable (...) pour empêcher la catastrophe organisée par Emmanuel Macron et Marine Le Pen d'advenir ».

Pour obtenir la signature de la CFTD, plus nuancée, la centrale radicale a dû mettre de l'eau dans son vin. La note rédigée en commun demande simplement « un sursaut démocratique et social ». Sans le parue du premier syndicat de France, le texte aurait perdu une large partie du poids qui

lui restait. Car au-delà de la CGT et la CFTD, les trois autres signataires - l'Unsa, FSU et Solidaires - ne sont pas représentatifs, c'est-à-dire habilités à signer des accords.

« Nous ne commentons jamais les résultats »

Les trois non-signataires justifient, eux, leur choix par le refus de s'engager sur le terrain politique. « Nous n'avons jamais appelé à voter pour quelqu'un depuis notre création en 1947 », assure Frédéric Souillot, secrétaire général de FO. « Nous ne commentons jamais les résultats », abonde Cyril Chabanier de la CFTC. Pour autant, ils réfutent l'idée que cette neutralité serait une forme de soutien déguisé. « Nous sommes une organisation réformiste, humaniste et modérée, ça veut tout dire ! » rappelle le président de la centrale chrétienne.

Au-delà des principes, toutes les organisations doivent compter avec la réalité d'une base militante de plus en plus proche des idées du RN ou de Reconquête. Ainsi, 23 % des électeurs qui se disent proches d'un syndicat ont voté pour le parti frontiste et 3 % pour celui d'Éric Zemmour, selon une étude Harris Interactive pour l'AEF Info publiée le jour du scrutin européen. Chez les sympathisants FO, le taux de bulletin en faveur de Jordan Bardella a même atteint 34 %.

Pour les huit syndicats, ces chiffres progressent, à l'image du mouvement qui traverse la société française. Enfin, certaines voix s'inquiètent de l'impact de ces rassemblements sur l'opinion publique. « Mettre le bazar tout le week-end est le meilleur moyen de faire gagner cinq points à l'extrême droite », redoute un cadre syndical. ■

Paris 2024 : les Jeux olympiques percutés par les élections législatives

Cédric Caillier et Célestine Gentilhomme

Alors que le RN pourrait se retrouver en première ligne lors des JO, l'organisation ne devrait pas en être perturbée.

Ce devait être l'une des seules bouffées d'oxygène du second quinquennat d'Emmanuel Macron. Mais l'annonce surprise, dimanche soir par le chef de l'État, d'une dissolution de l'Assemblée nationale vient percuter les Jeux olympiques et paralympiques (JOP) dans la toute dernière ligne droite. La fenêtre de tir est plus qu'étroite : les Français sont appelés aux urnes pour choisir leurs 577 députés les 30 juin et 7 juillet prochains, quand l'événement sportif doit commencer le 24 juillet avec de premières épreuves, avant la cérémonie d'ouverture, prévue le 26 juillet.

Éclipsés par l'agenda électoral, les Jeux de Paris pourraient être surtout bouleversés par la composition d'un nouveau gouvernement, selon les résultats des élections législatives, quelques jours avant le coup d'envoi. Le scénario d'une cohabitation – en cas de déroute du camp Macron et de nouveau triomphe du Rassemblement national, déjà auréolé d'une victoire écrasante aux européennes – pousserait mécaniquement vers la sortie les ministres concernés par l'échéance olympique : le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, chargé de la sécurité de l'événement, et la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra. Jordan Bardella, lui, serait promu au poste de premier ministre. Ce qui le projeterait immédiatement en première ligne, aux côtés du chef de l'État, lors de la cérémonie d'ouverture sur la Seine.

Alors que les yeux du monde entier seront rivés sur l'Hexagone, les troupes macronistes en ont déjà fait un argument de campagne. « Il y a une question à se poser, c'est quelle image veut-on projeter dans le monde ? Les Français sont conduits à se demander qui ils veulent pour diriger le pays et ils sont également conduits à se demander qui ils veulent pour accueillir le monde », a lancé lundi Amélie Oudéa-Castéra, en marge d'une visite dans une école parisienne. Au micro de France Inter le même jour, le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, a surenchéri : « Je ne veux pas que Jordan Bardella accueille les délégations internationales lors des JO ».

Au RN, le sujet des Jeux est évidemment au centre des attentions de Marine Le Pen et de Jordan Bardella. Les deux figures nationalistes savent qu'ils vont devoir gérer ce dossier complexe au débotté s'ils gagnent les législatives et que le second arrive à Matignon. « La continuité de l'État sera assurée », veut croire un cadre RN.

Depuis Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), où elle inaugurerait ce mardi



Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur en charge de la sécurité de l'événement, et la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra (entourés ici de Tony Estanguet, président du comité d'organisation des JO et d'Anne Hidalgo, maire de Paris), pourraient être poussés vers la sortie quelques jours avant les JO.

un centre de formation de jeunes sportifs, la présidente LR de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, a appelé à une « trêve olympique » pour éviter que l'événement ne soit « otage de la politique ». « L'espère que les Jeux pourront être tenus à l'écart de toutes les turbulences politiques qui pourraient arriver dans le pays », a expliqué l'ex-candidate à la présidentielle. La veille, la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, a

« Il y a une question à se poser, c'est quelle image veut-on projeter dans le monde ? Les Français sont conduits à se demander qui ils veulent pour diriger le pays et ils sont également conduits à se demander qui ils veulent pour accueillir le monde »

Amélie Oudéa-Castéra
Ministre des Sports

quant à elle tenté de dissiper les doutes : « Les Jeux se feront dans une très belle ambiance et rien ne viendra gâcher. » Même si celle-ci a reconnu qu'« une dissolution juste avant les JO » était « extrêmement troublante ».

Au sein du Comité d'organisation (Cojo), on se montre imperturbables, sûrs de la qualité du travail accompli. Qu'un éventuel remaniement gouvernemental et un changement de ministre des Sports ne viendrait pas bouleverser. « Nous sommes prêts à livrer les Jeux », affirme ainsi avec force le Cojo par le biais d'un communiqué. « L'État est évidemment un acteur clé mais nous savons que nous pourrions compter sur sa mobilisation ainsi que celle des services, même dans le contexte de ces élections anticipées, pour faire avancer les derniers sujets. Nous avons déjà démontré notre capacité collective à faire avancer notre projet même dans des contextes électoraux (il y a eu déjà douze élections organisées depuis la phase de candidature). »

Une assurance partagée lundi matin

par le président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach, alors qu'il visitait une école à Paris : « Il s'agit d'un processus démocratique qui ne va pas perturber les Jeux. Nous voyons une grande unité en faveur des Jeux olympiques de Paris 2024. On sent l'enthousiasme qui est évident ici. La France est habituée à faire des élections et va le faire encore une fois. On aura un nouveau Parlement et un nouveau gouvernement et tout le monde va supporter les Jeux olympiques. » Présent à ses côtés, Tony Estanguet, le patron du Cojo, ne pouvait qu'abonder dans son sens : « On a déjà fait face à des adaptations qui ont été fortes et on a toujours su travailler avec les acteurs publics. Les principales décisions ont toutes été prises, on est vraiment dans l'opérationnalité de chacune de ces décisions. »

Ce dernier ajoutait alors : « Notre mission est de réussir ces Jeux, de montrer le meilleur de la France, de célébrer les valeurs olympiques auxquelles on est très attachés depuis le début : le respect, l'amitié, l'excellence, la diversité et l'in-

clusion qui nous tient à cœur et que l'on va mettre à l'honneur pendant ces Jeux ». Autrement dit, le train Paris 2024 avance sur des rails extrêmement solides, et rien ne pourra l'en écarter.

Idem du côté des sportifs, qui entament la dernière phase de leur préparation, dont l'état d'esprit se résumerait ainsi, selon un membre du Comité national olympique sportif et français (CNOSF), préférant conserver l'anonymat : « Personne ne se réjouit du résultat de dimanche, et aucun d'entre eux n'aurait reçu des félicitations cet été de la part d'un ou d'une ministre des Sports représentant le Rassemblement national. Maintenant, ils savent faire la part des choses et ils ont tous à cœur de briller pour la France, pour leurs proches, pour eux-mêmes, et certainement pas pour un gouvernement X ou Y. Donc je ne crois pas qu'ils seront perturbés, si ce n'est qu'ils vont devoir inclure dans leur agenda de devoir voter le 30 juin et le 7 juillet, pour certains par procuration car ils seront en stage loin de leur bureau de vote, en France ou à l'étranger. » ■

L'hypothèse Bardella agite dans les rangs des forces de l'ordre

Christophe Cornevin
et Jean-Marc Leclerc

« Rien. Cela ne changera rien. » L'un des préfets directement concernés par la préparation des Jeux olympiques dans son département est absolument catégorique : si le Rassemblement national devait accéder au pouvoir au lendemain du 7 juillet prochain, cela ne modifierait pas d'un iota l'organisation des JO parce que, selon lui, « tout est géré par le terrain... qui de facto commande ». Un autre grand commis occupant un poste territorial renchérit : « Cela ne changera pas grand-chose, car la structure et les processus sont déjà calés. » Tout est dirigé par des préfets chevronnés, disposant de moyens conséquents et planifiés de longue date.

Le choc de la surprise à peine amorti, l'appareil d'État affiche donc un calme de façade. « Il faudra cependant faire attention au sort réservé à la cérémonie inaugurale en milieu ouvert sur la Seine : le RN et Jordan Bardella, qui ont critiqué

ce format, pourraient rebattre les cartes », souffle Éric Henry, porte-parole d'Alliance police nationale rappelant que son syndicat (majoritaire chez les gardiens et gradés), tout comme la majeure partie de l'opposition, n'a cessé de s'opposer à ce grand show fluvial. Mais l'hypothèse de son abandon au profit d'un plan B au Stade de France semble peu probable. L'idée d'une purge éclair à la tête des forces de l'ordre ne serait pas non plus à l'ordre du jour. Le secrétaire général du Syndicat des commissaires de police, Frédéric Lauze, l'affirme : « Même en cas de victoire du RN aux législatives, il ne devrait pas y avoir de grande purge dans la sécurité parce que toutes les nominations et fins de fonctions les plus importantes, dans le périmètre du ministre de l'Intérieur, sont soumises à la signature du président de la République. »

Ainsi, il serait difficilement imaginable d'évincer le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, juste avant les Jeux olympiques. Depuis deux ans, ce grand commis de l'État a en effet verrouillé chacun des rouages du dispositif visant à sécuriser ce rendez-vous planétaire.

Au moment où la menace terroriste reste à un seuil très élevé, le « PP » est plus que jamais concentré sur les préparatifs. Même si certains évoquent la jurisprudence Philippe Massoni, habile préfet de la police parisienne resté huit ans aux commandes d'une administration policière forte de 26 000 hommes – et ce sous trois premiers ministres (Édouard Balladur (RPR), Alain Juppé (RPR) et Lionel Jospin (PS)) –, la question de l'équation personnelle de Laurent Nuñez se posera avec acuité au lendemain des JO.

« Un gouvernement RN ne ferait qu'accentuer les tensions et les divisions dans notre pays, ce qui conduirait à des affrontements probablement plus violents avec l'extrême gauche y compris pendant les JO »

Frédéric Péchenard Ancien directeur de la police nationale

En cas de victoire du RN, une épée de Damoclès pèsera aussi sur la tête de Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale. Général d'armée à la carrière exemplaire placé à la tête de 130 000 militaires, il s'en était pris le 3 juin dernier à une affiche de campagne barrée de la mention « Je suis gendarme, je vote Bardella ». Le patron des gendarmes, nommé en novembre 2019 et annoncé sur le départ avant la fin de l'année, y dénonçait une entorse au « statut militaire ». « Les gendarmes respectent le devoir de réserve dans leurs fonctions, contrairement à vous, qui prenez à partie publiquement un mouvement politique en pleine campagne officielle », avait rétorqué sur X Jordan Bardella.

D'avantage qu'une brutale valse des directeurs au lendemain des élections, policiers et gendarmes redoutent que les deux tours des législatives soient émaillés d'incidents. Ils craignent aussi que l'éventuelle nomination du président du RN à Matignon ne déclenche aussi un embrasement des banlieues et de la rue. Au regard du climat ambiant, un haut fonctionnaire concède : « Il faudra sans doute monter le niveau de vi-

gillance, car le contexte peut motiver des fondus isolés. » « Un gouvernement RN ne ferait qu'accentuer les tensions et les divisions dans notre pays, ce qui conduirait à des affrontements probablement plus violents avec l'extrême gauche y compris pendant les JO », prévient Frédéric Péchenard, vice-président (LR) de la région Île-de-France et ancien directeur général de la police nationale.

Une question circule également dans le milieu préfectoral : que feront individuellement les préfets en cas de nomination de Jordan Bardella à Matignon ? Avant la surprise du 9 juin, certains se laissaient aller à prétendre qu'ils quitteraient immédiatement leurs fonctions. Mais un haut fonctionnaire à Beauvais nuance : « Je ne crois pas au Grand Soir, le sens de l'État devrait prévaloir. » Les prochaines semaines seront décisives. Le commissaire général Lauze le reconnaît : « Il faudra, après une séquence électorale tendue, gérer en même temps les Jeux, les manifestations anti-RN, les banlieues et peut-être même encore la Nouvelle-Calédonie et Mayotte. » Les membres des forces de l'ordre qui ont dû renoncer à leurs congés cet été vont être soumis à rude épreuve. ■

À Kiryat Shmona, dans le nord d'Israël, la guerre est déjà une réalité

Guillaume de Dieuleveult Envoyé spécial à Kiryat Shmona

Depuis le Liban tout proche, le Hezbollah multiplie les attaques. Dans cette ville, comme tout le long de la frontière, la vie est devenue impossible.

L'immeuble est récent, situé dans un quartier neuf de Kiryat Shmona, au pied d'une colline. Mais il est inhabitable. Une roquette du Hezbollah est tombée à son pied il y a quelques jours : la façade est grêlée d'éclats, des morceaux de métal pendent depuis les balcons. Déformée par la puissance du souffle, une porte blindée gît sur le sol ; des panneaux de bois obstruent les fenêtres. D'après Raz Malka, un habitant de cette ville située tout au nord d'Israël, à la frontière avec le Liban, c'est une roquette de 240 millimètres de diamètre qui est tombée là, au milieu de la rue : la chaussée garde la trace de l'impact.

L'attaque n'a pas fait de victimes : comme tout le nord d'Israël, Kiryat Shmona est une ville fantôme. Ses 25 000 habitants ont été évacués au début de la guerre. Tous les magasins sont fermés, tous les volets tirés. Le silence est pesant. Parfois, une voiture passe en filant dans les rues désertes, écrasées par le soleil. Les incendies allumés par les roquettes ont été maîtrisés par les pompiers, mais le sol fume toujours. Les collines environnant Kiryat Shmona sont noircies par le feu.

Environ 3 000 personnes, peut-être moins, vivraient encore là, soit par choix, soit par nécessité professionnelle. Leur vie est rythmée par le hululement des sirènes annonçant une attaque. Elles sont de plus en plus fréquentes.

Raz Malka appartient à un groupe nommé «Lobby 1701» : une référence à la résolution de l'ONU, prise en 2006, après le retrait israélien du Sud-Liban, en vertu de laquelle le Hezbollah doit rester cantonné au nord de la rivière Litani, à une trentaine de kilomètres de la frontière. Elle n'a jamais été respectée.

Au fil des années, le Hezbollah s'est montré de plus en plus audacieux, montant des «tours d'observation» le

long de la frontière, s'y affichant derrière le faux nez d'une organisation de défense de l'environnement, creusant des tunnels vers Israël, transformant les villages libanais en camps retranchés. Dès le 8 octobre, au lendemain de l'attaque terroriste lancée par le Hamas depuis la bande de Gaza, la milice chiite a commencé à harceler Israël.

De peur de subir à leur tour des massacres semblables à ceux commis par le mouvement islamiste dans le sud d'Israël, mais aussi à la demande de leur gouvernement, 60 000 personnes ont quitté une bande large de 5 kilomètres, le long de la frontière libanaise. Au cours de ces huit derniers mois, les attaques du Hezbollah se sont faites de plus en plus intenses. Le mouvement utilise des missiles antichar, des roquettes et de plus en plus de drones, difficiles à intercepter.

Cette menace venue du ciel, constante et invisible, rend la vie impossible le long de la frontière nord d'Israël. Elle devient aussi dangereuse dans la profondeur du pays, puisque les sirènes résonnent souvent plus au sud : à Nahariya, Acre, Haïfa, Nazareth... Les 60 000 évacués n'envisagent toujours pas de rentrer chez eux. Pour eux, la Galilée est un territoire perdu, la guerre est la seule solution pour le reprendre : ils n'accordent aucun crédit à une quelconque solution diplomatique. Traumatisés par le 7 octobre, ils ne veulent plus voisiner avec des miliciens du Hezbollah.

«Nous voulons que notre vie dans le Nord redevienne possible, explique Raz Malka. Vous voyez cet immeuble ? Ses habitants venaient juste de s'y installer. Ce sont des familles qui n'y ont vécu que cinq mois et qui ne peuvent pas y retourner. Des immeubles comme celui-là, détruits par une roquette, vous en verrez partout dans la ville...»

Le son d'une sirène s'élève soudain dans l'air. Le jeune homme se précipite contre un mur : «c'est un drone du Hezbollah, il peut nous voir, affirme-t-il. Il



Un soldat israélien sécurise une rue de Kiryat Shmona visée par un tir de roquette depuis le Liban, le 5 mai. J. MAREY / AFP

faut rester immobiles pendant sept minutes, le temps que l'armée le détruise. Dans le ciel, au-dessus de l'immeuble dévasté, le vrombissement des avions de chasse israéliens se fait plus intense. Accroupi, immobile, Raz Malka peste. «Comment peut-on vivre comme ça ? Il y a des gens qui s'inquiètent que la guerre n'arrive dans le nord d'Israël mais vous voyez bien : la guerre est déjà là !»

« On n'a pas besoin que Netanyahu vienne nous faire des câlins. On a besoin de chefs qui prennent les décisions pour sécuriser le nord d'Israël. Si personne ne fait rien ici, la guerre arrivera bientôt dans le centre du pays »

Raz Malka Un habitant de Kiryat Shmona

Début juin, Benjamin Netanyahu est venu en visite à Kiryat Shmona. Il s'est montré menaçant, au même titre que le chef d'état-major de l'armée israélienne, qui se dit prêt à entrer en guerre contre le Hezbollah. «On n'a pas besoin que Netanyahu vienne nous faire des câlins, rôle cet électeur du Likoud, le parti du premier ministre. On a besoin de chefs qui prennent les décisions pour sécuriser le nord d'Israël. Si personne ne fait rien ici, la guerre arrivera bientôt dans le centre du pays», prophétise-t-il. Les habitants du nord d'Israël ont le sentiment d'être oubliés par ceux de la «bande centrale», autour de Tel-Aviv, le poumon économique du pays, qui

concentre l'essentiel de la population.

L'armée israélienne ne reste pas inactive face à cette menace. Ses avions de chasse multiplient les raids au Liban. Des troupes ont été déployées tout le long de la frontière. L'armée est désormais autorisée à mobiliser jusqu'à 350 000 réservistes. Mais les roulements de tambour n'impressionnent pas Sarit Zehavi. «Quand tu dois tirer, tire, ne parle pas», commente, laconique, la présidente d'Alma, un think-tank suivant au quotidien la situation à la frontière nord.

Israël redoute une guerre totale contre le Hezbollah : nombreuse, aguerrie, bien équipée, la milice chiite a la capacité d'infliger d'importants dégâts dans tout le pays. En cas de guerre, environ 1 000 roquettes pourraient tomber chaque jour sur Israël : elles cibleraient les infrastructures militaires et civiles comme les ports, les raffineries, l'aéroport Ben-Gourion. «Nous disposons d'une grande marge de manœuvre avant d'entrer en guerre totale contre le Hezbollah», estime ce lieutenant-colonel de réserve. Elle évoque une intensification des bombardements aériens, plus loin vers le nord : selon elle, la plupart des raids israéliens sont menés à 5 kilomètres de la frontière. Elle pointe aussi du doigt la faiblesse des défenses, notamment le nombre d'abris publics, qui font défaut dans les villes du Nord.

Les pompiers de Kiryat Shmona en savent quelque chose. Leurs interventions sont extrêmement périlleuses. «Ça va, ici on ne craint rien», lance Gadi Azoulay, le responsable de garde de la caserne de Kiryat Shmona. Il est monté au sommet d'une colline au pied de laquelle s'étend la ville : un refuge en béton y a été apporté par une grue. «On

aura cinq secondes pour se mettre à l'abri si les sirènes sonnent», explique-t-il. Kiryat Shmona est au fond d'un vallon : le Liban est derrière les collines, en face.

C'est sans doute intentionnellement que le Hezbollah envoie ses roquettes sur les forêts, afin de créer du chaos. Les pompiers, en coordination avec l'armée, interviennent à pied : impossible de compter sur un support aérien. «On doit souvent se mettre à l'abri pendant une intervention», raconte Gadi Azoulay.

Début juin, l'incendie a failli se propager à la ville. Les maisons situées derrière l'appartement de Miki Caspit ont été léchées par les flammes. Mais rien ne le fera partir. «Je ne veux pas être un réfugié dans mon propre pays», lâche ce vétéran de la guerre du Kippour, en 1973. Avec son ami Nahum, ce sont les seuls habitants du quartier à être restés. Ils ont créé un groupe sur un réseau social, pour communiquer avec leurs voisins évacués : il s'appelle «We are OK». Ils y postent des vidéos des incendies ou des bombardements, captées par leurs caméras de surveillance.

Ils ont scotché les fenêtres de leur appartement pour éviter qu'elles n'éclatent en cas de bombardement. Leur *mamad*, ce bunker dont toutes les maisons israéliennes doivent être équipées, est préparé pour soutenir un siège : nourriture, réchaud à gaz, couvertures. C'est là que Nahum range son fusil-mitrailleur. Tirant des leçons du 7 octobre, ils ont rajouté une barre de fer pour bloquer la porte de l'intérieur. Quoi qu'il arrive, ils ne partiront pas. «C'est notre destinée, affirment-ils. De toute façon, la guerre frappera tout le pays». À Kiryat Shmona, elle a déjà commencé. ■

Le porte-avions «Charles de Gaulle» comme bras armé de l'Otan

Nicolas Barotte

Le groupe aéronaval revient de mission en Méditerranée, où il a notamment participé à l'exercice naval italien Mare Aperto.

Le porte-avions *Charles de Gaulle* est de retour au port de Toulon. Après trente-cinq jours de déploiement en mer Méditerranée et avant de repartir en mission, potentiellement jusqu'en Indo-Pacifique, le commandement tire les premières leçons de la mission Akila pendant laquelle le groupe aéronaval (GAN), c'est-à-dire le porte-avions et toute son escorte composée de frégates et d'un sous-marin nucléaire d'attaque, est passé pour la première fois sous commandement opérationnel de l'Otan. Du 16 au 23 mai, le GAN a aussi participé à l'exercice naval italien Mare Aperto, un exercice de combat de haute intensité comme les armées occidentales en pratiquent désormais.

Dans ce genre de répétition générale d'un potentiel conflit, les marines alliées s'entraînent à la guerre mais aussi à la gestion de l'escalade. La capacité d'entraînement d'un porte-avions comme le *Charles de Gaulle*, dont ne disposent pas les autres marines européennes, «permet de nous

faire monter en gamme collectivement, explique le contre-amiral Jacques Mallard, commandant du groupe aéronaval, c'est-à-dire de la totalité du déploiement français. Au niveau stratégique, cela permet de montrer que nous sommes prêts à nous engager dans une coalition.» Face à la menace russe, cette grammaire doit être réapprise.

Un message à la Russie

Toutes les manœuvres se sont déroulées «à proximité des flux logistiques russes» en mer Méditerranée, poursuit l'officier. La marine russe navigue dans la zone dépeinte par le port qu'elle a installé sur la côte syrienne. «Il n'y a jamais eu de comportement qui s'est prêt à un quelconque signalement. La marine russe a été professionnelle. Nous aussi», assure-t-il. En se déployant en Méditerranée dans le cadre d'exercices, les marines occidentales adressent un message à la Russie alors que la guerre se poursuit en Ukraine. Moscou a fait de l'accès aux mers chaudes un objectif stratégique de long terme.

Le groupe aéronaval français se tient prêt à agir au sein de l'Otan. Le passage sous commandement allié du 26 avril au 10 mai est symbolique de l'intégration française au sein de l'Alliance. «L'Otan est une structure assez robuste qui nécessite d'être comprise pour pouvoir produire les effets voulus», ajoute le contre-amiral. Ce n'est pas la première fois que des moyens français sont placés sous commandement allié. Ce n'est pas non plus le signe d'un abandon de souveraineté, comme l'ont affirmé certains responsables. L'entraînement au niveau du groupe aéronaval permet d'ajuster les mécanismes internes. Le porte-avions a ainsi intégré avec tous les commandements de l'Otan, maritime, aérien et terrestre. Le *Charles de Gaulle* s'est entraîné avec les soldats français de la mission Aigle en Roumanie, sous responsabilité de l'Otan. La guerre est aussi une affaire de procédure et de standardisation à maîtriser.

En Méditerranée, le groupe aéronaval a pu servir de point d'appui pour

l'ensemble du flanc est de l'Alliance. Le porte-avions a ainsi fait voler un avion de surveillance Hawkeye au-dessus du continent. Une mission aérienne a conduit un Rafale à être ravitaillé au-dessus de la mer Baltique. Le GAN a démontré «l'ensemble des capacités qui peuvent être éventuellement utilisées en Europe», explique le contre-amiral Mallard.

Le cœur de l'exercice de haute intensité Mare Aperto, organisé par la marine italienne, a porté sur la gestion de l'escalade face à un adversaire de force égale. Toutes les hypothèses et les possibilités d'un affrontement entre contestation et confrontation ont été jouées : câbles sous-marins sectionnés, action dans les champs des perceptions, interactions avec le domaine spatial... Le scénario fait envisager à la marine plusieurs situations tactiques comme «empêcher une manœuvre amphibie», «surveiller un détroit» ou mener «un raid contre une cible terrestre», explique l'officier. Plus de 9 000 soldats de 22 pays, dont 11 de l'Otan, ont participé à l'exercice.

«L'objectif était la synchronisation des effets plutôt que tester le seuil d'un conflit» de haute intensité, poursuit le contre-amiral. Les limites déclenchant une escalade «étaient données par le scénario». En réel, elles seraient fixées par le pouvoir politique. Aux forces militaires en présence de savoir s'en approcher et dissuader l'adversaire d'aller trop loin. «En intégrant au niveau tactique les effets dans tous les domaines, on arrive à mieux contrôler le niveau d'agressivité de notre force», détaille le contre-amiral. Il fallait «réussir à faire passer à la force adverse des messages de détermination et de contrôle, agir sans provoquer d'escalade».

Avant le début d'un conflit ouvert, les armées cherchent à s'adresser des messages et des avertissements réciproques dans une dialectique complexe, où l'ambiguïté doit être maniée avec précision. L'exercice permettra aux marines alliées de mieux maîtriser les risques le jour venu. ■

À Berlin, Volodymyr Zelensky affronte « la propagande »

Pierre Avril Correspondant à Berlin

Des dizaines de députés de la gauche radicale et de l'extrême droite - soit environ un quart de l'Hémicycle - ont boycotté le premier

Mardi, devant le Bundestag allemand, Volodymyr Zelensky a éprouvé les premières conséquences de la percée de l'extrême droite et des forces populistes en Europe. Dans l'Hémicycle symbole de la démocratie allemande, le président ukrainien a tenté, non sans peine, de conjurer la menace d'un « mur » fracturant son pays tout comme celui qui divisa Berlin durant 28 ans. « Une Europe divisée n'a jamais été pacifique. Et une Allemagne divisée n'a jamais été heureuse. Vous le savez par expérience », et c'est pourquoi « nous faisons absolument tout pour empêcher l'existence d'un mur entre les différentes parties de notre pays », a-t-il déclaré dans un discours très émotionnel.

L'ennemi personnel de Vladimir Poutine s'est exprimé devant des couronnes de fleurs aux couleurs de l'Ukraine déposées sur un banc, mais aussi face aux bancs ostensiblement vides de l'AfD et du nouveau parti de la gauche radicale BSW, soit l'équivalent du quart extrême de l'Hémicycle. Ces deux formations, les seules à avoir renforcé leur influence outre-Rhin le 9 juin, avaient donné consigne à leurs membres de désertier le Bundestag lors du discours de Volodymyr

Zelensky, reprochant à ce dernier, ainsi qu'à ses alliés occidentaux, « d'encourager une spirale d'escalade très dangereuse » avec Moscou.

« Nous refusons d'écouter un orateur en tenue de camouflage », a justifié l'AfD, estimant que « l'Ukraine avait besoin d'un président de paix ». Pour sa part, l'une des figures de l'AfD au Parlement européen, Petr Bystron, est soupçonnée par la justice allemande - qui a saisi des lingots d'or à son domicile - de travailler au service de la Russie. À la différence de la tête de liste Maximilian Krah, évincé du groupe à Strasbourg, le premier n'a pas été sanctionné par sa formation.

« Slogans radicaux »

Pour sa part, la présidente de BSW, Sahra Wagenknecht, transfuge de la gauche radicale (Die Linke), prorusse et hostile à l'immigration, a reproché au gouvernement allemand d'avoir ignoré « les signaux de Moscou en faveur d'un cessez-le-feu », et de « satisfaire les besoins ukrainiens de livrer toujours plus d'armes ». Dimanche, l'Alternative pour l'Allemagne s'est imposée comme la première force politique du pays dans l'ex-RDA, où les sympathies pacifistes et prorusse, couplées à un discours antimigrants virulent, sont les plus marquées. Pour sa pre-

mière apparition sur la scène politique, le BSW y a récolté en moyenne près de 15 % des suffrages.

Cette percée a été largement saluée à Moscou. « En Allemagne comme en France ou en Autriche... il existe des forces consolidées qui n'acceptent pas la doctrine libérale et sa propagande, ainsi que sa politique d'autodestruction de l'Europe par l'immigration de masse, sa subordination complète aux États-Unis, ainsi que l'adhé-

sion aveugle à la ligne de conduite de Bruxelles », s'est réjoui M. Pouchkov, membre historique du Conseil de la fédération de Russie.

Avant même la prestation de Zelensky, deux responsables parlementaires du SPD et de la CDU, Niels Schmidt et Roderich Kiesewetter, avaient tenté de contrer l'initiative de leurs adversaires. Adversaires dans l'Hémicycle, ces deux membres du comité des affaires étrangè-

res du Bundestag sont apparus conjointement à la télévision pour combattre la thèse selon laquelle l'Ukraine était à l'origine de l'escalade militaire. « Ces deux partis ne font que répéter la propagande du Kremlin », ont-ils dénoncé. Leur collègue social-démocrate, Michael Roth a jugé « vraiment minable » le fait de « refuser le respect à un président démocratiquement élu qui se bat pour la liberté de son pays ».



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lors de son allocution au Bundestag, mardi, à Berlin.

Après les drones, des robots tueurs sur le champ de bataille ukrainien

Cyrille Louis
Envoyé spécial à Kiev
et dans la région de Mykolaïv

L'histoire retiendra peut-être que l'une des premières batailles entre robots s'est déroulée en Ukraine, non loin de Pokrovsk, un jour de mars 2024. « Ce matin-là, raconte Vitaly, un pilote de drone affecté à la 47^e brigade mécanisée, nos appareils de reconnaissance ont repéré deux véhicules terrestres sans conducteur près de nos positions. De petite taille, ils étaient flanqués d'un drapeau russe. L'un d'eux était surmonté d'une mitrailleuse, l'autre d'un vieux lance-grenades soviétique. C'était la première fois qu'on voyait un truc pareil... » Après en avoir référé à leurs supérieurs, Vitaly et ses camarades reçurent l'ordre de cibler cette présence insolite. Quelques minutes plus tard, quatre de leurs engins kamikazes réduisirent les deux engins à l'état de ferraille calcinée.

L'épisode, pour l'heure isolé, annonce une nouvelle étape dans la course à l'innovation entre militaires russes et ukrainiens. Les deux premières années de la guerre ont été marquées par l'irruption des drones à bas coût. Employés pour surveiller l'ennemi de jour comme de nuit, ainsi que pour frapper ses véhicules et ses fortifications, ces engins le plus souvent assemblés par des volontaires ont profondément transformé le champ de bataille.

Mais les belligérants n'ont de toute évidence pas l'intention d'en rester là. Début mars, le ministre ukrainien de la Transformation numérique annonçait vouloir produire en grands nombres des « plateformes terrestres » opérables à distance. « Le but principal de ces robots est de minimiser l'implication humaine sur la ligne de front », justifiait Mykhailo Fedorov, afin de protéger la vie de nos soldats. C'est notre réponse asymétrique à l'avantage quantitatif dont bénéficie l'ennemi.

La compagnie d'infanterie Gonor, qui s'apprête à repartir au front après avoir essuyé l'an dernier de lourdes pertes, s'entraîne depuis deux mois au maniement de tels engins. En contact avec plusieurs industriels, elle a jeté son dévolu sur la plateforme télécommandée « Rys » (« Lynx »). Celle-ci est équipée d'une caméra fixe, se déplace à une vitesse maximale de 35 km/h et peut être contrôlée par un pilote jusqu'à une distance de 1 500 mètres. Rys a notamment été conçu pour évacuer des blessés vers l'arrière sans mettre en danger la vie d'autres soldats.

Surmonté d'une tourelle « Shablya » (du nom du sabre que portaient jadis les cosaques) et d'une mitrailleuse PKT de

calibre 7,62 mm, il peut aussi appuyer des manœuvres d'assaut ou participer à la défense d'une position. « Dans une telle configuration, explique Antoine (*), un volontaire français qui vient de rejoindre la compagnie Gonor, il faut trois soldats pour gérer le système : l'un pour piloter la plateforme, l'autre pour diriger la mitrailleuse et le troisième pour guider le drone de reconnaissance qui l'accompagne afin de guider sa progression. »

Après des mois de tests, ces robots terrestres sont en cours de déploiement dans plusieurs unités de l'armée ukrainienne. Certains, tel Rys, sont équipés de roues. D'autres utilisent des chenilles. « Je mise beaucoup sur l'innovation. La vie de nos hommes est ce qu'il y a de plus précieux et, pour la préserver, il est essentiel d'être plus malin que l'ennemi », explique Oleksandr Yabchanka, commandant de la compagnie Gonor. L'officier parle d'expérience. Engagé volontaire au tout début de la guerre, ce médecin de formation a été blessé à trois reprises dont une grièvement, en juin 2023.

« Le but principal de ces robots est de minimiser l'implication humaine sur la ligne de front. C'est notre réponse asymétrique à l'avantage quantitatif dont bénéficie l'ennemi »

Mykhailo Fedorov
Ministre ukrainien
de la Transformation numérique

Ces dernières semaines, il a passé beaucoup de temps à recruter des volontaires, ainsi qu'à convaincre des industriels de lui confier leurs précieux prototypes. « Depuis le début de l'invasion russe, notre compagnie s'est forgée une réputation de sérieux et d'efficacité, dit-il en caressant sa longue moustache de co-équipier. En travaillant avec nous, les fabricants se donnent les moyens de les tester dans les meilleures conditions. »

Les jeunes soldats chargés de piloter ces robots tueurs se disent impatients de les tester en situation de combat. Dans le Donbass, chaque mitrailleuse automatisée sera équipée d'une bande de 800 cartouches. Munis d'un système de vision nocturne et d'un moteur silencieux, ces engins sont censés pouvoir évoluer discrètement près des lignes ennemies. Reste à savoir s'ils sauront déjouer les aspérités du terrain et se débarrasser des rouleaux de fil barbelé déployés en amont des tranchées russes.

La cas échéant, d'autres applications pourraient être envisagées : ravitaillement des positions avancées, opérations de minage, raids kamikazes... « Dans l'unité, sourit Antoine, les gars ont des réactions contrastées. Certains y voient des jouets amusants mais pas très utiles, tandis que d'autres sont enthousiastes. En 2022, c'était un peu la même chose avec les drones. Sauf que deux ans plus tard, tout le monde comprend que ces engins ont profondément transformé notre façon de faire la guerre. »

Cette révolution ne fait d'ailleurs que commencer. À mesure que les engins voutés pilotés à distance satureront le champ de bataille, des inventeurs s'activeront de part et d'autre pour en améliorer les performances. Selon plusieurs sources informées, l'Ukraine utiliserait chaque mois entre 100 000 et 150 000 drones kamikazes mais seuls 10 % à 20 % de ces appareils atteindraient leur cible. En cause : les erreurs de pilotage, les défaillances matérielles, l'efficacité du brouillage ennemi ou encore la trop grande distance entre l'opérateur et son drone. « Pour permettre à nos soldats de surmonter ces obstacles, explique Yaroslav Azhnyuk, trentenaire multilingue qui a fondé la start-up The Fourth Law, il nous a semblé essentiel de développer un système de guidage autonome. »

Une première version de ce dispositif, qui repose sur l'intelligence artificielle, est en cours d'expérimentation. À en croire Yaroslav Azhnyuk, les résultats seraient « très encourageants ». Dans sa version actuelle, le système permet à un drone kamikaze de parcourir « seul » les 500 derniers mètres vers une cible déterminée au préalable par son pilote. Cette ultime phase de vol est généralement la plus délicate.

Lorsque le drone pique vers son objectif, il est en effet fréquent que le signal radio le reliant à la télécommande s'affaiblisse ou disparaisse. L'opérateur, privé des images filmées par l'engin, se retrouve incapable d'influer sur sa trajectoire.

« La version testée en ce moment n'est qu'une première étape », veut croire Yaroslav Azhnyuk, qui, avant la guerre, commercialisait des machines destinées à surveiller et distraire les animaux de compagnie lorsque leur maître est absent. À terme, il espère développer un système permettant aux drones kamikazes de travailler en pleine autonomie. Le pilote n'aurait qu'à délimiter une zone d'intérêt située dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres, puis à appuyer sur un bouton de son téléphone

pour ordonner à l'un de ces engins d'y repérer la cible la plus intéressante et de l'atteindre avec une charge.

Convaincu que les Russes planchent sur des projets du même acabit, il prévient : « Celui des deux belligérants qui aura le taux d'innovation le plus rapide finira inévitablement par remporter cette guerre ». Dans ce contexte, il réfléchit aussi à des « contre-mesures » pour protéger les militaires ukrainiens. « On assistera sans doute au déploiement de mitrailleuses autonomes et de drones antitankers, prédit-il, qui seront capables d'identifier les engins kamikazes de l'ennemi et de les détruire avant qu'ils frappent nos lignes. »

Sur un vaste terrain d'exercice au milieu d'une forêt, à vingt kilomètres du



Un soldat ukrainien de la compagnie Gonor décharge d'un pick-up un drone terrestre « Rys » équipé d'une mitrailleuse, dans la région de Mykolaïv.

grande russe»

er discours du président ukrainien devant le Bundestag.

« Ces slogans radicaux prorusse sont dangereux pour vos pays. Pour nous, c'est relativement moins dangereux car nous sommes déjà en guerre », a également abondé Volodymyr Zelensky lors d'une conférence de presse. Le président ukrainien était à Berlin à l'occasion de la Conférence pour la reconstruction de son pays où il a répété que « l'Ukraine menait cette guerre dans l'intérêt de toute l'Europe ». Il devrait quitter la capitale allemande de-

main avec des promesses d'aide financière chiffrées à plusieurs milliards d'euros.

Dans les jours qui viennent, le G7 devrait également s'accorder sur un système de captation des intérêts générés par les fonds russes gelés en Occident. « Nous devons faire payer la Russie », a lancé la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, dont le parti, la CDU a obtenu la première place en Allemagne devant l'Afd. La chef de l'exécutif

communautaire s'est également prononcée pour l'ouverture « d'ici à la fin du mois » des négociations d'adhésion avec l'Ukraine. Enfin, Olaf Scholz a confirmé son appui militaire à l'Ukraine. « Une écrasante majorité de citoyens européens votent pour des partis qui sont d'accord pour dire que l'Ukraine doit être soutenue », s'est-il aussi réjoui. Mardi au Bundestag la minorité - environ un quart - s'est également exprimée. ■



LES INES/REUTERS

centre de Kiev, une autre start-up teste ces jours-ci un algorithme conçu pour coordonner des essais de drones. L'opérateur, assis sur une chaise de camping face à un ordinateur portable, désigne une cible virtuelle tandis que ses collègues sortent de leur caisse deux imposants drones bombardiers. « Les soldats russes les surnomment Baba Yaga », précise l'un d'eux, en référence à une inquiétante figure de la mythologie slave. Des bouteilles remplies d'eau sont fixées sous le ventre de ces gros frelons, simulant des charges explosives.

Soudain, l'opérateur appuie sur un bouton et déclenche un sidérant ballet. Un premier drone de reconnaissance décolle pour confirmer la présence de la cible à l'endroit indiqué. Puis les deux bombardiers prennent leur envol en direction de l'objectif, sur lequel ils larguent leur charge tour à tour. Enfin, un dernier appareil part s'assurer que la cible a été éliminée. « Ces drones sont équipés du même algorithme de prise de décision », explique Serhii Kuprienko, cofondateur de la start-up Swarmer, si bien qu'ils sont capables de prédire leurs actions respectives même si le brouillage les empêche de communiquer entre eux. »

Le système est actuellement testé par quatre unités déployées dans le Donbass. Ce matin-là, certains de leurs pilotes se sont connectés à distance pour prendre part à l'essai organisé près de Kiev. « Nous travaillons jusqu'à présent avec des essais de six à huit drones, précise Serhii Kuprienko, mais il sera bientôt possible d'en faire voler plusieurs dizaines de façon coordonnée. » Dans sa version « bridée », l'algorithme ne peut frapper sa cible sans avoir obtenu le feu vert d'un opérateur humain.

À terme, il sera possible de définir un territoire ennemi dans lequel le drone identifiera de façon autonome les objectifs à frapper. « Nous cherchons à développer une version "éthique" de Terminator », sourit l'entrepreneur, qui dit respecter les règles fixées par l'Otan en matière d'intelligence artificielle, mais n'est pas naïf. « Dès que notre système aura fait ses preuves, dit-il, nous savons bien que certains commandants voudront l'utiliser au maximum de son potentiel. Et qui suis-je pour les juger ? Après tout, c'est leur responsabilité qu'ils engagent en envoyant leurs hommes sur le champ de bataille... »

« Je mise beaucoup sur l'innovation. La vie de nos hommes est ce qu'il y a de plus précieux et, pour la préserver, il est essentiel d'être plus malin que l'ennemi »

Oleksandr Yabchanka

Commandant de la compagnie Gonor

La guerre en Ukraine, qui a fait des dizaines de milliers de morts dans chacun des deux camps, combine ainsi deux mondes que tout oppose. D'un côté l'enfer des tranchées, la chair à canon envoyée à une mort quasi certaine et la rusticité d'un armement hérité de l'époque soviétique. De l'autre, un recours à des technologies qui empruntent à la science-fiction et renvoient chaque soldat aux limites de sa condition humaine. Dès qu'on approche de la ligne de front, il est devenu impossible de se soustraire à la surveillance des drones ennemis.

Les vidéos d'engins kamikazes précipités sur des blindés ou des positions ennemies pullulent sur les réseaux sociaux. « Pour être franc, je n'aime pas cette nouvelle façon de faire la guerre », peste le capitaine « Renard », qui commande une compagnie d'infanterie du 78^e régiment d'assaut aérien actuellement déployée dans le Donbass. « Nous vivons avec un bourdonnement permanent au-dessus de nos têtes. Les pilotes de drones passent leur journée à tuer des fantassins comme s'ils étaient dans un jeu vidéo. Ces technologies conduisent à déshumaniser tout soldat sur le champ de bataille. »

Serhii Kuprienko, le cofondateur de Swarmer, reconnaît que le développement rapide de ces technologies militaires soulève de délicats problèmes éthiques. « Pour atteindre une efficacité maximale, observe-t-il, il n'y a pas d'autre solution que d'écarter l'être humain du processus de décision. Mais si l'on veut préserver la démocratie et l'État de droit, il faudra maintenir une forme de contrôle sur ces systèmes. » Yaroslav Azhnyuk, fondateur de la start-up The Fourth Law, estime cependant que les Ukrainiens ne doivent pas se laisser paralysés face aux interrogations que soulève l'automatisation du champ de bataille. « Certains appellent à organiser une grande conférence internationale pour réglementer les usages militaires de l'intelligence artificielle », soupire l'entrepreneur, qui voit dans cette suggestion une pure « connerie ». « Regardez donc la manière dont les Russes font la guerre depuis deux ans, plaide-t-il encore. Vous croyez vraiment qu'ils vont se fixer des limites ? » ■

(*) Le prénom a été modifié.

Défense : leçons d'Ukraine pour la survie des postes de commandement

Nicolas Barotte

Les prochains exercices de l'armée française en Roumanie, sur le flanc est de l'Otan, ne concerneront pas que les militaires du rang. Leurs chefs seront aussi mis à l'épreuve. La guerre en Ukraine comme le conflit à Gaza ont souligné l'enjeu stratégique des postes de commandement, devenus la cible prioritaire des feux dans la profondeur, mais aussi des nouvelles armes comme les drones ou le cyber. Les PC ne sont plus protégés en étant installés en arrière du front. Face à ces menaces, il faut aguerir ceux qui pilotent les opérations dans leur « command and control ». Le « C2 » en langage militaire constitue le cerveau de la bataille. « Nous allons mettre en situation l'état-major face à des menaces probables », expliquait ainsi il y a quelques jours le général Loïc Girard, responsable des troupes françaises en Roumanie, à propos du prochain exercice Dacian-Fall qui impliquera le déploiement de la 7^e brigade blindée.

« La nouveauté est qu'aujourd'hui nous permettons de tester plus de choses : des formats, des durées... Nous nous nourrissons de ce qui se passe en Ukraine »

Le général Girard

Responsable des troupes françaises en Roumanie

La 7^e BB va ainsi tester un « nouveau format » de poste de commandement. Il devra résister à un large éventail de difficultés techniques et de menaces, s'adapter au chaos de la guerre : coupure de communications, passage de relais vers un autre PC, mobilité... Concrètement, cela suppose de pouvoir monter et démonter rapidement des structures de commandement sur le terrain en garantissant le maintien des connexions et la poursuite des missions. L'armée française « a toujours joué des PC mobiles » sur le champ de bataille, complète le général. Un PC de brigade est ainsi censé changer de position à un rythme régulier, tout comme le « PC tactique » déployé vers l'avant.

« Si l'objectif est de durer (sur le terrain), il faut avoir un format assez grand. Si l'enjeu est d'être mobile, la capacité à durer sera plus courte », détaille le général Girard. « La mobilité permet la protection », résume-t-il. « Il s'agit aussi de trouver le bon emplacement face à une menace venue du ciel. Il faut réduire son signallement », dit-il. Les postes de commandement peuvent être détectés à distance. « Mais si vous vous mettez près d'une usine, alors le signallement thermique sera nul. Et si vous vous trouvez près d'un poste de communication civil, votre signature électromagnétique sera difficile à observer », poursuit l'officier. « Tous ces principes ne sont pas nouveaux. La nouveauté est qu'aujourd'hui nous nous permettons de tester plus de choses : des formats, des durées... Nous nous nourrissons de ce qui se passe en Ukraine », dit-il. Les PC russes ont été « repoussés à 120 km de la ligne de front » dès 2022, notaient les spécialistes de questions de défense Jack Watling et Nick Reynolds dans une étude pour le RUSI.

La guerre à l'est de l'Europe est suivie de très près par les états-majors français et alliés. Pour échapper aux frappes russes, les Ukrainiens ont su faire preuve d'innovation. Quand les armées occidentales privilégient les transmissions sécurisées, ils ont eu recours avant tout à internet, priviliégiant la souplesse et la simplicité à la sécurisation des réseaux. Le système de liaison commercial par satellites Starlink joue aussi un rôle primordial. Ces systèmes ont tenu malgré des attaques cyber russes. Les antennes Starlink peuvent aussi facilement être transportées et installées sur le terrain. Pour assurer les connexions avec les PC sans être statiques, « les antennes peuvent être fixées sur des véhicules légers qui assurent la distribution du Wi-Fi », a récemment expliqué un analyste lors d'un séminaire militaire. Des

bornes de répétition du signal peuvent être dissimulées pour étendre les distances. Pour assurer leurs communications au plus proche du front, les Ukrainiens ont aussi utilisé des réseaux filaires voire les vieilles méthodes de transmission d'un message de la main à la main par un porteur.

Les moyens de guerre électromagnétique, pour identifier les émissions radars, la permanence des drones de surveillance en vol et la collecte de renseignement humain ou cyber ont rendu le champ de bataille de plus en plus transparent en Ukraine. L'espérance de vie d'un PC non dissimulé y est quasi nulle. Le délai entre la détection et un tir est en moyenne de 15 minutes, dit-on au sein de l'Otan. Les PC doivent être dissimulés des vues. « Ils sont installés dans des environnements saturés en rayonnement. Personne ne doit se douter de leur présence », a poursuivi l'analyste. En extérieur, il faut aussi éviter les attroupements pour ne pas attirer l'attention. Contrairement à la doctrine initiale, un PC peut rester au même endroit « plusieurs jours durant » s'il considère ne pas avoir été localisé, plutôt que prendre le risque de se déplacer. Les soldats veillent à éviter les bâtiments pré-identifiés, comme ceux des administrations, ou les bunkers à la localisation connue. L'utilisation de leurs est répandue.

Pour leur fonctionnement, les PC ukrainiens ont développé des applications utilisables sur ordinateur ou tablette, notamment Delta, présentée aux responsables de l'Otan dès 2022. Delta permet de visualiser la situation tactique. Une autre application de cartographie permet de calculer des trajectoires ou de récupérer directement les images captées par les drones.

Au sein de l'Otan, renforcer la « survivabilité » des postes de commandement est redevenu une priorité stratégique, qu'il s'agisse du petit PC proche du front, qui se charge des opérations, au PC opératif ou stratégique en arrière, qui supervise l'ensemble des axes d'effort. Le modèle des « villages de tentes » où des centaines de personnes s'activent est révolu, dit un expert du sujet. Le commandement s'est aussi complexifié avec l'introduction du concept d'opérations « multidomaines » qui suppose de coordonner et synchroniser les actions sur terre, dans les airs et en mer avec les champs immatériels, cyber, spatial ou informationnel.

« Il faut introduire la culture du résultat et de la subsidiarité à la façon du "mission command" »

Le général Schill Chef d'état-major de l'armée de terre française

Pour conserver une agilité suffisante, l'inflation des PC doit être contenue. Le recours à l'intelligence artificielle devrait permettre de réduire le nombre d'opérateurs. Elle devrait permettre de générer aussi davantage de cibles, grâce au traitement des données massives générées sur le champ de bataille. À condition que ces données soient correctement agrégées et sécurisées. Pour limiter la taille des PC, l'Otan plaide aussi pour la « dispersion » des compétences, avec des capacités de reach back, c'est-à-dire d'expertises localisées en arrière. Connectivité et rusticité devront s'équilibrer dans une forme de logique contradictoire. Pour atteindre cette résilience, l'art du commandement devra aussi savoir évoluer.

La « responsabilisation » constitue l'un des mots-clés de la stratégie d'adaptation suivie par le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Schill. « Il faut introduire la culture du résultat et de la subsidiarité à la façon du "mission command" », a récemment confié le général à quelques journalistes : la mission est définie par son objectif plutôt que par les moyens mis en œuvre. Pour le chef d'état-major, la responsabilisation du commandement est une réponse à la complexité du champ de bataille. Elle est aussi adaptée, selon lui, à l'esprit des sociétés démocratiques où la confiance l'emporte sur le contrôle. ■

Angélique Négroni

Un dealer est accusé d'avoir fait pression sur la magistrate en charge de son affaire. Il a été relaxé ce mardi. L'avocat de la victime a fait appel.

Des caïds qui, depuis leur cellule, continuent de gérer leur trafic de drogue et multiplient les opérations d'intimidation : l'affaire fait écho à celle de Mohamed Amra qui, avant son éviction sanglante ayant coûté la vie à deux agents pénitentiaires, poursuivait son business illégal derrière les barreaux et menaçait ses rivaux à distance. Dans le dossier qui a donné lieu à un procès en correctionnelle le 22 mai dernier à Avignon (Vaucluse), le coup était porté à une juge d'instruction. Suscitant l'incompréhension de M^e Olivier Morice, l'avocat de cette dernière, le seul prévenu mis en cause pour « menace, violence, actes d'intimidation en vue d'obtenir d'une magistrate qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte » a été relaxé. Le parquet avait requis 12 mois de prison. « Je suis indigné. Nous faisons immédiatement appel. Notre justice devient totalement illisible dans certaines circonstances », réagit M^e Morice.

Car les faits qui se sont déroulés au tribunal judiciaire de Carpentras en 2022 ont totalement bouleversé la vie de cette juge. Les pressions et les menaces de mort proférées à son encontre ont été telles que celle-ci a sollicité une protection rapprochée et a demandé à être dessaisie d'un de ses dossiers. Terrorisée, la magistrate a même finalement décidé de quitter Carpentras où elle travaillait et résidait. En quelques mois, sa maison a été vendue, ses enfants ont été retirés de l'école et la famille s'est installée dans une autre ville, où la magistrate s'est vu attribuer un autre poste au sein d'un tribunal. Cette affaire marque-t-elle un nouveau recule de l'État de droit et le triomphe de trafiquants qui parviennent ainsi à se débarrasser d'une juge dont le professionnalisme était reconnu par sa hiérarchie ?

« Les enseignants, les élus sont attaqués, menacés, et cette affaire rappelle que les juges le sont aussi. Il faut une réponse judiciaire qui soit à la hauteur de la menace qui pèse aujourd'hui sur le monde judiciaire », avait estimé M^e Olivier Morice, après l'audience. Des propos qui font écho à ceux entendus au Sénat



Le tribunal de Carpentras, où la magistrate exerçait. Après les pressions et les menaces de mort proférées à son encontre, la juge s'est installée dans une autre ville, où elle s'est vu attribuer un autre poste. NICOLAS THIBAUT / PHOTONONSTOP VIA AFP

Narcotrafic: la vie bouleversée d'une juge d'instruction, cible de menaces

lors de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et qui s'est achevée le mois passé. Face à de puissantes organisations criminelles, le risque d'atteinte à l'intégrité physique du personnel judiciaire n'est plus à écarter, a notamment mis en garde l'un des magistrats auditionnés.

Pour la juge d'instruction de Carpentras, tout a basculé le 1^{er} août 2022. Ce jour-là, elle organise une audition avec Sofène Sultana qui, à 29 ans, a déjà enchaîné les séjours en prison. Cette fois, il est interrogé dans le cadre d'une affaire de trafic de drogue dans laquelle des armes de guerre auraient été utilisées pour faire pression sur des rivaux. Bien qu'en prison, Sofène et son frère Adam, également derrière les barreaux, sont soupçonnés d'avoir continué à contrôler un important point de deal de la cité des Amandiers à Carpentras, où le ballet de grosses cylindrées n'aurait jamais cessé, pour y déposer des sacs dans des appartements loués via

Airbnb. Les deux frères sont aussi soupçonnés d'avoir ordonné des tirs contre une porte d'immeuble abritant des membres d'une bande rivale qui aurait cherché à récupérer le trafic.

Une visioconférence d'une rare violence

Ce 1^{er} août 2022, l'interrogatoire dérape quand la juge parle à Sofène de son frère, incarcéré aux Baumettes, à Marseille. Une prison visiblement pas au goût d'Adam Sultana, qui ne cesse de demander son transfert vers un autre centre pénitentiaire. « Adam avait une embrouille aux Baumettes, ça m'énerve, je ne souhaite pas en dire plus », dira plus tard Sofène pour expliquer ses propos violents. Car ce jour-là, il explose et les menaces fusent. « Tu as niqué nos vies, gâché la vie de ma famille et je gâcherai ta vie », hurle-t-il à la juge, en poursuivant : « Je prie le seigneur pour que vous ayez un accident et que vous mourriez (...) Je veux que tu

meures, je prie pour que tu meures, j'espère que tu auras un accident et que tu vas mourir. »

Tout se passe par visioconférence, mais la scène est tellement violente qu'elle pétrifie la magistrate, la greffière et son assistante. « Devant une telle situation, le greffier stagiaire, très choqué, n'a pas pu retranscrire l'intégralité des propos menaçants notamment parce que M. Sultana hurlait dans le micro », témoignera la greffière.

Prise pour cible, la magistrate qui suit les dossiers des deux frères sait déjà de quoi ces derniers sont capables en termes d'intimidation. Lors de l'audience à Avignon, où un an de prison avait donc été requis contre Sofène Sultana, d'autres faits inquiétants ont été révélés par M^e Morice. Alors qu'elle inscrivait le dossier de drogue impliquant Sofène et Adam, la magistrate avait découvert que la maison miltoyenne de la sienne avait été louée par un protagoniste de l'affaire.

Des révélations qui n'ont pas déstabilisé pour autant Sofène Sultana, niant en bloc à la barre. Une constante, d'ailleurs, au sein de la fratrie. Lors de chaque interrogatoire, quelle que soit l'affaire, les deux frères réfutent la moindre accusation portée contre eux. Concernant les menaces, M^e Sylvie Menvielle, qui défend Sofène, assure : « Les propos adressés à la magistrate ont été mal interprétés. » Lors de son procès, le prévenu avait réfuté toute pression : « Autour de moi, ce genre de mots c'est H24. »

Dans un courrier adressé à sa hiérarchie, le 17 novembre 2022, la juge d'instruction avait indiqué en une phrase ce que révèle son affaire, selon elle : la démonstration de la toute-puissance de caïds qui, des cités jusque dans l'enceinte d'un tribunal, veulent imposer leur loi. « Les consorts Sultana ont obtenu ce qu'ils attendaient depuis des mois à savoir : choisir leur juge comme ils entendent choisir leur lieu de détention. » ■

Ces « îles à pont » qui réclament des péages

Fabien Paillet

Pour les élus d'Oléron et de Noirmoutier, l'instauration d'une taxe permettrait de « mieux réguler les flux touristiques ».

Écotaxe, écoparticipation, droit de passage... Si les îles d'Oléron et de Noirmoutier divergent encore sur le terme à privilégier, leurs élus réclament à l'unisson l'instauration d'un péage à l'entrée des ouvrages les reliant au continent. Soutenues par l'île de Ré, qui bénéficie déjà de cette obole, ces « îles à pont » se réuniront le 2 juillet prochain à Saint-Pierre-d'Oléron (Charente-Maritime) pour réclamer l'instauration d'une nouvelle taxe. Cette dime, martèlent les îles d'Oléron et de Noirmoutier à l'origine de ce « coup de pression », permettra de lutter contre l'érosion marine, de protéger la biodiversité et l'environnement menacés par le « surtourisme » et d'améliorer les mobilités douces.

L'instauration d'un droit de passage départemental est prévue par la loi depuis 1995, rappelle Fabien Gaborit, le président de la Communauté de Communes (CdC) de l'île de Noirmoutier. Ce Vendéen milite pour la création d'un péage dématérialisé tant sur le pont, bâti au début des années 1970, qu'à l'entrée du passage du Gois, célèbre chaussée submersible qui permet d'atteindre Noirmoutier au gré des mar-

rais. « L'île est bien plus fragile que le continent. Nous ne sommes pas structurés pour accueillir autant de visiteurs. L'écoparticipation nous aidera à mieux réguler les flux touristiques et à protéger Noirmoutier », affirme Fabien Gaborit. Président du département de la Vendée, propriétaire et gestionnaire de ces ouvrages d'art, Alain Leboeuf ne l'entend absolument pas de cette oreille : « Ça n'est pas le moment d'imposer de nouvelles taxes aux automobilistes ! »

En mars dernier, les conseillers départementaux se sont ainsi prononcés à la majorité contre la création d'une barrière tarifaire. « Le département ne demandera pas aux Vendéens, pas plus qu'aux touristes, de payer pour accéder à Noirmoutier », insiste Alain Leboeuf, qui estime avoir « tranché ce débat ». Fabien Gaborit dénonce, lui, « une position dogmatique, conservatrice » et appelle désormais à traiter directement avec le gouvernement pour mieux escamoter ces réticences. « Le département ne doit plus être notre seul interlocuteur », confirme l'élu noirmoutin. « C'est une approche surprenante », rétorque Alain Leboeuf en appelant à « travailler avec l'argent que l'on a ».

Sensible en Vendée, le débat l'est tout autant en Charente-Maritime. En 2017, Dominique Bussereau - ancien président du département, ex-ministre des Transports - avait échoué, faute de majorité dans son propre camp, à instaurer un péage à l'entrée du pont d'Oléron.

« L'île est bien plus fragile que le continent. Nous ne sommes pas structurés pour accueillir autant de visiteurs. L'écoparticipation nous aidera à mieux réguler les flux touristiques et à protéger Noirmoutier »

Fabien Gaborit
Président de la Communauté de Communes de l'île de Noirmoutier

Mais les contraintes budgétaires actuelles, comme la rénovation prochaine de cet ouvrage - estimée entre 20 et 40 millions d'euros - rebattent sérieusement les cartes. Élu en 2021 à la tête du conseil départemental et jusque-là

farouche opposante à toute nouvelle taxe, Sylvie Marcellly avait alors balayé cette idée « absolument pas d'actualité ». Sa position, pourtant, vient d'évoluer : « Je vais inviter les élus départementaux à étudier la question, avec toutes les études détaillées dont nous disposons. Rien ne se ferait sans une large concertation », explique-t-elle en conjuguant à dessein ses propos au conditionnel.

Aucun calendrier n'est annoncé à ce stade, tempère l'élu, qui ne souhaite pas agir « à la hâte ». Les Oléronais, eux, ont bien reçu le message. « C'est un frémissement. Notre discours est écouté avec plus d'attention », se félicite Michel Parent, le président de la CdC de l'île d'Oléron prêt à s'engouffrer dans cette brèche. Ouvrir ce dossier risque de raviver les querelles, redoutées néanmoins Sylvie Marcellly. Faut-il faire payer un droit de passage aux Oléronais ? Instaurer la gratuité pour tous les Charentais-Maritimes ? Assumer des tarifs différenciés entre le pont de Ré et celui d'Oléron ? Ces questions risquent de mettre le feu aux poudres et de diviser ces îles comme tout le département. ■

EN BREF

Nouvelle-Calédonie : décès d'un homme blessé le 29 mai par un gendarme

Un homme, blessé le 29 mai par un gendarme au nord de Nouméa, a succombé à ses blessures, portant à neuf le nombre de personnes décédées depuis le début des troubles en Nouvelle-Calédonie. L'homme, qui avait ouvert le feu sur les forces de l'ordre, avait été blessé par balle par le GIGN, unité d'élite de la gendarmerie, et avait été hospitalisé avec un « pronostic vital engagé ».

Essonne : incendie dans un hôtel social, au moins deux blessés graves

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de lundi à mardi dans un hôtel social à Vigneux-sur-Seine (Essonne), faisant au moins deux blessés graves. Au total, au moins six personnes ont été blessées, « deux en urgence absolue et quatre en urgence relative », a précisé le parquet d'Évry. Vers 4 h 15, le feu s'est déclaré dans le bâtiment où une centaine de personnes - essentiellement des étrangers - étaient logées. À ce stade, l'origine de l'incendie n'est pas connue.

L'Alaska fait le pari d'une pêche au saumon sauvage durable

Vincent Bordenave Envoiyé spécial à Cordova (Alaska, États-Unis)

L'État américain, qui a interdit l'élevage de poissons dans ses eaux froides, revendique une pêche responsable et respectueuse de l'environnement.

Un à les bateaux de pêcheurs rentrent au port. Les otaries qui, pour la plupart, se prélassent sur le dos dans l'eau glacée les regardent passer sans avoir l'air dérangées. La soirée est avancée, mais le soleil est encore haut. Il perce les nuages éclairant les montagnes enneigées d'où surgissent ces bateaux de pêcheurs. Après un premier, isolé, c'est toute une farandole qui envahit le bras de mer de Cordova, en bordure de la baie du Prince-William dans le golfe d'Alaska. Cordova est un port peuplé par 2000 habitants en hiver, quand la nuit dure plus de 20 heures par jour, et 3000 à partir du printemps quand la lumière commence à s'imposer. Tous ne vivent quasiment que pour le saumon sauvage, dont les populations restent particulièrement fragiles. Les scientifiques travaillent ici avec l'ensemble des acteurs pour veiller à une pêche pérenne et au maintien des populations sauvages.

En ce début de printemps, le froid est encore là. Pourtant, le soleil brûle la peau et donne une trompeuse impression de douceur. Un temps idéal pour débiter la saison de la pêche au saumon. Ce jeudi marquait une première fenêtre de douze heures, offerte aux quelque 536 pêcheurs de saumon officiellement enregistrés auprès du département Fish and Game (pêche et chasse) de la ville. Sur ce total, seuls 400 à 450 prendront la mer cette année. « Les autres découragés par le prix du carburant ou par des travaux à faire sur les embarcations passent leur tour », précise Kelsey Appleton, responsable du syndicat des pêcheurs de Cordova.

Nombreux sont les marins qui ne viennent ici qu'au printemps, quand la saison démarre. Ils repartent passer l'hiver dans des contrées plus clémentes, plus au sud. C'est le cas de Kevin, qui pêche ici depuis plus de dix ans. En hiver, il habite dans un van, et vogue entre l'Arizona, la Californie ou encore le Nevada. Thea Thomas, 64 ans, pêche ici depuis trente-quatre ans et passe l'hiver au Mexique. Il faut dire que les hivers à Cordova sont longs. Coupée du monde, la ville n'est desservie par aucune route terrestre. Le minuscule aéroport (et ses trois vols par jour) permet de rejoindre en une heure Anchorage et ses 300 000 habitants, à 250 kilomètres de là. Sinon, il faut traverser la baie en ferry pour un voyage de 7 heures jusqu'à Whittier, un petit port peuplé de 270 habitants qui habitent presque tous dans un seul et même immeuble. Une fois embarqué, la traversée est longue, mais les baleines, les orques, ou encore les dauphins vous tiennent compagnie. La route qui amène à Anchorage depuis Whittier est elle aussi spectaculaire. Elle traverse notamment un tunnel de 4 mètres de large que l'on croirait creusée à la main dans la montagne, et que se partagent à tour de rôle trains et voitures.

Quelques heures avant de prendre le large, Thea, arrivée la veille en ferry, n'attendait pas de miracle. « Si je peux ramener une cinquantaine de saumons, je serai contente. » Dans quelques semaines, normalement elle en pêchera plusieurs centaines par sortie, mais on les lui achètera beaucoup moins cher qu'aujourd'hui. « Les premiers jours, les prix sont au plus haut, explique-t-elle. Même si la pêche est moins fructueuse, la forte demande compense. Tous les restaurants n'attendent que ça : l'arrivée des premiers saumons sauvages d'Alaska. » Sur les trois à quatre mois que dure la saison, elle peut espérer un chiffre d'affaires de 70 000 dollars.

En Alaska, l'élevage de saumon est interdit. Seul le poisson sauvage peut être pêché et commercialisé. En 2023, près de



En 2023, près de 53 millions de saumons sauvages ont été pêchés dans la baie du Prince-William, près de Cordova.

53 millions ont ainsi été attrapés dans la baie du Prince-William. Et pourtant le saumon est un animal en danger. Son mode de vie le rend particulièrement vulnérable. Au Canada voisin, sa pêche commerciale est ainsi totalement interdite dans le fleuve Yukon depuis 2006, de même que la pêche récréative depuis 2011. Il s'agit d'un des rares poissons à évoluer à la fois en eau douce et en eau salée. Les saumons éclosent en rivière dans les eaux froides alimentées par les glaciers et ils s'y développent. Selon les espèces et la température de l'eau, ils peuvent rester dans l'eau douce pendant plus de 18 mois. Ensuite, avant d'atteindre l'âge adulte, les saumons suivent le courant et s'aventurent dans l'océan pour une période qui dure généralement un à trois ans. Ici, ils arrivent par la rivière Copper, qui débouche dans le golfe d'Alaska à une quarantaine de kilomètres à l'est de Cordova.

« Si on laisse les pêcheurs se mettre où ils veulent, rapidement toute la population de poissons peut disparaître »

Jeremy Botz Biologiste à l'Alaska Department of Fish and Game

C'est au printemps qu'ils retournent dans leurs lieux d'origines pour frayer. Les femelles viennent pondre dans les graviers des rivières, qui seront ensuite fertilisés par les mâles. Lors de cette remontée des rivières, les saumons cessent de se nourrir et tous meurent après la reproduction. Les pêcheurs profitent de ce moment pour se positionner tout au long du delta de la rivière Copper, l'un des plus larges d'Amérique du Nord, où leur emplacement est particulièrement réglementé. « Si on laisse les pêcheurs se mettre où ils veulent, rapidement toute la

population de poissons peut disparaître, explique Jeremy Botz, biologiste à l'Alaska Department of Fish and Game. Notre but à tous est de protéger le stock sauvage. On travaille pour que chaque année, quand les saumons commencent à remonter la rivière, nous ayons un nombre suffisant pour garantir l'éclosion de nombreux jeunes quelques mois plus tard. Au cours des dix dernières années, les populations sont stables. Nos objectifs pour les cinq espèces sont d'ailleurs régulièrement atteints. »

Cette semaine, les quelque 400 pêcheurs de Cordova ont le droit à deux sorties de 24 heures, 6 heures pour atteindre la zone, 12 heures de pêche et pour revenir au port. À mesure que la saison avance, le nombre de sorties peut augmenter ou diminuer en fonction des stocks. En 2020, à peine une semaine après l'ouverture, la pêche a été suspendue à cause du manque de poissons. Un système de sonar surveille quotidiennement le flux, auquel s'ajoute une surveillance aérienne. « Nous comptons chaque poisson qui entre et qui sort de nos lacs et rivières, assure Jeremy Botz. Tout l'enjeu pour nous est de nous assurer que la pêche, qu'elle soit de subsistance, récréative ou commerciale, ne met pas en péril la durabilité des populations de la région. »

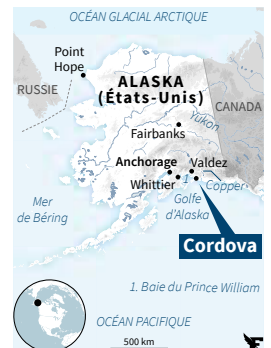
Depuis le ciel, on voit les embarcations déployer leurs filets maillants en ligne droite, ou bien pêchant à la senne en encerclant les poissons, dans cette vaste zone où les courants d'eau douce rentrent l'eau salée. Ces techniques sont dénoncées par les ONG car elles « génèrent de très nombreuses prises accidentelles de diverses espèces menacées telles que tortues marines, oiseaux marins, raies et requins. Beaucoup de jeunes poissons d'autres espèces économiquement importantes sont capturés et rejetés, avec de faibles chances de survie », selon le WWF. Les pêcheurs et les biologistes du service

des pêches assurent qu'ils comptent très peu de prises accidentelles dans ces eaux très froides et peu peuplées.

L'objectif de tous les acteurs est bien de maintenir des stocks suffisants de poissons. « Personne ne veut pêcher le dernier saumon », assure Kelsey Appleton. Scientifiques, pêcheurs et institutions travaillent donc ensemble pour assurer une pêche la moins destructrice possible. En se promenant dans les locaux de l'Alaska Science Center, on tombe régulièrement sur des pêcheurs qui viennent échanger avec les chercheurs. Et au retour des bateaux, les scientifiques sont là pour regarder les prises de la journée.

Malgré ce système protecteur, le saumon d'Alaska reste vulnérable. Le changement climatique et le réchauffement des eaux bouleversent les cycles biologiques qui fournissent aux poissons leur alimentation. D'année en année, scientifiques et pêcheurs constatent le rétrécissement des saumons. Les causes précises de ce phénomène restent débattues, mais la raréfaction des ressources fait partie des hypothèses étudiées. « S'ils deviennent trop maigres, ils n'auront plus la force de remonter jusqu'aux sites de pontes », s'alarment les pêcheurs. La prolifération des élevages dans les eaux voisines fragilise également les espèces sauvages. « On retrouve de plus en plus dans nos filets des saumons d'élevage issu d'autres pays, comme la Chine, la Russie, ou même d'autres États américains, constate ainsi Kevin. Depuis le début de la guerre en Ukraine, le marché est de plus en plus concurrentiel, et la Russie a intensifié sa production. Ces poissons ne sont pas du tout dans le même état que les sauvages. Ils peuvent transporter des parasites et contaminer notre pêche. »

Si les fermes d'élevage de poissons sont interdites, l'Alaska a développé un système de couveuse pour une espèce particulière, le saumon rose, à destina-



tion de la pêche récréative. D'octobre à mai, des œufs sont collectés et fertilisés dans des incubateurs. Les jeunes saumons sont ensuite relâchés dans les eaux douces, descendent vers la mer et seront pêchés dans les « baies », des zones de pêche dites « terminales » à proximité des écloseries lors de leur retour. Plus de 1 milliard de poissons sont ainsi relâchés chaque année dans les eaux de l'Alaska. Ce programme d'écloserie est, selon les autorités locales, « robuste et sain conçu pour minimiser les interactions avec les stocks sauvages et améliorer la pêche ». C'est pourtant un sujet hautement sensible. Des études menées par le programme de recherches sur les écloseries du département des pêches d'Alaska mon-

« Depuis le début de la guerre en Ukraine, le marché est de plus en plus concurrentiel, et la Russie a intensifié sa production »

Kevin Pêcheur

trient que les populations sauvages et celles issues des écloseries se mélangent parfois. « En théorie, les poissons issus des écloseries ne doivent pas remonter sur les zones de ponte naturelle, détaille Peter Rand, biologiste au Prince William Sound Science Center. Ils suivent les odeurs de leur ruisseau natal. Ce qui sur le papier permet d'éviter les croisements et d'assurer une séparation entre les populations sauvages et les populations d'élevage. » Mais un très faible pourcentage original des couveuses échappe à la règle et se mêle au flux des poissons sauvages. Sur le milliard de juvéniles produits chaque année à travers l'Alaska, ce petit pourcentage représente un nombre important. « Nos travaux ont montré que lorsque les saumons roses issus des couveuses se reproduisent dans les cours d'eau naturels de la baie du Prince-William, leur descendance a deux fois moins de chance de survivre que par rapport à ceux d'origine sauvage », poursuit l'expert.

Pour les scientifiques, comprendre l'impact de ce processus sur la durabilité à long terme de ces cours d'eau sauvages doit être une priorité. Ces résultats ont pu susciter de nombreuses réactions dans la communauté des pêcheurs de la région. « On a pu accuser les scientifiques de vouloir mettre fin à la pêche, se souvient Alysha Cypher, biologiste au centre de recherche. Mais notre démarche est de comprendre l'impact réel de ces écloseries, et s'assurer que le flux sauvage reste le plus important possible pour que la pêche perdure. »

Il n'y a pas d'écloserie sur la rivière Copper. Le risque pour Thea et Kevin d'attraper un de ces poissons hybrides est donc quasiment nul. De retour au port, ils sont fatigués, mais plutôt contents. À la pesée, la pêche a été bonne, meilleure qu'espéré. Et cerise sur le gâteau, les poissons sont gros. « Plus que des dernières années », commentent les manutentionnaires qui viennent les réceptionner au pied de l'usine d'emballage. Les poissons sont nettoyés, vidés, étalés à la chaîne. Pas de congélation pour cette première fournée. Les saumons partiront le soir même en avion. Moins de 24 heures plus tard, ils seront vendus 40 dollars la livre pour les saumons roses et près du double pour les saumons royaux dans les allées du marché aux poissons de Seattle, à quelque 2000 kilomètres de là. ■

Euro 2024 : calme, confortable, mais pas luxueux... À la découverte du camp de base des Bleus

Christophe Remise

L'équipe de France s'installe ce mercredi dans un hôtel situé en plein cœur du territoire allemand, près de Paderborn.

Kylian Mbappé ne s'y attendait sans doute pas. Après la découverte d'une statue de cire à son effigie chez Madame Tussauds, le capitaine de l'équipe de France va trouver un... châteaudeau de sable à sa gloire ce mercredi, lorsqu'il prendra, avec ses coéquipiers de la sélection, ses quartiers au Best Western Premier Park Hotel and Spa de Bad Lippspringe, près de Paderborn. C'est là que les Bleus logeront pendant leur séjour en Allemagne, pour l'Euro (14 juin-14 juillet).

En passant une tête par les fenêtres de ce 4-étoiles de 135 chambres (134 utilisables) ou en jetant un coup d'œil depuis la terrasse attenante au restaurant de l'hôtel, une élégante et vaste salle aux murs blanc et noir, aux sièges cosy couleur pourpre, «KM» pourra en effet découvrir cette construction. On le voit un ballon aux pieds, en pleine course, avec la tour Eiffel en fond. Ce n'est que l'une des nombreuses sculptures de sable à retrouver dans le cadre d'une manifestation annuelle, le «Sandwelten», dans le parc public... et payant de plusieurs hectares qui longe l'hôtel, dont une représentant la trophée de l'Euro à l'entrée dudit parc. Les Bleus pourront, peut-être, s'y dégourdir les jambes en dehors des heures d'ouverture. Pas évident en termes de sécurité, mais pas impossible, alors que la FFF se refuse à toute balade en extérieur depuis les attentats de 2015.

Toujours est-il que les joueurs de l'équipe de France ne manqueront ni d'espace, ni de verdure ou d'air frais à Bad Lippspringe, petite ville de 17000 habitants située à l'est du land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Elle est réputée pour son calme, ses sources thermales, son air vivifiant. On vient s'y purifier les poumons. Moyenne d'âge plutôt élevée au sein de la population locale, des gens qu'on décrit comme calmes et réservés par nature; il est difficile de les connaître, mais ils se révèlent chaleureux et conviviaux. L'hôtel des Bleus se trouve au cœur d'un quartier résidentiel, près d'une rue piétonne aux terrasses soignées et aux parterres qui le sont tout autant. Quiétude et sérénité.

« Sans être luxueux, l'hôtel est confortable et offre l'espace nécessaire à une vie en commun harmonieuse. Avec l'aide précieuse des équipes de la Fédération, nous allons faire en sorte de nous approprier les lieux en apportant quelques petites touches personnalisées »

Didier Deschamps
Sélectionneur de l'équipe de France, en début d'année

Des paravents ont toutefois été installés afin de garantir l'intimité du groupe, et sa sécurité. Mais ce n'est a priori pas la population locale qui viendra troubler la routine de l'équipe de France pendant son séjour à Bad Lippspringe, qui se trouve à une quinzaine de minutes de route de Paderborn (15000 habitants), là où se situe la deuxième partie de ce camp de base en forme de package, à savoir la Home Deluxe Arena. C'est là que les vice-champions du monde s'entraîneront, sur la pelouse du SC Paderborn, club de deuxième division allemande. La proximité géographique des deux sites? Un atout de poids pour le staff, Didier Deschamps en tête. Une fois le tirage effectué, la FFF a fait de Bad Lippspringe/Paderborn son choix numéro un parmi les différentes options proposées dans le catalogue de l'UEFA. Encore fallait-il être assez réactif pour se manifester en premier. À la FFF, on est passé maître dans cet art.

Cela nécessite également de nombreux repérages en amont. Philippe Brocherieux, team manager de l'équipe de France, et Mohamed Sanhadji, le



Le sélectionneur de l'équipe de France de football, Didier Deschamps, et son adjoint, Guy Stéphan, lors de leur visite, le 22 janvier, de l'hôtel Best Western Premier Park Hotel and Spa, à Bad Lippspringe (Allemagne), où les Bleus logeront pendant l'Euro. GARNIER ETIENNE/PRESSE SPORTS

« M. Sécurité » des Bleus, avaient déjà tâté le terrain plusieurs mois avant le choix final, fin janvier. Choix final effectué par nul autre que Didier Deschamps. Cahier des charges? Un hôtel confortable, mais pas forcément luxueux et un terrain d'entraînement de qualité et assez proche. « DD » et ses joueurs auront tout cela en Allemagne. « Sans être luxueux, l'hôtel est confortable et offre l'espace nécessaire à une vie en commun harmonieuse. Avec l'aide précieuse des équipes de la Fédération, nous allons faire en sorte de nous approprier les lieux en apportant quelques petites touches personnalisées », observait le sélectionneur en début d'année.

Le staff tricolore a eu tout le temps pour effectuer ces petites modifications, sachant que la partie où logeront les joueurs est inaccessible au public depuis samedi dernier. Le reste de l'établissement est privatisé depuis lundi. Ce sera le cas pendant tout le séjour de l'équipe de France, comme à la Coupe du monde au Qatar, en 2022. Tout l'inverse de l'Euro 2021, à Budapest, où les Bleus étaient quasi confinés dans un hôtel resté ouvert au public, en centre-ville.

Toujours est-il que Mbappé et compagnie ne jouiront effectivement pas du même luxe qu'à l'hôtel Al Messila, à Doha. Le Best Western de Bad Lippspringe a néanmoins tout pour plaire et, surtout, pour être fonctionnel. Les joueurs logeront dans la partie villa, dont les chambres ont toutes été rénovées dans les trois dernières années. Certaines sont plus grandes que d'autres, elles sont toutes différentes. Les cadres auront le loisir de choisir. Moquettes neuves, mobilier soigné, style sobre et élégant. Pas d'excentricité ou de fanfreluches, si ce n'est dans le choix de certaines peintures accrochées aux murs. Au rez-de-chaussée du bâtiment où les joueurs ont leur chambre (1^{er} et 2^{es} étages), une salle de vie leur permettra de se retrouver, de passer du (bon) temps, devant les écrans ou par exemple avec une machine de basketball forain. Un espace pourra aussi les accueillir à l'extérieur, avec un bassin pour piquer une tête. Encore que, ce n'est pas dans les habitudes des Bleus, qui n'ont que peu utilisé la grande piscine du Al Messila.

Sachant que la délégation française comprendra entre 50 et 60 personnes, il restera en tout cas largement assez de

place pour accueillir les familles des joueurs... quand le sélectionneur le décidera, et s'il le décide. Deschamps, seul maître à bord. Pour les éventuels visiteurs mais aussi pour les joueurs et le staff, il a d'ailleurs fallu afficher quelques indications ici et là, afin que tout ce beau monde s'y retrouve dans ce qui a pu apparaître comme un « labyrinthe » aux yeux des premiers émissaires tricolores. Kiné, intendant et analyste vidéo ont également pu effectuer leurs installations avant l'arrivée des joueurs à leur camp de base allemand, ce mercredi. Tout était prêt. L'hôtel aux couleurs de la FFF et de l'équipe de France, afin qu'Antoine Griezmann et consorts s'y sentent comme chez eux.

Les Bleus auront accès à « l'une des plus belles salles de massage que j'aie jamais vues », comme nous le souffle un membre de la délégation. L'équipe de France y a disposé ses appareils de musculation et pourra utiliser toute la partie spa de l'hôtel. Partie qui ne leur est finalement pas aussi utile qu'on pourrait l'imaginer. Beaucoup moins qu'aux curistes, que s'y pressent bien évidemment en temps normal... Ce dont les joueurs ont besoin, c'est de tables de massage, de bains froids, pas de saunas ou de hammams. À noter que l'équipe de France regagnera ses pénates directement après les matchs. Au vu des distances, les Bleus pourraient prendre le car pour se rendre à Düsseldorf (Autriche le 17 juin) et Dortmund (Pologne le 25), avec un retour en avion privé après les matchs jusqu'à l'aéroport de Paderborn. Ce sera sans doute l'avion à l'aller et au retour pour Leipzig, où ils défieront les Pays-Bas (21 juin). La géographie, l'autre point fort du camp de base.

En cadeau bonus, un centre médical se trouve à une poignée de mètres de l'entrée de l'hôtel. Cela peut servir en cas de bobos, avec les premiers examens qui pourront se dérouler à domicile ou presque. Une chose est sûre : l'équipe de France aura tout pour être à son aise à Bad Lippspringe et dans cet établissement aéré, imaginé pour la détente et le confort d'une clientèle en quête de calme et de repos. Charge aux intéressés de s'approprier les lieux. Ils ne se marcheront en tout cas pas sur les pieds et pourront alterner moments de détente en commun et moments en solo. Idéal.

Contrairement aux clients habitués, pas perturbés par notre visite quelques semaines avant l'Euro, fin mai, y compris ceux qui profitaient du sauna, les hommes de Deschamps ne sont toute-

fois pas en Allemagne pour se la couler douce. Et l'autre avantage de cet hôtel, c'est qu'il se trouve à proximité du stade où l'équipe de France s'entraînera. Première séance ouverte aux médias ce mercredi (17h30). La Home Deluxe Arena, une enceinte de 15000 places quasi intégralement dédiée aux Bleus, qui n'auront toutefois besoin que des installations du rez-de-chaussée et du premier étage, peut-être du deuxième, le troisième restant à la disposition du club de Paderborn. « Nous bénéficierons de très bonnes conditions d'entraînement. Les espaces intérieurs sont parfaitement adaptés à nos besoins », soulignait le sélectionneur début 2024, évoquant tout de même une pelouse qui n'était, à l'époque, « pas en parfait état. C'est normal, au regard des conditions climatiques. Il n'y a pas de raison d'être inquiet », disait-il, s'appuyant sur le cahier des charges de l'UEFA.

« Les tenants des lieux sont aux petits soins pour répondre aux demandes françaises depuis des mois, avec toujours de petits ajustements ici et là »

Le staff a un temps imaginé que le pré serait intégralement changé. Finalement, il n'en a rien été. Mais l'équipe de France s'entraînera néanmoins sur une pelouse (naturelle) de très bonne facture. Pour le reste, l'immense vestiaire de l'équipe de Paderborn, peut-être le plus grand d'Allemagne, fera office de salle de musculation. Les Bleus investiront celui qui est d'ordinaire réservé aux visiteurs, briques blanches, mobilier en bois, simple et efficace. Moins grand mais déjà largement assez vaste. Surtout, il n'est pas en longueur, comme le premier, il offrira la possibilité à « DD » d'être proche de ses joueurs. Inauguré en 2008, ce stade est fonctionnel et adapté aux besoins.

Les tenants des lieux sont en tout cas aux petits soins pour répondre aux demandes françaises depuis des mois, avec toujours de petits ajustements ici et là. Dans la salle de presse, au premier étage, là où se dérouleront les conférences de presse quotidiennes, habituellement l'espace VIP avec un bar attenant, l'Hemingway, il était par exemple question d'ajouter une marche pour monter à la tribune réservée aux joueurs fin mai, tandis que le niveau de lumière du stade en lui-même faisait encore débat. « Le niveau n'aurait

suffi », lançait un technicien. Dans tous les cas, les Bleus ne s'entraîneront pas plus tard qu'en fin d'après-midi ou début de soirée. Et il n'est pas question de faire de séances nocturnes. Impossible à « Paderborn », qui mérite tellement bien son surnom, utilisé avec le sourire par les locaux, car les matchs du SC Paderborn – qui n'a fait qu'un passage éclair en Bundesliga en 2019-2020 – ne peuvent pas se terminer après 22 heures afin de ne pas perturber le voisinage! Incroyable mais vrai...

En clair, le camp de base de l'équipe de France n'a pas le côté fastueux de celui de Doha, il n'a pas non plus les défauts de Budapest en 2011. Les Bleus disposent néanmoins d'un cadre adapté. Les dirigeants et le staff ont fait leur part. Charge aux joueurs de faire la leur sur le terrain. Pas d'excuse en termes de cadre. Il n'y a plus qu'à. ■

EN BREF

Athlétisme : la grosse frayeur de Mayer

Kevin Mayer a échappé au pire, mardi, lors de la 2^e journée du décatlon des championnats d'Europe. Après deux échecs à la perche, le Français a passé son dernier essai à 5 mètres, un zéro l'aurait très certainement empêché de réussir les minima qualificatifs pour les Jeux de Paris, son seul objectif à Rome. Après la perche, il lui restait, dans la soirée, deux épreuves, le javelot et le 1500 m, pour assurer sa qualification.

Voile : Dalin devance Herrmann et Beyou

Vainqueur samedi de la Transat New York - Vendée, Charlie Dalin (Macif) a dû patienter pour voir l'arrivée du deuxième, Boris Herrmann (Malizia - Scudaplorer) et du troisième, Jérémie Beyou (Charal), qui en a terminé avec près de deux jours de retard. Sébastien Simon (Groupe Dubreuil) signe un joli retour à la 4^e place et Yoann Richomme (Paprec Arkéa), vainqueur de la Transat CIC, pointe lui au 7^e rang.

Basket : Boston se détache

Boston a remporté ses deux premiers matchs à domicile contre Dallas pour mener 2-0 en finales NBA. 3^e match, ce mercredi dans les Texas.

1^{er} TOUR EURO

FRANCE 17 juin (21h) AUTRICHE
FRANCE 21 juin (21h) PAYS-BAS
FRANCE 25 juin (18h) POLOGNE

Si le pays devient ingouvernable, c'est le garant des institutions qui en portera la responsabilité

» Lire aussi
PAGES 2 À 8



**JEAN-ÉRIC SCHOETTL
ET JEAN-PIERRE CAMBY**

En convoquant des élections législatives au résultat incertain, le président de la République pourrait apparaître comme un fauteur de chaos, analysent Jean-Éric Schoettl, ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel, et Jean-Pierre Camby, professeur associé à l'université de Versailles Saint-Quentin.

L'article 12 de la Constitution de 1958 permet au président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale à sa convenance. Alors que la III^e République ne la pratiquait plus après la crise du 16 mai 1877 et que la IV^e n'en connaît qu'une application (le 2 décembre 1955), la V^e République en fait un choix discrétionnaire du président, dispensé du contreseing. Il doit seulement « consulter » le premier ministre et les présidents des assemblées, sans être lié par leurs avis. Le premier tour doit se tenir entre vingt et quarante jours après la dissolution (le 20^e jour tombe ici le 29 juin). Il ne peut y avoir deux dissolutions successives dans le délai d'un an. Si, en l'état de la jurisprudence, il n'y a pas de recours possible contre le décret de dissolution, il y aura sans doute des recours contre le décret de convocation.

Jusqu'ici, les cinq dissolutions qui ont eu lieu sous la V^e République ont été destinées soit à trancher une crise grave, qu'elle fût institutionnelle (octobre 1962) ou sociale (mai 1968), soit à assurer la cohérence entre le septennat et la durée normale d'une législature (1981, 1988 et 1997). Jamais à répondre au désaveu infligé par l'électorat à un président engagé – pour ne pas dire volontairement surexposé – dans une campagne comme celle des Européennes.

Le quinquennat, conjugué avec des élections législatives suivant de peu le scrutin présidentiel, était censé assurer la cohérence entre scrutins présidentiel et législatifs, immunisant la République contre le risque de cohabitation. Mais 2022 a déjoué les prévisions en envoyant à l'Assemblée nationale une majorité présidentielle relative. Il en est résulté de violents débats parlementaires qui ont fait connaître à l'exécutif une insécurité dont il avait été préservé jusque-là. La dissolution du 9 juin ne résorbe nullement cet aléa. Au

contraire, elle rompt la logique calendaire du quinquennat. Loin de procéder de la fonction d'arbitrage dévolue par la Constitution à un chef d'État « au-dessus des partis », cette dissolution expose le pays à une séquence chaotique, compte tenu de l'éclatement des forces politiques et du poids des partis hostiles au régime actuel. Toute ratée qu'elle se révéla in fine, la dissolution du 21 avril 1997 était moins aventureuse car il était a priori raisonnablement « jouable » de parvenir à renforcer la majorité présidentielle et d'assurer la cohérence de l'action de l'exécutif jusqu'à la fin du mandat présidentiel. La dissolution du 9 juin 2024, a contrario, ajoute à la confusion institutionnelle et à nos déchirements nationaux.

« Plus incapable encore qu'aujourd'hui de faire émerger un gouvernement de coalition, le pays pourrait devenir tout bonnement ingouvernable »

L'Assemblée se réunira le jeudi 18 juillet pour une session de droit de quinze jours, en plein Jeux olympiques. Afficher nos dissensions en pareille occasion ne pourra que ternir l'image du pays. Qui plus est, une campagne électorale aussi courte ne laissera guère le temps aux formations politiques d'investir leurs candidats, de mener campagne et de nouer des alliances réfléchies. Quant aux dépenses de campagne (en principe plafonnées sur six mois mais courant, ici, à compter du 9 juin), comment exactement les compter ?

Si, comme il est probable, le RN progresse en sièges et si, du fait de cette progression et de l'effet amplificateur du scrutin majoritaire, il conquiert, seul ou avec d'autres, une majorité de sièges à l'Assemblée nationale, pourra-t-il pour

autant gouverner ? Et, si, à l'inverse, le RN reste dans l'opposition, les députés favorables à Emmanuel Macron trouveront-ils l'appoint, qui leur a manqué jusqu'ici, dans les autres courants de droite ou de gauche ? C'est d'autant plus douteux que les oppositions progressent dans l'électorat. Notamment, ce qui n'a pas été assez relevé, cette gauche radicale qui, loin des enjeux européens et nationaux, s'est donné pour étendard la haine d'Israël.

Plus incapable encore qu'aujourd'hui de faire émerger un gouvernement de coalition, le pays pourrait devenir tout bonnement ingouvernable. D'autres démocraties européennes (Allemagne, Italie, Espagne, Portugal) ont connu de tels blocages. Ils ont malgré tout réussi à former des coalitions. Or la France se distingue de ces voisins par sa culture politique conflictuelle et par une forte concentration des pouvoirs entre les mains de son président.

La dissolution, dans un contexte aussi inopportun que celui que nous traversons, fait entrer la France dans une zone de turbulences qui indisposera nos concitoyens et inquiète déjà les investisseurs.

En se faisant acteur actif du jeu électoral, Emmanuel Macron expose imprudemment sa propre responsabilité politique. Un nouveau désaveu les 30 juin et 7 juillet ne devrait-il le conduire à un geste aussi spectaculaire que la dissolution, autrement dit la démission ? Le RN l'appellait à dissoudre ou à démissionner en cas de défaite cuisante de sa liste aux européennes. N'est-il pas suicidaire d'épouser la logique de celui qu'on prétend combattre ?

En tout état de cause, si le pays devient ingouvernable, c'est le garant des institutions qui en portera la responsabilité. Celui qui entend personifier l'alternative au chaos sera perçu comme un fauteur de chaos. Tel est aussi l'enjeu de cette dissolution. ■

« Dans l'histoire, les “Fronts populaires” n'ont jamais très bien fini »

PROPOS RECUEILLIS PAR
Ronan Planchon

LE FIGARO. – Les partis de gauche (Les Écologistes, les Insoumis, le Parti communiste et le PS, Place publique et Génération.s) se sont mis d'accord lundi soir sur le principe d'un « nouveau “Front populaire” » et des « candidatures uniques dès le premier tour » aux élections législatives anticipées du 30 juin et du 7 juillet.

Quel regard portez-vous sur cette union ?

JULIEN DRAY. – La question, c'est moins celle de l'alignement de sigles de partis que celle du contenu de l'accord entre ces partis. Lundi soir, Raphaël Glucksmann a fixé des lignes rouges qui sont les bonnes et qui sont infranchissables. L'accord se fera-t-il autour de ces lignes rouges ou est-ce que cet accord sera encore une fois une capitulation sur la ligne de la France insoumise, et donc une trahison par rapport à la dernière campagne électorale ? Aucun accord n'est possible avec LFI, qui serait une concession à programme politique.

L'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre, a marqué l'aboutissement d'une évolution politique de Jean-Luc Mélenchon. Le leader des Insoumis considère désormais que les prolétaires blancs sont acquis au Rassemblement national et s'est tourné donc vers ce qu'il appelle « la nouvelle France », en essentialisant et en enfermant ainsi dans un ghetto les populations des quartiers populaires et en fermant les yeux sur la réalité de ce que sont le Hamas ou le Hezbollah par exemple. Je lui rappelle juste que c'était Lionel Jospin qui avait courageusement désigné le Hezbollah comme mouvement terroriste. Jean-Luc Mélenchon, qui était le spécialiste de la laïcité, est devenu le spécialiste des communautés. Il tourne ainsi le dos à ce qui était l'essence de ses combats passés : il prône désormais le droit à la ressemblance et non le droit à la différence. Ce qui conduirait à la fragmentation de la société française et la montée des tensions communautaires.

Que répondez-vous à ceux qui affirment qu'une alliance est la seule façon pour la gauche de faire obstacle à l'arrivée du Rassemblement national au pouvoir ?

D'abord, il faut arrêter les comparaisons historiques qui n'ont pas lieu d'être. La France n'est pas en 1933. Les Français qui ont voté pour le Rassemblement national ont voté pour l'extrême droite, c'est grave et cela suffit en soi de

le dire. Ces gens-là traduisent une profonde colère qui s'est installée dans le pays et à laquelle, pour l'instant, personne n'a su répondre sérieusement. Il y a donc un immense ras-le-bol et une envie de renverser la table.

Cette colère, ce n'est pas simplement une colère sociale, c'est aussi une colère contre un État impuissant, tant en matière de lutte contre la montée des violences et du banditisme, menteur sur la maîtrise des flux migratoires, incapable de reconquérir les territoires perdus de la République. Dire cela, ce n'est pas trahir la gauche, mais au contraire la représenter. Car les premiers qui souffrent de ces situations-là sont d'abord ceux qui n'ont pas les moyens de se protéger. La gauche à laquelle je crois, c'est celle qui se bat pour le droit à la sécurité pour tous, partout, et qui ne crie pas bêtement : « La police tue ». La gauche à laquelle je crois, ce n'est pas celle qui considère que les frontières ouvertes à tout-va, c'est formidable. D'autant que cette libre circulation sert, surtout, à faire baisser le coût de la main-d'œuvre des travailleurs.

« La gauche doit aussi être capable de défendre la nation, les frontières, comme a su le faire Jaurès en son temps »

Il s'est passé quelque chose autour de la candidature de Raphaël Glucksmann, et cela peut se prolonger dans les urnes dans les semaines à venir. Nous sommes entrés dans une phase d'accélération de l'histoire et tout est encore possible, à condition de respecter les engagements pris devant les électeurs.

Que pensez-vous de la référence au Front populaire, formé en vue des élections législatives de 1936 ?

Je n'aime pas l'appellation « Front populaire ». Dans l'histoire, les « Fronts populaires » n'ont jamais très bien fini. Ma référence, c'est celle du Conseil national de la résistance et de son programme. La bataille à mener, ce n'est pas de dire : « Halte au fascisme », mais de rassembler tous les Français en leur redonnant espoir dans la République, ses valeurs et son contenu et surtout son action au service de tous.

Pour la gauche, la bataille à mener ne peut pas être qu'une bataille sociale, car dans le vote aux européennes, il y a aussi évidemment des questions de violence, d'insécurité, de maîtrise sérieuses des flux migratoires et de lutte contre

la ghettoïsation. J'ajoute que la gauche doit aussi être capable de défendre la nation, les frontières, comme a su le faire Jaurès en son temps. Si la gauche se contente, comme d'habitude, de considérer qu'il suffit simplement de faire du social et d'oublier toutes ces questions régaliennes, elle ne pourra pas reconquérir l'électorat populaire, et par exemple les « gilets jaunes ».

Nous sommes entrés dans une phase où il faut tendre la main, par-delà les étiquettes politiques. Cette grande alliance ne doit pas s'articuler autour de formations politiques qui sont aujourd'hui discréditées, mais sur un programme concret. Ça ne doit pas être un catalogue de revendications qu'on se dépêche d'oublier une fois arrivés au pouvoir. La gauche doit dire qu'elle veut remettre l'école sur pied, expliquer qu'il n'y aura plus de territoire perdu de la République, et faire que le système judiciaire prononce de réelles sanctions en cas de faute, et les applique. Il faut un « Conseil de la résistance » pour rétablir l'ordre juste dans la société française.

La gauche peut-elle reconquérir l'électorat

parti au RN sans s'attaquer à la question de l'immigration ? Quels sont selon vous les principes auxquels la gauche ne peut renoncer, même en cas d'alliance ? Il y a d'énormes réserves de voix lors de ces législatives, notamment chez les abstentionnistes et ceux qui vont hésiter face au RN. Mais on ne peut pas user que de ce ressort-là, comme l'a fait Emmanuel Macron lors de la dernière présidentielle. Il faut permettre aux Français de ne plus voter « contre » mais « pour ». Pour une école qui fonctionne, où le respect du professeur (re)devient une règle de base. Et pour la défense des services publics, comme les hôpitaux, en arrêtant de les étrangler budgétairement parlant. Il faut défendre une réforme fiscale qui rétablisse une véritable justice et ne pénalise pas, voire rackette, le travail et ceux qui vivent de leur travail et de leur création. Il faut en finir avec une administration tatillonne qui empoisonne la vie des plus modestes au quotidien. Par ailleurs, la gauche doit être d'une clarté absolue sur trois points. Premièrement, la confiance dans la construction européenne. Deuxièmement, la défense de l'Ukraine face à l'agression de Poutine. Troisièmement, la création d'un État palestinien, mais qui passe aussi par la reconnaissance du droit à la sécurité pour l'État d'Israël. Ces éléments ne sont pas négociables. ■



JULIEN DRAY

Pour le cofondateur de SOS-Racisme et ancien député socialiste, l'alliance nouée entre les différentes formations de gauche en vue des prochaines élections législatives est une faute politique et morale, compte tenu des prises de position et du programme de LFI.

Cinquante nuances de chaos



CHRONIQUE
Bertille Bayart

Mardi 11 juin 2024. Quarante-huit heures après les élections européennes, le débat politique est mobilisé par les trois grands enjeux du moment : le soutien à l'effort de guerre de l'Ukraine contre la Russie, la trajectoire de désendettement de la France, les tractations décisives pour le projet politique de la prochaine Commission et la répartition des postes clés de l'Union des Vingt-Sept.

Oublions. Emmanuel Macron a jeté la classe politique dans la lessiveuse de la dissolution. La « clarification » qu'il a souhaitée donne pour l'heure lieu à un pugilat, hystérisé par l'échéance très rapprochée de la date de dépôt des candidatures et le stress des comptes de campagne.

La construction du budget 2025 est remise à plus tard. C'est en partie à cause d'elle que le président a choisi de renverser la table, anticipant le vote d'une motion de censure qui, sur le prochain texte financier, aurait eu cette fois de grandes chances d'être votée. Les artifices envisagés, comme l'adoption du budget par « douzièmes provisoires » chaque mois, n'ont pas convaincu de leur faisabilité. L'exécutif promettait de trouver 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires cette année, et de nouveau 20 milliards en 2025, pour tenir un objectif de 5,1 % de déficit en 2025, et de 4,1 % l'an prochain. Avec pour perspective un déficit ramené sous la fameuse barre des 3 % en 2027.

Cette ambition, si on peut l'appeler ainsi, peut-elle survivre aux élections législatives ? Probablement pas. La campagne de moins de trois semaines qui s'engage va se focaliser sur quelques propositions chocs, lisibles, emblématiques, avec le thème du pouvoir d'achat en bonne place. Que celui-ci ait statistiquement progressé de 5,7 % ces cinq dernières années importe peu. La démagogie en la matière ne nous sera pas épargnée.

À gauche, cet exercice-là s'annonce facile. Toute bancale soit-elle, la version deux de la Nupes, bricolée dans la nuit de dimanche à lundi, a des mesures démagogiques pleines à se saucer : retraite à 60 ans,

augmentation du smic, blocage des prix, faites votre choix, les riches paieront.

Au centre, la majorité attend encore son programme. C'est ce mercredi qu'Emmanuel Macron dévoilera son nouveau projet pour ces législatives. La défense du bilan économique ne suffira pas. La majorité actuelle pourra-t-elle faire campagne sur un discours de rigueur budgétaire ? Il faudra nécessairement mettre des mesures de pouvoir d'achat dans l'atmosphère. Mais ce n'est pas sur ce terrain, mais bien davantage sur celui du régalien, qu'il faut donner des preuves de changement.

Sur le pouvoir d'achat, le Rassemblement national déborde de propositions parmi lesquelles s'opère un premier tri. Baisser la TVA sur l'électricité, le gaz, le fioul et le carburant suffira pour faire campagne. Pourquoi se lier davantage les mains avec un pro-

« Le Medef est sorti du bois mardi, renvoyant dos à dos le Rassemblement national et La France insoumise »

gramme économique qui ne tient pas debout ? Pendant la campagne des européennes, Jordan Bardella, tête de liste et déjà élu de la première circonscription de TikTok, avait soigneusement évité le terrain glissant du bouclage financier des propositions de son parti. A chaque débat organisé par les milieux économiques, il le disait lui-même, il était « *là pour rassurer* ». Pas pour entrer dans les détails. Devant les patrons, raconte l'un d'eux, « *il a fait du Sarkozysme, il leur demandait ce qu'ils voulaient qu'il fasse plutôt que de dire ce qu'il entendait faire* ». En campagne pour les législatives, le projet économique du RN se transforme davantage encore en filet d'eau tiède : « *Soulager la pression fiscale* », « *déverrouiller les contraintes qui pèsent sur la croissance* », « *redevenir un pays de producteurs et pas de consommateurs* », « *simplification* », « *patriotisme économique* »... sur RTL mardi matin, Jordan Bardella a enchaîné les poncifs. Il a même amorcé le rétropédalage sur le

déficitotage promis de la réforme des retraites, au nom d'une situation économique dégradée et des contraintes d'une éventuelle cohabitation.

Ces faux-semblants n'ont convaincu qu'Éric Ciotti et quelques autres membres des Républicains et représentants d'une droite dite de gouvernement. Dans le monde économique, on continue à sonner l'alarme face à la perspective d'une majorité relative ou absolue pour le RN et ses (nouveaux) alliés. Le Medef est sorti du bois mardi, renvoyant dos à dos le Rassemblement national et La France insoumise, dont les projets « *se traduiront inmanquablement par une nouvelle dégradation de nos finances publiques et par des hausses d'impôt pour les ménages et les entreprises* ».

« *Nous ne pouvons prendre le risque de l'instabilité financière et de la défection de nos partenaires économiques* », ajoute le Medef. La nervosité monte sur les marchés financiers. Le CAC 40 recule, et ce sont les valeurs bancaires qui prennent le plus cher (la Société générale a par exemple perdu plus de 12 %, en deux séances). Surtout, les taux d'intérêt de la dette française se tendent. Ces deux signaux avertisseurs d'un même danger : le dérapage, ou plutôt la débâcle, possible à tout moment de la signature de la France.

Le RN aux portes du pouvoir tente d'apprivoiser les marchés à la façon de Giorgia Meloni, la première ministre italienne qui a d'emblée fait les concessions nécessaires, mais il risque de connaître le destin de Liz Truss, l'éphémère première ministre britannique balayée par la tempête financière qu'elle avait déclenchée en 2022.

Quarante-huit heures de désordre politique ont déjà en bonne partie annulé, pour la France, les effets de la baisse des taux décidée par la Banque centrale européenne la semaine dernière. C'est une alerte. Le drame d'un pays qui a laissé les agences de notation devenir ses derniers garde-fous. La France danse sur un volcan financier qui n'autorise aucune aventure, aucune expérimentation. Essayer ce qui ne l'a jamais été ? Nous n'avons pas les moyens d'essayer le chaos. ■

Macron sera-t-il le Cameron français, jouant la place de son pays en Europe ?



ANALYSE
Florentin Collomp

Il avait beau asséner qu'il ne fallait pas nationaliser les élections européennes, à peine les résultats connus, Emmanuel Macron a pris l'Europe en otage de son parti de la dissolution, malgré la résistance du bloc central sortant au Parlement de Strasbourg. Le coup de poker a suscité des frissons à Bruxelles. Et si c'était le « moment Brexit » de la France, comme le suggère Mujtaba Rahman, analyste Europe chez Eurasia Group ? L'Europe pourrait à minima être la victime collatérale du calcul électoral de l'hôte de l'Élysée. Ce dernier restera-t-il dans l'Histoire comme le David Cameron français, jouant la place de son pays en Europe sur des manœuvres politiciennes ?

C'est l'un des nombreux paradoxes de ce président, dont personne ne peut douter de l'engagement passionné pour la cause européenne. Le voici plongé dans l'accélération de la recomposition politique hexagonale, au moment où on l'attendait plutôt dans les tractations avec ses homologues sur les postes clés de la prochaine mandature à Bruxelles. Occupé à tenter de sauver à quille ou double l'avenir de son mandat, il risque de laisser s'imposer un axe entre Ursula von der Leyen et Giorgia Meloni, toutes deux sorties confortées des urnes, pour définir les orientations de la Commission, en lorgnant vers les Pays-Bas ou la Suède.

En 2013, David Cameron avait lancé le pari du référendum britannique sur le Brexit, organisé trois ans plus tard, dans l'espoir d'assainir les débats au sein d'un Parti conservateur déchiré sur l'appartenance à l'Europe, et aiguillonné sur sa droite par l'europhobe Nigel Farage. Avec le résultat que l'on sait. Si le contexte historique et politique n'a rien à voir, on peut toutefois déceler une hubris commune chez deux jeunes leaders aussi sûrs d'eux-mêmes que légers quant aux conséquences de leurs décisions.

La dissolution pourrait ouvrir la voie à un gouvernement du Rassemblement national, parti historiquement antieuropéen, qui a certes renoncé au

Frexit, mais dont le programme est incompatible avec l'Union européenne. Une cohabitation verrait s'ouvrir une lutte acharnée entre les deux têtes de l'exécutif sur leurs prérogatives respectives dans les instances bruxelloises. Le président continuerait de participer aux Conseils européens, tandis que les membres d'un gouvernement Bardella siègeraient aux Conseils des ministres de l'UE chargés d'en appliquer la politique. On voit déjà les tensions sur le « pacte vert » (rejeté par le RN), le soutien à l'Ukraine, la défense européenne, l'élargissement, la migration, le budget de l'UE... Une absence de ligne commune risque de mener tout droit à la paralysie de l'UE. Ce ne serait pas un Frexit, mais une politique de la chaise vide. Loin des envolées lyriques des discours de la Sorbonne.

L'image de la France en Europe, déjà ternie par la dérive de ses finances publiques sous l'égide d'Emmanuel Macron, est à présent mise à mal par des inquiétudes croissantes sur les marchés financiers. La dérive des taux d'emprunts français rappelle, toutes proportions gardées, la panique déclenchée par l'éphémère première ministre britannique Liz Truss en octobre 2022 avec son budget irresponsable. L'audace d'Emmanuel Macron met un peu plus en péril la réputation de la France, qui rejoint à grands pas l'Italie dans la catégorie des États membres instables sur les plans politique, institutionnel et économique.

Quand Emmanuel Macron retrouvera ses homologues européens pour un sommet informel, lundi, à Bruxelles, peut-être qu'à l'incompréhension se mêlera du respect pour son courage d'en appeler aux urnes. Peut-être aussi que, à l'inverse d'un Cameron acculé à la démission en juin 2016, il obtiendra le 7 juillet une victoire inattendue, à l'instar du socialiste espagnol Pedro Sanchez parvenu, contre toute attente, à trouver une majorité improbable à l'issue d'un pari électoral qui semblait perdu d'avance, l'an dernier. Mais le prix du coup de bluff est élevé. ■

FIGARO VOX

DISSOLUTION

« Et si la dissolution de l'Assemblée nationale était une tempête dans un verre d'eau ? », une tribune d'Alexis Carré, chercheur à Harvard

EMMANUEL MACRON

« Emmanuel Macron devrait engager sa responsabilité et démissionner en cas de défaite », une tribune de Christophe Boutin, professeur de droit public à l'université de Caen

LA FRANCE INSOUMISE

« Pourquoi LFI n'a pas sombré aux élections européennes », la chronique de Gilles-William Goldnadel

le club
LE FIGARO
Culture
Ce soir à 22h sur
Le Figaro TV, présenté par
Jean-Christophe Buisson

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Threadard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergai
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directrice, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux

ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :

sam. de 8h à 15h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 56 56 70 11.

Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine

Club Prestige : 599 € Club : 524 € Semaine : 415 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.

Origine du papier : Allier. Taux de fibres recyclées : 100%.

Ce journal est imprimé sur un papier FSC® porteur de l'écocert européen

sous le numéro FSC® C001002 kg/tonne de papier.



Ce journal
se compose de :
Édition nationale
17 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 16 pages

Lee Yaron : « Le 7 octobre, le rêve d'Israël s'est brisé »



PAR
Guillaume
de Dieuleveult

La journaliste publie « 7 octobre ». Le récit des destins croisés d'Israéliens confrontés à l'attaque terroriste la plus meurtrière que leur pays ait subie en 76 ans d'existence.

Comme tous les Israéliens, Lee Yaron est toujours sous le choc de l'attaque terroriste du Hamas, le 7 octobre. Elle a perdu des proches et elle a tous jours peur pour l'avenir de son pays. Comprenant très vite l'ampleur de la catastrophe, cette journaliste du quotidien *Haaretz* a décidé de raconter au plus près cette journée qui a tout changé en Israël. Dans son ouvrage, publié chez Grasset, elle livre les témoignages de cent Israéliens frappés dans leur chair, à travers lesquels elle dresse le portrait d'un pays plongé dans une tourmente existentielle.

LE FIGARO. - Où étiez-vous le 7 octobre ?

LEE YARON. - J'étais à New York. Je suis née à Tel-Aviv, j'ai vécu toute ma vie en Israël. Mais je venais d'entamer une année d'études à l'université de Columbia sur la politique climatique : un thème sur lequel je travaillais en tant que journaliste scientifique pour *Haaretz*. Finalement, l'année ne s'est pas déroulée comme prévu...



« Rien ne justifie les meurtres de personnes innocentes à Gaza, mais rien ne justifie non plus que des gens, à l'université de Columbia par exemple, affirment soutenir le Hamas ou l'intifada globale », affirme Lee Yaron.

Qu'avez-vous ressenti quand vous avez appris l'attaque terroriste du Hamas ? J'ai été dévastée. Je le suis toujours. Une partie de ma famille vit à Ofaqim, une des villes qui ont été attaquées. C'est une ville pauvre, les gens n'y ont pas tous un abri. Certains, qui essayaient de rejoindre les abris publics, se sont fait tirer dessus par les terroristes : 49 personnes ont été tuées par le Hamas à Ofaqim.

Qu'avez-vous décidé de faire ? J'ai décidé d'écrire. C'est ce que nous savons faire, nous, les journalistes :

c'est notre privilège et notre devoir. J'ai écrit, pour un journal new-yorkais, un article sur onze familles qui avaient été victimes du 7 octobre. Quelques jours plus tard, j'ai reçu un appel de Grasset. L'éditeur avait lu l'article, il m'a demandé si cela m'intéresserait d'en tirer un livre. J'ai dit oui, et j'ai proposé d'écrire ce qui était arrivé ce jour-là à cent personnes.

Comment avez-vous choisi ces témoins ? Je ne souhaitais pas raconter l'histoire de telle ou telle personne, mais les présenter de façon combinée. Dans

notre communauté, le sentiment d'être tous ensemble, comme une famille élargie, est un élément clé. C'est pourquoi j'ai voulu montrer les connexions entre toutes les victimes de cette attaque terroriste.

Selon vous, qu'est-ce qui a changé, en Israël, ce 7 octobre ?

Je crois que, d'une certaine manière, les Israéliens sont redevenus des Juifs ce jour-là. Israël était supposé être la conclusion de l'histoire juive : l'ultime refuge après des siècles de persécutions. Quand mes grands-parents sont arrivés en Israël, après l'Holocauste de la Seconde Guerre mondiale, ils fuyaient des pogroms, des massacres, parce qu'ils étaient juifs. Ils espéraient qu'avec l'établissement d'Israël, leurs enfants et leurs petits-enfants connaîtraient un meilleur destin. Ils croyaient qu'ils n'auraient pas besoin d'enseigner la langue de leur pays de naissance à leurs enfants, car l'hébreu serait leur langue pour toujours. Ils pensaient que nous serions toujours en sécurité en Israël. Le 7 octobre, ce rêve s'est brisé. Ce jour-là, nous avons tous été frappés par le sentiment que nous n'aurions peut-être bientôt plus de pays.

« On a appris aux Israéliens à croire que nous pouvions avoir une bonne vie ici, au Proche-Orient, sans régler le conflit ni en payer le prix. Le 7 octobre nous a appris que cela n'était pas vrai »

Vous dites que le gouvernement de Benjamin Netanyahu vous a trahis. Pourquoi ? Comme 50 % des Israéliens, j'appartiens à la génération née au moment de l'assassinat de Yitzhak Rabin. L'espoir né avec Oslo était mort. Nous avons grandi dans l'idée que nous ne pourrions pas régler le conflit, que cette guerre ne s'arrêterait jamais, que nous devions nous contenter de la gérer, vivre avec. Benjamin Netanyahu, qui a été premier ministre pendant toutes ces années, nous expliquait que, certes, il y aurait encore des attaques terroristes, suivies d'autres « opérations militaires » à Gaza ou en Cisjordanie, mais que nous pouvions vivre au milieu de tout cela, dans notre nation high-tech. On a appris aux Israéliens à croire que nous pouvions avoir une bonne vie ici, au Proche-Orient, sans régler le conflit ni en payer le prix. Le 7 octobre nous a appris que cela n'était pas vrai.

Plus de huit mois après, la société israélienne est toujours sous le choc. Pensez-vous que le reste du monde comprenne cette peine et cette peur dans laquelle vivent les Israéliens ?

Malheureusement non. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai écrit ce livre. À travers ces cent histoires, je raconte aussi tous les traumas qui préexistaient à celui du 7 octobre. J'espère que les gens qui le liront comprendront qu'ici, nous sommes tous à la fois des victimes et des méchants. Les gouvernements israéliens se sont souvent mal comportés, ils ont fait beaucoup de choses mauvaises, mais cela n'enlève rien au fait que les Juifs sont arrivés ici en tant que réfugiés. Quand je vois que les Israéliens sont définis comme des colons blancs, je ne peux pas oublier le fait que plus de la moitié d'entre eux ont été déportés de pays arabes, comme l'Égypte ou le Maroc, entre les années 1930 et les années 1980, juste parce qu'ils étaient juifs. On ne peut pas oublier cette peine et ce trauma qui se trouvent au cœur de chaque famille israélienne. Désormais, le monde essaie d'avoir une image en noir et blanc de ce qui est bon et de ce qui est mauvais. Malheureusement, ce conflit est trop compliqué. Rien ne justifie les meurtres de personnes innocentes à Gaza, mais rien ne justifie non plus que des gens, à l'université de Columbia par exemple, affirment soutenir le Hamas ou l'intifada globale. J'ai vécu pendant l'intifada, j'y ai perdu des proches, je sais ce qu'intifada veut dire.

« Même si Israël commet des crimes contre des Palestiniens, il n'y a aucune volonté de supprimer tous les Palestiniens »

Il y a un mot qui revient beaucoup pour désigner la guerre dans la bande de Gaza, c'est le mot « génocide ». Que pensez-vous du fait que ce mot soit employé dans ce contexte ? Je ne pense pas que ce soit un mot approprié. Même si Israël commet des crimes contre des Palestiniens, il n'y a aucune volonté de supprimer tous les Palestiniens. Ça ne veut pas dire que cette guerre n'est pas horrible mais nous devons regarder les faits, et garder à l'esprit que c'est un conflit compliqué. Il faut aussi faire la distinction entre les peuples et leurs gouvernements. La confusion est trop souvent faite entre Benjamin Netanyahu et Israël tout entier. En dehors du pays, trop de gens ne prennent pas la peine d'envisager les Israéliens, avec leur douleur, leur peine, abstraction faite de leur gouvernement. Regardez la Russie : vous savez bien faire la distinction entre Poutine et le peuple russe, non ? Tous les Russes ne sont pas accusés de la guerre en Ukraine. Pourtant, dans cette guerre contre le Hamas, tous les Israéliens sont supposés être responsables de ce qui se passe à Gaza. Je crois que c'est dangereux et inquiétant. Je ne pense pas que cela nous conduise vers la paix.

Croyez-vous qu'un désir de paix puisse émerger de la nouvelle génération d'Israéliens, à laquelle vous appartenez ? Il y a actuellement, en Israël, un profond changement. Tout le monde est remis en cause dans ses opinions. Prenez les habitants du kibboutz Beeri, qui militaient pour la paix, aidaient les Palestiniens de Gaza et ont été massacrés le 7 octobre. Les survivants ont le sentiment d'avoir été trompés. Désormais, ils se disent qu'ils ont été stupides de croire que les Palestiniens voulaient un futur avec eux, qu'ils auraient dû voter pour la droite. Mais, en même temps, prenez une fervente partisane de Netanyahu, qui n'a pas été défendue le 7 octobre, dont des proches ont été tués par les terroristes du Hamas... Je crois qu'il est un peu tôt pour dire de quoi notre avenir sera fait, mais je pense que beaucoup de gens sont en train de se réveiller. Notamment la gauche, qui s'est endormie pendant des années, qui se regardait le nombril dans les cafés de Tel-Aviv pendant que la droite prenait le pouvoir. En ce moment, la gauche israélienne n'a aucune chance de remplacer ce gouvernement. Mais, à long terme, j'espère qu'après tant de morts et de souffrances, les gens se lèveront et diront : ça suffit, nous devons trouver une autre voie. ■

N°2 NOUVEAU

TV MAG JEUX

LES MOTS FLECHÉS

de Julien Maurel

100 pages + solutions

N°2

6 € | LES MOTS FLÉCHÉS DE JULIEN MAUREL

90 | EN VENTE ACTUELLEMENT chez tous les marchands de journaux et sur www.figaro-store.fr

LE FIGARO économie



FISCALITÉ

LES RÉSULTATS DU PLAN
FRAUDE DE GABRIEL ATTAL
ENCORE MODESTES PAGE 22

APPLE

LE GÉANT AMÉRICAIN VEUT
SE DIFFÉRENCIER GRÂCE
À « L'IA DU QUOTIDIEN » PAGE 25



Tim Cook,
PDG d'Apple.



G. FUENTES/REUTERS; L. CRESPIGNARD/LE FIGARO; S. ATTAL/ONLY FRANCE VIA AFP; J. SULLIVAN/GETTY IMAGES VIA AFP

L'entrepreneur David Layani met la main sur Atos après un duel au couteau avec Kretinski

Le conseil d'administration du groupe technologique a finalement préféré l'offre de reprise de David Layani, le patron fondateur de Onepoint, à celle de l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky. Devenu le premier actionnaire d'Atos, l'audacieux et opiniâtre entrepreneur s'est préparé patiemment depuis deux ans à avaler l'ex-fleur-de-tricolore au bord de la faillite. **PAGES 20 ET 21**

le PLUS du FIGARO ÉCO

ÉNERGIE

Technique Solaire brille à l'international **PAGE 23**

Accédez à plus de 400 cryptos et diversifiez vos investissements

Les cryptomonnaies sont volatiles et peuvent engendrer une perte totale du capital investi

L'HISTOIRE

Elon Musk en campagne auprès des actionnaires de Tesla

C'est une assemblée générale des actionnaires de Tesla hors norme qui se tiendra jeudi aux États-Unis. Hors norme surtout pour son directeur général et premier actionnaire (avec plus de 20 % du capital) Elon Musk. Les actionnaires - sauf le dirigeant et son frère Kimbal - se prononceront sur le plan de rémunération de l'entrepreneur. Si tous les objectifs sont atteints, le patron de Tesla obtiendra une rémunération évaluée à 56 milliards de dollars ! L'enjeu est tel qu'Elon Musk s'est quasiment lancé dans une campagne électorale pour convaincre ses actionnaires. Entre visite privée de la méga-usine au Texas en compagnie du charismatique directeur général pour quelques actionnaires tirés au sort, site internet



dédié et campagne sur les réseaux sociaux, le milliardaire ne lésine pas sur les moyens. La situation est encore plus hors norme quand on sait que les actionnaires de Tesla s'étaient déjà prononcés en 2018 sur ce plan, qu'ils avaient approuvé à 73 %. Mais la juge Kathaleen McCormick du Delaware, saisie par un actionnaire mécontent, l'a purement et simplement annulé fin janvier, considérant que les informations fournies aux actionnaires étaient « erronées » et « trompeuses ». Le conseil d'administration a donc décidé de proposer le même plan au vote, en y apportant une nouvelle fois son soutien. Si les actionnaires l'approuvent, il ne sera toutefois pas automatiquement rétabli, mais fournira des munitions juridiques à la société pour faire annuler la décision de la juge McCormick. ■ **E. E.**

Pendant les JO, le casse-tête de la livraison des commerçants

À moins d'une cinquantaine de jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris, le temps est compté pour les distributeurs. Périmètres de sécurité nécessitant de disposer d'un laissez-passer, ponts et voies fermés, embouteillages accrus, modifications des plans de circulation à la dernière mi-

nute : les enseignes vont devoir être agiles pour assurer l'approvisionnement de leurs magasins dans la capitale de juillet à septembre. La livraison de nuit est une des solutions, mais elle n'est pas facile à mettre en œuvre. Reste une autre inconnue : la fréquentation sera-t-elle au rendez-vous ? **PAGE 24**

> FOCUS

LE FRANÇAIS MISTRAL AI DÉJÀ VALORISÉ 6 MILLIARDS D'EUROS

Il y a tout juste un an, trois jeunes entrepreneurs prodiges de l'intelligence artificielle, Timothée Lacroix, Guillaume Lamplé et Arthur Mensch, cofondaient la start-up Mistral AI pour développer des modèles de langage à destination des entreprises et rivaliser avec les meilleurs mondiaux comme OpenAI ou Anthropic. Après douze mois menés tambour battant, la pépite française annonce une nouvelle levée de fonds d'un montant de 600 millions d'euros, six mois après celle de 385 millions d'euros. Entre ces deux tours, sa valorisation a quasiment triplé, pour atteindre près de 6 milliards d'euros. À l'issue de ce nouveau tour de table, mené par General Catalyst, Lightspeed, Andreessen Horowitz et une douzaine d'autres investisseurs, dont les américains Nvidia, Salesforce et IBM, les trois cofondateurs gardent le contrôle de leur société. Les montants en jeu témoignent de la croissance express de la société, dont la qualité des produits est unanimement reconnue sur la scène internationale de l'IA. Elle lui a permis de signer des accords de distribution avec les acteurs clés, comme AWS, Google Cloud ou la plateforme Azure de Microsoft. Avec cet argent, Mistral AI disposera des moyens financiers pour développer encore davantage sa puissance de calcul et pour recruter des talents, qui sont les deux principaux nerfs de la guerre dans cette nouvelle industrie. La société vient d'ouvrir un bureau en Californie, qu'il est en train d'étoffer, et a recruté une directrice générale pour les États-Unis. **INGRID VERGARA**



MECALUX
Software Solutions

LOGICIEL DE GESTION D'ENTREPÔT

01 60 11 92 92

mecalux.fr/logiciel

Comment le « Petit Poucet » David Layani a réussi sa prise de contrôle d'Atos

Lucas Mediavilla

Son offre pour le sauvetage du groupe informatique a été préférée à celle de Daniel Kretinsky. Une victoire pour cet entrepreneur qui s'est préparé depuis deux ans à avaler l'ex-fleuron au bord de la faillite.

David Layani s'en souvient-il ? C'était en 2009, il avait tout juste 27 ans. Déjà patron de l'entreprise de services du numérique Onepoint, qu'il avait fondée sept ans plus tôt, le jeune dirigeant écumaient encore les plus prestigieuses tables de poker du Circuit européen. Lors d'une partie à Barcelone, à l'occasion d'une manche où sa paire d'as initiale lui assurait la meilleure main possible, le jeune entrepreneur s'était laissé piéger, après le tirage des trois autres cartes, par le bluff de l'Américain Phil Ivey, avec un brelan de 6. Lunettes noires sur le visage, David Layani avait perdu une partie de ses gains après ce « bad beat ».

L'entrepreneur a rangé ses cartes peu de temps après, mais la vie des affaires l'a ramené à la table. Dans la partie de poker menteur pour la reprise d'Atos, David Layani a longtemps été raillé pour la faiblesse de sa main. À l'automne, alors qu'il s'emparaient de 10 % du capital d'Atos, aspirant à jouer un rôle central dans la destinée de l'entreprise alors acablée par 4,8 milliards d'euros de dette, un banquier parmi les plus influents de la place confiait au *Figaro* : « Il a l'air sympathique, mais il me fait penser à cette phrase de Cocteau : "Puisse que mes mystères nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs" ».

Une pique, qui ne sera pas la dernière, sur le chemin qui a finalement vu David Layani et son offre de reprise être sélectionnées par Atos, en consortium avec l'investisseur Walter Butler et le groupe Econocom. À l'issue d'un conseil d'administration décisif lundi soir, Atos a estimé que l'offre du président fondateur de Onepoint était la meilleure pour l'intérêt social de l'entreprise. « À la différence de l'offre d'EPEI (le holding de Daniel Kretinsky, NDLR), nous avions l'assurance de garder un périmètre intégral pour les activités d'Atos, ce qui était important pour nos clients et nos employés », souligne Paul Saleh, le directeur général d'Atos.

Deuxième élément à faire pencher la balance, le soutien des créanciers pour l'offre de David Layani était « deux fois plus important que pour Daniel Kretinsky ». Une minorité de blocage avait même décidé de mettre son veto au milliardaire tchèque, ce qui aurait rendu difficile le vote de la restructuration au tribunal de commerce. Enfin, Atos indiquait qu'il avait une « plus grande confiance » dans les niveaux de liquidités promis par Layani, alors que ceux promis par Kretinsky étaient sombres, selon l'entreprise, à plus de conditions suspensives. Atos, qui veut entrer dans une procédure de sauvegarde, espère obtenir rapidement la signature des créanciers et un accord dit de « lock up » autour de la mi-juillet. À 45 ans, David Layani va devenir actionnaire de référence d'Atos, avec 21 % du capital. À l'issue de la procédure de sauvegarde accélérée (qui s'étendra sur plusieurs mois), il deviendra le directeur général d'une entreprise phare du pays, qu'il convoitait depuis plusieurs années.

Un passeport pour se faire un nom dans le monde du capitalisme français, et une revanche sur les sceptiques. Car du dédain, David Layani en a encore suscité ces dernières semaines dans le petit monde parisien des affaires. Avec ses 800 millions d'euros de fortune person-

nelle selon *Challenges*, d'aucuns ne donnaient pas cher de sa peau face au mastodonte Daniel Kretinsky et ses 9 milliards d'euros au compteur. Patron d'une belle entreprise de services du numérique (ESN), avec 500 millions d'euros de chiffre d'affaires, David Layani visait un groupe vingt fois plus gros que le sien, avec ses 10 milliards d'euros de revenus et ses 100 000 salariés.

« Il va se retrouver avec des miettes pour ses 10 % de capital, une fois que la restructuration de la dette sera faite et les actionnaires rincés », pronostiquait un financier. Mais le patron de Onepoint est un opiniâtre. En octobre 2022, alors qu'il exprimait pour la première fois ses vœux sur les activités digitales du groupe qu'il était prêt à racheter pour 4,2 milliards d'euros, il avait été traité avec mépris par Bertrand Meunier, alors président du conseil d'administration d'Atos. Celui-ci voyait en lui un Petit Poucet, pas un candidat sérieux. David Layani aurait pu passer à autre chose. Mais Atos est une obsession. « Je ne vous apprendrai rien en vous disant qu'il est très ambitieux », note une figure de la place parisienne.

Ces deux dernières années, en bon stratège, il s'est surtout préparé. L'homme d'affaires a troqué les lumières blafardes des salles de poker pour le charme

« David Layani détonne dans le milieu de l'informatique ou du conseil car ce n'est pas un ingénieur. Onepoint est une belle ESN, qui bénéficie d'une bonne marque employeur face aux grands du secteur »

Un concurrent de Onepoint

bourgeois de son duplex de 400 mètres carrés, avenue Georges-Mandel, dans le 16^e arrondissement de Paris, ou des bureaux flambant neuf de Onepoint, avenue d'Eylau, où il reçoit abondamment. Pour Symphonie, nom de code donné à l'opération visant à devenir l'actionnaire de référence d'Atos, le chef d'orchestre s'est entouré de musiciens parmi les meilleurs.

Les banquiers d'affaires François Guichot-Perere et François Kayat (Lazard), ou encore David Haccoun (Osborne Clarke), les avocats Antoine Gosset-Grainville (BDGS), spécialiste des sujets de gouvernance et de concurrence, et Saam Golshani (White & Case), un expert des restructurations financières qui a conseillé Daniel Kretinsky dans sa prise de contrôle de Casino l'an passé, les professionnels de la communication d'influence Stéphane Fouks et Michel Bettan (Havas), Julien Vaulpré (Taddeo) ou encore Marion Darrieuort (The Arcane). « Il a recruté tout ce que compte Paris d'avocats et d'agences d'influence », indique un banquier que Layani a essayé de démarcher. L'homme d'affaires est allé jusqu'à s'offrir les services de l'avocat et académicien François Sureau. Pour sa connaissance du droit public mais surtout son lobbying auprès du pouvoir.

Une armée de généraux pour un dirigeant qui a compris depuis longtemps l'importance de soigner ses connexions. « Quand vous discutez avec David Layani, il ne cesse de mettre en avant les gens qu'il connaît et avec qui il travaille », résume ce



banquier d'affaires. Né à Belleville d'un père musicien et d'une mère travaillant dans l'événementiel, autodidacte sorti du système scolaire sans diplôme, c'est selon ses propres mots « sans réseau », « sans argent », « avec l'amour de ses parents » et « la foi du néophyte » qu'il s'est lancé en 2002.

L'ascension sociale pour boussole, la révolution digitale comme moyen de l'assouvir. Parti de zéro, David Layani a imposé, en l'espace de vingt ans, Onepoint comme l'un des cabinets de conseil en transformation numérique en vogue de la place. Banque, finance, assurance, énergie, industrie, médias, télécoms, secteur public... le groupe, dont il détient 80 % du capital, revendique plusieurs centaines de clients. Ses effectifs sont passés de 1 à 3 500 salariés, avec l'ouverture de bureaux dans 18 pays et 5 continents. Il multiplie pour cela les acquisitions. Le douzième environ. « Il détonne dans le milieu de l'informatique ou du conseil car ce n'est pas un ingénieur. Onepoint est une belle ESN, qui bénéficie d'une bonne marque employeur face aux grands du secteur », dit de lui un concurrent.

Une trajectoire au galop pour cet ancien cavalier de polo. Elle lui a permis de s'offrir de nombreux biens immobiliers, en plus d'une écurie de pur-sang, deux attributs de la caste dominante. Mais cela ne lui suffit pas. L'établissement traite avec peu d'égards ceux qui n'ont pour guide que l'argent. Alors David Layani, qui se dépeint volontiers comme humaniste, veut redonner une partie de ce qu'il a reçu, selon la formule consacrée. L'entrepreneur multiplie les conférences et les rencontres sur l'égalité des chances, des sexes, l'entrepreneuriat, la méritocratie. Les concours aussi, où il officie comme membre du jury pour dénicher les talents de demain. Une fois par mois, encore aujourd'hui, il organise des rencontres dans les bureaux de Onepoint avec la jeunesse en devenir du pays. Son entreprise a ouvert une école et revendique plusieurs milliers de jeunes passés par ses formations. En 2018, il rend, avec le député Didier Paris, un rapport pour dynamiser les travaux d'intérêts généraux dans les peines de prison. Sa boîte de production, Place du marché, finance en 2019 le film *Sœurs d'armes*, de la journaliste et essayiste Caroline Fourest.

Une omniprésence et un flair pour sentir les causes justes, qui finissent par lui valoir les honneurs de la nation. Sa fierté et son émotion transparent le 17 juin 2019 à l'hôtel Cassini, lorsqu'il se voit remettre l'insigne de chevalier de l'ordre national du Mérite par l'ancien président Nicolas Sarkozy et sous la recommandation de Gérard Darmanin, dont il est proche. Dans les jardins de cet hôtel particulier, les hommes politiques de droite comme de gauche (Anne Hi-

dalgo, Malek Boutih, François Baroin) côtoient journalistes (Léa Salamé, Caroline Fourest), essayistes (Jacques Attali), sportifs (Jean-Marc Mormeck) ou encore des personnalités comme Tiphaine Auzière, la fille de Brigitte Macron. David Layani redouble lors de son discours d'envoies sur le « génie français », et sa place singulière dans le monde. Alors que Nicolas Sarkozy se tient derrière lui, David Layani ne semble pas encore tout à fait à l'aise dans cet exercice. Cela viendra. À ceux qui en doutent, le dirigeant prévient d'ailleurs que cette décoration « n'est pas un aboutissement, mais bien une invitation à continuer ».

La proximité avec le pouvoir lui a donné, elle lui a aussi coûté. Depuis maintenant trois ans, David Layani est l'un des protagonistes de l'affaire du financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy. La justice l'a mis en examen pour avoir participé indirectement à l'opération de rétractation de Ziad Takieddine de ses accusations contre Nicolas Sarkozy. Il aurait financé la communication de l'intermédiaire libanais commanditée par la sulfureuse Mimi Marchand. David Layani, lui, nie son implication dans l'affaire. Il estime également que la rétractation de Takieddine était intervenue avant sa présence sur le dossier. Selon Mediapart, Mimi Marchand a fait machine arrière et nie le rôle de David Layani sur le dossier. Une partie du monde des affaires lui reproche également son implication dans le psychodrame de l'héritage des casinos Bar-

rière. Très proche d'Alexandre Barrière, l'héritier de l'empire, il aurait pesé pour évincer le père et alors PDG du groupe, Dominique Desseigne. D'aucuns assurent qu'il aurait réussi par la même à remporter plusieurs prestations informatiques, ce qu'il nie fermement.

Ces deux dossiers ont suffi à brosser le portrait d'un cow-boy. Cela lui a-t-il porté préjudice dans sa conquête d'Atos ? Malgré l'échec de son offre d'octobre 2022, Layani est toujours resté à l'affût. Attendant le bon moment pour passer à l'action. Celui-ci se matérialisera à l'été 2023. Projet de vente de TechFoundations à Kretinsky (business qu'il ne voulait pas initialement), fronde des actionnaires minoritaires contre son adversaire Bertrand Meunier... les planètes s'alignent pour celui qui s'imagine bien croquer le reste des activités d'Atos dans le cloud, le cyber, le big data (regroupés au sein de la branche Eviden). L'idée étant de les rapprocher de Onepoint. En coulisses, il se rapproche des minoritaires comme Sycomore ou l'Union des actionnaires constructifs d'Atos (Udaac) pour forcer le destin sur le départ du président d'Atos et proposer des candidatures. Jusqu'ici dans l'ombre, c'est à la fin de l'automne que l'entrepreneur révèle ses cartes. Il profite de l'effondrement du cours de Bourse pour franchir les 10 % du capital et devenir l'actionnaire de référence d'Atos.

Un assaut qui lui a coûté 80 millions d'euros de deniers personnels, lesquels auraient bien été utiles dans la dernière ligne droite. D'autant que le rôle d'actionnaire, s'il lui a apporté de la visibilité, n'a pas été accueilli au début avec beaucoup d'enthousiasme par le duo à la tête d'Atos, composé du président Jean-Pierre Mustier mais surtout du directeur général, Paul Saleh. David Layani mettra d'ailleurs plusieurs mois supplémentaires à se voir accorder deux sièges au conseil d'administration. Il faut dire que du côté de Jean-Pierre Mustier, la priorité est à la négociation des conditions de la vente de TechFoundations à Daniel Kretinsky, mais aussi des activités big data et sécurité à l'avionneur Airbus pour désendetter le groupe. Pour des raisons différentes, les deux opérations échouent. Fin mars, Atos est plus acculé que jamais. Le mur de la dette se rapproche, le groupe entre en mandat ad hoc puis en conciliation. David Layani est maintenant en position de force. Il fait tapis dans les colonnes du *Figaro*. L'entrepreneur n'était venu chercher qu'une partie d'Atos, à savoir les activités d'Eviden, il veut désormais conserver le groupe intégré, et ambitieux ni plus ni moins que de créer « l'Airbus européen du cyber et du digital ». Une stratégie et une direction, soufflent les syndicats, pour un groupe brinquebalé depuis trois

BIO EXPRESS

1979
Naissance de David Layani à Paris 20^e.

2002
Création de Onepoint, société de conseil en transformation numérique. Elle compte aujourd'hui 3 500 salariés présents dans 18 pays et réalise 500 millions d'euros de chiffre d'affaires.

17 juin 2019
David Layani se voit remettre l'insigne de chevalier de l'ordre national du Mérite par Nicolas Sarkozy.

11 juin 2024
Le consortium qu'il mène au titre de Onepoint et avec Walter Butler et le groupe Econocom est choisi par Atos pour conduire son plan de restructuration.



ans au gré des valse managériales et des découpages à la portée plus financière qu'industrielle.

Le patron de Onepoint se pose également comme la solution, l'ancrage français vis-à-vis des craintes de l'État sur la souveraineté. Il emporte l'adhésion de la CFE-CGC, syndicat majoritaire chez Atos, autour de son projet de « OneAtos ». Un appel du pied évident à Bercy. Avec Julien Vaulpré, proche d'un Bruno Le Maire qui avait d'ailleurs inauguré le nouveau siège de Onepoint en 2019, David Layani croit pouvoir disposer d'appuis décisifs. Mais ce soutien ne se matérialisera jamais de façon explicite. Pire, en manifestant son intérêt pour reprendre dans son giron les activités sensibles d'Atos liées à la défense, Bercy rend le jeu encore plus lisible pour l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky, qui n'aurait guère pu acquiescer ce type d'actes sans déclencher une énorme levée de boucliers dans la sphère politique, « Layani fait de l'influence, mais un peu à l'ancienne. Dans un dossier comme celui-ci, ce n'est pas déterminant », estime un observateur.

« Depuis vingt ans, David Layani réalise ses rachats en ayant recours à l'endettement et fait miroiter la croissance des revenus pour convaincre des investisseurs »

Le patron d'une entreprise de services numériques concurrent de Onepoint

L'argent l'est beaucoup plus. Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle Daniel Kretinsky a failli lui ravir le trône. Malgré l'effort considérable demandé par le Tchéquo aux créanciers, sa brutalité dans la négociation et notamment pour convaincre les créanciers dans la dernière ligne droite, sa fâcherie avec le conseil d'Atos après avoir divulgué certaines informations confidentielles dans la presse, sa volonté de démanteler le groupe contre laquelle les porteurs de dette étaient opposés. L'homme d'affaires tchèque est resté très longtemps en lice.

Dans la dernière ligne droite, c'est finalement le front uni opposé par les obligataires et une partie des banques au projet de reprise de Daniel Kretinsky, lequel demandait 4 milliards d'euros d'effacement de dette, qui a fait la différence. Layani, qui ne demande que 2,9 milliards d'annulation, a pu compter jusqu'au bout sur les porteurs de « bonds » ainsi qu'une partie des banques. Si le choix du reprenneur a été si long à se dessiner et notamment chez les banques, c'est aussi parce que David Layani, dans l'esprit des

Le fondateur et dirigeant de l'entreprise de services de numérisation, David Layani, en mars dernier à Paris.

LUCAS BARIOULET POUR LE FIGARO

créanciers, n'était pas aussi solide financièrement que son adversaire.

Deux de ses concurrents confient que Onepoint est moins profitable que ses pairs dans l'industrie des ESN, et que sa génération de cash ne permettait pas à elle seule une telle acquisition. « Depuis vingt ans, il réalise ses rachats en ayant recours à l'endettement et fait miroiter la croissance des revenus pour convaincre des investisseurs », souligne l'un d'entre eux. L'automne dernier, son groupe d'ailleurs reçu un financement de 500 millions d'euros de Carlyle, poche dans laquelle il a dû tirer pour financer son plan de reprise.

Mais pour avoir les épaules plus larges, il a tenté de ratissier plus large encore. Au final, Layani a trouvé auprès de Walter Butler et Econocom deux partenaires pour le suivre. Les 175 millions d'euros finalement mis sur la table ne lui donneront pas les 35 % du capital initialement escomptés, mais seulement 21 %. Il devra composer à son capital avec des créanciers - bancaires et obligataires - dont les intérêts sont parfois antagonistes et plus court-termistes que sa visée industrielle. Ces derniers ont d'ailleurs obtenu une dissociation du poste de PDG, alors que Layani a un temps cru pouvoir emporter le morceau. Reste à savoir quel tandem sera intronisé, alors que le nom de Stéphane Richard, l'ex-PDG d'Orange, circule depuis plusieurs jours. « Les banques et les porteurs de dette n'ont pas une confiance absolue en lui », note un bon connaisseur de l'écosystème financier.

Sauf retournement de situation, David Layani, lui, va devenir directeur général du groupe. Un rôle d'opérationnel, crucial pour Atos, qui a connu cinq DG durant les quatre dernières années. « Passer de 3500 à 100000 salariés, cela va être un énorme défi pour lui. A-t-il les épaules ? », s'interroge un concurrent. Paradoxalement, c'est au moment où l'homme d'affaires est en pleine lumière qu'il va devoir s'attaquer à un travail de l'ombre vertigineux. Après deux ans de tergiversations, d'errances managériales, de projets de scission avortés, le groupe de Bezons (95) a plus que jamais besoin de rassurer ses clients. « Dans nos industries du conseil et de l'informatique, il n'y a pas de patrons stars. Ce sont les clients qui brillent. Et ils aiment par-dessus tout la discrétion », indique le patron d'une ESN rivale. David Layani le sait. La partie pour le sauvetage d'Atos est encore longue. S'il a remporté cette manche, elle ne lui permettra pas de flamber. ■

Sunak en campagne promet des baisses d'impôts

Arnaud de La Grange Correspondant à Londres

Le premier ministre britannique conservateur, à trois semaines des élections, espère réduire son retard sur les travaillistes.

Pour tenter de se relancer dans la course électorale, Rishi Sunak a annoncé depuis le circuit automobile de Silverstone de larges coupes dans les impôts. Le programme des conservateurs pour les législatives du 4 juillet dévoilé ce mardi comporte ainsi plus de 17 milliards de réductions fiscales. Le premier ministre a promis d'assurer la « sécurité financière » de tous les Britanniques.

Rishi Sunak a affirmé vouloir réduire le fardeau pesant sur « les salariés, les parents, les retraités ». Une des mesures phare est la baisse des prélèvements sociaux, avec une réduction de 2 points de la taxe de la National Insurance payée par les employés à partir d'avril 2027. Elle comptera pour 10 milliards sur les 17 milliards de réduction prévus. Le programme s'engage aussi à supprimer le taux principal de cette taxe pour les travailleurs indépendants. Cette dernière mesure concernerait 4,3 millions de personnes, soit 13 % de l'ensemble des emplois, et coûterait 2,6 milliards de livres. Le premier ministre veut aider « ceux qui prennent des risques et les entrepreneurs ». Il affirme que cet allègement des charges sur les travailleurs contribuera à relancer la croissance, alors que l'économie a commencé à se redresser. « Nous sommes le parti de Margaret Thatcher et de Nigel Lawson (ministre des Finances de celle-ci, NDLR), un parti qui, contrairement au Parti travailliste, croit en l'argent sain » a-t-il déclaré.

Cette réduction d'impôts de 17,2 milliards par an jusqu'en 2029/2030 sera financée par une réduction annuelle de 12 milliards de livres des dépenses sociales et par 6 milliards de livres récupérés dans le cadre de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. Mais le financement de ces mesures suscite un certain scepticisme. Directeur du centre de réflexion Institute for Fiscal Studies, Paul Johnson a qualifié les réductions d'impôts de « cadeaux payés par des économies incertaines, non spécifiques et apparemment sans victimes ». Le patron

du Labour, Keir Starmer, s'est permis de dénoncer un programme « à la Jeremy Corbyn », non financé et menant au chaos, taclant ainsi au passage son radical prédecesseur à la tête du Parti travailliste.

Le programme conservateur promet aussi d'alléger le fardeau sur les commerces, les loisirs et l'hôtellerie. Rishi Sunak a aussi reconnu que l'achat d'un logement était devenu plus difficile sous son gouvernement. Il a promis d'agir sur ce terrain, notamment en supprimant définitivement le droit de timbre pour les primo-accédants sur les logements d'une valeur inférieure à 425 000 livres.

Lot de scandales

Rishi Sunak a concédé que les gens pouvaient être déçus par les quatorze années de pouvoir des conservateurs, avec son lot de scandales et une crise du coût de la vie. La charge fiscale a atteint son plus haut niveau depuis l'après-guerre

et les prix à la consommation ont augmenté de 21 % en trois ans. Le sentiment d'un pays cassé, avec des services publics - santé en tête - en déliquescence, s'est répandu dans le pays. En réponse, les conservateurs s'engagent à augmenter chaque année les dépenses du NHS (le service public de la santé) au-delà de l'inflation et à recruter davantage d'infirmières et de médecins. Sur le front de l'immigration, ils promettent aussi de poursuivre l'application du « plan Rwanda », qui prévoit l'expulsion vers ce pays d'Afrique des demandeurs d'asile entrés illégalement au Royaume-Uni. Le programme assure que ces vols auront lieu à un « rythme régulier ».

Rishi Sunak espère reprendre un peu de terrain au Labour, traditionnellement considéré comme le parti de la dépense, qui, selon lui, augmenterait les impôts de 2000 livres par ménage actif. Mais, à trois semaines du scrutin, les conservateurs accusent toujours 20 points de retard dans les sondages. ■



Le premier ministre conservateur, Rishi Sunak, mardi lors de la présentation du programme des Tories pour les élections générales du 4 juillet 2024.

BERNARD CREMIL / VIA REUTERS

L'inflation résiste aux États-Unis, la Fed attend pour baisser ses taux

Pierre-Yves Dugua

La banque centrale, qui surveille de près l'évolution des prix et le marché du travail, devrait maintenir sa politique monétaire restrictive.

L'économie américaine continue de laisser les experts perplexes. Parmi eux, les dirigeants de la Réserve fédérale qui tiennent ce mercredi leur dernière réunion de printemps. Leur perplexité devrait les conduire à choisir l'attentisme et ne pas baisser leur taux directeur alors qu'en Europe, la BCE a amorcé le mouvement la semaine dernière.

En 2024, jusqu'à présent, le scénario très attendu d'un atterrissage en douceur de l'inflation, sans envolée du chômage, promis par le président Biden, et jugé probable par la Fed en janvier, ne se confirme pas. Au contraire, l'inflation ne baisse plus alors qu'à l'inverse le chômage remonte légèrement dans le contexte paradoxal de créations d'emplois étonnamment élevées. L'indice des prix à la consommation est même remonté à 3,4 % en avril (sur un an) contre 3,1 % en janvier. Le chiffre du mois de mai sera publié mercredi matin. Le taux directeur de la Fed est maintenu depuis juillet 2023 entre 5,25 % et 5,50 %. Il est censé être suffisamment restrictif pour peser sur la demande et limiter les hausses de prix. « Je ne ressens pas d'urgence à baisser le taux des Fed Funds expliquait encore John Williams, président de la Fed de

New York, le 30 mai. De deux choses l'une : ou bien la baisse de l'inflation reprend de manière convaincante ou bien le marché du travail se détériore plus sérieusement. Début mai, Jerome Powell, a précisé que ce sont bien ces deux tournants qui seront de nature à faire bouger le taux des Fed Funds. « En l'absence d'un affaiblissement significatif du marché du travail, j'ai besoin de voir plusieurs mois supplémentaires de bons chiffres d'inflation avant d'être suffisamment rassuré pour soutenir un desserrement de la politique monétaire », confirmait fin mai Christopher Waller, un des gouverneurs de la Fed, membre permanent du comité monétaire.

L'ampleur du déficit

Avec près de 3 % de croissance du PIB en rythme annuel attendu au second trimestre et seulement 4 % de chômage, la situation de l'économie américaine fait beaucoup de jaloux, notamment en Europe. Derrière ces chiffres honorables se cachent toutefois des tendances incompatibles avec la sérénité d'un banquier central. La plus évidente, et la moins souvent rappelée, reste l'énorme déficit budgétaire américain. Il est malsain qu'en période de croissance, le trou des finances fédérales atteigne

6,2 % du PIB, comme l'an dernier, et probablement encore 5,6 % cette année. La politique budgétaire, extrêmement stimulante, c'est-à-dire dépensière, relève du Congrès et de la Maison-Blanche, mais elle représente une contrainte pour la Fed et freine l'assouplissement du crédit.

La situation du marché du travail est un autre point troublant. Mesuré par le nombre de créations nettes d'emplois, on peut conclure que l'embauche est encore solide donc que l'activité ne s'essouffle pas. Les 272 000 postes nouveaux recensés en mai ont largement dépassé les prévisions mais le chiffre est dans la moyenne de l'embauche solide des douze derniers mois. Autre bonne nouvelle : tous les secteurs de l'économie américaine ont désormais retrouvé leurs effectifs antérieurs à la pandémie. Et pourtant, le nombre de personnes employées stagne depuis août 2023. C'est en fait grâce à l'arrivée d'immigrants que l'embauche se maintient. Par ailleurs, la stagnation de la production industrielle depuis 2022 et la baisse de la consommation de biens, au détriment des services, sont d'autres tendances qui viennent nuancer le tableau favorable de la conjoncture, et qui ne manquent pas de préoccuper la Fed. ■

Le régime de l'assurance-chômage plus solide que jamais, la réforme décriée

Thomas Engrand

Avec ou sans réforme, l'Unedic prévoit des résultats dans le vert, portés par le dynamisme du marché du travail.

Faire des prévisions financières à plus de trois ans est déjà périlleux. Alors que dire lorsque la composition du paysage politique à un mois est inconnue... L'Unedic, l'organisme gestionnaire de l'assurance-chômage s'est pourtant attelé à l'exercice. Et ses conclusions, publiées ce mardi, montrent que le système de protection des demandeurs d'emploi est plus solide que jamais. Le solde du régime devrait être dans le vert dans les années à venir. D'abord modestement en 2024, avec un excédent de 900 millions d'euros, puis de plus en plus largement avec un solde net de 5,5 milliards d'euros en 2025 et jusqu'à 11,7 milliards d'euros en 2027.

Ces résultats sont la conjonction de plusieurs facteurs favorables. D'une part, le dynamisme plus fort qu'attendu des créations d'emplois au premier trimestre 2024, avec 50 000 nouveaux postes dans le privé - et qui devrait se poursuivre. « Une bonne surprise », confesse Christophe Valentie, le directeur général de l'Unedic. Combinée à une hausse des salaires, cette tendance permet au régime de voir ses recettes gonfler de plusieurs centaines de millions d'euros chaque année. D'autre part, le nombre de Français indemnisés devrait tomber à 2,3 millions à partir de 2026, contre 2,6 millions actuellement.

Mieux, ces prévisions ne prennent pas en compte les effets potentiels de la nouvelle réforme de l'assurance-chômage, annoncée fin mai par Gabriel Attal. Celle-ci prévoit de durcir plusieurs paramètres afin « d'inciter toujours davantage à la reprise d'emploi », selon les mots du premier ministre. Dans la foulée, le gouvernement a estimé les économies générées par ce tour de vis à 3,6 milliards d'euros par an et la création de 90 000 nouveaux postes. « J'attends qu'ils nous expliquent leurs calculs », avertit Christophe Valentie. Les évaluations de l'Unedic divergent : selon la structure paritaire, les moindres dépenses pourraient graver entre « 3,2 et 4,4 milliards d'euros par an en 2027 » et « entre 4 et 5,4 milliards » après, une fois atteint son rythme de croisière. Sur les créations de postes, l'organisme ne se prononce pas.

Mais encore faut-il que le nouveau paquet de mesures entre en application. Pour le moment, le processus suit son cours. Puisqu'il relève du réglementaire, la dissolution annoncée dimanche par le président de la République ne l'impacte pas directement. Le projet de réforme a été envoyé mardi dernier au Conseil d'État pour recueillir

son avis, comme la loi l'y oblige. Ce dernier a jusqu'à un mois pour se prononcer. Dans le même temps, les partenaires sociaux sont attendus ce mercredi à la Commission nationale de la négociation collective pour donner leurs recommandations, même si celles-ci ne sont que consultatives. En tout état de cause, le gouvernement n'a pas le choix. Un nouveau décret doit impérativement entrer en vigueur le 1^{er} juillet, sous peine de voir l'indemnisation des demandeurs d'emploi s'arrêter brutalement.

La suite en revanche est plus ouverte. Le tour de vis prévu dans le projet gouvernemental ne doit s'activer qu'au 1^{er} décembre. L'objectif est d'accompagner le redémarrage de l'économie qu'Emmanuel Macron voit pour 2025. En cas de constitution d'une nouvelle

« Dans le plan initial, nos excédents permettaient tout juste de faire face aux échéances. Là il va falloir réemprunter pour pouvoir rembourser »

Jean-Eudes Tesson Président de l'Unedic et représentant du Medef

majorité à l'Assemblée nationale début juillet, cette dernière aura amplement le temps de voter une nouvelle loi ou de redonner la main aux partenaires sociaux. Les syndicats se sont engouffrés dans la brèche : « Le gouvernement doit immédiatement renoncer à sa réforme de l'assurance-chômage », ont demandé CFDT, CGT, Unsa, FSU et Solidaires dans un communiqué commun.

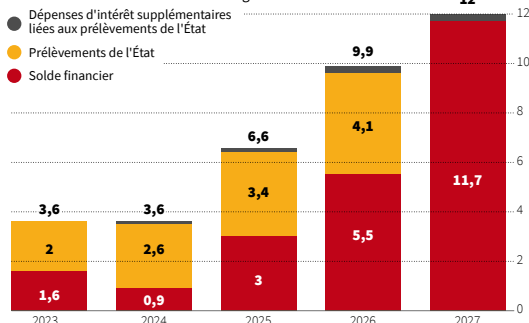
Pour l'Unedic, et les partenaires sociaux qui en ont la charge, ces nouvelles prévisions financières sont une nouvelle occasion de montrer leur capacité à gérer sérieusement le régime, alors que le contexte général est marqué par une dérive des comptes publics. Les tensions avec l'État sont montées d'un cran ces dernières années, depuis que celui-ci s'est largement servi dans les caisses de l'assurance-chômage pour financer ses réformes et son déficit. En opposition avec la loi, l'exécutif a ainsi décidé de ne plus compenser intégralement les exonérations de charges patronales sur les bas salaires.

De plus, l'organisme paritaire se trouve contraint de financer toujours davantage France Compétences, chargé de la formation professionnelle, ainsi que l'opérateur public de l'emploi - en particulier, la transformation de Pôle emploi en France Travail. Ce change-



L'Unedic prévoit des résultats dans le vert

Solde financier de l'assurance chômage en milliards d'euros



Source : Prévisions Unedic, juin 2024

ment de nom s'accompagne d'un meilleur suivi et, en conséquence, d'un besoin de ressources plus important. Selon l'Unedic, la perte se chiffre à plus de 12 milliards d'euros sur 4 ans. Sans cela, le bénéfice aurait atteint 3,6 milliards en 2024 et jusqu'à 9,9 en 2026. Du côté du gouvernement, on souligne que l'embellie des comptes est

due au dynamisme du marché du travail, lui-même le fruit des réformes menées sous les quinquennats d'Emmanuel Macron.

Si cela n'a pas fait tomber les comptes dans le rouge, ces ponctions ont largement freiné les objectifs de désendettement du régime. Ce dernier est toujours lesté de presque 60 milliards

d'euros d'argent à rembourser. Le fruit, en particulier, de la période Covid et de la décision de l'exécutif d'avoir massivement recours au chômage partiel. Selon les prévisions des partenaires sociaux, la dette avoisinera toujours les 40 milliards d'euros en 2027 alors que, sans l'intervention de l'État, elle serait tombée à 25 milliards. Pire, « dans le plan initial, nos excédents permettaient tout juste de faire face aux échéances. Là il va falloir réemprunter pour pouvoir rembourser », avertit Jean-Eudes Tesson, président de l'organisme et représentant du Medef. « Or les taux d'intérêt ont changé depuis 2021 », ajoute-t-il. Le surcoût est estimé à 1 milliard d'euros.

Rien d'inquiétant, néanmoins, pour les investisseurs. « Lors de la dernière émission nous avons obtenu un taux proche de celui auquel s'endette la France », souligne Christophe Valentie. Des organismes similaires, comme le Grand Paris, font moins bien », ajoute le directeur général. Des bons résultats que les partenaires sociaux ne manqueront pas de faire valoir en cas de nouvelle majorité. Avec l'espoir de voir le futur gouvernement leur redonner la pleine maîtrise du régime, qu'ils ont perdu début avril suite à des désaccords sur le futur de l'assurance-chômage. ■

Malgré le plan fraude, les recouvrements du fisc stagnent

Julie Ruiz Perez

En 2023, la DGFiP a récupéré 10,6 milliards d'euros soit un montant égal à celui de 2022.

Le plan fraude, concocté par Gabriel Attal lors de son passage à Bercy en tant que ministre délégué aux Comptes publics, avait de l'ambition. Renforcement des effectifs (1 500 agents en plus), renforcement des moyens (100 millions de plus pour les renseignements financiers) et renforcement de l'arsenal législatif : l'actuel premier ministre estimait, lors des annonces au printemps 2023, que ce plan allait « faire payer ce qu'ils doivent » aux « ultrariches » et aux « multinationales ». Un an plus tard, et alors que la quasi-totalité des mesures ont été mises en œuvre, les effets sont pour le moins difficiles à distinguer. En 2023, les montants recouverts au titre du contrôle fiscal sont stables sur un an, selon les chiffres présentés ce mardi par la Direction générale des finances publiques (DGFiP). L'année dernière, le fisc a récupéré 10,6 milliards d'euros, une récolte égale à celle de 2022.

Cette déception, l'administration l'explique d'abord par les baisses d'im-

pôts de 2023, qui ont influé sur ce montant. « Ainsi, insiste la directrice générale de la DGFiP, Amélie Verdier, le taux de recouvrement n'a pas baissé » sur un an.

Autre justification mise en avant par le fisc : « Une partie des mesures (celles qui sont passées par la voie législative, NDLR) sont entrées en vigueur seulement au 1^{er} janvier 2024 ». Concrètement, selon une communication de Bercy publiée en mars dernier, 14 dispositions législatives du plan ont effectivement été adoptées dans le dernier projet de loi de finances et 14 autres ont été prises par d'autres voies (réglementaire ou sans cadre juridique particulier). Ces dernières ne nécessitent pas d'attendre janvier dernier pour être effectives : « Certaines mesures du plan ont commencé à être mises en œuvre dès son annonce », en mai 2023, confirme l'entourage de l'actuel ministre délégué au Budget, Thomas Cazenave.

Enfin, Bercy met en avant « le temps » que prennent les choses en matière de contrôle fiscal. Ainsi, les montants re-

couverts en 2023 seraient plutôt le fait des montants notifiés (c'est-à-dire réclamés aux contribuables qui ne sont pas en règle) en 2022. L'enveloppe est bien en augmentation en 2023 à 15,2 milliards d'euros, contre 14,6 mil-

« Les montants recouverts vont augmenter dès l'année prochaine et nous ferons tout notre possible pour que cette hausse soit de plusieurs centaines de millions »

Un proche de Thomas Cazenave

liards d'euros en 2022. Mais, la progression sur un an (4,1 %) est à mettre en perspective. Entre 2021 et 2022 - avant le plan fraude, donc - les mises en recouvrement avaient augmenté de 8,2 % (soit environ 1,2 milliard d'euros).

Malgré tout, en toute logique, la progression des mises en recouvrement en

2023 devrait se traduire dans les montants effectivement recouverts cette année, selon la DGFiP. Bercy note toutefois que « les chiffres du recouvrement n'ont pas vocation à augmenter indéfiniment ». Cette grande prudence tend à entrer en contradiction avec le volontarisme affiché par le gouvernement sur le sujet. Gabriel Attal, lors d'une conférence de presse en mars dernier sur le bilan du plan fraude, a, par exemple, déclaré « chaque euro fraudé (...) devra d'une façon ou d'une autre être payé pour financer nos services publics ».

Le montant total de la fraude fiscale est un sujet hautement complexe et politique ; un conseil d'évaluation a d'ailleurs été créé par le gouvernement dans le cadre du plan - en suspens, pour l'instant, compte tenu du climat politique incertain. Les évaluations s'évaluent sur une échelle allant de 30 milliards à 100 milliards. Face à ces montants, les 15,2 milliards de 2023 font pâle figure. D'autant que, ajoute le chef du service de la sécurité juridique

et du contrôle fiscal de la DGFiP, Frédéric Iannucci, une part importante de ce montant « correspond à des erreurs de bonne foi » - pas de la fraude, donc.

Les effets du plan fraude sont mis en avant par l'exécutif comme une des solutions pour équilibrer la situation désastreuse des finances publiques (le gouvernement doit trouver au moins 25 milliards d'économies ou de recettes supplémentaires pour le prochain budget), seront-ils visibles dans les chiffres du contrôle fiscal pour 2024 ? La DGFiP reste prudente sur ce point. « Nous ne pouvons pas nous engager sur des objectifs chiffrés », explique la directrice générale qui préfère mettre en avant « la fraude évitée » grâce au plan. Reste que Thomas Cazenave veut aussi que le plan donne des résultats tangibles : « Oui, les montants recouverts vont augmenter dès l'année prochaine et nous ferons tout notre possible pour que cette hausse soit de plusieurs centaines de millions », affirme son entourage. ■

Marie Bartnik

Les autorités sanitaires américaines viennent d'approuver l'un de ses médicaments indiqué dans le traitement d'une pathologie du foie.

Le troisième laboratoire français derrière Sanofi et Servier avait promis le lancement de quatre nouveaux médicaments en 2024. Il a déjà fait la moitié du chemin. Lundi, l'autorité américaine du médicament, la Food and Drug Administration (FDA), a approuvé la commercialisation de son élafrabranor, afin de traiter les patients atteints d'une maladie rare du foie - la cholangite biliaire primitive.

Cette maladie entraîne une insuffisance hépatique, qui peut rendre nécessaire une greffe de foie, voire s'avérer mortelle. Environ 100 000 patients en sont atteints aux États-Unis, dont 90 % de femmes. Ce médicament, dont Ipsen a acquis la licence auprès de la biotech française Genfit en 2021, fait partie des sept molécules de son portefeuille susceptibles de générer plus de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires à l'horizon 2027. L'Agence européenne du médicament, ainsi que l'Agence de réglementation des médicaments et des produits de santé (MHRA) au Royaume-Uni devraient se prononcer à son sujet au second semestre 2024.

Comme de nombreux concurrents, Ipsen a revendu en 2022 son pôle de médecine grand public (Smecta, Forlax...) afin de concentrer ses efforts et ses investissements vers les médicaments innovants. Servier, qui vient de mettre en vente le leader des génériques Biogaran, et Sanofi, qui a prévu de coter séparément son pôle de médecine grand public, réalisent en ce moment des mues similaires.

Toujours contrôlé par la famille de son fondateur, Ipsen est à la croisée des chemins. Le laboratoire réalise aujourd'hui l'essentiel de son chiffre d'affaires (3,2 milliards d'euros en 2023) en oncologie, dans le domaine des neurosciences et des maladies rares. Mais son médicament anticancéreux vedette, la Somatuline, est désormais concurrencé par des génériques, si bien que ses ventes s'érodent progressivement. Il représentait encore un tiers des ventes d'Ipsen en 2023, mais c'était 40 % en 2022.



Le laboratoire a réalisé un chiffre d'affaires de 3,2 milliards d'euros en 2023.

STOCKPHOTO/ROSTOCK/ADOBEL.COM

Ipsen accélère aux États-Unis et dans les maladies rares

Le laboratoire s'est mis en ordre de marche pour trouver des relais de croissance. Son directeur général, David Loew, a entrepris de réduire la dépendance d'Ipsen à l'oncologie en développant son portefeuille dans les maladies rares. Un marché rentable en raison du faible coût des essais cliniques et du prix élevé des traitements, et dont

la valeur approche les 150 milliards de dollars.

Pour enrichir son portefeuille de médicaments, David Loew mise moins sur l'innovation interne que sur des acquisitions, et la conclusion de partenariats comme celui noué avec Genfit. Le laboratoire a déboursé 1 milliard de dollars l'année dernière pour s'offrir la biotech américaine Albireo, spécialisée dans le traitement des maladies rares. Il convoitait particulièrement son Bylvay, un médicament indiqué dans des maladies hépatiques. Ipsen estime que ce médicament a également le potentiel pour générer plus de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires d'ici à 2027.

Fin 2023, la capacité d'investissement d'Ipsen était de 1,9 milliard d'euros. Il a tout récemment signé trois nouveaux partenariats stratégiques, avec les biotechs Sutro et Marengo, en oncologie, et Skyhawk, dans les maladies rares.

« Notre stratégie d'innovation externe, soutenue par un bilan solide, continue d'augmenter le nombre de médicaments potentiels dont nous disposons, expliquait David Loew en février. Après l'acquisition d'Albireo en 2023 (...), nous espérons franchir d'autres étapes cette année et continuer à accroître notre portefeuille de produits en réalisant notre portefeuille d'innovation externe. »

Pour financer ces acquisitions, Ipsen peut entre autres compter sur les revenus réguliers que lui procure la toxine botulique. Le Dysport, principal concurrent du Botox commercialisé par le laboratoire Allergan, était en 2023 le deuxième médicament le plus contributeur aux ventes du laboratoire, après la Somatuline. Boostées après le Covid par une forte demande pour les soins de comblement des rides, les ventes du Dysport ont encore progressé de 9 % l'année dernière, à 648 mil-

lions d'euros. Le laboratoire espère désormais faire approuver ce médicament dans d'autres indications, comme la migraine.

D'ici à 2027, Ipsen anticipe une croissance de son chiffre d'affaires d'au moins 7 % par an, à taux de change constants, et une marge opérationnelle - un point faible du groupe en raison des lourds investissements à consentir dans la recherche et le développement -, d'au moins 32 %.

Outre la commercialisation de sept médicaments dont les ventes dépasseront 500 millions d'euros chacun, le laboratoire compte se développer sur le marché américain (un tiers de ses ventes en 2023), le plus gros marché au monde dans le secteur de la santé. Au premier trimestre, Ipsen avait déjà obtenu l'approbation aux États-Unis de l'Onivyde, son médicament indiqué dans le traitement de certains cancers du pancréas. ■

« Notre stratégie d'innovation externe, soutenue par un bilan solide, continue d'augmenter le nombre de médicaments potentiels dont nous disposons en février »

David Loew Directeur général d'Ipsen

Technique Solaire, pépite du renouvelable, brille à l'international

Annelot Huijgen Reuver

Avec l'installation de sa première centrale solaire flottante aux Pays-Bas, cette ETI de Poitiers élargit sa gamme.

Avec son drôle de manteau brillant au soleil, ce petit lac, situé à quelques encablures de la frontière entre les Pays-Bas et l'Allemagne, attire depuis peu l'œil des automobilistes filant sur l'autoroute comme des visiteurs du parc aquatique le jouxtant. Il s'agit de la dernière installation de Technique Solaire, qui inaugurerait en fin de semaine dernière à Reuver, près de Maastricht, sa toute première centrale solaire flottante. Pas moins de 13 000 panneaux, soit 4,3 hectares au total, couvrent la surface de l'eau afin de produire 6,4 gigawattheures (GWh) par an, autant que la consommation locale annuelle de 5 000 personnes.

« Les Pays-Bas ont commencé à se convertir aux énergies renouvelables après la France, mais à un rythme plus élevé. Malgré leur taille équivalente à deux régions françaises et un ensoleillement deux fois moins important qu'en Espagne, les Pays-Bas partent des pays européens les plus en pointe », expose Thomas de Moussac, directeur général en charge du développement de Technique Solaire. D'après l'Agence

internationale pour les énergies renouvelables (Irena), la Hollande a une capacité installée de 23,9 GW par an grâce au soleil, contre 20,5 GW pour la France, 31 GW pour l'Espagne et 81,7 GW pour l'Allemagne, le leader européen. « Les Pays-Bas facilitent les installations par des délais courts voire l'absence de permis, par exemple pour les installations en toiture », ajoute celui qui a cofondé Technique Solaire avec Julien Fleury et Lionel Themine.

Cette centrale flottante est symbolique à double titre pour l'ETI de Poitiers, qui a levé 200 millions d'euros auprès de Bpifrance et du Crédit agricole fin 2023. C'est une nouvelle preuve de sa capacité à se développer à l'étranger, les Pays-Bas étant son deuxième marché à l'international après l'Inde et devant l'Espagne. Les projets déjà opérationnels à l'étranger ont représenté 10 % du chiffre d'affaires en 2023 (202,3 millions d'euros).

De plus, avec cette nouvelle technologie, Technique Solaire ajoute une corde à son arc, se distinguant sur un marché ultraconcurrentiel. Nous proposons différentes typologies d'installa-

tions, de différentes tailles et pour différents types de foncier. Nous réalisons aussi bien des volières solaires et des méthaniseurs pour des fermes, des ombrières de parking pour des hypermarchés que des panneaux pour les toits de plateformes logistiques, explique Lionel Themine, directeur général en charge des finances.

« Nous réalisons aussi bien des volières solaires et des méthaniseurs pour des fermes, des ombrières de parking pour des hypermarchés que des panneaux pour les toits de plateformes logistiques »

Lionel Themine

Directeur général chargé des finances

Puisqu'il y a très peu de terrains disponibles au pays des polders, Technique Solaire a exploré la possibilité de générer de l'électricité non pas avec,

mais sur l'eau. L'électricien néerlandais Eneco vient également d'inaugurer sa première centrale flottante, de plus petite taille (1,5 hectare), et en prévoit une seconde, codéveloppée avec Shell, installée en 2025, au large, en mer du Nord. Des panneaux solaires bravant les vagues, ce sera une première mondiale.

« Le défi technique le plus important de ce projet, initié en 2018, était de s'assurer que les panneaux résistent à toutes les conditions météorologiques. L'eau contribue à améliorer leur production, mais puisqu'elle ne doit pas les toucher, nous les avons posés sur des flotteurs reliés au sol afin de suivre le mouvement des vagues, détaille Julien Fleury, directeur général en charge des opérations. De plus, l'installation ne dérange pas la flore et la faune de cette ancienne carrière de sable que nous contribuons à renaturer. » La centrale doit fonctionner pendant au moins vingt-cinq ans, soit la durée du contrat de location conclu avec le parc aquatique.

En France, Technique Solaire prévoit une première centrale flottante dans le Lot-et-Garonne. « Nous souhaitons

consolider notre présence dans nos quatre pays en continuant à nous développer à la fois par de nouveaux projets et par des rachats de projets "prêts à construire", affirme Thomas de Moussac. Après avoir acquis cinq projets d'une capacité totale de 135 mégawatts (MW) en Inde l'an dernier, l'entreprise vient de mettre la main sur deux autres aux Pays-Bas (26 MW) et huit en Espagne (32 MW).

« Le solaire est l'énergie renouvelable la plus facile à produire et, grâce à un coût de production divisé par dix en dix ans, au prix le plus attractif et le moins volatil. Des atouts d'avantage reconnus depuis la crise énergétique, en France comme à l'étranger, notamment auprès des industriels », abonde Lionel Themine. De quoi inciter le trio de dirigeants à continuer à appuyer sur l'accélérateur : ils visent un doublement de leurs capacités installées d'ici à 2025 et même une multiplication par huit, à 4 GW à l'horizon 2030. « En 2008, quand nous avons commencé, les énergies renouvelables représentaient moins de 1 % du mix énergétique européen, contre plus de 7 % aujourd'hui », souligne Julien Fleury. ■

Distribution alimentaire : le casse-tête des livraisons pendant les Jeux olympiques

Manon Malhère

Les enseignes s'organisent pour assurer une partie de leur approvisionnement la nuit.

À moins d'une cinquantaine de jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, le temps est compté pour les distributeurs. Pour assurer l'approvisionnement de leurs magasins à Paris de juillet à septembre, pendant ces deux mois rythmés par les JO, ils sont contraints de trouver d'importants ajustements. L'enjeu est de taille : tous s'attendent à un regain d'activité en cette période estivale généralement plus calme. À l'heure de peaufiner les derniers détails, la tension est palpable, tant échafauder le bon plan pour assurer les livraisons s'apparente à un vrai casse-tête.

Certes, la crise du coronavirus a aguerri la grande distribution en matière de logistique. Mais il y a de quoi s'y perdre avec, par exemple, des périmètres de sécurité qui seront activés lors des épreuves sportives imposant, pour la zone rouge (et non pour la zone bleue), de disposer d'un laissez-passer numérique (QR Code) pour accéder aux points de vente selon les horaires autorisés. Ou encore, des ponts et des voies fermées impliquant d'emprunter des déviations. « C'est vraiment une adaptation des plannings et des horaires, explique Eve Zuckerman, directrice du partenariat Paris 2024 chez Carrefour, l'enseigne étant partenaire officielle des JO. Nous allons moins optimiser les livraisons qu'en temps normal car nous devons nous adapter en fonction du trafic et des fermetures. »

Les enseignes prévoient de livrer une partie de leurs points de ventes la nuit, entre minuit et 6 heures du matin. Une réorganisation qu'elles comptent appliquer de juillet à début septembre, et non durant les seules périodes des compétitions sportives (du 26 juillet au 11 août pour les JO, et du 28 août au 8 septembre pour les Jeux paralympiques, NDLR). « La livraison de nuit reste un choix et non une obligation, c'était



Franprix continuera d'utiliser la Seine pour acheminer ses marchandises, même si des restrictions d'accès sont prévues.

HENRIQUE CAMPOS / HANS LUCAS VIA AFP

important pour nous que les autorités ne l'imposent pas», insiste-t-on du côté de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD). Et pour cause, cette adaptation peut tourner au casse-tête. Si le trafic s'annonce évidemment bien plus fluide la nuit qu'en journée, l'opération n'est pas facile à mettre en œuvre. D'une part, il faut trouver un terrain d'entente avec les copropriétaires de résidents inquiètes quant aux fortes nuisances sonores. D'autre part, rien ne garantit que le personnel pourra se rendre disponible la nuit pour réceptionner les produits livrés dans les magasins ne disposant pas de sas, ces locaux qui permettent aux livreurs de laisser la marchandise en toute sécurité via un code d'accès.

Limiter les nuisances sonores

Pour Carrefour, 207 magasins à Paris et dans la petite couronne seront concernés par ces livraisons de nuit. « Nous allons tester en amont les livraisons de nuit

en juin pour évaluer les temps supplémentaires et les délais de livraison», précise Eve Zuckerman. Moins présent dans la capitale, Intermarché livrera la nuit 44 points de vente. « Nous avons travaillé avec les copropriétaires et les maires d'arrondissements pour limiter un maximum les nuisances sonores. C'est un travail au cas par cas, point de vente par point de vente », insiste Pierre-Yves Escarpit, directeur général de la logistique alimentaire chez Les Mousquetaires. L'enseigne a décidé de mobiliser 50 camions en plus des 100 qui livrent dans toute l'Ile-de-France chaque jour, en temps normal.

À l'inverse, Franprix, qui a plus de 360 magasins dans Paris, préfère ne pas « surréagir », explique Antony Deniau, directeur transports de l'enseigne. Pour une soixantaine de points de vente, les livraisons commenceront à 5 heures du matin au lieu de 6 heures et seulement trois seront livrés en « nuit noire » entre 2 heures et 5 heures. « Ce n'est pas neutre pour les collaborateurs qui doivent être là à 5 heures du matin », reconnaît le directeur.

L'enseigne continuera également d'utiliser la Seine pour acheminer une partie des marchandises même si des restrictions d'accès sont prévues. En

temps normal, les produits d'épicerie de Franprix sont livrés à 150 magasins en moyenne par voie fluviale, tous les jours. Les caisses sont chargées au port de Bonneuil-sur-Marne puis acheminées au port de la Bourdonnais situé tout près de la tour Eiffel. Des camions livrent ensuite les points de vente. « Pendant les compétitions sportives, la Seine sera globalement navigable sauf durant une dizaine de jours. Le port de la Bourdonnais ouvrira plus tôt, à 4 h 30, et les livraisons seront effectuées dès 5 heures du matin », poursuit Antony Deniau.

Le spectre des bouchons

En réalité, aménager les horaires de livraisons ne représente qu'une partie du défi que posent les Jeux olympiques. « Aujourd'hui, la grosse inquiétude que nous avons, c'est la densité de la circulation en dehors des zones de sécurité, dans les zones sans restriction », à Paris et en Ile-de-France, insiste un représentant de la FCD. Pour Intermarché, pas question de se laisser abattre : « Si un des points de vente n'est pas en zone prioritaire en Ile-de-France mais est inaccessible en raison des bouchons, nous devrions être capables de passer en livraison de nuit comme pour les magasins à Paris », assure Pierre-Yves Escarpit. Le défi sera

d'être très agile et de pouvoir s'adapter au jour le jour. »

Outre les embouteillages déjà nombreux et qui risquent de s'aggraver, les modifications des plans de circulation décidés à la dernière minute obligeront les enseignes à une vigilance au quotidien. Le passage de la flamme olympique dans le cœur de la capitale les 14 et 15 juillet en est un bon exemple. « Tout n'est pas totalement balisé et on essaiera de calibrer les livraisons juste avant », souligne une enseignes. « On sait que la carte d'Ile-de-France avec les différentes zones peut évoluer. Il peut en effet y avoir des variantes avec des rues qui ferment ou qui rouvrent. Nous nous préparons à ces possibles modifications », explique de son côté Eve Zuckerman chez Carrefour.

Mais la grande autre inconnue reste surtout la fréquentation des visiteurs, ainsi que leurs modes de consommation. « On a étudié les consommations durant les JO de Londres et la Coupe du monde de rugby. On prévoit d'augmenter les produits snacks et tout ce qui est nécessaire pour les déjeuners sur le pouce comme les chips, les boissons et les sandwiches », précise le représentant d'Intermarché. Quelles que soient les difficultés, toutes les enseignes espèrent bien tirer profit de l'événement. ■

LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

AXEL RAHOLA Caisse des dépôts

Conseiller, chef du pôle social de la première ministre Elisabeth Borne de novembre 2023 à son départ de Matignon, l'énarque Axel Rahola arrive comme directeur adjoint des politiques sociales à la Caisse des dépôts. Précédemment, il a œuvré auprès de la Banque mondiale, de Capgemini ou encore la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP).

NATHALIE HOFFET Volkswagen



Passée par Sony et Audi à des fonctions marketing et communication, Nathalie Hoffet arrive à Volkswagen France pour piloter le marketing RH et le développement durable. Parmi ses priorités, figureront la définition de la stratégie de marque employeur, l'implantation sur le territoire de la stratégie, la diffusion des initiatives de décarbonation.

SYLVAIN ROY Amadeus

Directeur de la technologie d'Amadeus depuis janvier 2023, Sylvain Roy élargira son périmètre en devenant, le 1^{er} août, président pour la France du groupe de solutions numériques pour l'industrie du voyage. Il remplace Denis Lacroix, qui prendra sa retraite après plus de 30 ans.



Une nouvelle dirigeante pour Monceau Fleurs

Gourmande revendiquée, Saloua Maslaga apprécie le réconfort que procurent les bons petits plats et les jolies fleurs. « Les deux suscitent des émotions et nous accompagnent à chaque étape de la vie », estime celle qui se plait au fourneaux. Aussi leur a-t-elle, logiquement, consacré sa carrière.

L'ex-cadre de Monoprix assume désormais la présidence du directoire d'Emova, propriétaire entre autres de Monceau Fleurs ou Au Nom de la rose, qui compte 312 magasins pour un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros en 2023. Adolescente, elle se rêvait en working girl accomplie, entraînant les rendez-vous en élégant tailleur et talons aiguilles. Elle a opté pour une école de commerce, un cursus à Skema Lille doublé d'une alternance enrichissante chez Monoprix.

Elle a néanmoins refusé l'offre du distributeur. Jugeant qu'elle devait compléter sa formation, elle a préféré rallier le conseil en 2002, au sein de CSC, où elle a planché sur les questions de chaîne d'approvisionnement. Elle ne s'y est cependant pas éternisée. En 2004, elle a intégré le grossiste en restauration Brake, afin de contribuer à l'optimisation la logistique. Son poste l'a conduite à Lyon.

Lorsqu'elle a cherché à regagner Paris en 2006, Monoprix l'a appris et l'a contactée, lui proposant de superviser l'organisation. Lassée des PowerPoint, elle a ensuite poursuivi à la direction des réseaux, auprès de Franck Poncet. Sa mission consistait à développer les enseignes telles que Monop' beauty, Daily, etc.

Promouvoir la proximité

En 2017, à l'aube de la quarantaine et à l'issue de sa deuxième grossesse, elle a éprouvé le besoin d'explorer de nouveaux horizons. Elle a été recrutée par R&O Seafood Gastronomie, producteur de fruits de mer à Rungis. « Mon grand-père travaillait à la criée au Maroc, mes oncles étaient poissonniers, cela me semblait cohérent », raconte-t-elle. Elle a multiplié les voyages, concourant à la transformation de la société. Fatiguée de cette tâche éternelle, elle a finalement rejoint Franck Poncet, son ancien mentor devenu patron d'Emova. Elle a gravi les échelons à ses côtés et lui succède dorénavant. « Je tiens à continuer à promouvoir la proximité et à encourager la diversité, tout en participant au rayonnement de nos marques », souligne-t-elle.

**MAUD KENIGSWALD
MKENIGSWALD@LEFIGARO.FR**

SARAH-PEARL BOKOBZA ArianeGroup



Directrice de la communication et du marketing groupe chez A2MACI, leader mondial de l'analyse concurrentielle pour l'industrie automobile depuis 2021, Sarah-Pearl Bokobza devient directrice de la communication d'ArianeGroup, entrant au comité exécutif. Elle succède à Olivier Lapy qui part à la retraite, après huit ans à ce poste et une longue carrière au sein du groupe spatial.

MARC-ANTOINE D'HALLUIN Technicolor Group

Fort de trente ans d'expérience dans les médias et le divertissement, chez Asacha Media Group, qu'il a cofondé, MBC Group et Zodiak Media Group, Marc-Antoine d'Halluin devient président du conseil d'administration de Technicolor Group, aux côtés de la DG Caroline Parot.

JULIE BOURGEOIS Anine Bing

La marque de mode américaine inspirée des pays scandinaves Anine Bing nomme pour la première fois une présidente mondiale : Julie Bourgeois. L'ancienne vice-présidente de Four Seasons, ex-PDG de Jacadi pour l'Amérique du Nord, aura pour objectif de conduire l'enseigne à son prochain stade de croissance. La grille ouvre dans la foulée un bureau à Paris. ■

Avec son « IA du quotidien », Apple veut se démarquer de ses rivaux

Vincent Jolly
Envoyé spécial à Cupertino (Californie)

Le groupe californien ne mise pas sur des usages révolutionnaires, mais sur l'utilité pour le grand public.

Arriver en premier n'a jamais été au cœur de la stratégie d'Apple. L'iPod n'était pas le premier lecteur de musique portable ; l'iPhone n'était pas le premier smartphone ni l'iPad la première tablette. Le Vision Pro n'est pas non plus le premier casque de réalité augmentée et virtuelle. Il n'y avait donc pas de raisons pour Apple d'être le premier dans le domaine de l'IA générative et des larges modèles de langage (LLM) comme GPT ou Gemini.

Lundi soir, le groupe avait néanmoins convoqué tout son écosystème de développeurs à Cupertino, son siège social en Californie. Un événement particulièrement attendu par le monde de la tech, Apple devant expliquer après des mois de rumeurs comment il comptait rattraper son retard sur d'autres géants de la tech comme Microsoft, Google, Meta, xAI ou encore Amazon. Autant d'adversaires qui, depuis la sortie de ChatGPT en novembre 2022, ont occupé le terrain sur ces technologies d'IA.

En deux heures de conférence, les divers intervenants d'Apple ont réussi l'exploit de ne pas prononcer le terme « intelligence artificielle » une seule fois. Il a fallu attendre la toute fin et l'annonce de leur nouveau système, Apple Intelligence, pour que le sujet soit explicitement abordé par le PDG Tim Cook. « Tout cela va au-delà de l'intelligence artificielle. C'est l'intelligence personnelle, et c'est la prochaine grande étape pour Apple. » Le mot est lâché mine de rien, mais il dévoile tout un nouveau monde : Personal Intelligence.

Selon Tim Cook, cette IA « doit être intuitive et facile à utiliser. Elle doit être profondément intégrée dans vos expériences de nos appareils. Plus important encore, elle doit vous comprendre et être ancrée dans votre contexte personnel, votre routine, vos relations, vos communications. » Et d'ajouter, pour rassurer le public : « Et bien sûr, elle doit être construite avec un respect de la confidentialité de bout en bout. »

Dans le détail, le prochain iPhone 15 du groupe bénéficiera d'une batterie de nouvelles fonctionnalités « intelligentes », comme le tri des notifications en fonction de l'urgence, la correction automatique de texte ou la génération de réponses automatisées, la capacité de créer des images à partir de simples requêtes.



Lundi, Apple avait convoqué tout son écosystème de développeurs à Cupertino, son siège social en Californie, pour expliquer comment le groupe comptait rattraper son retard sur le terrain de l'IA.

CARLOS BARRA / REUTERS

Siri, l'assistant vocal d'Apple créé il y a treize ans, bénéficie, lui, d'un sacré coup de pinceau. « Il n'y a pas de grosses annonces, mais une myriade de fonctionnalités qui forment une expérience utilisateur cohérente », indique Thomas Husson, analyste chez le cabinet Forrester.

Une technologie accessible

Si Apple bénéficie pour ces nouveaux usages de la puissance de sa puce maison (A17), il ne tente pas de faire la course aux usages révolutionnaires et à la puissance de son système par rapport à ses pairs, comme Microsoft ou Google. L'idée est plutôt d'apporter des réponses aux tâches quotidiennes. Une IA « pour le plus grand nombre » ont répété les cadres d'Apple, empruntant la formule de Steve Jobs au moment du lancement du Macintosh. « Depuis sa fondation, la mission d'Apple a été de rendre la technologie intuitive et accessible pour les gens », explique Craig Federighi, vice-président d'Apple chargé du développement des logiciels. Et celui-ci d'enfoncer le clou : « Si vous demandez à ChatGPT à quelle heure il faut que vous partiez pour aller voir la pièce de théâtre dans laquelle joue votre fille, vous n'avez pas de réponse adaptée. » À ses yeux, ChatGPT a besoin de toutes les informations possibles et circonstanciées pour apporter une bonne réponse. « Apple Intelligence, elle, va pouvoir puiser dans toutes les informations disponibles dans votre iPhone et vos applications pour vous fournir une solution adaptée et personnalisée », martèle le dirigeant.

Apple tente ainsi d'ouvrir une perspective différente de celles proposées jusqu'ici par d'autres grands groupes technologiques américains, et y intègre certaines de ses valeurs. La confidentialité des données, son cheval de bataille depuis des années, est au sommet de la pile. Aucune donnée personnelle ne sera utilisée pour entraîner les modèles d'IA d'Apple promet le groupe. Et ce, aussi bien lors des usages de la technologie en local (sans requête internet) que celles qui passeront via le cloud. Le groupe de Cupertino veut d'ailleurs maximiser les requêtes directement sur le mobile, ce qui réduit le risque de fuite de données, améliorer l'efficacité énergétique et la performance. Apple Intelligence pose néanmoins son lot d'interrogations éthiques, comme celle de la gestion du quotidien centralisée par une société privée.

L'enjeu commercial est évident pour Apple, qui joue gros avec cette nouvelle stratégie d'IA, après huit trimestres consécutifs de ventes en baisse sur son iPhone. Sur les trois derniers mois achevés en mars dernier, le groupe accusait un recul de 10 % de ses ventes sur son produit star. Les fonctionnalités d'IA pourront-elles permettre d'inverser la tendance et convaincre les consommateurs d'investir dans de nouveaux terminaux ? « Lorsqu'on compare aux annonces faites par Samsung (Galaxy AI) ou Google (Pixel), Apple ne semble pas en retard. Mais de là à déclencher un gros cycle de renouvellement, ce n'est pas sûr », conclut Thomas Husson. ■

Intégré aux iPhone, ChatGPT s'ouvre un gigantesque marché

Lucas Mediavilla

C'était un secret de Polichinelle, mais la présence ce lundi à Cupertino de Sam Altman, le patron de OpenAI, a fini de dissiper les doutes. À l'occasion de sa conférence où il a révélé sa stratégie sur l'IA, Apple a confirmé son intention de s'associer avec la pépite de l'intelligence artificielle générative. Le célèbre robot conversationnel ChatGPT sera intégré au système d'exploitation d'Apple, iOS, et notamment à travers Siri.

L'assistant vocal d'Apple bénéficie déjà d'une refonte grâce aux technologies d'Apple qui lui permettront de mieux comprendre les consignes qui lui sont données. L'option gratuite déployée avec ChatGPT permettra, elle, d'apporter des réponses à d'autres types de questions. « Il existe des outils IA utiles pour des tâches qui demandent une expertise précise ou une connaissance large du monde. Vous devez pouvoir utiliser ces modèles externes sans avoir à jongler entre les outils. Nous les avons donc intégrés à votre expérience », a justifié lors de la conférence Craig Federighi, vice-président d'Apple en charge du développement des logiciels. « Et cela commence par le meilleur de tous, le pionnier et leader du marché : ChatGPT d'OpenAI, optimisé avec GPT-4-o. »

Apple a pris soin de ne pas jouer la surenchère à propos de ce partenariat discuté depuis l'année dernière. De fait, le passage où ChatGPT est évoqué ne représente que 2 minutes sur une conférence d'une heure quarante. Mais cela n'a pas manqué de faire réagir. Sur X, Elon Musk s'est inquiété des risques de capture de données personnelles lors des requêtes faites via ChatGPT. « Si Apple intègre OpenAI au niveau du système d'exploitation, les appareils Apple seront interdits dans mes entreprises. C'est une violation inacceptable de la sécurité », s'est emporté le patron de Tesla. Vouloir désamorcer les craintes, Craig Federighi avait insisté sur le fait que « Siri vous demandera toujours la permission d'envoyer la question à ChatGPT ». Chaque requête sur ChatGPT sera traitée sur des serveurs garantissant la confidentialité.

S'il ne se vante pas, c'est que le constructeur californien n'a pas pour habitude de passer par un partenaire externe pour lui fournir des technologies aussi centrales. « Ils préfèrent en général tout produire en interne.

Mais de façon pragmatique, ils ont compris qu'ils n'avaient pas encore de technologie assez robuste. Le partenariat avec OpenAI rassure la communauté financière », estime Thomas Husson, analyste pour la firme Forrester. Reste à savoir combien de temps celui-ci pourra durer, alors qu'Apple travaille sur ses propres modèles de langage. Le groupe a également insisté sur sa volonté de « prendre en charge d'autres modèles d'IA à l'avenir », histoire d'écarter tout sujet potentiel de concurrence. Google (Gemini), Anthropic (Claude), ont notamment été approchés.

« Il existe des outils IA utiles pour des tâches qui demandent une expertise précise ou une connaissance large du monde. Vous devez pouvoir utiliser ces modèles externes sans avoir à jongler entre les outils. Nous les avons donc intégrés à votre expérience »

Craig Federighi

Vice-président d'Apple en charge du développement des logiciels

La start-up OpenAI, elle, peut jubiler. En intégrant iOS, le système d'exploitation mobile d'Apple, OpenAI s'ouvre un marché potentiel de plusieurs centaines de millions d'iPhone, iPad, Mac actuellement actifs dans le monde. Ce parc est chiffré à 2,2 milliards de produits, même si iOS 18 qui propose les fonctionnalités d'IA ne représentera qu'une fraction de ce total. C'est en tout cas un énorme bond en avant pour l'utilisation de ChatGPT.

Mais cet accord inquiète Microsoft, qui détient près de la moitié du capital d'OpenAI et fournit l'infrastructure informatique qui permet de faire tourner ses modèles. Au-delà du risque de saturation que provoquerait un usage massif de ChatGPT via Siri, la pépite de l'IA alimente avec cet accord les technologies d'un de ses rivaux historiques. Selon le média The Information, Satya Nadella et Sam Altman se seraient récemment rencontrés, avec en tête l'idée d'un partage de revenus autour de ce type d'accord réalisé par OpenAI. ■

LA SÉANCE DU MARDI 11 JUIN

LE CAC										
	JOUR	VAR.	ABSOL. JOUR	ABS. JOUR	SCAP. ECH.	SI/12		JOUR	VAR.	ABSOL. JOUR
ACCOR	38,59	-0,62	39	38,38	0,283	-11,53	LMVH	736,6	-13	751,1
AIR LIQUIDE	165,9	-132	170	164,78	0,143	-5,8	MICHELIN	37,83	-0,06	38,46
ARBUS	148,5	-0,64	150,62	147,12	0,123	-6,24	ORANGE	9,802	-137	9,974
ARCELORMITTAL SA	22,67	-2,66	23,27	22,62	0,46	-10,7	PERNOD RICARD	134,25	-0,74	135,75
AXA	218	-164	22,63	216,3	0,303	-7,83	PUBLICIS GROUPE SA	101	-161	102,15
BNP PARIBAS ACTA	60,75	-3,89	63,75	60,37	0,588	-2,94	RENAULT	50,68	-1,86	52,48
BOUYGUES	32,77	-183	33,7	32,74	0,285	-3,96	SAFRAN	207,2	-0,53	210,5
CAPIEMINI	189,9	-163	193,75	189,35	0,208	-0,61	SAINT GOBAIN	76,44	-0,88	77,62
CARREFOUR	14,76	-117	14,765	14,56	0,264	-10,9	SANOFI	89,89	-0,42	91,73
CREDIT AGRICOLE	13,565	-39	14,14	13,405	0,34	-15,55	SCHNEIDER ELECTRIC	225,85	-0,96	224,15
DANONE	59,54	-23,44	59,74	59,04	0,181	-1,47	SOCIETE GENERALE	22,87	-5,02	24,26
DASSAULT SYSTEMES	36,61	-0,44	36,95	36,51	0,061	-17,24	STELLANTIS NV	20,07	-0,96	20,41
EDENRED	43,7	-0,69	44,14	43,48	0,459	-19,28	STMICROELECTRONICS	40,4	-2,04	41,305
ENGIE	14,245	-1,89	14,595	13,985	0,412	-10,51	TELEPERFORMANCE	99,32	-3,15	103,35
ESSILORLUXOTTICA	206	-0,87	209,8	205,1	0,072	-13,44	THALES	165,1	-2,65	170,3
EUROPINS SCIENT.	54,26	-0,26	54,62	54,1	0,198	-8	TOTALENERGIES	64,1	-17	65,76
HERMES INTL	2100	-0,42	2105	2104	0,088	-11,01	UNISAL-RODAMCO-WE	75,3	-4,1	78,88
KERING	319,35	-2,62	321,25	318,1	0,19	-19,96	VEOLIA ENVIRON	29,65	-2,47	30,69
L'OREAL	451,4	-0,25	452,25	449,15	0,049	-0,17	VINCI	100,75	-3,86	104,95
LEGRAND	96,92	-0,86	99,06	96,64	0,184	-2,1	VIVENDI SE	9,738	-1	9,85

LES DEVISES			1 EURO=			L'OR			VEILLE		
	MONNAIE										
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN		1,626	AUD		Lingot 100g		69 349,66€		+15,36 %	
CANADA	DOLLAR CANADIEN		1,4781	CAD		Lingot 50g		34 799,93€		+15,33 %	
GBR BRETAGNE	LIVRE STERLING		0,842	GBP		Lingot 10g		2 168,09€		+15,27 %	
HONG-KONG	DOLLAR DE HONG-KONG		8,3802	HKD		Lingot 2,5g		183,1€		+14,42 %	
JAPON	YEN		168,46	JPY		20F NAPOLÉON		432,74€		+15,36 %	
SUISSE	FRANC SUISSE		0,9622	CHF		20F SUISSE		427,9€		+15,37 %	
ETATS-UNIS	DOLLAR		1,073	USD		SOUVERAIN		540,06€		+15,37 %	
TUNISIE	DINAR TUNISIEN		3,361	TND		KRUGGERAND		2 307,72€		+15,36 %	
MAROC	DHIRAM		11,103	MAD		50 PESOS		2 755,49€		+15,36 %	
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE		34,74	TRY		10 DOLLARS		1 127,7€		+15,36 %	
EGYPTE	LIVRE EGYPTEENNE		51,2926	EGP		20 DOLLARS		2 253,41€		+15,36 %	
CHINE	YUAN		7,7839	CNY							
INDE	ROUPIE		89,6748	INR							
ALGERIE	DINAR ALGERIEN		144,4	DZD							

Ce devait être un moment de réjouissances. Dans moins de 45 jours, Paris accueillera les Jeux olympiques. Et à cette occasion, France Télévisions, diffuseur exclusif de l'événement, avait convié mardi, au Musée de l'Homme, journalistes, éminents sportifs et animateurs vedettes à la présentation en grande pompe de son dispositif. Ces JO, les premiers dans la capitale depuis un siècle, représentent le point d'orgue de la saison du groupe audiovisuel public. Un moment, a souligné son directeur des antennes et des programmes Stéphane Sitbon Gomez, « dont nous avons tant rêvé et que nous préparons depuis des années ». Oui mais voilà. Comme l'a glissé en ouverture de la conférence Delphine Ernotte, la présidente de France Télévisions, « la vie ne se passe jamais comme prévu ».

Depuis dimanche soir et la décision du président de la République, Emmanuel Macron, de dissoudre l'Assemblée, c'est le branle-bas de combat. Le groupe audiovisuel se retrouve percuté de plein fouet par cette annonce. Alors qu'il était entièrement mobilisé par la diffusion des JO, France Télévisions se retrouve à devoir gérer en parallèle la couverture des élections législatives anticipées, dont le scrutin aura lieu les 30 juin et 7 juillet prochains.

Branle-bas de combat

« Effectivement, ce n'est pas du tout l'agenda que nous avions prévu, confirme Alexandre Kara, le directeur de l'information du groupe, en marge de la conférence. Ça ne va pas être simple, cela va représenter énormément de travail en plus, mais nous avons bien l'intention de couvrir ces législatives. Nous y travaillons déjà depuis dimanche soir ». Avant le premier tour, France 2 organisera, le jeudi 27 juin, un grand débat. Puis un second, le 4 juillet, durant l'entre-deux-tours. « Nous aurons également des interviews des têtes de liste et des leaders politiques dans l'émission "Télématin" et après les JT de 20 heures », indique Alexandre Kara. La chaîne proposera par ailleurs deux grandes soirées électorales. Sur France 3, pas moins de 24 émissions de débats, sur les 24 antennes régionales, seront diffusées en prime time les mercredis 19 et 26 juin, ainsi que le 3 juillet. Les 30 juin et 7 juillet, 24 soirées électorales seront aussi organisées en région... Sans compter la mobilisation de Franceinfo.

Enrôlés cet été pour les JO, les présentateurs vedettes de France 2 et France 3 avaient anticipé en prenant leurs vacances au mois de juin et début juillet. Impossible à présent avec les élections. France Télévisions se retrouve donc à devoir gérer avec les assurances le remboursement des billets de train, d'avion, les nuits d'hôtel... Le groupe aura aussi fort à faire avec la gestion des temps de parole, compte tenu des délais très courts de la campagne. « Ces calculs risquent de s'apparenter à un supplice chinois », prévient Alexandre Kara.

JO, législatives, fusion... France Télévisions percuté par la dissolution

Caroline Sallé

L'annonce surprise chamboule toute l'organisation du groupe et a tué dans l'œuf la réforme de l'audiovisuel public.

Cette dissolution de l'Assemblée ne chamboule pas seulement l'organisation de France Télévisions. Elle vient de tuer dans l'œuf la réforme de l'audiovisuel public qui prévoyait une fusion de ses différentes entités. Une mesure soutenue par Delphine Ernotte, qui militait pour un pôle public fort. « La réforme de la gouvernance joue décidément de malchance. Elle avait déjà avorté en 2020. Et là, personne n'a abandonné ce projet, il est toujours sur la table mais il n'y a plus de Parlement pour le voter. Donc, le sujet est un peu en suspension », a déploré la présidente de France Télévisions.

La dissolution intervient surtout à un moment où le financement de l'audiovisuel public se retrouve très exposé. Celui-ci est asséché jusqu'en fin d'année par une fracture de la TVA. Pour s'y substituer, un projet de loi porté par les députés Quentin Baillon (Renaissance) et Jean-Jacques Gaultier (LR) envisageait un système pérenne de prélèvements sur recettes, calqué sur le modèle du financement des collectivités. Il devait être soumis au vote au Parlement avant la loi de finances à l'automne prochain. Un moyen d'éviter la budgétisation, qui

soumettrait l'audiovisuel public aux aléas des révisions annuelles de ses subsides. Sans cette réforme, France Télévisions pourrait, dès le 1^{er} janvier prochain, voir son financement basculer directement sur le budget de l'État. « C'est une vulnérabilité pour l'audiovisuel public », considère Stéphane Sitbon Gomez. « Je rappelle que constitutionnellement l'audiovisuel public est indépendant », a déclaré Delphine Ernotte. « Et une des conditions de son indépendance, cela a été rappelé par deux fois par le Conseil constitutionnel, est l'indépendance du finance-

ment et la garantie d'un financement suffisant », a-t-elle ajouté. Quant à un coup de rabet drastique sur les finances de France Télévisions, « je ne ferai pas de politique-fiction », a insisté la dirigeante.

La privatisation en question

La possible arrivée au pouvoir du Rassemblement national lui fait-elle craindre une privatisation de l'audiovisuel public ? En 2022, lors de la dernière élection présidentielle, la candidate du RN, Marine Le Pen, avait prévu la cession au secteur privé de France Télévisions, Radio France et député RN Sébastien Chenu a expliqué au micro de BFMTV que la privatisation de l'audiovisuel public pourrait « être mise en place rapidement » en cas de victoire aux législatives. Envisagée pour rétablir les finances publiques, cette mesure « rapportera 3 milliards d'euros ». Là encore, pas question pour Delphine Ernotte de tomber dans l'accueil de la politique-fiction. Si on veut être libre, il ne faut pas avoir peur. La seule chose qui m'importe au fond, c'est l'indépendance de l'audiovisuel public, la liberté d'expression, la liberté éditoriale. Cette liberté, j'ai bien l'intention de continuer à l'exercer comme je le fais depuis 9 ans et, avec moi, tout France Télévisions. ■



France Télévisions, diffuseur exclusif des Olympiades, avait convié mardi, au Musée de l'Homme à Paris, journalistes, éminents sportifs et animateurs vedettes à la présentation en grande pompe de son dispositif.

Radio France solde « l'affaire Meurice » par un licenciement

Chloé Woitier

La direction du groupe public estime que la « déloyauté répétée » de l'humoriste ne lui laissait pas d'autre choix.

Après plus d'un mois de suspension d'antenne, le sort de Guillaume Meurice au sein de Radio France est désormais tranché. Après un entretien face à la direction des ressources humaines puis un passage en commission de discipline, l'humoriste s'est fait notifier par courrier son licenciement de la Maison ronde pour « faute grave ».

Guillaume Meurice « ne nous a pas laissé d'autre choix que de tirer les conséquences de son obstination et de sa déloyauté répétée », a expliqué la présidente de Radio France, Sibylle Veil, dans un courrier aux salariés, que Le Figaro a pu consulter. « La fin d'un faux suspense », a commenté l'humoriste auprès de l'Agence France Presse. Sur le réseau social X, Guillaume Meurice ajoute que « cette victoire, c'est avant tout la vôtre ! » à l'adresse de Marine Le Pen, Eric Zemmour, Pascal Praud, Elisabeth Lévy et de la rabbin Delphine Horvilluc. « Il me reste maintenant à contrôler la finance, Hollywood et la franc-maçonnerie », a répliqué cette dernière.

« L'affaire Meurice » agite la radio publique depuis le 29 octobre dernier. Sa sortie à l'antenne sur le chef de gouvernement israélien Benjamin Netanyahu, comparé à une « sorte de nazi mais sans prépuce », a valu à Radio France une vaste polémique et une mise en garde de l'Arcom. « J'avais demandé à Guillaume Meurice de faire preuve de responsabilité en formulant un mot d'apaisement, à sa façon », indique Sibylle Veil. « Il a fait le choix inverse. Au lieu d'apaiser, il a envenimé la polémique des mois durant. Dans son livre et dans ses interventions médiatiques, il a proféré des insinuations non seulement fausses mais gravement préjudiciables à France Inter et à Radio France, allant jusqu'à mettre en doute l'indépendance et l'impartialité de notre travail ».

Puis l'humoriste, pourtant averti par la direction de la Maison ronde, a répété sa blague le 28 avril durant l'émission *Le Grand Dimanche Soir*, dont il était l'un des piliers. Quelques jours plus tôt, des plaintes déposées contre Guillaume Meurice pour « provocation à la violence

et à la haine antisémite » et « injures publiques à caractère antisémite » avaient été classées sans suite par le parquet de Nanterre car insuffisamment caractérisées. « Le procureur a expressément consenti aux plaignants le fait que "ces propos nourrissent la haine" », précise Sibylle Veil, qui rappelle que tous les salariés de Radio France sont « dépositaires de quelque chose de plus grand (qu'eux) » et qu'ils doivent « avoir le

« J'avais demandé à Guillaume Meurice de faire preuve de responsabilité en formulant un mot d'apaisement, à sa façon. Il a fait le choix inverse. Au lieu d'apaiser, il a envenimé la polémique des mois durant »

Sibylle Veil

Présidente de Radio France

souci de ne pas abîmer davantage une société déjà traversée par bien des divisions et des fractures ».

La suspension d'antenne qui s'est ensuivie avait provoqué une grève chez France Inter le 12 mai, et des appels des syndicats à ne pas licencier l'humoriste pour ne pas « créer un précédent grave » pour « la liberté d'expression ». « Ni la liberté d'expression, ni l'humour, n'ont jamais été menacés à Radio France », réplique Sibylle Veil dans son courrier. « Plusieurs chroniqueurs ont librement exprimé sur nos antennes leur soutien à Guillaume Meurice. Il y a quelques jours, l'un d'entre eux me comparait à Donald Trump et imaginait que mes décisions me faisaient l'usage d'un vibromasseur. Quand on entend cela, on peut se dire que la liberté d'expression a peu à craindre ».

Cela fait en effet un mois que l'équipe de l'émission de Charline Vanhoenacker, *Le Grand Dimanche Soir*, multiplie les piques contre leur direction. Le 6 mai, l'humoriste Djamil Le Shlag avait même claqué la porte de France Inter en direct (« dans cette station, je ne me sens plus

dans mon "safe space" »). Mardi, plusieurs chroniqueurs de l'émission dominicale, dont Aymeric Lompert, Laëlia Véron et GiedRé, ont annoncé quitter la radio publique en signe de solidarité.

L'actualité politique est venue se mêler aux commentaires de la décision de Radio France. Le syndicat SUD, auquel Guillaume Meurice est encarté, dénonce une « faute grave de Sibylle Veil » alors que « l'extrême droite est aux portes du pouvoir » avec les législatives anticipées du 30 juin et 7 juillet. « Votre décision fragilise considérablement l'ensemble de notre entreprise », clame-t-il.

« Total soutien à Guillaume Meurice ! Cette décision est injuste et brutale. L'extrême droite n'est pas au pouvoir mais la liberté d'expression est déjà mise en péril », a déclaré le maire écologiste de Grenoble, Éric Piolle. La France insoumise est aussi montée au créneau. « Première mesure du "Front populaire" : la réintégration de Guillaume Meurice à France Inter », a assuré le député insoumis François Ruffin en référence au projet de rapprochement des partis de gauche. ■



LE FIGARO et vous

DÉFILÉ

À CAPRI, JACQUEMUS REJOUE
« LE MÉPRIS » DANS LE MYTHIQUE
DÉCOR DE LA VILLA MALAPARTE

PAGE 32

CAHIER SPÉCIAL

BIG BANG : QUEL SERA LE GOÛT DU VIN
EN 2050 ? LES RÉPONSES DES
VIGNERONS ET DES SCIENTIFIQUES

PAGES 35 À 38



Maria Bakalova
et Sebastian Stan.

Le film sur Trump qui effraie les distributeurs américains

Présenté avec succès au dernier Festival de Cannes, « The Apprentice » décrit les dérives du candidat à la présidentielle. Aux États-Unis, aucun studio n'a acheté les droits. **PAGE 28**

La réalité virtuelle s'invite pour promouvoir un film de 1935

Léna Lutaud

En 2025, « Pension Mimosas », de Jacques Feyder, ressortira en salle. Une bande-annonce un peu particulière a été conçue pour inciter à le découvrir.

Casque de réalité virtuelle sur la tête, nous voici quatre-vingt-dix ans en arrière, de nuit, au 159, rue de Courcelles dans l'Ouest parisien. On se retrouve devant la façade Art déco illuminée du cinéma Pereire Palace. Dans l'entrée, les affiches originales du film *Pension Mimosas*, de Jacques Feyder avec Arletty et Françoise Rosay, et un panneau de photos du tournage invitent à pousser la porte. Prix de la séance ? Un franc. Une salle de 1500 fauteuils apparaît sous une voûte céleste étoilée. Chaque siège a son cendrier. La pénombre se fait. Le rideau rouge s'écarte et dévoile l'écran. Avec sa gouaille, Arletty bavarde dans un café. Derrière, le halo de la cabine de projection est aussi réaliste que le reste. Quatre minutes plus tard, on enlève son casque à regret pour revenir en 2024. Magique.

Pierre Olivier, qui gère le catalogue de TF1 Studio, auquel appartient *Pension Mimosas*, et Louis Ravard, étudiant en arts plastiques, ont eu l'idée d'utiliser la réalité virtuelle pour montrer aux spectateurs un extrait de ce film tombé dans l'oubli en le faisant revivre dans un cinéma d'époque aujourd'hui disparu. « L'idée était de faire revivre à la fois un cinéma et un film, de confronter deux patrimoines artistiques voisins, détaille Pierre Olivier. Nous avons trouvé ce cinéma de quartier indépendant dans le fonds d'Axel Huyghe, spécialiste des salles

sombres. Inauguré en 1935, il a été transformé dès 1955 et abrite aujourd'hui un Monoprix. Les fenêtres sur la façade sont les mêmes. » Passionné d'architecture et cinéophile, Louis Ravard, 28 ans, a « travaillé à partir de photos et de plans dans un magazine d'architecture de 1935 où ce cinéma faisait l'objet d'un dossier. Matériaux, lumière... Je l'ai remodelisé à la même échelle. Scanner les plans et bâtir dessus ma modélisation en 3D avec les murs et les fauteuils, c'était une chose. Mêler un extrait de film en images réelles à un décor en réalité virtuelle en est une autre. » Après trois mois de travail, l'expérience se vit comme un voyage dans le temps émouvant, fantomatique et poétique. Le public pourra découvrir ces quelques minutes en réalité virtuelle dans les festivals, les cinémathèques et aux Journées du patrimoine. L'an prochain, elles seront visibles dans le hall des cinémas juste avant la projection de *Pension Mimosas*. Elles serviront de teaser pour inciter les spectateurs, programmeurs des cinémas, télévisions et plateformes du monde entier à regarder ce succès de 1935. Chaque spectateur pourra aussi repartir avec un portfolio réunissant les photos inédites du tournage du photographe allemand Erwin Blumenfeld (1897-1969). « Un œil exceptionnel sur le travail d'un autre artiste à l'œuvre », commente sa petite-fille Nadia Blumenfeld-Charbit. ■



LONGINES

LONGINES
MINI DOLCEVITA



Gabriel Sherman, Maria Bakalova, Ali Abbasi, Sebastian Stan et Martin Donovan avant la première de *The Apprentice*, le 20 mai, à Cannes.

IMAGOPRESS KOC/ANAGOV/ENTREPRENEUR VIA REUTERS CONNECT

« The Apprentice » : les frasques de Donald Trump freinent les studios américains

Maurin Picard Correspondant à New York

Vendu au Royaume-Uni et en Irlande et ovationné au Festival de Cannes, le film ambitieux d'Ali Abbasi n'a en revanche toujours pas trouvé de distributeur aux États-Unis. Son réalisateur est perçu comme un ennemi par le milliardaire.

Ali Abbasi a laissé éclater sa colère au grand jour, incapable de la contenir plus longtemps. D'un tweet rageur, le 3 juin, le réalisateur irano-danois, tout juste rentré du Festival de Cannes, s'en prenait à la revue *The National* et à un article regrettant l'érosion de la fréquentation en salle, liée à une surabondance de suites et remakes de films de super-héros, voire à l'absence d'œuvres originales et fortes dans le septième art aux États-Unis. « *J'ai une nouvelle proposition pour vous ? Ce n'est pas une fichue suite, ni un remake pourri. Ça s'appelle The Apprentice et, pour une raison quelconque, des gens influents dans votre pays ne veulent pas que vous le voyiez !!!* »

The Apprentice ? Un film de deux heures sur l'ascension politico-médiatique d'un jeune promoteur immobilier du Queens, Donald Trump, devenu le roi de Manhattan pour ses grattes-ciel autant que pour ses frasques mondaines durant les années 1980. Et qui, dans l'ombre, fut influencé par un avocat nommé Roy Cohn, ex-conseiller du sénateur Joseph McCarthy durant l'ère anticommuniste éponyme. Pour un budget modeste de 15 millions de dollars, la distribution est solide : Trump est incarné à l'écran par Sebastian Stan, Roy Cohn par un Jeremy Strong au visage remodelé pour l'occasion.

Sur la Croisette, le film fait un triomphe. Huit minutes d'ovation debout à l'issue de la première, le 20 mai, une nomination pour la palme d'or, qui sera finalement remportée par *Anora*, de l'Américain Sean Baker. Les Oscars sont évoqués pour Sebastian Stan et surtout Jeremy Strong, impressionnant dans la peau de « l'avocat du diable », sous-titre de la biographie parue en 2020 chez Grasset et signée Philippe Corbé. Depuis déjà deux ans, des contrats de distribution à l'international sont signés, notamment avec StudioCanal pour le Royaume-Uni et l'Irlande, La Chine, le Japon, l'Inde, la

Turquie traînent encore les pieds. Mais surtout, rien n'est annoncé outre-Atlantique : de nombreuses sollicitations, mais aucun studio ou service de streaming majeur prêt à sortir du bois pour emporter la décision. Pas plus Universal que Warner Bros, Lionsgate, Apple, Searchlight (Disney) ou Netflix. La chaîne HBO, qui avait osé produire *Game Change* (2012), un docudrama audacieux sur la sortie de route de l'ovni Sarah Palin durant la campagne présidentielle du républicain John McCain en 2008, n'a pas non plus levé la main. Un tel désert commercial paraît forcément déconcertant pour un film aussi contemporain et ambitieux que cette chronique au vitriol du candidat républicain à l'élection présidentielle 2024, premier depuis George Washington à être condamné au pénal (verdict attendu le 11 juillet). Et qui, surprise, caracole en tête des sondages face au président sortant démocrate, Joe Biden, plombé par son bilan économique et son âge vénérable – 81 ans, contre 77 pour Trump.

Face à l'engouement né de la première au Festival de Cannes, l'équipe de Trump allait-elle réagir et courir le risque d'alimenter le buzz autour du film, ou laisser filer et attendre que l'excitation retombe, en priant que l'œuvre ne se transforme pas en blockbuster. Steven Cheung, porte-parole de la campagne, montera finalement au créneau, pour éviter que le candidat lui-même ne s'exprime. « *Une pure fiction !* », dénonce-t-il, avertissant au passage qu'une plainte serait déposée en justice pour se saisir des « *allégations éhontées fausses de ces prétendus réalisateurs* ».

De plainte, jusqu'ici, il n'en a pas été question, la plupart des imprécations du tribun ne servant en général qu'à contre-attaquer et conserver la main dans les médias. Comme le lui murmurait Roy Cohn jadis, « *toute publicité est bienvenue, bonne ou mauvaise* ». Mais les attaques sont venues d'ailleurs. Le 27 mai, une semaine après la première,

la rumeur court qu'une lettre de mise en demeure est parvenue à la société Metropolitan, signée des avocats de Donald Trump. Le film, clame le document de trois pages obtenu par le tabloïd *New York Post*, n'est pas seulement diffamant, mais il serait « *financé par l'étranger et un brûlot sur commande se faisant passer pour un film* ». Ali Abbasi, directement visé, est accusé quant à lui de se mêler ouvertement de l'élection présidentielle 2024. Il est identifié comme un ennemi personnel du candi-

« Douze jurés à New York ont osé défier Trump, mais aucun patron dans les cercles contemporains de l'entertainment ne leur arrive à la cheville, en termes de bravoure »

Matt Belloni
Site Puck News

dat républicain et, à ce titre, objet du courroux de ce dernier, qui ne se prive pas d'annoncer une vengeance tous azimuts, pour le cas où il serait élu le 5 novembre prochain à la Maison-Blanche. Un des avocats du magnat, David Warrington, du cabinet Dillon, dénonce pour sa part le scénariste de *The Apprentice*, Gabriel Sherman, par ailleurs journaliste politique chez *Vanity Fair*. Lui reprochant « *des déclarations racistes, marxistes et dégradantes* » proférées en 2018 à l'encontre du 45^e président des États-Unis, il accuse Sherman de souffrir de « *démence anti-Trump* » et qualifie l'œuvre de « *tissu de mensonges qui diffame le président Trump et constitue une interférence étrangère directe dans les élections en Amérique* ». « *Mais le film n'est pas un contrat (sur la tête de Trump) !* », s'insurge Sherman. Si vous aimez Trump, vous avez en réalité de bonnes chances d'aimer *The Apprentice*.

David Warrington a tiré sa bordée alors que la première venait de se dé-

rouler à Cannes. Disposait-il d'une copie digitale, ou a-t-il brodé sans même l'avoir visionné ? Outre cette incongruité, le ton général de la lettre rappelle tant la prose de Trump qu'il semble avoir été dicté par celui-ci en coulisses. Jada Yuan, critique d'art au *Washington Post*, ironise : « *Sont nommés pour la palme du public se résument à une seule et unique personne, les avocats de Trump !* »

En parallèle de la mise en demeure, un milliardaire pique une énorme colère. Surprise, il s'agit d'un des producteurs du film : Dan Snyder. À en croire l'hebdomadaire *Variety*, qui a le premier rendu public le psychodrame en coulisses, celui-ci avait accepté de coproduire le long-métrage en croyant servir la cause du candidat républicain, pour lequel il a multiplié les donations de campagne. Snyder est le patron de l'équipe de football américain des Washington Commanders, et un familier de la controverse : des années durant, il avait refusé que l'équipe, baptisée « *Redskins* (peaux rouges) », change de nom pour honorer les suppliques des tribus amérindiennes indignées par la connotation raciste de l'expression.

Le visionnage initial aurait horrifié Snyder : si la première partie du film présente Donald Trump sous un angle favorable, promoteur novice et jeune papa, ainsi que le clame Gabriel Sherman, la seconde exhibe sa dérive narcissique et mégalomane, ainsi que ses abus sexuels et la consommation de stupéfiants. Elle décrit notamment le « *viol* » de sa première femme Ivana, décédée depuis, ainsi qu'elle l'avait elle-même confié durant la procédure de divorce du couple en 1990, avant d'altérer sa déposition. Elle n'aurait pas été formellement agressée, mais se serait « *sentie violée* » par l'homme épousé en 1977 et rattrapé par ses liaisons extraconjugales, à l'origine de disputes violentes entre les deux conjoints. Snyder, furieux, aurait exigé, et obtenu, la censure de la scène

jouée par l'actrice Maria Bakalova dans le rôle d'Ivana. Quels leviers peut-il encore exercer ? Sa participation au projet ne lui permet pas de « *tuer* » le film, comme d'autres œuvres maudites (on pense à la palme d'or 1972 de Francesco Rosi, *Il Caso Mattei*, rachetée par Paramount Pictures et jugée probablement trop sulfureuse pour être présentée en salle ou éditée en DVD par la suite). Mais il dispose de relais suffisants pour intimider les studios, notamment ceux engagés dans des procédures de vente, fusion ou acquisition et réticents à s'attirer l'opprobre d'une future Administration « *Trump 2* ». Les précédents leur donnent raison : « *Trump 1* » avait eu le bras suffisamment long pour geler l'acquisition en 2021-2022 du géant de la téléphonie AT&T par WarnerMedia, maison mère de CNN... Simplement parce qu'il haïssait cette dernière.

De source anonyme, Associated Press révélait le 7 juin qu'il existait bel et bien des offres « *nombreuses* » côté américain, mais apparemment aucune de taille imposante. Depuis *Game Change*, une révolution s'est produite : les « *majors* » qui prenaient des risques et soutenaient des œuvres politiquement chargées ont perdu leur suprématie au profit de services de streaming soucieux de plaire à tous leurs abonnés. Le dérèglement climatique, comme dans *Don't Look Up* (Netflix, 2023) ? Passe encore. Les failles de caractère et les crimes originaux de celui qui redeviendra peut-être le dirigeant le plus puissant du monde le 20 janvier 2025 ? Inconcevable. « *Vous rappelez-vous lorsque Hollywood n'était pas un ramassis de dégénérés ?* », s'étonne Matt Belloni, du site Puck News, qui implore « *quelqu'un, n'importe qui* » d'acheter les droits du film afin que le public américain puisse le voir. « *Douze jurés à New York ont osé défier Trump, mais aucun patron dans les cercles contemporains de l'entertainment ne leur arrive à la cheville, en termes de bravoure.* » ■

«Love Lies Bleeding», lesbien raisonnable ?

Étienne Sorin

La cinéaste britannique Rose Glass met en scène Kristen Stewart en gérante de salle de sport qui tombe amoureuse d'une culturiste ambitieuse. Et ose tout pour raconter l'émancipation féminine.

Kristen Stewart n'en finit pas de vouloir déchirer son image de starlette hollywoodienne. Après avoir goûté au cinéma d'auteur (Olivier Assayas, Pablo Larrain, David Cronenberg), l'héroïne de *Twilight* fait un pas de plus pour s'éloigner de l'usine à rêves et de son glamour sur papier glacé. Sans quitter cette fois sa terre natale. Dans *Love Lies Bleeding*, de Rose Glass, elle met le paquet pour s'enlaidir. Coupe mulet et débardeur, tirant sur sa cigarette comme une gaminette accro à sa sucette à cancer, l'actrice américaine campe une gérante de salle de sport triste et solitaire, aussi séduisante qu'un chihuahua après la pluie.

L'entreprise de répulsion ne se résume pas à son look. Kristen Stewart peut compter sur Rose Glass, cinéaste aux idées tordues et au talent toxique. La Britannique n'est pas une parfaite inconnue. Elle a remporté le grand prix du festival fantastique de Gérardmer en 2020 avec son premier long-métrage, *Saint Maud*. Un «body horror» sur une jeune infirmière à domicile, bigote jusqu'à la folie, qui prétend sauver l'âme de sa patiente.

Avec *Love Lies Bleeding*, découvert à la dernière Berlinale, Rose Glass change

d'atmosphère mais l'air est à peine plus respirable dans le trou paumé du Nouveau-Mexique où vit Lou (Kristen Stewart).

Lou tue le temps entre une sœur battue par son mari et un père autoritaire, patron d'un club de tir et collectionneur de scarabées, qu'elle tient à distance. Ed Harris l'interprète avec une panoplie improbable, cheveux longs et lunettes de bibliothécaire, mi-redneck mi-hippie. Un beau jour, Lou flashe sur Jackie, une autostoppeuse en route pour un concours de bodybuilding à Las Vegas. Katy O'Brian joue Jackie sans trop forcer sa nature. L'actrice, déjà vue dans *Ant-Man* et la Guêpe : *Quantumania* et la série *The Mandalorian*, est bodybildeuse, pratique les arts martiaux et a exercé le métier de policière avant de tenter sa chance à Hollywood. Tom Cruise l'a recrutée pour le prochain *Mission impossible*. On comprend pourquoi le Dorian Gray de la cascade est sensible au corps musclé de Katy O'Brian. L'actrice fait passer la Linda Hamilton de *Terminator* et la Sigourney Weaver d'*Alien* pour de sympathiques membres d'un club d'aérobic. Ses biceps concurrencent plus ceux des Schwarzenegger et Stallone des années 1990, décennie dans laquelle se situe *Love Lies Bleeding*.



La passion torride entre Katy O'Brian et Kristen Stewart bascule rapidement dans la misanthropie sanglante.

Avec son mini-short et sa brassière, elle n'en est pas moins sexy. La passion torride entre Lou et Jackie est de courte durée. Le premier cadavre d'une longue série complique leur idylle.

Thriller pop et poisseux

Love Lies Bleeding porte le sceau d'A24. La société de production américaine confirme qu'elle est le refuge des cinéastes iconoclastes. Pour le meilleur et pour le pire. On lui doit ces dernières années des productions qui échappent au formatage : *Uncut Gems*, des frères Safdie, *First Cow*, de Kelly Reichardt, *The Whale*, de Jonathan Glazer, *La Zone d'intérêt*, de Jonathan Glazer, ou encore *Everything Everywhere All at Once* (EEAO), de Daniel Kwan et Daniel Scheinert (dits «les Daniels»), triomphe aux Oscars en 2023.

Mais la misanthropie sanglante de *Love Lies Bleeding* doit beaucoup à son auteur. Rose Glass ose tout, le gore et le mauvais goût, pour conter une émancipation féminine contrariée par un masculinisme pervers et une sororité dégenérée. En comparaison, *Boulevard de la mort* de Quentin Tarantino et *Thelma et Louise*, de Ridley Scott, sont des promenades de santé. Les piqures de stéroïdes de Jackie rappellent les injections de *The Substance*, tout juste récompensé du prix du meilleur scénario à Cannes. Dans la satire horrifique de Coralie Fargeat, Demi Moore «accouche» d'une «meilleure version d'elle-même», incarnée par Margaret Qualley, chair à canon d'une émission de télévision vulgaire, miroir d'une société obsédée par la jeunesse et la beauté. *Love Lies Bleeding*,

thriller pop et poisseux, piétine avec la même allégresse les règles de savoir-vivre (et mourir) édictées par les hommes.

Les femmes se rebiffent. Contre le patriarcat, la bienséance, parfois à la limite du grotesque. Elles retournent la violence de leurs oppresseurs. Elles ne sortent pas forcément vainqueurs. Ni Rose Glass ni Coralie Fargeat ne croient aux contes de fées. Pas sûr que les petites filles érigent en modèles leurs protagonistes. ■

«Love Lies Bleeding»

Thriller de Rose Glass

Avec Kristen Stewart, Katy O'Brian, Jena Malone, Anna Baryshnikov, Dave Franco

Durée : 1h44

Notre avis : ●●●○

«Gloria!» : portrait de jeunes filles en feu

Éric Neuhoff

Pour son premier long-métrage, Margherita Vicario s'immisce dans un institut pour orphelines à Venise au XVIII^e siècle. Et secoue le film à costumes.

Tout le monde est aux cent coups. À l'institut Sant'Ignazio, le pape est attendu. Dans cet établissement retiré de Venise, on enseigne la musique à de jeunes orphelines. Pour l'occasion, un concert inédit doit être donné. Le maître de chapelle n'arrive pas à écrire une note. C'est l'affolement. En désespoir de cause, l'ecclésiastique engage en secret un compositeur chargé de lui fournir une partition. Pendant ce temps, les jeunes pensionnaires chuchotent, se moquent de leur professeur aux abois.

Leur voix est celle des anges. D'un violon, elles tirent des sons divins. Il n'y a pas que les répétitions menées à la baguette. Les tâches ménagères continuent. Il s'agit de laver le linge, d'étendre les draps dans la cour, de frotter le sol. L'une d'elles, qui est muette, découvre par hasard un piano-forte dans une pièce condamnée et poussiéreuse. Teresa s'assied devant l'instrument, pose ses doigts sur le clavier. Une nouvelle vie s'ouvre à elle. Ses camarades ne tardent pas à la rejoindre chaque soir. Ce sera leur secret.

Ensemble, elles se lancent dans des morceaux qu'on n'ose qualifier d'endiables. À la leur des bougies, en chemise de nuit, leur chant résonne sous ces voûtes séculaires. L'inspiration leur tombe dessus comme la misère sur le bas clergé. Pie VII ne sait pas la surprise qu'on lui réserve. Menée par l'émouvante et douce Galathea Bellugi (repérée dans *Chien de la casse*), cette curiosité dispense une énergie contagieuse, secoue le genre du film à costumes, multiplie les anachronismes avec une joie non dissimulée.

La réalisatrice, qui ne semble pas ennemie de la beauté, déroule son histoire tambour battant, sans se soucier du bon goût et de l'authenticité. Les demoiselles ne sont pas des saintes. La jalousie s'invite dans cette chorale enchantée, ce ballet de robes bleu ciel (mention spéciale pour Carlotta Gamba et son regard d'acier) que les mauvais esprits risquent de comparer à une publicité pour des yaourts au lait entier. La Sérénissime gardait donc des mystères.

Final en forme de «Sister Act»

Gloria!, premier long-métrage de Margherita Vicario, sonne juste, affiche une belle liberté, met des couleurs au *Gloria* de Vivaldi qui devient ici une sorte de tube pop aux accents liturgiques, sous les yeux ébahis du directeur s'arrachant les cheveux. Le spectacle intrigue, ne s'embarrasse pas de pinettes, séduit avec son final en forme de *Sister Act* version italienne. Il faut imaginer - allons, un petit effort - tous les matins du monde contaminé par le disco. Après tout, Aya Nakamura pourrait bien se produire à la cérémonie des Jeux olympiques. Évidemment, pour être à la mode, on dira que le film est féministe. Le moyen de faire autrement, désormais ? Il sort du lot, c'est beaucoup mieux. ■

«Gloria!»

Drame de Margherita Vicario

Avec Galathea Bellugi, Carlotta Gamba, Veronica Lucchesi, Maria Vittoria Dallasta

Durée : 1h46

Notre avis : ●●●○

3 paris île-de-france

3^{ÈME} ÉDITION

les étoiles du classique

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

26 > 30 JUIN 2024

CONCERTS SYMPHONIQUES EN PLEIN AIR

CONCERTS JEUNE PUBLIC

PIANO

VOIX

JAZZ

11 CONCERTS

200 JEUNES TALENTS

PROGRAMME ET RESERVATIONS : www.lesetoilesduclassique.fr

Propos recueillis par **Olivier Delcroix**

L'acteur campe un père taiseux mais plein de tendresse dans «*Juliette au printemps*», le quatrième film de Blandine Lenoir.

Il traverse le boulevard d'un pas alerte. Jean-Pierre Darroussin a fixé le rendez-vous de l'interview au café Le Zéphyr, presque en face du Théâtre des Variétés. «*Je ne me souvenais pas que c'était si bruyant*», sourit-il tout en s'asseyant. À 70 printemps, veste beige, barbe blanche coupée court, lunettes à montures marron, l'acteur fétiche de Robert Guédiguian, qui fête ses 50 ans de carrière, est revenu à Paris passer le week-end en famille. «*Actuellement*, précise-t-il, *je suis sur le tournage de Rapaces, de Peter Dinklage, qui plonge dans les coulisses du journal Détective. Sami Bouajila enquête avec sa fille stagiaire sur un fait divers sordide. Quant au personnage que j'incarne, il est une sorte de "Poulpe" qui aurait vieilli et serait toujours en activité. Nous reprenons lundi à Chambéry...*» En attendant, Darroussin incarne un papa à la retraite dans le quatrième film de Blandine Lenoir, *Juliette au printemps*, adapté de la bande dessinée de Camille Jourdy. Il le crie haut et fort, c'est un film auquel il tient beaucoup, et qu'il veut défendre plus que d'autres.

LE FIGARO. - Qu'est-ce qui vous a attiré dans ce projet ?
JEAN-PIERRE DARROUSSIN. - J'ai trouvé le script très juste. Blandine Lenoir et la dessinatrice Camille Jourdy se sont mises à deux pour écrire ce scénario. J'ai décelé une vibration sincère dans l'écriture. Lorsque Blandine m'a appelé, j'ai tout de suite accepté le rôle de Léonard.

Comment avez-vous appréhendé ce personnage de père à la retraite ?
J'ai tout de suite trouvé que c'était un



Jean-Pierre Darroussin et Izia Higelin dans *Juliette au printemps*.

CAROLE BETHUEL/DAPHNIA

Jean-Pierre Darroussin : «*Je suis un acteur à contretemps*»

beau rôle. Il est toujours agréable de jouer un personnage un peu taiseux, un peu bougon, sur son quant-à-soi. Les vannes de ses émotions sont bien fermées. Si elles s'ouvrent, ça risque de déborder. Chez lui tout est là, contenu dans la retenue.

Votre personnage porte la moustache et vous vous amusez avec.
Cet accessoire définit-il Léonard ?
Pour incarner un personnage, j'oscille toujours entre le glabre, la barbe rasée ou la barbe fournie. J'aime changer de tête d'un rôle à l'autre. Avec la moustache, j'ai pu me faire une tête à la

Georges Brassens, un artiste cher à mon cœur. C'était un artiste authentiquement modeste. Comme lui, Léonard est un personnage qui ne cherche pas à être spectaculaire. C'est un type qui s'en sort toujours par l'humour en faisant des jeux de mots. Il est caustique. Quand il cuisine, il prépare des «*croques vieux monsieur*». C'est un papa empêché, éduqué à l'ancienne. Il reste très pudique dans sa relation avec sa fille notamment.

Comment avez-vous travaillé avec Izia Higelin, qui incarne Juliette, votre fille ?
Nous avons commencé le tournage jus-

te tous les deux, Izia et moi. Les autres comédiens sont arrivés après. Nous tournions à Châtillon-sur-Chalaronne dans les Dombes. Un très joli village où nous étions confrontés à l'intimité des uns et des autres puisque nous étions logés dans un petit hôtel. Je voyais le quotidien d'Izia, je la voyais faire son jogging, son travail de piscine pour s'entretenir. Pendant le tournage, elle continuait à assurer des concerts. C'était très exigeant pour elle sur le plan physique.

Juliette a la trentaine et fait une pause dans sa vie. Cela vous est-il arrivé ?
Tout à fait. Vers 33 ans, j'ai voulu essayer de comprendre si j'étais bien fait pour être acteur. Je suis parti m'installer à la campagne dans le Lot, entre Martel et Souillac. Je me suis essayé au métier d'instituteur. J'ai assez vite compris que je ne m'étais pas trompé de voie. J'ai aussi réalisé qu'il fallait la vocation pour devenir instituteur. Ma fille d'ailleurs est devenue institutrice.

Et vous, comment est née votre vocation d'acteur ?
C'était en CE2, à Courbevoie, où je suis né. Mon institutrice justement m'a fait jouer le rôle d'Argan dans *Le Malade imaginaire*. J'ai tout de suite aimé ça. Et puis, un jour, j'ai regardé à la télévision *La Charrue et les Étoiles*, de Stelio Lorenzi, l'adaptation d'une pièce de théâtre sur la révolution irlandaise. J'ai été frappé par le comédien Maurice Chevit. D'un seul coup, j'ai perçu son plaisir à lui, son œil qui frise. Un peu comme Mastroianni, Jouvet ou Raimu. Cette jubilation intérieure chez l'acteur, ce plaisir de jouer et de transmettre, ça m'a touché. C'est la première fois que je me suis dit que ce serait formidable d'en faire mon métier. Après, les choses se sont enchaînées, le Cours Florent, l'école de la rue Blanche et le Conservatoire, où j'ai rencontré Marcel Bluwal. Au Conservatoire, curieusement, les professeurs que nous avions étaient tous des metteurs en scène. Au final, ils nous ont plus appris la mise en scène que le fait de jouer la comédie.

Est-ce pour cela qu'en 2006 vous mettez en scène *Le Pressentiment*, adapté d'Emmanuel Bove ?
Sans doute. Disons que j'avais envie de passer de l'autre côté de la caméra, de pousser l'expérience jusqu'au bout. J'ai mis deux ans à la faire. Le film a obtenu le prix Louis-Delluc. Il a fait 230 000 entrées, ce qui n'est pas si mal. Aujourd'hui, on me dit qu'il est déprimant ! (*Rires*) C'est surtout à ce moment-là que je me suis aperçu que c'était plus intéressant pour moi d'être comédien. C'est plus varié. En fait, je préfère papillonner, voilà. Mon père, qui avait le sens de la formule, m'avait dit un jour : «*Tu devrais faire du théâtre. Quand tu montes sur scène, tu es en chausson*». C'est joli. Il avait raison.

D'où viennent ces petites touches d'humour, de burlesque

que vous instillez dans chacun de vos personnages ?
Le burlesque ajoute de la dramaturgie. Il faut toujours oser une petite part de ridicule, au risque de se casser la figure. C'est un peu la base du travail du clown. Et puis cela donne de l'humanité à un personnage. Tout est histoire de dosage pour mieux surprendre le spectateur. Il y a aussi une notion de contretemps. Moi, j'ai naturellement un rythme un peu lent. Souvent ce décalage surprend parce que je ne suis pas dans le rythme de tout le monde. Je sais que l'époque est à l'accélération, mais j'ai toujours été contre ce dogme qui veut que la comédie soit dans la rapidité. J'ai travaillé avec Roland Dubillard. Ce qu'il faisait était à pisser de rire, mais dans une lenteur totale. Évidemment, c'est moins spectaculaire. Mais son génie absurde et comique venait de son contretemps permanent.

Vous sentez-vous un peu comme Roland Dubillard ?
En tout cas, je me reconnais une proximité avec lui et son travail. Je sens que nous avons ce même moteur en commun. Oui, dans le fond, je pense que je suis un acteur à contretemps. ■

NOTRE AVIS

On peut faire un film choral en offrant une belle partition à chaque personnage. Dans *Juliette au printemps*, de Blandine Lenoir, Juliette (Izia Higelin), la trentaine, est illustratrice pour des livres jeunesse, mais traîne sa dépression comme un boulet. Sa sœur, Marylou (Sophie Guillemin), érigée en pilier de la cellule familiale, trompe son mari l'après-midi dans la serre du jardin. Le père, Léonard (Jean-Pierre Darroussin), n'a jamais su exprimer ses émotions et a bien du mal à définir la tendresse. Enfin, son ex-femme, Nathalie (Noémie Lvovsky), déborde d'énergie en permanence et choisit une vie fantasque pour mieux dissimuler ses faiblesses. Au milieu un drame, que chacun a enfoui. Alors, comme dans toute famille où les blessures parasitent la communication, des éléments extérieurs vont les aider à expurger leur souffrance. Après la ménopause dans *Aurora* et l'avortement dans *Annie Colère*, Blandine Lenoir dissèque cette fois la dépression. En abordant ce sujet tabou avec douceur et humour, elle reste dans le registre «*mélancomique*», qui est sa marque de fabrique. Et une fois de plus, elle pose son regard féministe sur le rôle des hommes et des femmes dans notre société avec habileté. L'instinct maternel en prend un coup, forcément. Mais sans discours péremptoire. Tout un art. **Florence Viernon**

«*Juliette au printemps*»
Drame de Blandine Lenoir
Avec Izia Higelin, Sophie Guillemin, Jean-Pierre Darroussin, Noémie Lvovsky
Durée : 1h36
Notre avis : ●●●○

MOBILIER NATIONAL

GRANDS DÉCORS RESTAURÉS DE NOTRE-DAME

Mobilier national
42 av. des Gobelins,
Paris 13^e

Exposition
du 24 avril au 21 juillet 2024

Exposition proposée par la DRAC Île-de-France, le Mobilier national et le C2RMF.

Avec le soutien de

Avec le mécénat de

En partenariat média avec

france-tv

La tablette design sous stéroïdes

Pascal Grandmaison

Équipé d'une puce et d'un écran exceptionnels, l'iPad Pro M4 rivalise avec les meilleurs ordinateurs portables. Pour un usage incertain...



S'il ne fait aucun doute que l'iPad Pro M4 représente ce qui se fait de mieux en matière de tablette tactile, on peut raisonnablement se poser la question de l'intérêt de ce type de matériel vendu à tarif prohibitif (de 1219 € à 3707 € selon options et tailles). APPLE

Modification de dessins complexes à la volée, détourage immédiat d'objets grâce à l'IA, séparation automatique des instruments d'un antique enregistrement audio, montage vidéo multicaméra en temps réel... Les nouvelles fonctionnalités de l'iPad Pro M4, la tablette la plus fine (5,1 mm et 579 g pour la version 13 pouces) et la plus puissante lancée par Apple, laissent rêveurs. Elle est capable de rivaliser, voire de dépasser, de nombreux ordinateurs portables disponibles sur le marché. Quant aux tablettes concurrentes, elles semblent reléguées au rang de reliques ou de vulgaires terminaux cantonnés au visionnage de contenus prémachés.

Apple annonce des performances jusqu'à quatre fois plus élevées dans les applications de rendu professionnel, terrain de jeu préféré des iPads Pro, par rapport à la mouture précédente. Ceci grâce à l'intégration de sa nouvelle puce maison suralimentée, héritière des M1, M2 et M3 : la M4. Plutôt que de nous satisfaire d'affirmations péremptoires, nous avons décidé de mesurer objectivement les prouesses de ce nouveau bolide

avec l'application de comparaison multiplateformes Geekbench 6. L'iPad Pro M4 atteint un score de 3821 points en calcul single-core (un seul processeur) et de 14525 en multi-core. En faisant abstraction de la partie GPU dédiée aux calculs graphiques, c'est approximativement équivalent au résultat d'un MacBook Pro (3102 et 15274 pour le MacBook Pro à puce M3 de 2023) ou d'un Mac Studio de 2023 à puce M2, et loin devant l'iPhone 15 Pro Max et sa puce M3. Seuls quelques systèmes PC très onéreux, exploitant les derniers processeurs Intel i9, le surpassent. Quant aux tablettes rivales récentes, elles plafonnent à 3600 points en multi-core. Pour couronner le tout, l'iPad Pro conserve sa prééminence en matière d'autonomie. La puce M4 serait ainsi deux fois plus économe que la M2. Apple promet 10 h de visionnage vidéo sans interruption. En pratique, nous avons largement dépassé cette limite.

Innovations techniques et logicielles

L'iPad Pro M4 peut également compter sur quatre haut-parleurs habilement simulés dans la tranche et particulière-

ment efficaces, ainsi que sur un écran tactile 13 pouces Ultra Retina XDR exploitant deux panneaux OLED pour offrir des noirs profonds et une luminosité extrême de 1600 nits avec le format HDR. En option, un verre nano texturé, issu d'un procédé de gravure à l'échelle nanométrique, préserve la qualité et le contraste de l'image tout en répartissant la lumière ambiante afin de limiter les reflets. Les professionnels apprécieront. À l'usage, c'est très reposant pour les yeux. Toujours en option, l'Apple Pencil Pro bénéficie d'un capteur capable de détecter les pincements effectués par l'utilisateur et de déployer une palette pour changer rapidement d'outil, d'épaisseur de trait et de couleur, sans interrompre le flux créatif. Enfin, un gyroscope permet de pivoter le corps du stylet pour modifier l'orientation des pointes et des pincesaux, exactement comme pour un stylo traditionnel sur une feuille de papier.

Ces innovations techniques ont pour but d'accélérer et d'affiner les tâches casques mais aussi d'autoriser de nouveaux usages. Parmi les plus spectaculaires, citons l'introduction de Live Multicam dans le logiciel de montage vidéo Final Cut Pro for iPad 2. Cette fonctionnalité transforme l'iPad en studio de production mobile,

autorisant les utilisateurs à contrôler et enregistrer jusqu'à quatre iPhone et iPad connectés sans fil. Ces derniers sont asservis via l'app de capture vidéo Final Cut Camera 6, qui donne aux utilisateurs le contrôle de la balance des blancs, des ISO, de la vitesse d'obturation, et fournit des outils de suivi de surexposition et de mise au point. En résumé, il est possible de monter une véritable régie vidéo pour une fraction du prix d'une installation professionnelle classique.

Autre innovation, le logiciel de production musicale Logic Pro for iPad 2 exploite l'intelligence artificielle pour assister les artistes au moment opportun. Citons Stem Splitter qui sait extraire et travailler individuellement les différentes parties d'un même enregistrement audio. Il est ainsi possible de ressusciter un vieux morceau en séparant les pistes de chant, de guitare, de basse, de cordes ou de batterie, puis de les retravailler séparément dans le but de moderniser, voire de modifier profondément le titre. Dans le même registre, les Session Players s'attachent à produire des accompagnements automatiques de batterie, de basse ou de clavier afin d'assister le musicien ou de lui proposer des pistes créatives. Libre à lui de les accepter !

Pour quel usage ?

L'iPad Pro 13 pouces est vendu à partir de 1569 € pour le modèle 256 Go Wi-Fi (1819 € avec l'option 5G) mais ce tarif peut monter jusqu'à 3159 € en version 2 To, 5G et verre nano-texturé. À cela, il faudra éventuellement ajouter un Apple Pencil Pro à 149 € et l'élégant clavier housse magnétique Magic Keyboard à 399 €, pour un total de 3707 €. C'est cher ! Heureusement, il existe une version 11 pouces débutant à 1219 €. S'il ne fait aucun doute que l'iPad Pro M4 représente ce qui se fait de mieux en matière de tablette tactile, on peut raisonnablement se poser la question de l'intérêt de ce type de matériel vendu à tarif prohibitif. Certes, les créatifs y trouveront leur compte grâce à la possibilité de concevoir des images de qualité avec le Pencil Pro et de les exploiter immédiatement sans nécessité d'effectuer de coûteux tirages papier. C'est le cas notamment de Julien Fournié, un créateur de haute couture parisien, qui nous avait ouvert les portes de son atelier et démontré en direct les gains de temps et d'argent inestimables apportés par l'agilité de l'iPad. Les vidéastes et musiciens pourront également être séduits par les potentialités nomades de ce véritable ordinateur de poche. En réalité, la plupart d'entre eux restent rebutés par une interface tactile plus adaptée à la consommation de contenus qu'à la production.

Pour le grand public, l'iPad Pro représente avant tout une machine de luxe pour visionner des films, regarder des photos ou faire son shopping en ligne. Rien de plus ! Enfin, la raison principale du manque d'intérêt pour un iPad, ou toute autre tablette concurrente, réside dans la concurrence sans partage que lui livre le MacBook Air M3. Vendu seulement 1299 € en version 13 pouces, le nouveau petit champion d'Apple se révèle une bête de course, légère et facile à transporter, offrant toutes les commodités d'usage attachées à l'ordinateur (souris, stockage, système MacOS et logiciels classiques complets...). Il ne lui manquerait qu'un stylet pour devenir la meilleure tablette du monde... En revanche, si votre budget ne connaît pas de limite, foncez ! Vous ne le regretterez pas. ■

L'aspirateur robot qui prédit l'avenir

Grâce à une estimation habile des surfaces poussiéreuses, le Dyson 360 Vis Nav anticipe les zones à couvrir.

Comme chaque samedi matin à l'heure prévue, il s'élance pour s'acquitter de sa tâche : aspirer l'ensemble des sols de l'appartement. Il suit l'itinéraire habituel en fonction de la cartographie préalable des lieux. Sans surprise, il s'attarde plus longuement sur les zones souillées mais aussi sur celles habituées à être recouvertes de poussières. Après de longues minutes de labeur, relativement bruyant, il retourne sur sa station de charge pour se ravitailler en électricité. Une fois le travail terminé, il s'endort jusqu'à la semaine suivante, à moins que l'on souhaite effectuer un nettoyage imprévu et qu'on lui assigne une nouvelle besogne.

Puissance d'aspiration record

Nous avons testé le Dyson 360 Vis Nav (1 299 €), le premier aspirateur robot du maître anglais de l'aspiration cyclonique. Doté d'un système de vision à 360° avec objectif fish-eye et d'une cohorte de 26 capteurs, il interprète son environnement avec précision, évitant les obstacles et mémorisant rapidement les endroits déjà couverts. Contrairement aux robots concurrents, il dispose d'ailettes latérales conçues pour rediriger l'aspiration et nettoyer efficacement les bords. Son design en D et sa large brosse avant lui permettent également d'atteindre les coins. En parallèle, un capteur piézoélectrique analyse les niveaux de poussière 15 000 fois par seconde afin de détecter les particules

invisibles et de réguler automatiquement la puissance. Son moteur tourne à 110 000 t/mn pour créer une force localisée de 100 000 G capable d'attirer toute la poussière. Dans un second temps, un filtre Hepa emprisonne 99,99 % des particules microscopiques d'une taille inférieure à 0,1 micron (squames d'animaux, particules de diesel).

Lors de nos essais, nous avons été séduits par sa puissance d'aspiration (annoncée comme deux fois plus élevée que la concurrence) et sa capacité à l'adapter à la saleté présente sous ses capteurs. Le Dyson 360 Vis Nav nous a également impressionnés en déployant une petite raclette sur le côté afin de débarrasser les murs et les plinthes de leurs scories. Après 50 min, son autonomie maximum, nous avons effectivement pu témoigner d'un niveau de propreté inaccessible à la concurrence. Malheureusement, le Dyson 360 Vis Nav souffre de quelques lacunes. En premier lieu, il peut s'avérer extrêmement bruyant lorsqu'il s'attaque à une zone particulièrement sale (il existe un mode silencieux). Ensuite, il ne fait qu'aspirer alors que la concurrence propose des robots aspirateurs et laveurs ainsi que des stations de vidange automatique des déchets. Enfin, son prix reste élevé par rapport à ses rivaux (iRobot, Roborock, Xiaomi, Ecovacs),

principalement chinois. S'il ne démerite pas, le 360 Vis Nav devra rapidement étendre ses fonctionnalités s'il veut s'imposer sur le marché très encombré des aspirateurs robots. ■ P.G.



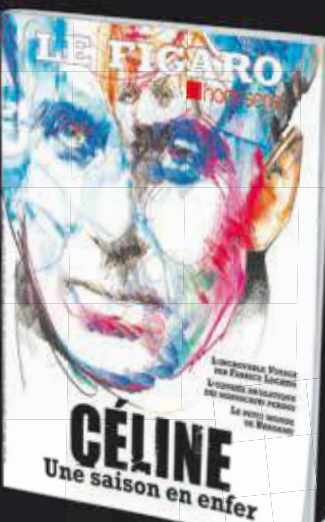
LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

■ hors-série

CÉLINE, UNE SAISON EN ENFER

« On parle souvent des illusions, qu'elles perdent la jeunesse. On l'a perdue sans illusions la jeunesse !... » Il y a cent trente ans, le 27 mai 1894, naissait l'écrivain le plus infréquentable de la littérature française. Soldat, voyageur, médecin, romancier, imprécateur, fuyard, Louis-Ferdinand Céline a traversé les horreurs de son siècle, qu'il a dénoncées avec violence avant de s'y fourvoyer lui-même. Il avait, mieux que quiconque, exprimé l'absurdité de la Grande Guerre, qui l'avait meurtri jusqu'à l'âme. De l'Afrique à l'Amérique, puis à la banlieue parisienne, il avait entrevu ce qu'étaient vraiment les hommes : « Dieu, qu'ils étaient lourds ! » Le Figaro Hors-Série consacre un numéro spécial à l'auteur du Voyage au bout de la nuit, prodigieux romancier, mais signataire d'effroyables pamphlets antisémites, figure sulfureuse revenue sur le devant de la scène avec la réapparition, en août 2021, de six mille feuillets inédits, publiés depuis par Gallimard. Décryptage de son œuvre, dictionnaire des personnages, abécédaire, analyse de son style... Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'écrivain maudit.



14,90 € 164 pages, actuellement disponible chez votre marchand de journaux et sur www.figaro-store.fr/hors-serie

Retrouvez Le Figaro Hors-Série sur X et Facebook



Jacquemus le choc des photos, le poids des réseaux sociaux

Hélène Guillaume Envoyée spéciale à Capri

C'est la première fois que la mythique villa Malaparte ouvre ses portes à un défilé de mode. Non pas à celui d'un géant du luxe mais à celui de la marque du jeune Français.

Quarante invités et pas une personne de plus. C'était le deal entre Simon Porte Jacquemus et les héritiers de Malaparte pour pouvoir présenter la collection de l'automne-hiver 2024-2025 dans la mythique villa de Capri. Depuis début avril et l'annonce de ce défilé tout petit, ils sont nombreux à regretter de ne pas être de la partie. Mais la destination est si exceptionnelle que la marque française qui fête ses 15 ans, a décidé d'arbitrer et, hormis une poignée de journalistes, a privilégié des célébrités dont Gwyneth Paltrow venue avec son ami Giancarlo Giammetti, le cofondateur de la maison Valentino. Si l'Américaine est en photographie sur le moodboard du créateur (« qui d'autres qu'elle pour incarner l'élégance simple aujourd'hui ? », lance Simon Jacquemus quand on lui demande pourquoi elle), on y trouve surtout deux icônes du XX^e siècle : la brune Jackie O. avec « son allure intemporelle et les images que l'on a tous gardées d'elle photographiée par les paparazzis à Capri, si rafraîchissante en vareuse, pantalon capri et foulard noué dans les cheveux » ; et la blonde Brigitte Bardot, ou plutôt son personnage de Camille dans *Le Mépris* (1963) tournée à la villa Malaparte.

« C'est ce film qui a décidé de la création de ma marque », dit Simon Porte Jacquemus, quelques minutes avant le défilé, retranché dans la fraîcheur relative du bureau de l'écrivain italien. Vous pouvez vérifier, je l'ai dit dès mes toutes premières interviews, c'est en regardant, à 17 ans, l'incroyable trailer du film de Godard que j'ai décidé de faire de la mode. » Merveilleuse bande-annonce où les voix de Bardot et de Piccoli égrainent, sur la musique de Georges Delerue, les éléments saillants du film : « *Bientôt sur cet écran / La femme / L'homme / L'Italie / Le cinéma* », etc. Ces derni-



res années, chaque été, le designer qui rêvait de visiter les lieux, envoyait une bouteille à la mer, ou plutôt un mail aux ayants droit laissés lettre morte. En mai 2023, lors du Met Gala à New York en l'honneur de Karl Lagerfeld, il imprime sur la doublure de son costume un cliché de la villa à flanc de rocher prise en 1997 par le couturier allemand (tiré de son livre *Casa Malaparte*, en rupture de stock aussitôt qu'il est réédité). Touchés, les héritiers invitent le jeune homme et son mari à y dîner et y dormir. « Nous sommes venus en juillet et pour être honnête, j'ai eu presque peur en arrivant ici parce que la beauté peut être dangereuse. Plus j'étais dans la villa, plus je me disais qu'il fallait respecter cette beauté. C'est pourquoi plutôt que de parler d'y organiser seulement un défilé, je leur ai proposé de lui dédier une collection. On les a très souvent sollicités et ils ont décliné beaucoup d'événements... » Le Provençal n'est pas peu fier d'avoir obtenu leur assentiment.

Après la Fondation Maeght en janvier pour son défilé du printemps-été, mais aussi le Musée Picasso en 2017, il continue de tisser des liens avec une histoire de l'art moderne et de l'architecture des années 1950-1970 marquée par la Méditerranée, les céramiques, la nature et les sculptures

organiques. Cette esthétique des Trente Glorieuses fait écho aux utopies que ce trentenaire n'a cessé de revendiquer depuis ses débuts, même lorsque la mode « feel good » n'était pas bien perçue. Quinze ans ont passé et ses collections joyeuses et joueuses ont fait école. Chez lui, même le noir est un noir d'été, sensuel et léger. Sur le podium, on retrouve en filigrane Bardot/Camille avec le célèbre peignoir blanc porté par un mannequin noir - cette pièce couture, entièrement brodée de plumes, a nécessité 700 heures de travail ! On retrouve aussi dans l'attitude des filles, un peu de la jeune BB, cette démarche de danseuse qui rendait tout gracieux - la sensualité, la liberté, y compris la provocation - échappant à toute vulgarité.

Mise en scène unique

Comme cette longue robe en voile qui laisse transparaître les seins mais dont la couleur turquoise fait jaillir une féminité solaire. Un top péplum en raphia ou imprimé zèbre se porte avec une jupe trapèze de ce même bleu lumineux ou d'un rose de terre cuite. Une robe-bustier jaune délavé s'évase en une géométrie un peu outrée. Une jupe en veau velours jaune citron est serrée à la taille par une ceinture tressée. Il

La dernière collection de Jacquemus à la villa Malaparte à Capri. En bas, dans sa robe noire, Jennie des Blackpink.

joue sur le mouvement d'une robe blanche accessoirisée d'un immense cabas passé à l'épave. La même ou presque, en version noire, clôt le show, portée par Jennie, idole du groupe de K-pop Blackpink et pourtant ici toute intimidée. La collection est commercialisée dès aujourd'hui, notamment dans la boutique que la marque vient d'ouvrir à Capri.

Il fait chaud, très chaud sur le toit de la villa Malaparte ce 10 juin. Accéder à la maison qui surplombe la falaise par l'escalier taillé dans la roche n'est pas de tout repos pour les équipes qui ont préparé le show et les invités tout de Jacquemus vêtu - Laetitia Casta, le nouveau couple du cinéma Adèle Exarchopoulos et François Civil, Dua Lipa... Mais le jeu en vaut la chandelle tant fonctionnent les images des mannequins dans cette mise en scène unique avec son architecture ocre, sa végétation verte, sur fond azur où ciel et mer se confondent. C'est le choc des photos et le poids des réseaux sociaux : une robe n'est jamais si belle aux yeux de TikTok et d'Instagram, que portée par une star des podiums dans un décor de rêve... C'est ce que cherchent toutes les grandes marques, en particulier avec les collections croisières, investissant des millions pour atteindre cette alchimie. Jacquemus avec ses « petits » moyens y parvient.

Bien qu'on lui ait longtemps reproché d'être davantage une créature d'Instagram qu'un créateur de savoir-faire, Simon Porte Jacquemus a les pieds sur terre. Il cherche en permanence l'équilibre entre ces deux casquettes : celle de PDG et celle de directeur artistique de sa propre marque. D'ailleurs, il évoque Giorgio Armani qu'il cite comme inspiration de son look homme préféré. Un modèle à la fois pour son style intemporel et pour l'empire qu'a construit l'Italien qui va fêter ses 90 ans dans un mois ! « J'aime la symbolique du bureau de Malaparte avec d'un côté, son espace de travail qui domine sur une fenêtre à barreaux représentant la contrainte et de l'autre, là où il pouvait lire et rêver, une fenêtre avec vue sur l'horizon symbolisant la liberté », reprend Simon Porte Jacquemus. C'est la façon dont je vois ma vie et mon travail, entre rigueur et liberté. »

Depuis déjà un moment, il veut sortir de la posture du jeune créateur pour devenir une « maison », ne s'interdisant aucune ambition. « Depuis janvier, nous voyons que les clients viennent chercher chez nous des pièces spéciales, plus sophistiquées, avec des embellissements, et qu'il n'y a pas de résistance au prix. Mais pour nous élever, nous devons toujours hausser notre savoir-faire, cela prend du temps car par rapport à des marques historiques, nous n'avons que 15 ans. Aujourd'hui, mon obsession et elle le sera toujours, c'est de rendre le produit meilleur. Je ne travaille pas pour un chèque mais pour le long terme. » ■

Un parfum de Renaissance

Pauline Castellani

Jusqu'au 15 septembre, le château du Clos Lucé, dernière demeure de Léonard de Vinci à Amboise, explore l'intérêt du peintre pour les fragrances tout en immergeant le visiteur dans l'atmosphère olfactive du XVI^e siècle.

C'est une petite prouesse technique que cette reconstitution de l'oiselet de Chypre. En fait, une sorte de résine parfumée moulée en forme d'oiselet et disposée dans une petite cage servant d'encensoir d'après un dessin de Léonard. Se dégage de cet étonnant brûle-parfum ouvrage une odeur enveloppante de benjoin, de myrrhe, de charbon, de styrac calamite, d'eau de rose probablement semblable à celle qui régnait à la cour de François I^{er}. Car c'est bien là l'une des principales caractéristiques de cette exposition « Léonard de Vinci et les parfums à la Renaissance », que de donner à voir et à sentir le XVI^e siècle. Sont ainsi montrés en regard d'une soixantaine d'œuvres dont des dessins originaux de Léonard de Vinci, des peintures de ses élèves, des tableaux de cour du Quattrocento et des manuscrits florentins, une sélection d'objets à parfums en vogue comme cette série d'encensoirs, ces « pomanders », ces gants parfumés, et ces patenôtres mis en odeurs avec la collaboration de Givaudan.

En suivant le parcours de Léonard depuis l'arrivée à Constantinople de sa mère

Caterina - esclave affranchie originaire d'Orient - jusqu'au château d'Amboise, le visiteur respire les effluves de l'histoire. Celles d'abord des marchés aux épices de la capitale byzantine et des boutiques des Spezieri, ces marchands de drogues et autres préparations médicinales de Venise où s'installera finalement Caterina.

« Immatérielles et insaisissables »

Mais surtout les parfums de la Toscane natale du peintre, avec les oliviers, les cyprès, la terre argileuse et la fraîcheur hespéridée des jardins des Médicis mêlés à l'odeur métallique de l'encre et du plomb des premières imprimeries de son quartier. Suivront les riches senteurs de la cour des Sforza (où la noblesse milanaise parfume robes, chemises, chaussures, gants et même bijoux) puis celle de François I^{er} - ici c'est la poudre de violette qui imprègne vêtements et linge de table. Voir à ce propos, le précieux inventaire après décès du parfumeur espagnol du roi de France où sont consignés de multiples boîtes de senteurs, tamis à poudres odorantes, bâtons à tourner les gants, et re-

mèdes thérapeutiques (à l'époque, on se parfume aussi pour se soigner et se protéger des miasmes).

Dans ce XVI^e siècle bouillonnant d'inventions et de progrès, le vif intérêt de Léonard pour les odeurs surgit également dans ses nombreux textes et dessins. « *Parfumare, odorifera, aulente, refragantia, macierato, lacierato, putride, puzolente, putrefragio...* » À travers les mots enregistrés dans son Codex Trivulzianus, Léonard se demande comment parler de substances aussi immatérielles et insaisissables que les parfums, note Pascal Briost, professeur d'histoire moderne à l'université de Tours et commissaire de l'exposition du Clos Lucé avec Carlo Vecce. Dans ses manuscrits, il note souvent des recettes de parfums où apparaissent des savoir-faire en usage à Venise, des compositions généralement délicates et nuancées, peu intenses, à base d'essences végé-



tales comme la fleur d'oranger, les fleurs de jasmin et de sureau, l'eau de rose, le genévrier, le cyprès.

Les expériences du peintre sur l'odorat témoignent de la progression des techniques de l'enfleurage à chaud et de la distillation, pour laquelle d'ailleurs, dans les années 1480, il étudiera même un four à tour. « Il installe dans son atelier de Florence des cornues et alambics mais, à dire vrai, ses recherches lui serviront davantage pour la distillation des huiles, des vernis et des peintures que pour la compo-

À gauche, un « pomander » en métal gravé destiné à diffuser les effluves d'ambre gris ou de musc. Ci-dessus, Oranges, citrons verts, citrons et limettes douces par Bartolomeo Bimbi, contemporain de De Vinci.

sition de parfums. » Ainsi, le peintre remarque que l'alcool a la capacité de produire un effet colorant tout en conservant la fragrance : « *Note comment l'eau-de-vie s'imprègne de toutes les couleurs et du parfum des fleurs. Si tu veux faire de l'azur, mets-y des bleuets ; et des coquelicots pour le rouge.* » ■

« Léonard de Vinci et les parfums à la Renaissance », jusqu'au 15 septembre. Plus d'infos sur vinci-closluc.com

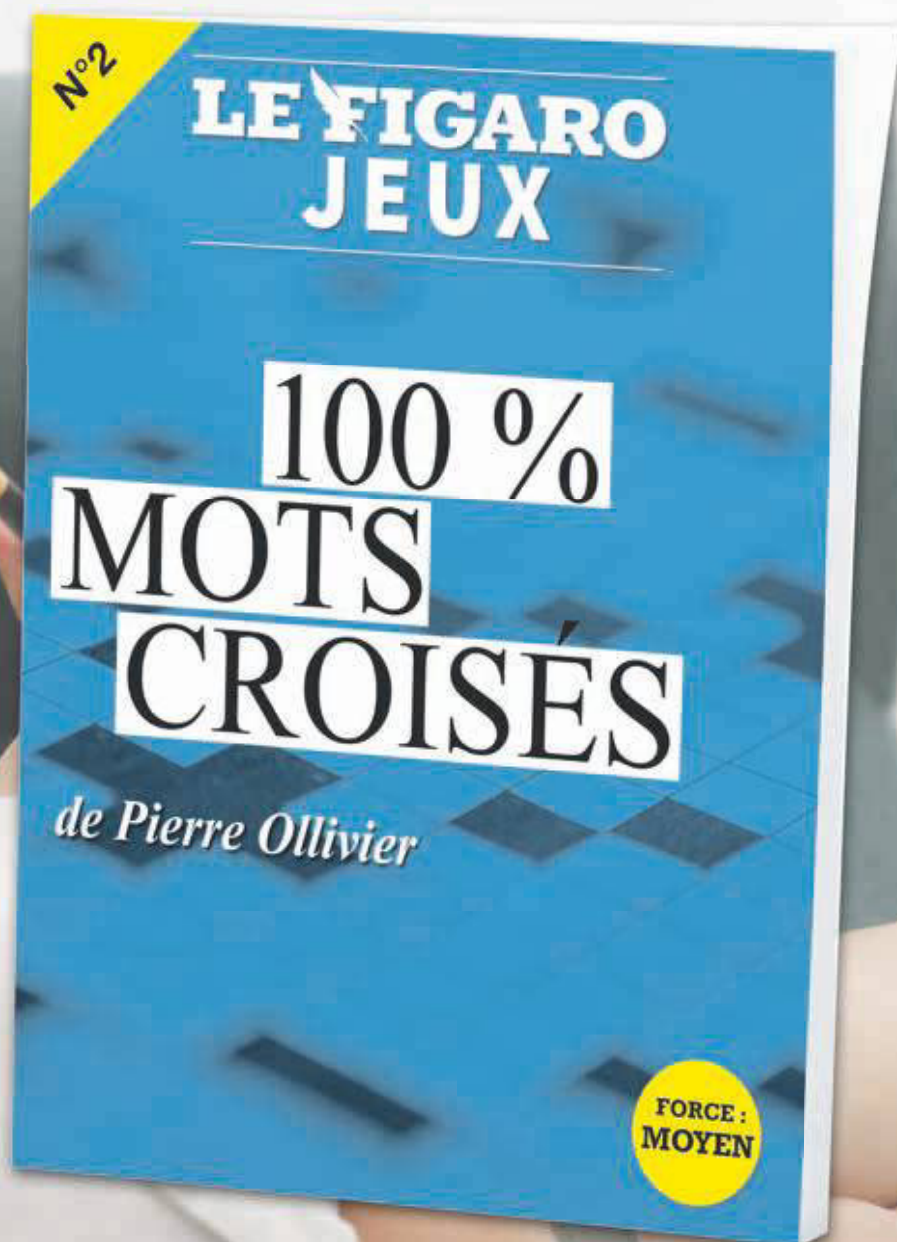
N°2
NOUVEAU

LE FIGARO

présente

LES MOTS CROISÉS

DE PIERRE OLLIVIER



6 €
90

EN VENTE ACTUELLEMENT

chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

Laurent Louët

Sur la « Costa del Golf », au sud de l'Espagne, les quatre parcours de Sotogrande comptent parmi les destinations européennes incontournables.

Luxe et glamour, couleurs chatoyantes et arômes exotiques... C'est cette atmosphère unique qui a fait de Sotogrande une destination prisée sur la Costa del Sol. L'histoire de ce domaine commence avec Joseph McMicking, un homme d'affaires philippino-américain qui, en 1962, achète cinq fermes dans la province de Cadix et commence à transformer le terrain en un complexe résidentiel de luxe, tourné vers un mode de vie sain. McMicking met un soin particulier à célébrer toutes les bonnes choses de la vie dans cet endroit chaleureux, attirant la haute société madrilène en lui proposant cet hédonisme ambiant. Très vite, Sotogrande a été affublé du titre de Beverly Hills de l'Europe.

L'Andalousie est connue pour son mix unique de montagnes et de mer offrant des points de vue d'exception. Le long de la côte espagnole et sur les pentes de la Sierra Almenara, la région propose énormément d'activités liées à la nature. Depuis une trentaine d'années, son évolution a conduit à voir pousser des panneaux d'un genre nouveau sur le bord de la route côtière qui descend de Malaga à Algeiras en passant par Marbella, puis Sotogrande. Tous portent la mention « Costa del Golf », faisant référence aux 70 parcours de la région. C'est ainsi que le sud de l'Espagne est devenu un spot incontournable du golf en Europe. Et si Marbella s'est taillé la part du lion en multipliant les tracés, Sotogrande et ses quatre tracés n'ont eu de cesse de cultiver leur différence en renforçant le caractère exclusif de leur offre.

■ Real Club de Golf

Ce parcours est certainement le plus beau de la région de Sotogrande. Première réalisation de Robert Trent Jones, en 1964, ce club historique est un sanctuaire du golf au sens strict. Fidèle à sa philosophie du jeu, l'architecte américain a construit un vrai parcours de championnat (6 304 mètres, par 72) et y a imprimé sa patte. À l'instar du par 3 en lie du trou 17, qui donne l'impression d'être en Floride. Ce tracé, qui accueille les professionnels du LIV Golf en juillet, est truffé de pièges, notamment de bunkers, mais reste très agréable à jouer pour les amateurs (slope 135 pour les messieurs, slope 131 pour les dames), malgré la difficulté de ses longs pars 3. Lieu très exclusif, le Real Club de Golf Sotogrande est ouvert aux visiteurs en semaine, moyennant un green fee à 200 euros, et n'est accessible que sur invitation d'un de ses membres durant le week-end.

■ La Reserva Club Sotogrande

Depuis le club-house, ce tracé dessiné en 2003 par l'architecte américain Cabell B. Robinson propose un panorama à couper le souffle, même si la terrasse la mieux orientée est exclusivement réservée aux membres. Dans le patio, les superbes photos en noir et blanc, datant des années 1960, rappellent que le lieu est attaché à l'esprit de ses fondateurs et le plaisir du jeu. Ici, le parcours de championnat (6 448 mètres, par 72) est de style très américain malgré l'important dénivelé qui le caractérise. Ses larges allées mènent à de grands greens aux ondulations douces, parfois difficiles mais toujours lisibles. Évidemment, les nombreux pins parasols qui bordent le parcours donnent à l'ouvrage une dimension méditerranéenne incomparable. Comme le nom du parcours l'indique, les 18 trous slaloment dans une réserve naturelle, donnant à l'ensemble un cachet exceptionnel. L'entretien y est impeccable et justifie donc le prix assez élevé du green fee (autour de 200 euros en haute saison, pour un nombre limité de départs quotidiens). Le complexe comprend également un country club (bar-restauration, tennis, padel, sports nautiques, etc.) nommé Beach Club, idéal pour l'après golf.



L'Almenara Golf Club compte trois boucles de 9-trous tracées entre pins et chênes-liège. Le Real Club Valderrama (ci-dessous) figure régulièrement dans les 100 meilleurs parcours mondiaux.

Sotogrande, le swing à l'andalouse

■ Real Club Valderrama

Valderrama est considéré comme l'un des parcours les mieux entretenus au monde et figure régulièrement parmi les 100 meilleurs au monde depuis la fin des années 1980, après son rachat par Jaime Ortiz-Patino. Le grand industriel bolivien a alors relancé le club, rappelant Robert Trent Jones Sr, qui avait conçu le parcours en 1974, pour de conséquents réaménagements. Dans la foulée, Valderrama a accueilli de nombreux événements prestigieux, dont la Ryder Cup 1997, disputée pour la première fois en Europe continentale et remportée par l'équipe européenne sous le capitaine de l'espagnol Severiano Ballesteros. Ce parcours (6 356 mètres, par 71) est devenu un véritable lieu de culte pour tous les

golfeurs (slope 146 pour les messieurs, slope 133 pour les dames). La qualité à un prix puisque le green fee pour les visiteurs (distribué au compte-gouttes quotidiennement) s'élève en pleine saison à plus de 450 euros. Attention également à vérifier votre tenue avant d'entrer au club-house, qui veut respecter une certaine étiquette. Sachez que les membres doivent pour leur part déboursier 200 000 euros pour faire partie de ce club prestigieux, avant de régler une cotisation annuelle de 100 000 euros.

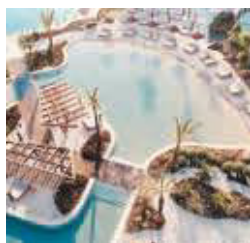
■ Almenara Golf Club

C'est à l'architecte Dave Thomas que l'on doit ce terrain ouvert en 1998, qui compte 27 trous directement accessibles

depuis le SO/ Sotogrande Golf and Spa Resort. Il a été complètement revisité durant la pandémie. Désormais, les trois 9-trous (Los Lagos, Los Alcornosques, Los Pinos) composent un ensemble beaucoup plus homogène. Les fairways visitent les pentes naturelles et luxuriantes typiques de la région, avec deux grands lacs entourés de forêts de pins et de chênes-lièges. Si certains trous présentent des contours un peu étroits, les greens restent très jouables. Attention toutefois au vent qui, lorsqu'il souffle de la mer, rend plus complexes les nombreuses mises en jeu aux dénivelés parfois impressionnants. Un défi intéressant pour les joueurs de tous les niveaux. Green fee autour de 100 euros en pleine saison. ■



Bien-être authentique et naturel



Planté sur les hauteurs, l'hôtel SO/ Sotogrande Spa and Golf Resort (groupe Accor) offre un point de vue exceptionnel sur la grande bleue. À une heure et quart de voiture au sud de Malaga et à vingt minutes au nord de Gibraltar, ce 5-étoiles propose 152 chambres, dont 36 suites réparties en petites villas sur les 77 000 mètres carrés du domaine. « Le lieu est idyllique avec un style de vie sain et contemporain, apprécié par les familles et les amis », résume Stéphane Menou, le directeur français. Le lieu imaginé par la designer Dolores Cortés offre quatre restaurants

et bars avec vue sur la mer, un parcours de golf et la nature andalouse alentour. Récemment inauguré, le spa de 3 500 m², proposant huit cabines de massage dans un écrin de verdure, a déjà reçu plusieurs prix au titre de « meilleur espace bien-être en Espagne » par les médias spécialisés. La piscine intérieure (chauffée aux panneaux solaires) s'ajoute aux deux piscines extérieures, l'une pour les adultes, l'autre pour les familles avec enfants. Quant aux golfeurs, ils apprécieront la proximité avec les 27 trous

d'Almenara, sur le domaine et à portée de drive des villas. Le SO/ Sotogrande permet également à ses clients de profiter des installations du Beach Club de La Reserva (photo), un complexe aux allures de country club moderne installé autour d'un étang en pleine nature. Celui-ci comprend aussi un parcours de golf, un club de tennis, des terrains de padel, une piscine et une plage bordant l'étang artificiel dédié aux sports nautiques.

Tél. 00 34 956 58 20 00
ou sotogrande@so-hotels.com

+ CARNET DE ROUTE

Y ALLER

En avion, vols quotidiens aller-retour Paris-Malaga sur Air France et Transavia, airfrance.fr ; transavia.com

JOUER

- Real Club de Golf Sotogrande, 11310 San Roque, Cadix. Tél. 00 34 956 78 50 14 ; golfsotogrande.com

- La Reserva Club Sotogrande, Av. La Reserva, 11310 Sotogrande, Cadix. Tél. 00 34 956 79 12 00 ; lareservaclubsotogrande.com/fr/

- Real Club Valderrama, Av. los Cortijos, 11310 Sotogrande, Cadix. Tél. 00 34 956 79 12 00 ; valderrama.com

RÉSIDER

SO/ Sotogrande Spa and Golf Resort Hotel (5 étoiles), Av. Almenara, 11310 Sotogrande. Tél. 00 34 956 58 20 00 ; sotogrande@so-hotels.com

DINER

Cafeteria KE, Puerto Deportivo, Av. de la Marina, 11310 Sotogrande. Tél. 00 34 956 790 333.

L.L.

B!G LE FIGARO Vin BAN

ÉDITORIAL par **Stéphane Reynaud**, directeur éditorial du Big Bang Vin

Une question cruciale pour la filière

Quel sera le goût du vin dans dix ans, vingt ans, cinquante ans ? La question passionne les amateurs, interroge les attentes de chacun, dans les clubs d'œnologie, chez les cavistes, dans les diners. Pour les vignerons, c'est un sujet éminemment complexe, au croisement des analyses scientifiques,

de l'économie et du marketing. Au-delà de la question, l'évolution du goût est un défi qui prend en compte le changement climatique. Comment les différents cépages vont-ils réagir à l'évolution des températures, à des événements météorologiques de plus en plus violents ? Comment des taux de sucre plus élevés

pourront-ils donner des jus moins alcoolisés, plus à même de répondre aux envies des dégustateurs ? La réponse envisagée par l'ensemble des professionnels déterminera l'avenir de la filière et la pérennité de dizaines de milliers d'emplois. Depuis longtemps, l'équipe du « Figaro Vin » multiplie les publications sur le

sujet. Cette fois, il s'est agi d'aller plus loin, en recourant à tout notre arsenal médiatique et en organisant, le 6 juin dernier, le temps d'une soirée, un Big Bang Vin dédié à ce thème. Entretiens, débats, reportages vidéo se sont succédé afin de répondre à cette question qui touche aussi nos sens et notre art de vivre. ■



Quel sera le goût du vin en 2050 ?

Caroline Frey, Guyonne de Montjou, Antoine Pétrus (de dos), Laurence Berlemont et Yves Camdeborde.

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Sommaire

36 « NOTRE VITICULTURE NE PEUT PAS VIVRE SANS EXPORTATION »
Lors d'un entretien en clôture de la deuxième édition du Big Bang Vin, la ministre déléguée à l'Agriculture, Agnès Pannier-Runacher, s'est exprimée sur le futur de la filière vitivinicole française.

37 LE CEP DE VIGNE, UN PATRIMOINE VÉGÉTAL
Ils sont une poignée de pépiniéristes et de vignerons à se battre pour préserver ou réintroduire la diversité génétique dans les vignobles. Une condition essentielle pour la production de grands vins.

37 PARTAGER LA MAGIE DU VIN
Professeur à l'université de Genève dans le département des neurosciences fondamentales, Alexandre Pouget s'intéresse à la perception du goût du vin et l'émotion qu'il suscite.

38 DEPUIS L'ANTIQUITÉ, LES VIGNERONS S'ADAPTENT AU MARCHÉ
Spécialiste de l'histoire des cultures alimentaires du XVII^e au XX^e en France, l'enseignant-chercheur à l'université Bordeaux-Montaigne, Philippe Meyzie, raconte comment le vin a toujours suivi l'évolution des goûts.

38 LE VIN DÉSALCOOLISÉ TRACE SON SILLON
Encore émergente en France, la tendance des cuvées sans alcool est déjà plébiscitée à l'international.

MERCI !

AUX TRÈS NOMBREUX INTERNAUTES QUI ONT SUIVI CETTE SECONDE ÉDITION DU BIG BANG VIN,

DÉJÀ PLUS DE 200 000 VIDÉOS VUES SUR LEFIGARO.FR ET NOS RÉSEAUX SOCIAUX.

À NOS PRESTIGIEUX INTERVENANTS POUR LEURS ÉCLAIRAGES CAPTIVANTS.

À NOS SOUTIENS

Moët Hennessy



VISIONNEZ LA REDIFFUSION



Retrouvez l'essentiel du Big Bang Vin sur : www.lefigaro.fr/big-bang-vin

Suivez-nous sur les réseaux sociaux X @BigBangFigaro

Agnès Pannier-Runacher :

« Notre viticulture ne peut pas vivre sans exportation »

Guillaume Mollaret

La ministre déléguée à l'Agriculture s'est exprimée lors de la deuxième édition du Big Bang Vin qui a réuni un panel de professionnels passionnés pour débattre de l'avenir du secteur vitivinicole.

Le constat est clair. Net et sans appel. La consommation de vin en France a chuté de 70 % depuis les années 1960. Les Français consomment aujourd'hui moins de 40 litres par an et par habitant contre plus de 120 litres à l'époque. Face à cette situation, dans un contexte où, selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), la production a elle aussi atteint son seuil bas en 2023, c'est dans la recherche de valeur ajoutée que les vignerons français s'achèvent, en quête du philtre leur permettant d'exprimer le plein potentiel de leur terroir.

Pour ceux ayant réussi cette mue et la transformation de leur vignoble... ça marche ! « La France, quand elle fait du vin de qualité, trouve son marché », soutient Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée auprès du ministre de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, invitée du Big Bang Vin aux côtés des vigneronnes et œnologues Caroline Frey et Laurence Berlemont, du sommelier meilleur ouvrier de France Antoine Pétrus, et du chef cuisinier Yves Camdeborde.

Un point de vue ministériel conforté par les chiffres. Selon l'institut d'études allemand Statista, la valeur de la production viticole française s'élevait à 15,3 milliards d'euros en 2023.

Le salut par l'export

Un niveau jamais atteint qui se trouve notamment porté par les ventes à l'étranger puisque la consommation française ne suffit pas à couvrir sa production. La ministre l'affirme ainsi sans pincette : « Notre viticulture ne peut vivre sans exportation. »

« Il faut continuer à séduire les différents marchés internationaux. Il faut aussi accompagner cette clientèle », prévient Agnès Pannier-Runacher car « les étrangers peuvent être perdus dans la diversité de la production française qui n'est pas monocépage (ou pour le moins dominé par l'un d'eux comme c'est le cas notamment en Argentine avec le malbec ou le shiraz (syrah) dans certaines provinces australiennes par exemple, NDLR), qui comptent beaucoup de régions productrices avec leurs spécificités, et de petits domaines » à l'identité bien marquée.

« Les personnes qui découvrent le vin aujourd'hui, notamment la nouvelle génération, ont les yeux grands ouverts. Il est très important d'y être perméable. Ces nouveaux consommateurs ne veulent pas savoir comment le vin est fait, mais d'où il vient, par qui il est produit, et pourquoi », soutient Antoine Pétrus, 40 ans, qui, dès aujourd'hui, prend date pour l'avenir. Avec, bien entendu le désir de consommer vertueux.

« Derrière chaque marque, la nouvelle génération de consommateurs cherche à connaître les valeurs défendues par les entreprises, c'est le cas également pour le vin. Émerge ainsi un noyau de jeunes très pointus et exigeants, peut-être

moins nombreux que quand j'avais leur âge mais qui se montre très actif. On les rencontre sur les salons professionnels. Ils peuvent également se montrer moteurs pour l'avenir », nuance Caroline Frey, 46 ans, notamment propriétaire du Château La Lagune dans le Médoc.

Un objectif commun (servir le vin avec passion) mais des approches différentes pour y parvenir que l'on retrouve également dans les inter-rangs de vigne avec des variations dans la culture de la terre, lesquelles ont une réelle influence sur le goût du vin. « La biodynamie représente l'un des courants aujourd'hui maîtrisés mais il faut se souvenir de ce qui en était dit il y a encore vingt ans », rappelle l'ingénieur agronome Laurence Berlemont, cofondatrice du Cabinet d'agronomie provençale qui assiste et conseille depuis 1996 une grande partie des domaines viticoles rachetés par une clientèle américaine ou par des investisseurs français dans les Apilles, le golfe de Saint-Tropez, le littoral varois ou le Luberon. « Les vignerons font de la recherche appliquée, dont l'agroforesterie et la permaculture font également partie. C'est un mouvement permanent », affirme-t-elle encore. Ainsi évolue donc le goût pour le vin. Mais qu'en sera-t-il de ce goût en 2050 ?

Dans une formule, Caroline Frey résume toute la responsabilité des vignerons du moment. « Ce goût sera celui que nous travaillons aujourd'hui dans nos vignes. De la même manière que nous pouvons imaginer que le vin que nous buvons aujourd'hui est le résultat des réflexions que se sont faites nos prédécesseurs il y a trente ou cinquante ans », sourit-elle.

Une pédagogie des choses simples

Un travail qui s'accompagne d'une pédagogie, mais pas d'un enseignement pesant, envers un consommateur en quête de légèreté et de « moments à partager ». Ainsi, c'est une mission essentielle d'adaptation et d'écoute que se fixent, chacun à son niveau, de nombreux acteurs de la filière, conscients des enjeux alors que des campagnes d'arrachage et de distillation d'invidus sont en cours dans bien des caves.

Cette pédagogie, Antoine Pétrus convient qu'elle passe par un changement de paradigme pour les professionnels. Puisque les aspirations des consommateurs évoluent, « c'est la prescription qu'il faut faire évoluer », analyse-t-il depuis son rang de sommelier. « Il faut se mettre à la place de chaque client. Tous ne viennent pas forcément boire une étiquette, un cépage ou un terroir. Il s'agit d'entendre les attentes de chacun et de les décrypter. Personnellement, les listes infénales d'adjectifs pour décrire un vin, cela ne m'a jamais passionné », lance-t-il en écho au cuisinier Yves Camdeborde, lequel tranche : « Il faut être beaucoup plus simple en termes de présentation. Beaucoup de consommateurs aujourd'hui se disent : "Quand je commande un vin, je n'ai pas forcément envie que l'on m'en explique trop. J'ai envie d'une entrée facile vers le vin pour prendre du plaisir." Aussi, je crois que nous devons nous mettre au service de ce plaisir sans sacrifier la chose et effrayer la clientèle », décrypte-t-il. « Il convient de se mettre à la portée des consommateurs, notamment les plus jeunes qui font le choix de partager une bouteille. Pour faire simple, on doit présenter le vin comme si on présentait un œuf mayonnaise ou une crème caramel et ne pas abreuver le client de discours compliqués. » Et Antoine Pétrus de prôner l'épure : « Je pense que trois adjectifs pour décrire un goût, c'est déjà beaucoup. »

Quel avenir pour la viticulture ?

→ « Le fait que la consommation de vin en France a baissé de 70 % depuis 1960 montre l'importance que revêt l'export. Aujourd'hui, notre viticulture ne peut plus vivre sans ces exportations, tout simplement parce que la consommation française ne suffirait pas à couvrir tout ce qui est produit aujourd'hui sur le territoire français. C'est un élément d'inquiétude car il faut continuer de séduire les différents marchés internationaux et faire venir des consommateurs qui peuvent être perdus dans la diversité de la production française. La France, quand elle fait du vin de qualité, trouve son marché. » Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée auprès du ministre de l'Agriculture.

Sur le plan des couleurs – mais cette tendance est-elle vraiment durable ? – ce goût passe notamment par une volonté des consommateurs de boire davantage de rosé. Les choses vont vite. Cette teinte n'était guère en odeur de sainteté il y a trente ans. La qualité ne fait aujourd'hui plus débat. Son aspect pâle fait aujourd'hui la richesse des vins de Provence. Autre tendance du moment : le vin blanc remplace peu à peu le vin rouge sur les tables. Dès lors, certaines appellations, à l'instar de Gigondas, ont récemment fait évoluer leur cahier des charges pour permettre la labellisation de cette couleur au sein de l'AOC. L'Institut national de l'origine et de la qualité (Inao) permet également, pour faire face aux changements climatiques, à certaines appellations d'ajouter certains cépages (dans des proportions contraintes !) à leurs assemblages afin d'apporter un peu de fraîcheur et d'acidité là où la sécheresse et la canicule font grimper la sucrosité des raisins.

Baisse du taux d'alcool

Cette situation, dont l'effet immédiat se mesure en taux d'alcool à la hausse, ne semble guère adaptée aux goûts du moment. Au contraire. L'alcool, notam-

ment le midi, disparaît peu à peu des tables. Désormais, 11 % des Français consomment quotidiennement du vin. Ils étaient plus de 50 % voilà quelques décennies. Une tendance qui invite aussi les vignerons à changer leur manière de travailler... jusqu'à une désalcoolisation partielle ou partielle d'une partie de leur production. Pour donner de l'oxygène à son exploitation et, « cela peut être une des pistes », convient Agnès Pannier-Runacher, alors que de nombreux domaines et négociants s'essayent à la pratique. Les Grands Chais de France, un des plus importants producteurs de vin au monde, en produit désormais 12 millions de cois dans son site d'emouteillage de Landiras, tandis que des négociants et vignerons indépendants enregistrent eux aussi des progressions annuelles à deux chiffres (lire page 38). Une rupture avec la tradition. Une hérésie pour certains mais une ouverture qui paraît nécessaire pour s'inscrire en potentiel pionnier visionnaire.

Si l'on met de côté l'énorme défi de fournir aux vignobles un accès suffisant à une eau qui fait défaut à la saison sou-



SEBASTIEN SORANOLLE / FIGARO

Le cep de vigne, un patrimoine végétal gardien du goût

Guillaume Mollaret

Certains pépiniéristes et vignerons se battent pour préserver ou réintroduire la diversité génétique dans les vignobles. Une condition essentielle à la production de grands vins.

Le goût du vin, ce n'est pas seulement une affaire de blanc, de rouge, de rosé ou encore d'assemblage de cépages. C'est d'abord l'histoire du mariage d'un pied de vigne avec son sol. Une évidence ? Le nécessaire travail en cave a pourtant longtemps occulté le travail à la vigne... Il a même éclipsé une étape plus amont – et pourtant fondatrice –, l'importance de disposer de plants de vigne de grande qualité. Heureusement, il est aujourd'hui des vignerons et des pépiniéristes pour se battre en faveur de la diversité génétique des vignes. Un pluralisme mis à mal par plusieurs décennies de clonage des plants.

« Pour moi, un grand vin se fait pour 80 % à la vigne et pour 20 % à la cave », tranche César Perrin, vigneron propriétaire avec sa famille du Château de Beaucastel (AOC Châteauneuf-du-Pape). « Nous avons la chance tout autour de nous d'avoir un patrimoine végétal et génétique cultivé depuis cinq générations. Les cahiers de mes aïeux, que nous conservons précieusement depuis 1909, en témoignent. À l'époque, les greffes n'étaient même pas réalisées chez un pépiniériste, mais sur place », explique-t-il avant d'analyser : « Le goût du vin se transmet d'abord par un terroir. Et ce terroir est transmis à la vigne et au vin par ses racines. Les végétaux que nous plantons aujourd'hui donneront, je crois, de grands vins quand viendra le tour de nos enfants et petits-enfants de prendre la suite... De la même manière, et je le dis sans vouloir paraître prétentieux, que si l'on fait des grands vins aujourd'hui c'est parce que nos parents, nos grands-parents et arrière-grands-parents, nous ont légué ce patrimoine exceptionnel. »

Pépiniériste à Jonquières (Vaucluse) et Villeneuve-lès-Avignon (Gard), Lilian Bérillon s'attelle précisément à la préservation d'un patrimoine, tant végétal que gustatif. « Il n'y a pas de grand vin sans grand végétal », plaide ce professionnel. « Nous souffrons d'une cin-

quantaine d'années de pratiques quelque peu intensives avec du clonage à profusion. Attention, je n'ai rien contre le progrès, mais la systématisation de cette pratique affaiblit le vignoble et le rend plus sensible aux maladies. Du reste, mais sans doute n'avions-nous pas le recul à l'époque, le clonage peut rendre le vignoble obsolète au bout de vingt-cinq ans alors que, par le passé, je parle du début du XX^e siècle, les pieds de vigne étaient plantés pour être cédés aux enfants, puis aux petits-enfants, et vivaient ainsi pendant plus de quatre-vingts ans », détaille-t-il en écho aux propos de César Perrin.

Cette reconquête de la diversité passe donc par la qualité du végétal, du terroir, et du travail du vigneron. Aussi Lilian Bérillon, qui travaille notamment avec la maison Louis Roederer, en Champagne, ou la famille Vernay, à Condrieu, s'attache-t-il à sélectionner des pieds, parfois centenaires, qui ont donc résisté aux maladies, pour en tirer des plants qu'il greffe selon une méthode traditionnelle.

« Avec le clonage, si vous réalisez une plantation de 1 hectare de clones d'un même cépage, vous disposerez de milliers de pieds parfaitement identiques. Chez nous, avec la sélection massale, qui consiste à choisir les reproducteurs en fonction de leurs performances, vous obtiendrez sur la même surface entre 150 et 200 individus différents. La conséquence de cette diversité génétique, c'est qu'elle va générer des individus tantôt plus précoces, tantôt plus tardifs, mais également davantage de résistance aux maladies. Au final, puisque tous les individus sur la parcelle sont différents, on générera forcément dans le vin une complexité aromatique », avance-t-il. « Tout à fait entre nous, je n'ai rien inventé. Les anciens faisaient tous ce que je raconte ici. Notre travail a simplement consisté à réapprendre les gestes de nos aïeux », concède Lilian Bérillon, qui encadre une équipe composée d'une vingtaine de salariés.

En bordure de Rhône, dans leur ate-



De haut en bas : sur des métiers semblables à ceux de machines à coudre du temps jadis, des ouvriers taillent en biseau le bois portant les bourgeons ; de jeunes plants de vignes greffés et soudés partiellement plongés dans un bain de cire rouge, puis mis en caisse pendant un mois avant d'être plantés ; jeune pied de vigne mis en terre. GUILLAUME MOLLARET

lier de Villeneuve-lès-Avignon, les ouvriers et ouvrières, petites mains de la pépinière, s'affairent en silence sur des métiers semblables à ceux de machines à coudre du temps jadis. Là, leurs mains expertes fendent en biseau le bois portant le bourgeon, puis font de même avec le porte-greffe avant d'emboîter manuellement les deux morceaux de bois qui, pour faire prendre la greffe, sont partiellement plongés dans un bain de cire rouge. Émouvant. Délicatement mis en caisse et classés par cépage, les plans greffés-soudés vont ensuite at-

tendre une trentaine de jours dans un environnement chaud et au taux d'humidité contrôlé, avant de gagner le vignoble où le nouveau pied promet d'être planté au printemps... et de livrer ses premiers raisins lors d'un automne suivant.

« Ce travail nous permet de faire revivre certains cépages parfois méconnus qui offrent des perspectives d'un breuvage plus charnu, plus gouleyant, plus juteux. Le choix du vigneron, qu'il opère en concertation avec nous, permet parfois de faire baisser le degré d'alcool et donc d'apporter davantage de fraîcheur dans ses vins », détaille encore le pépiniériste.

« Depuis quelques années maintenant, je plante des cépages qui offrent une acidité intéressante et collent aux aspirations actuelles des consommateurs »

Julien Mazaloubaud Propriétaire du Clos Léopold, dans le Vaucluse

Ce travail au long cours est réalisé avec le souci de la précision du geste pour des clients qui peuvent nourrir différentes aspirations. Dans le cas de la famille Perrin, il s'agit de préserver un patrimoine acquis. Pour des vignerons ne possédant pas cet historique il s'agit de se constituer un patrimoine végétal garant de la qualité de la production future.

C'est notamment le cas de Julien Mazaloubaud, propriétaire du Clos Léopold, dans le Vaucluse. À la faveur d'une autorisation pour l'AOP Gigondas de produire des vins blancs, Julien Mazaloubaud, dont les vignes sont dominées par les Dentelles de Montmirail revendique « un vin de terroir ». « Depuis quelques années maintenant, je plante des cépages qui offrent une acidité intéressante et collent aux aspirations actuelles des consommateurs. Puisque je souhaite inscrire mon travail dans la durée et que, pour les blancs, j'écris l'histoire de mon vignoble à partir d'une page blanche, il est vraiment important pour moi d'acquiescer de beaux pieds de vigne résistants et adaptés à mon sol comme aux changements climatiques que nous rencontrons », soutient cet adepte de la course à pied longue distance.

Pour parvenir au résultat d'une première cuvée de vin blanc estampillée du sceau de l'AOP Gigondas – qu'il mettra en bouteille cette année -, Julien Mazaloubaud a appelé l'un de ses pépiniéristes, en l'occurrence Lilian Bérillon, afin qu'il vienne étudier la topographie de ses parcelles et la nature de son terroir. « J'ai planté des clarettes avec la conviction que leur diversité génétique permettra d'explorer au mieux notre terroir pour apporter la fraîcheur et l'acidité souhaitées dans des vins que j'espère les plus complexes possibles », sourit le vigneron. Fort de ses nouveaux pieds, le voici engagé dans une nouvelle course de fond. ■

Alexandre Pouget : « Partager la magie du vin »

Propos recueillis par Stéphane Reynaud

La science se met au service de la perception gustative et de l'émotion qu'elle suscite chez le consommateur.

Entretien scientifique et poétique avec le professeur à l'université de Genève dans le département des neurosciences fondamentales, Alexandre Pouget.

LE FIGARO. – Le goût du vin peut-il se résumer à une formule chimique ?

ALEXANDRE POUGET. – Le goût du vin ne se résume pas à une seule formule chimique. Cependant et même si cela peut paraître un peu réducteur, il s'agit bien de chimie. De la production jusqu'à la dégustation, le vin rassemble un mélange complexe de milliers de molécules différentes qui vont interagir avec les récepteurs de la bouche et du nez – qui sont eux-mêmes des protéines. Cela va déclencher une activité électrochimique dans le cerveau, laquelle va impliquer des neuromodulateurs et des neurotransmetteurs. Ces derniers vont engendrer l'émotion, le sentiment et le percept. C'est donc bien de chimie dont il est question.

A-t-on ou a clairement identifié ces molécules gustatives ?

Le goût de bouchon est l'un des rares cas associé à une seule molécule. Cette simplicité a permis de l'identifier. Pour les autres sensations, c'est beaucoup plus complexe car elles sont composées d'un ensemble de milliers de molécules. La minéralité, par exemple, est une sensation que les neuroscientifiques ne sont pas capables d'expliquer. On ne sait pas comment activer les récepteurs. On ne sait pas non plus quels types de molécules déclenchent cette sensation, car elles sont nombreuses.

Dans vos recherches, vous différenciez « le goût réel » et « le goût inventé ».

Expliquez-nous ? Dans un domaine perceptuel tel que le vin, où les goûts sont complexes et les distinctions difficiles, le cerveau va avoir tendance à prendre en compte ce qu'il sait a priori par rapport à ce que l'on est en train de déguster. Il y a donc une part objective liée à la composition



SEBASTIEN SORANILE FIGARO

Nous avons pu, au travers de différents millésimes, identifier la signature de chacun des 7 châteaux bordelais associés à notre étude. Cela représente quelque 30 000 mesures pour chaque vin

Alexandre Pouget

du vin et une part subjective créée par le cerveau qui reflète notre expérience passée.

Vous avez tenté de définir l'empreinte chimique du vin... Une expérience inédite.

Avec Stéphanie Marchand, de l'Institut des sciences de la vigne et du vin de l'université de Bordeaux, nous avons réalisé des tests de chromatographies gazeuses du vin. Concrètement l'opération consiste à procéder à son évaporation dans une machine qui le décompose ensuite en composants élémentaires. À la sortie, on obtient une sorte d'empreinte génétique à partir de laquelle nous avons pu, au travers de différents millésimes, identifier la signature de chacun des 7 châteaux bordelais associés à notre étude. Cela représente quelque 30 000 mesures pour chaque vin. C'est pourquoi nous faisons appel à une intelligence artificielle chargée de trouver l'information pertinente dans ce chromatogramme permettant d'identifier le château.

Quelle corrélation entre l'empreinte chimique et la perception du dégustateur ?

Il s'agit de faire le lien entre la perception et la linguistique. Cependant, ce n'est pas simple car il n'y a pas forcément un alignement naturel entre la présentation perceptuelle que le dégustateur a du vin dans son cerveau et les mots utilisés pour les décrire. Et puisque chaque dégustateur a son vocabulaire, la tâche n'est pas mince.

Vos recherches ne risquent-elles pas de casser la magie du vin ?

C'est un processus récurrent fait aux sciences. Elles génèrent pourtant beaucoup de poésie. Il ne s'agit pas de casser la magie mais de la partager. J'aimerais que ces recherches contribuent à aider les vignerons à concevoir de meilleurs vins.

À l'avenir, pourra-t-on synthétiser un vin ?

Ce serait sous-estimer sa complexité. Rassurez-vous, aucune machine n'en est capable ! ■

Spécialiste de l'histoire des cultures alimentaires régionales du XVII^e au XIX^e en France, cet historien de l'époque moderne s'intéresse également aux notions d'identité, d'échanges, de circulation des goûts, des modes et, de leurs effets sur le commerce au sein de l'Europe.

LE FIGARO. - À partir de quel moment a-t-on commencé à enrichir notre vocabulaire autour du vin ?

PHILIPPE MEYZIE. - Un discours a commencé à se structurer entre le XVII^e et le XVIII^e siècle. Bien sûr, à l'Antiquité et au Moyen Âge on parlait déjà du goût, mais à cette époque l'appréciation était limitée au fait que le vin était bon ou médiocre. Dans les écrits, on retrouve assez peu de qualificatifs. Le premier enrichissement de notre vocabulaire autour du vin démarre réellement durant le règne de Louis XIV (1643-1715) avant de prendre davantage d'ampleur encore au XVIII^e siècle, au cours du siècle des Lumières. C'est à cette époque que le goût a été perçu comme un sens permettant d'accéder à la connaissance. C'est là qu'apparaissent les comparaisons entre le goût du vin, par exemple, et celui des fleurs. L'enrichissement de ce vocabulaire n'est cependant pas porté par un individu particulier et charismatique, comme l'a fait Jean-Anthelme Brillat-Savarin (1755-1826) pour la cuisine. Ce sont davantage les marchands et les voyageurs qui, pas à pas, vont faire évoluer les choses. Il faut attendre le XIX^e siècle pour l'apparition des premiers ouvrages de dégustation édifiés. Notamment *Le Manuel du sommelier* d'André Julien, en 1822. C'est également à cette époque que les scientifiques, comme Pasteur, s'emparent du sujet. Cela va contribuer fortement à nourrir le langage autour du vin.

Sur quels matériaux écrits travaillez-vous ?

Nous pouvons nous baser sur les discours des amateurs, des écrivains, des marchands, mais aussi de la justice quand il y a des problèmes de fraude. Le vin est une construction historique. Et ces écrits nous permettent d'identifier si certains vins sont considérés comme plus ou moins « secs » ou « sucrés », comme on disait à l'époque. Certaines comparaisons s'installent dans la durée. C'est ainsi qu'autrefois la saveur des vins de Sauternes est souvent comparée à celle de la pierre à fusil, comparaison qui perdure.

De quand date la notion de « terroir » ? Le mot terroir revêt plusieurs sens. La définition que l'on en fait au XVII^e siècle dans les dictionnaires est très différente d'aujourd'hui. À l'époque, si l'on disait d'un vin : « Il a un goût de terroir », on entendait par là qu'il avait un goût terreux, ce qui est un défaut. Le mot terroir va peu à peu prendre un sens positif vers la fin du XVIII^e siècle en renvoyant à l'idée que le vin porte les caractéristiques d'un lieu matérialisé par la notion de « cru », identifié

L'historien-chercheur à l'université Bordeaux-Montaigne, Philippe Meyzie.



GUILLAUME MOLLARET

Philippe Meyzie : « Le vin est un mélange permanent de tradition et d'innovation »

Guillaume Mollaret

La viticulture s'est toujours adaptée aux réalités et aux goûts de son temps explique au « Figaro », l'enseignant-chercheur à l'université Bordeaux-Montaigne.

dans le Bordelais par des « Châteaux » et en Bourgogne par des « clos ». Débute alors lentement le concept qu'un vin est meilleur en fonction de son origine géographique.

Historiquement, comment le milieu vitivinicole s'est-il adapté au goût des différents marchés ?

Le monde du vin s'est très vite adapté à la demande d'une clientèle très éloignée des zones de production. Je pense notamment à l'influence des élites anglaises, hollandaises ou russes. Pendant longtemps, les Anglais ont apprécié les vins de Bordeaux. Mais, à la fin du XVII^e siècle, quand Louis XIV entre en guerre contre une grande partie de l'Europe et que cette importation s'arrête, les élites anglaises vont se tourner vers le vignoble de la vallée du Douro et les vins de Porto, qu'ils apprécient. Une fois la guerre terminée, il a donc fallu, pour revenir, que les producteurs bordelais s'adaptent en proposant des vins plus tanniques que l'on va appeler les « new French clarets ». Porto et Bordeaux garderont leurs partisans et leurs détracteurs. Il sera ainsi écrit à l'époque que le Porto est un vin d'homme et que le Bordeaux un vin pour les garçons.

Les marchands du XVIII^e siècle proposaient-ils des productions différentes d'un pays à l'autre ?

Adapter sa production à un marché est une pratique déjà ancienne. À cette époque, les vins adressés au port de

Gdansk (dans l'actuelle Pologne, NDLR) étaient enrichis en eau-de-vie à réception pour les rendre conformes aux attentes des consommateurs locaux. Un vin cocktail avant l'heure ! Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle des représentants de commerce envoyés par les maisons de Champagne écrivent à leurs employeurs pour demander des vins moins sucrés pour l'Angleterre et plus sucrés pour la Russie.

Les consommateurs préfèrent aujourd'hui le vin rouge au vin blanc. A-t-on connu d'autres changements d'habitude de consommation ?

Les couleurs des vins connaissent de grandes variations dans le temps. Au XVII^e siècle, le vin rouge est clair avant de se faire plus tannique, mais on consomme dans les milieux paysans autant de rouge que de blanc. Au XX^e siècle va s'affirmer « le gros rouge », qui devient la boisson des paysans et des ouvriers. Depuis les années 2010, c'est le vin rosé qui connaît la plus forte progression. Et le rosé lui-même a connu une évolution de couleur pour se faire plus pâle.

Selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin, la production est au plus bas depuis 1961.

A-t-on, historiquement, connu d'autres périodes de creux ?

Les vignobles sont des objets vivants. Ils ont connu des crises. Pensez que, au XVIII^e siècle, le plus grand vignoble de

France en superficie se trouve en Île-de-France. Le vignoble d'Argenteuil et le vignoble de l'Orléanais sont à l'époque très importants. Ils ont depuis disparu. À la fin du XIX^e siècle, la crise du phylloxéra a complètement remodelé le paysage viticole français. Dans les années 1930, l'apparition des appellations d'origine vise à répondre à une crise de surproduction viticole. La crise actuelle n'est pas une première.

En ce sens, le vin est-il un produit culturel, dans la mesure où il s'adapte à son époque ?

Oui. Le vin n'est pas dissocié des modes de consommations alimentaires. Le fait d'associer du rosé avec du pamplemousse ou d'orienter une part de la production vers le vin sans alcool, de proposer des bouchons à vis, qui permettent de reboucher plus facilement la bouteille dans la perspective d'une consommation occasionnelle, montre bien que le milieu vitivinicole est à l'écoute des consommateurs. Historiquement, le milieu du vin est un mélange permanent de tradition et d'innovation. Il y a une transmission des savoir-faire certes, mais tout évolue. Les vendanges tardives n'existaient pas avant la fin du XVI^e siècle. L'apparition de la bouteille fut révolutionnaire. L'embouteillage n'a pas toujours été fait dans les propriétés, mais dans les chais des négociants. Dans une construction humaine telle que le vin, rien n'est immuable. ■

Le vin désalcoolisé trace son sillon

Guillaume Mollaret

Vignerons indépendants et maisons de négoce se positionnent sur ce marché émergent en France, mais déjà plébiscité à l'international.

Ses barriques pyrogravées au nom du Château Clos de Boüard contiennent toutes le même jus. Pourtant, plus d'un quart des volumes - l'équivalent de 55 000 bouteilles - partiront bientôt en direction de l'Allemagne pour suivre un procédé de désalcoolisation avant de revenir à Montagne (Gironde), un village voisin de Saint-Émilion, où les flacons seront étiquetés Prince Oscar et destinés à une clientèle essentiellement internationale... jusqu'au Japon ! « Tout a commencé

en 2019 avec une demande du Parc des Princes », explique la vigneronne Coralie de Boüard. « Au début, notre démarche a pu choquer le milieu bordelais. Depuis, tout le monde a bien compris qu'il y avait une vraie tendance de marché », poursuit la propriétaire, à qui cette commande - au-delà d'une publicité certaine - a ouvert les portes d'un marché inédit et en croissance dans un contexte morose avec une production mondiale de vin au plus bas depuis plus de soixante ans.

Si bon nombre de consommateurs français estiment à ce jour que le vin désalcoolisé - qui titre à moins de 0,5 % d'alcool - est une hérésie, dans d'autres pays - notamment non producteurs - les acheteurs sont beaucoup moins affirmatifs. « Il y a un vrai marché auprès de personnes très soucieuses de leur bien-être corporel, d'autres qui ne peuvent plus boire d'alcool parfois pour des raisons religieuses, ou bien parce que la consommation d'alcool est très encadrée. Depuis six à douze mois, beaucoup de propriétés viticoles françaises nous contactent et veulent voir comment se comportent leur produit dans l'optique d'élargir leur gamme et leurs perspectives de vente », détaille Fabrice Delaveau, œnologue et directeur général de



Michael Paetzold SARL procède à des opérations mobiles de désalcoolisation à même les propriétés.

Moins de 0,5 %
de taux d'alcool pour qu'un vin soit considéré « désalcoolisé »

Michael Paetzold SARL, qui procède à des opérations de désalcoolisation à même les propriétés.

Dans ce segment de marché naissant, aux vignerons indépendants se mêlent des maisons de négoce spécialisée (Pierre Chavin, Moderato...), mais aussi de grands groupes tels que Cordier by InVivo avec la marque Bonne Nouvelle ou encore Les Grands Chais de France, un des premiers producteurs mondiaux

de vin en volume. Dans son usine girondine de Landiras, le producteur de la marque J.P. Chenet - vendue dans 160 pays - a investi voilà trois ans 3,5 millions d'euros dans une unité de désalcoolisation.

Regardée localement avec circonspection à son lancement, la production a rencontré un succès international fulgurant puisque pas moins de 12 millions de bouteilles de vin sans alcool produites à Landiras ont été vendues l'an dernier. « À l'instar de la bière sans alcool et de la bière traditionnelle, nous cherchons à rapprocher le plus possible les vins sans alcool des vins traditionnels », explique Éric Pannetier, le directeur des Grands Chais de France à Landiras. « Le pari est gagné sur les vins mousseux. L'apport de gaz carbonique permet de retrouver des sensations, notamment de structure, proches de son cousin le vin effervescent », assure-t-il. « Une bouteille de vin pétillant sans alcool sur quatre vendue en Grande-Bretagne, répond de notre marque Nozeco », soutient Éric Pannetier.

Ce développement international prime sur la conquête du marché intérieur, comme l'observe la plupart des acteurs de vin désalcoolisé. Nul n'est prophète en son pays. ■

MICHAEL PAETZOLD

NOUVEAU GALA

PLUS D'IMAGES, PLUS D'HISTOIRES



S'OFFRIR DE GRANDS DESTINS



3,40 € • TOUS LES JEUDIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La Chouette d'or, entre rêve et illusion

Damien Mercereau

Jeu de piste palpitant ou arnaque? Laurline Danguy des Déserts raconte cette chasse au trésor lancée en 1993 et toujours en cours.

Quelque part en France est cachée une sculpture de chouette en bronze. Son découvreur pourrait se voir remettre la statuette originale en or estimée à 150 000 euros. Des dizaines de milliers de personnes se sont penchées sur les énigmes compilées par le publicitaire Max Valentin et le sculpteur Michel Becker dans un petit livre édité en 1993. Le butin, donc, est une chouette aux ailes déployées faite d'or, d'argent et de pierres précieuses. Cette chasse au trésor, comme il en existe tant d'autres, aurait dû durer quelques mois, mais la contremaître en bronze enfoncée sous 80 centimètres de terre dans un lieu accessible au public n'a jamais été exhumée à ce jour. «Max Valentin a eu le coup de génie de la première œuvre tout en commettant des erreurs de conception car aucune chasse n'est censée durer autant de temps», confie Julien Alvarez, fondateur des Éditions du Trésor et auteur de *Chouette d'or*, l'enquête.

Dans son documentaire, Laurline Danguy des Déserts résume méthodiquement

trois décennies d'un jeu qui passionne au-delà de la raison la communauté des «chouetteurs» comme ils se nomment entre eux. «C'est un véritable thriller, nous dit-elle. Au départ, c'est juste un jeu mais c'est surtout l'histoire de deux hommes qui ont cru mutuellement qu'ils allaient profiter de l'un et de l'autre.» Sous le vernis se cachent aussi un business lucratif, un règlement bancal et une guerre d'égo entre ses auteurs.

Vérifier la cachette

En avril 2009, le décès de Max Valentin (Régis Hauser de son vrai nom) a fragilisé ce jeu. Il était la seule personne à connaître la solution et avait d'ailleurs distillé quelques précieux indices durant l'été 1997 dans *Le Figaro Magazine*. Au milieu d'une succession chaotique où il n'est pas le bienvenu, Michel Becker récupère la chouette d'or dont il est le concepteur pour la vendre aux enchères en juin 2014 à Drouot. Si la vente est finalement annulée, le sculpteur et peintre va s'attirer les foudres de participants mécontents parmi lesquels Yvon Crolet. Persuadé com-



CINETEVEO/LES FILMS EN VRAC - ZOOMCANAL

La légendaire Chouette d'or fait l'objet d'une quête qui rassemble toute une communauté de «chouetteurs».

me beaucoup d'autres «chouetteurs» d'avoir trouvé la bonne solution sans démentir la moindre contremaître, ce dernier a porté l'affaire devant les tribunaux pour dénoncer une arnaque. «Il pointe des irrégularités dans le jeu mais rien ne peut remettre en cause son existence, estime la réalisatrice. Il n'y a pas lieu de parler d'immense arnaque. Il y a un vide juridique sur les chasses au trésor, rien ne vous oblige à faire appel à un huissier et Régis Hauser n'est pas hors la loi.»

En avril 2021, les héritières de ce dernier consentent à remettre à Michel Becker les solutions stockées dans une sim-

ple disquette blanche. «À qui vais-je bien pouvoir le dire? À personne, c'est un plaisir qu'on ne peut pas partager», confie l'artiste de 74 ans. En octobre 2021, il relance le jeu en affirmant s'être déplacé pour vérifier la cachette. À la place de la copie numéro un en bronze de la chouette, il trouve un oiseau métallique rouillé enveloppé dans un sac en plastique. Dans l'impossibilité de savoir ce qu'il est advenu de la contremaître, il enterrera la deuxième réplique en bronze de la statue.

Si beaucoup d'anciens adeptes de cette chasse au trésor doutent de l'honnêteté de Michel Becker, une nouvelle génération de chercheurs s'est prise au jeu et se languit de la moindre prise de parole du sculpteur. «C'est un personnage qu'il faut apprendre à décoder», souligne Laurline

Danguy des Déserts. C'est quelqu'un de malin qui sait se faire entendre et il est très beau parleur. Il se complait dans son rôle de sachant. Depuis deux ans et demi, l'artiste se délecte d'être en effet «celui qui sait» et se laisse enivrer par cette douce popularité. Chimère ou réalité, certains rêvent de connaître un jour l'issue de la Chouette d'or quand d'autres souhaitent que cette quête dure éternellement. Et Julien Alvarez de conclure : «On est passé d'un jeu organisé à quelque chose qui est en train de basculer dans la légende.» ■

«À la poursuite de la chouette d'or»
À 21 heures, sur Canal+ Docs
Notre avis : ●●●○

«Des blessures invisibles» : dans l'enfer des violences conjugales

Julia Baudin

Marie Denarnaud, Pierre Perrier et Lubna Azabal sont réunis dans ce nouveau polar de France 2 et poignante tragédie familiale.

Arrête de me suivre comme ça, à la fin c'est pénible... «T'es complètement hystérique» ; «Tu ne veux pas aller prendre une douche et te changer? Elle est passée où ma jolie petite femme?» ; «Tu fais plus pitié qu'envie» ; «Tu n'as pas d'amis, tu n'as pas d'argent, tu as un boulot de merde... Sans moi? Tu n'es rien...» Autant de phrases assassines, crachées entre deux portes, auxquelles s'ajoutent les exigences sexuelles nocturnes, les coups de gueule intempestifs, les réflexions sur la tenue de la maison, la radinerie, les excuses opportunes, juste ce qu'il faut de menaces, parfois les mêmes réflexions qui fusent à l'encontre des enfants. Et puis plus rien. Un après-midi, Camille (Sa-

rah Suco) disparaît. Faussement rongé par l'inquiétude, Raphaël (Pierre Perrier) alerte les autorités. Les recherches révèlent bientôt la monstruosité. Librement inspirée des *Blessures du silence* de Natacha Calstrémé, cette fiction n'est pas la première – et heureusement! – à traiter des violences conjugales, un fléau qui chaque année tue, rien qu'en France, plus de 120 femmes, et en abîme – quand il ne les détruit pas définitivement – des milliers d'autres (une enquête menée en 2022, «Vécu et ressenti en matière de sécurité», fait état de 320 000 victimes par an). Après *L'Emprise*, *Maid*, *Big Little Lies*, *Jacqueline Sauvage* : c'était lui ou moi ou *Angela Black*, *Des blessures invisibles* rejoint la liste des fictions qui dénoncent avec de

plus en plus de force l'horreur de l'emprise au sein du couple. Elles donnent la parole, pointent les désastres intérieurs et mettent en lumière les dommages collatéraux.

Absence de happy end

Coproduit par Jean-Xavier de Lestrade (*Sambre...*) et réalisé par Sarah Marx (*K contraire*) pour France 2, ce téléfilm participe de cette nécessaire prise de conscience. L'histoire, sans la divulguer totalement, se démarque pour plusieurs raisons. Par l'aisance de la classe sociale à laquelle les protagonistes se rattachent : Raphaël est avocat. Camille, juriste. Le couple a deux enfants. Le tableau qu'il compose, avec la somme de ses accessoires – pavillon, voiture, vé-

tements... – fait largement illusion. Autre vertu, la flic (Lubna Azabal) ne perd pas de temps à tourner autour du pot, l'accueil de maintes questions, rappelant d'emblée que «80% des féminicides sont le fait du conjoint ou de l'ex-conjoint», pour peu que Camille soit retrouvée morte.

De fait, la prise de conscience ne procède pas de l'enquête mais arrive grâce au personnage de Marion (épâtante Marie Denarnaud) qui est à la fois la sœur de Raphaël et l'amie de Camille. Prête à tout pour défendre ce frère dont elle a partagé la sinistre enfance, elle incarne à la perfection la manière dont une proche peut être ténaille entre l'amour fraternel et cette envie d'aider à comprendre ce qui est arrivé à sa grande

amie. Après les larmes et la culpabilité vient le temps de la colère et du choix, aussi cornélien soit-il. Cette fiction, ce n'est pas la moindre de ses qualités, dispense de happy end. Le parti pris est de rebrousse-poil des attents naturelles de l'auditoire mais il a le grand mérite de ne pas dénaturer le sujet. Le combat des victimes continue en effet bien au-delà de la mise au jour de leur calvaire. Il faut ensuite s'assurer de sa reconnaissance par la justice, de sa réparation, du maintien à distance du bourreau et de la sécurité des enfants. ■

«Des blessures invisibles»
À 21h10, sur France 2
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6629

HORIZONTALEMENT

1. Ça du cœur comme patron. – 2. Jeune victime du devoir. – 3. Raclais l'os. – 4. Morceau avec numéro. Se conclut en court. – 5. Vedette dans la flotte. Fabrique de chaînes à la chaîne. – 6. Image ou manière dans une location. – 7. Romain en double. Très musical. – 8. Pas en vigueur. Lancé à Marseille. – 9. Patron des peintres. Il procède par élimination. – 10. Lien culturel entre la France et l'Allemagne. Le numéro du Premier à Downing Street. – 11. Vieil album romantique. – 12. Ont reçu un dernier coup de fer.

VERTICALEMENT

1. C'est avec une longue mèche blonde devant l'œil qu'elle joua les premiers rôles du cinéma noir des années 1940 (prénom et nom). – 2. Travaux d'aiguilles. – 3. Connectés. Unité d'information. – 4. Envoie à la chambre. Écorce mouleuse. Produit à charge. – 5. Journaliste intimiste. Attaquer les favoris. Partie du squelette. – 6. Aiguiches dans les puits. Presse ouvrière. – 7. Pour un cercle coloré. Plat traditionnel ivorien, à base de semoule de manioc fermentée. – 8. Leur version doublée de la vie de Jésus fut mal reçue.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6628

HORIZONTALEMENT 1. Carl Benz. – 2. Achillée. – 3. Laineurs. – 4. Adne Dot. – 5. Mé. Rien. – 6. IMA. Tric. – 7. Situa Er. – 8. Têt. Lune. – 9. Agisse. – 10. Embues. – 11. Éole. Éla. – 12. Steeples.

VERTICALEMENT 1. Calamistrées. – 2. Académie. Mot. – 3. Rhin. Attable. – 4. Liner. Guée. – 5. Blé. Italie. – 6. Eluder. Ussel. – 7. Néroniens. Lé. – 8. Zest. Créeras.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



MOTS À CASER

RCF JEUX

Placez les mots de la liste dans la grille ci-dessous.

2 LETTRES

AU
CL
CO
CS
NE
ON
RN
TA

4 LETTRES

ANGE
CECI
NDLR
POIL

6 LETTRES

DIA
IPE
IRM
NON
OUI
PAN
UNE

5 LETTRES

ACIDE
CARRÉ
LONGE
NOUER
OCTET
ORVET

8 LETTRES

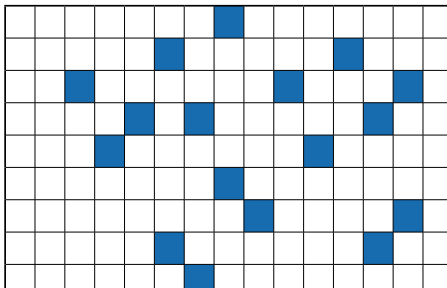
EMANER
ENRAGE
ENTÊTE
ÉTRAVE
LATENT
OISIVE
RESSAC

7 LETTRES

ATTARDE
ENSUITE
ESSEULE

ICARIEN

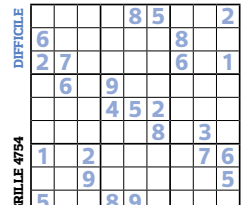
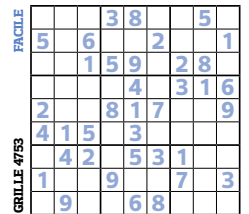
RÉPÊTER



SUDOKU

RCF JEUX

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.



Redouane Bougheraba, le phénomène marseillais

Premier humoriste à se produire au Stade-Vélodrome de Marseille, le 22 juin prochain, celui qui a percé grâce à ses vidéos postées durant la pandémie de Covid sera sur scène les 12 et 13 juin, à l'Accor Arena de Paris.



PAR
Émilie Paul

Quand l'attachée de presse de Redouane Bougheraba nous donne rendez-vous au Murat (16^e arrondissement de Paris), la consigne est claire : l'entretien doit être terminé avant 21 heures. L'humoriste natif de Marseille est un mordu de football. Ce soir-là, l'OM, son équipe favorite, affronte l'Atalanta Bergame en demi-finale aller de Ligue Europa et pour rien au monde il ne manquerait le match qu'il ne peut malheureusement pas suivre au Stade-Vélodrome.

Qu'importe, il en a déjà vu des rencontres dans l'enceinte sportive mais surtout, le 22 juin, c'est lui qui investira ce lieu mythique. Non pas pour participer à un nouveau match amical avec Zinedine Zidane - le 14 mai dernier, il a affronté le champion du monde pour les 100 ans du Stade Lescure - mais pour jouer devant 60 000 personnes. On m'appelle..., son nouveau spectacle.

« Mon rêve, c'était de remplir l'Olympia, je l'ai fait. Après, c'était le Palais des sports, j'en ai fait dix. Le Stade-Vélodrome, c'est la consécration ! », analyse-t-il avec pudeur mais aussi une pointe de stress. Avant, Redouane Bougheraba se produira les 12 et 13 juin, à l'Accor Arena de Paris et, le 15 juin, au LDLC Arena de Lyon. « C'est magnifique ce qui m'arrive, c'est au-delà de mes espérances », souligne-t-il.

Et pour cause, avant de connaître le succès, le Marseillais de 45 ans a bourlingué et a connu la galère. « Il m'a fallu dix ans pour être connu du jour au lendemain », résume-t-il non sans une certaine fierté. Né dans une famille nombreuse modeste algérienne, Redouane Bougheraba n'a manqué de rien. Enfant turbulent, il a fait une partie de sa scolarité chez les sœurs à Notre-Dame de la Major. Pour se faire accepter de ses camarades, le collégien décide de les faire rire en dessinant des caricatures. Son bac ES en poche, le jeune homme se cherche et il traverse la Manche pour passer une année sabbatique à Londres. De retour en France, il fait deux ans en fac de sciences économiques - « je me suis vite ennuyé » - et un an en fac de lettres. Il



CHARLOTTE VISION/CANAL+

« Je me suis toujours moqué des gens. La "charriade" est un sport national à Marseille », affirme Redouane Bougheraba.

ouvre ensuite un taxiophone et un cybercafé à Marseille.

Mais c'est en voyant Ali, l'aîné de la fratrie, sur scène qu'il prend conscience de ce qu'il veut faire. Ce dernier, comédien et metteur en scène, a reçu le Molière du spectacle musical pour Ivo Livi ou le destin d'Yves Montand. Grand Corps Malade, ami de Redouane Bougheraba, lui propose de faire ses premières parties, un an après leur rencontre. « Il n'avait jamais fait de salles aussi grandes. Ça s'est bien passé même s'il manquait de naturel », se souvient le slameur. « Faire rire les gens a déclenché en moi une adrénaline », se rappelle le Marseillais. Il se lance alors à corps perdu dans l'humour. Comedy clubs (Paname Art Café, Café Oscar, Jamel Comedy Club, Frigde, Madame Sarfati), restos, bars à chicha, mariages, universités, mairies... Redouane Bougheraba

silonne Paris et sa banlieue avec sa trottinette électrique. « J'étais boulimique de scènes, avoue-t-il. Je pouvais en faire jusqu'à sept ou huit par soir. » Pas de quoi remplir le frigo pour autant. Les cachets peuvent aller d'un sandwich à un ticket resto et, pour les meilleurs soirs, jusqu'à 50 euros. « Ça ne payait pas toutes les factures mais j'en vivais. J'arrivais à payer ma coloc à Paris, un peu le loyer à Londres où j'avais un ap-

« Si je disais un dixième de ce qu'il dit sur scène, je ferais la une des journaux. Il arrive à dire des choses très grossières avec tendresse car il a du cœur, il est incapable de faire du mal à quelqu'un »

Gad Elmaleh Acteur et réalisateur

partement avec ma compagne et ma fille, et parfois les billets d'Eurostar. C'était de la belle survie et faire rire les gens me suffisait, affirme l'humoriste. À aucun moment, je ne me suis dit que je n'allais pas y arriver. Cette boulimie de scène m'a formé. »

Finalement, c'est en 2015 qu'il joue son premier spectacle, Redouane s'éparille. Le succès arrive pendant le Covid. Durant la pandémie, l'humoriste poste sur les réseaux sociaux trois vidéos par semaine. Sa notoriété explose. « Il y a plus de treize heures d'improvisation sur YouTube », insiste-t-il. Sa marque de fabrique ? Improviser mais aussi charrier son public. « Je me suis toujours moqué des gens. La "charriade" est un sport national à Marseille », précise-t-il avant de se défendre : « Je dis ce que tout le monde pense. On a tous traité une copine de "connasse". Moi, je dis des atrocités mais toujours avec amour et bienveillance. » Les gens en redemandent et les places au premier rang s'achètent. « Si je disais un dixième de ce qu'il dit sur scène, je ferais la une des journaux », concède Gad Elmaleh, qui lui a ouvert ses premières parties. Il arrive à dire des choses très grossières avec tendresse car il a du cœur, il est inca-

ble de faire du mal à quelqu'un », assure l'humoriste. « J'ai outré à outrance. J'ai choqué le public de Grand Corps Malade et celui de Gad Elmaleh, reconnaît Redouane Bougheraba. Mais ça a été formatrice. D'avoir repoussé mes limites me permet, aujourd'hui, de maîtriser la limite, de la dépasser sans la franchir », ajoute-t-il. Proche de son public, il prend du temps avec chacun des spectateurs à la fin de son show pour faire des photos ou signer des autographes. Jusqu'au dernier.

En parallèle, le Marseillais se fait une place au cinéma. Grand Corps Malade lui ouvre les portes du septième art avec Patients. En 2019, le slameur et réalisateur lui confie le rôle de l'inoubliable professeur de sport dans La Vie scolaire. Suivent Taxi 5, 2. « C'est un autre exercice. Le stand-up, c'est un 100 mètres avec un retour immédiat. Le cinéma, c'est un marathon de 42 km », compare Redouane Bougheraba. Avec son frère Ali, il coréalise son premier film intitulé Délocalisé pour lequel il vient de passer quarante-quatre jours en Inde et qui l'a contraint à refuser une invitation d'Emmanuel Macron.

Entre ses spectacles, le tournage de son film et les différentes sollicitations - en avril, il a accompagné les candidats dans « Au micro » sur Canal+ et au début du mois de mai, il a fait partie des premiers porteurs de la flamme olympique à Marseille -, il ne reste à Redouane Bougheraba que peu de temps à consacrer à sa conjointe, Jennifer, et à leurs deux filles, Romane et Dounia, âgées respectivement de 17 et 5 ans, installées à Londres. « C'est un combat au quotidien. Ça fait deux ans que ça ne s'arrête pas. Je dors beaucoup dans le train, en voiture et dès que je peux, je passe du temps avec mes filles », détaille ce papa poule. Et ce n'est pas près de s'arrêter. Ce vendredi, l'humoriste est attendu au Vatican. Le diocèse pour la Culture et l'Éducation organise une audience avec le pape François dédiée aux protagonistes de l'humour. En recevant cette invitation, Redouane Bougheraba et son entourage ont tout de suite cru à une blague ; nous aussi, il faut le dire. ■

le club

LE FIGARO

Idées

Jeudi à 22h30

Eugénie Bastié

LE FIGAROTV

LE FIGARO MAINTENANT À LA TÉLÉVISION

Le Figaro TV propose un large choix de programmes documentaires consacrés à la culture, au patrimoine, à l'histoire, au spectacle vivant et à l'art de vivre mais aussi des émissions de décryptages présentées par les journalistes de la rédaction du Figaro.

Disponible sur

TNT IDF	34
FR	468
France	904
Autel sur	LeFigaro.fr et l'app



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Déloyauté (dé-lo-iô-té) n. f. Traître mot.

L'humoriste Guillaume Meurice a été licencié de Radio France pour déloyauté (ce sont les termes de la direction). Le mot vient du latin *legalis*, qui signifie « conforme à la loi ». Ici c'est la loi de l'entreprise qui prévaut : toutes demandant que l'on pratique la loyauté. Outre un humour de bon aloi.

Après une plaisanterie de mauvais goût, Meurice s'est entêté, a récidivé, au point d'avoir été, dit la direction de la radio, déloyal. Alors que toute entreprise ne doit compter en son sein que des loyaux.

Radio France ne fait pas exception : comme ailleurs ses collaborateurs doivent être bons et loyaux dans leur service.

Guillaume Meurice est un humoriste très en vue. Longtemps, il a été loué pour ses chroniques : « Oyez-le », était le maître mot. Les auditeurs semblaient le plébisciter : « Nous l'oyons. Oui à ce Meurice qui charme la note. »

Mais celui-ci n'est pas propriétaire de l'antenne.

Son loyer d'ailleurs, c'était sa loyauté.

Si Monsieur Loyal se montre déloyal, alors rien ne va plus. ■